



Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 29 avril 1967

Quebec, Saturday, April 29, 1967

Règlements

Rules

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When copy is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

3. Specify the number of insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

4. Pay cash and before publication for advertising copy according to the rates set forth below, exception when the copy is to be published several times. In that event, the interested party shall pay upon receipt of his account and before the second insertion: otherwise this insertion will be suspended without further notice and without prejudice to the Queen's Printer who will refund any overpayment.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

5. Subscriptions, price of documents, etc., are payable strictly in advance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances.

6. Remittance must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le *mercredi*, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le *mardi*. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the dead line for receiving notices, documents or advertising copy expires at noon on *Wednesday*, unless it is a holiday. In that event the dead line is noon, on *Tuesday*. Notices, documents or advertising copy not received on time will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, because of their length or for reasons of administration.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

8. Any demand for cancellation or any remittance of money is subject to the provisions of article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1.50 la douzaine.

Abonnement: \$10 par année à compter de janvier.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertion, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Imprimeur de la reine,
ROCH LEFEBVRE

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$1 per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: \$1.50 per dozen.

Subscriptions: \$10 per year from January.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertion, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962

13377 — 1-52-0

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.

Lettres patentes**Letters Patent****A B C D Brake & Clutch Inc.****A B C D Brake & Clutch Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de mars 1967, constituant en corporation: Jean-Guy Bernier, garagiste, Suzanne Carrière, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean-Guy Bernier, tous deux de 8774, Boyce, Montréal, et Léo Roy, vendeur, 8474, Brown, LaSalle, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « A B C D Brake & Clutch Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o

923-67

A.S.M. Construction Itée**A.S.M. Construction Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2^e jour de mars 1967, constituant en corporation: Fernand Tétreault, ingénieur, 6371, Molson, Yvette Thérout, secrétaire, fille majeure, 2203, Chambly, et André Massé, avocat, 11345, James-Morrice, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1967, have been issued by the Government Administrator of the Province, incorporating: Jean-Guy Bernier, garageman, Suzanne Carrière, housewife, wife separate as to property of the said Jean-Guy Bernier, both of 8774 Boyce, Montreal, and Léo Roy, salesman, 8474 Brown, LaSalle, for the following purposes:

To carry on business as garagemen, and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "A B C D Brake & Clutch Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406

923-67

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fernand Tétreault, engineer, 6371 Molson, Yvette Thérout, secretary, fille majeure, 2203 Chambly, and André Massé, avocat, 11345 James-Morrice, all three of Montreal, for the following purposes:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « A.S.M. Construction ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions classe « A » d'une valeur nominale de \$1 chacune, 9,000 actions classe « B » d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o 232-67

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "A.S.M. Construction ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 class "A" shares of a nominal value of \$1 each, 9,000 class "B" shares of a nominal value of \$1 each and 300 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406 232-67

A.V.A. Audio Visual Aids Limited
Moyens Audio Visuels A.V.A. limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1967, constituant en corporation: Pierre Boudreault, 5598, avenue Woodbury, Montréal, John Ralph Hannan, 125, avenue Balfour, Mont Royal, tous deux avocats, et Mary Obelyn Herzberg, avocate, célibataire, 1230, avenue MacGregor, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'outillage pour la méthode audio visuelle et de toutes sortes de méthodes, sous le nom de « A.V.A. Audio Visual Aids Limited — Moyens Audio Visuels A.V.A. limitée », avec un capital-actions divisé en 8,000 actions sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est 800, carré Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406 999-67

A.V.A. Audio Visual Aids Limited
Moyens Audio Visuels A.V.A. limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Pierre Boudreault, 5598 Woodbury Avenue, Montreal, John Ralph Hannan, 125 Balfour Avenue, Mount Royal, both advocates, and Mary Obelyn Herzberg, advocate, spinster, 1230 MacGregor Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in audio visual equipment and systems of all kinds, under the name of "A.V.A. Audio Visual Aids Limited — Moyens Audio Visuels A.V.A. limitée", with a capital stock divided into 8,000 shares without par value.

The head office of the company is at 800 Victoria Square, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406-o 999-67

Aaron Designs Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mars 1967, constituant en corporation: Bernard Ship, auditeur, Léona Tenenbaum, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Bernard Ship, tous deux de 1737, Boudrias, Léonard Denis, vendeur, et Anna Grushka, ménagère, épouse séparée de biens dudit Léonard Denis, ces deux derniers de 4100, Bouchette, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'électricité et d'électronique, sous le nom de « Aaron Designs Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406 1088-67

Aaron Designs Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Bernard Ship, auditor, Léona Tenenbaum, secretary, wife separate as to property of the said Bernard Ship, both of 1737 Boudrias, Léonard Denis, salesman, and Anna Grushka, housewife, wife separate as to property of the said Léonard Denis, the latter two of 4100 Bouchette, all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an electrical and electronics company, under the name of "Aaron Designs Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406-o 1088-67

Academy Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de février 1967, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, 5872, Ferneroft, Asher Kahn, 489, Dufferin, tous deux avocats, de Hampstead, et Grace Blackett, teneuse de livres, fille majeure, 5622, Sherbrooke, Montréal, pour les objets suivants:

Academy Development Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of February, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Arthur Yanofsky, 5872 Ferneroft, Asher Kahn, 489 Dufferin, both advocates, of Hampstead, and Grace Blackett, bookkeeper, fille majeure, 5622 Sherbrooke, Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille, sous le nom de « Academy Development Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406 846-67

Les Amis des mouvements Scout et Guide de Charlemagne

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13^e jour de mars 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Daniel Laurin, assistant gérant, Hélène Laurin, ménagère, épouse commune en biens dudit Daniel Laurin, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Aimé Quintal, administrateur, 28, rue Quintal, Claire Jamison, ménagère, épouse commune en biens de Herbert Jamison, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Charles-Émile Billard, étudiant, et Jean Gagné, opérateur, tous six de Charlemagne, pour les objets suivants:

Former une association pour venir en aide aux mouvements scout et guide, sous le nom de « Les Amis des mouvements Scout et Guide de Charlemagne ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Charlemagne, district judiciaire de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406 1054-67

Angelillo, Cloutier & associés Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour de mars 1967, constituant en corporation: Benoit Cloutier, 874, rue Villeneuve, Jean-Pierre Bédard, 7310, rue O'Neil, tous deux de Charlesbourg, et Jean-Pierre Cloutier, 915, rue Toronto, Sainte-Foy, tous trois courtiers d'assurances, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce de courtiers en assurance, sous le nom de « Angelillo, Cloutier & associés Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,600 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-0 1111-67

Anjou Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13^e jour de mars 1967, constituant en corporation: Ivan Edward Phillips, avocat, 1545, McGregor, Eleanor Johnson, 5327A, Prince de Galles, Nessie Borland, 1850, Lincoln, Yvonne Bélanger, 4650, Madison, Dorothea Calver, 5610, Decelles, Sara Rosenstein,

To carry on the business of a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Academy Development Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406-0 846-67

Les Amis des mouvements Scout et Guide de Charlemagne

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Daniel Laurin, assistant manager, Hélène Laurin, housewife, wife common as to property of said Daniel Laurin, and duly authorized by him for the presents, Aimé Quintal, administrator, 28 Quintal Street, Claire Jamison, housewife, wife common as to property of Herbert Jamison, and duly authorized by him for the presents, Charles-Émile Billard, student, and Jean Gagné, operator, all six of Charlemagne, for the following purposes:

To form an association to help the scout and guide movements, under the name of "Les Amis des mouvements Scout et Guide de Charlemagne".

The amount to which is limited the value of the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Charlemagne, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406 1054-67

Angelillo, Cloutier & associés Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Benoit Cloutier, 874 Villeneuve Street, Jean-Pierre Bédard, 7310 O'Neil Street, both of Charlesbourg, and Jean-Pierre Cloutier, 915 Toronto Street, Sainte-Foy, all three insurance brokers, for the following purposes:

To carry on in all its specialties the business of insurance brokers, under the name of "Angelillo, Cloutier & associés Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$10 each and 3,600 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406 1111-67

Anjou Holdings Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Ivan Edward Phillips, advocate, 1545 McGregor, Eleanor Johnson, 5327A Prince of Wales, Nessie Borland, 1850 Lincoln, Yvonne Bélanger, 4650 Madison, Dorothea Calver, 5610 Decelles, Sara Rosenstein, 3335 Linton,

3335, Linton, Sylvia Vineberg, 3455, Côte des Neiges, et Helen Marshall, 5339, Côte St-Luc, les sept dernières secrétaires, filles majeures, tous les huit de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Anjou Holdings Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 5,000 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune, 5,000 actions catégorie « B » de \$1 chacune et 9,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406

1097-67

Associated Crafts Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1967, constituant en corporation: Lewis D. Batshaw, avocat, 5184, Westbury, Henry Pesmer, comptable agréé, 4721, Dornal, tous deux de Montréal, Frederick L. Solomon, avocat, 4685, Westmount, Westmount, et Emma Giagnacovo, secrétaire, célibataire, 4676, Alexander, Pierrefonds, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Associated Crafts Ltd. », avec un capital-actions divisé en 5,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 5,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406

1049-67

Association Chasse & Pêche Lac Frontière

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Paul Lajoie, hôtelier, Paul-E. Bernatchez, officier de douanes, et Édouard Pelchat, inspecteur, tous trois de Lac Frontière, pour les objets suivants:

Exploiter un club social et sportif et promouvoir en particulier le sport de la chasse et de la pêche, sous le nom de « Association Chasse & Pêche Lac Frontière ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Lac Frontière, district judiciaire de Montmagny.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406-o

370-67

L'Association des employés de commerce du coeur du Québec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mars 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Joseph Gagné, 2003, rue Plouffe, André Gagnon, 624, rue Whitehead, tous deux vendeurs, et Denise Cadorette, secrétaire, fille majeure, 495, rue Hart, tous trois de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Sylvia Vineberg, 3455 Côte des Neiges, and Helen Marshall, 5339 Côte St-Luc, the latter seven secretaries, filles majeures, all eight of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Anjou Holdings Inc.", with a total capital stock of \$110,000, divided into 5,000 class "A" shares of \$1 each, 5,000 class "B" shares of \$1 each and 9,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

19406-o

1097-67

Associated Crafts Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Lewis D. Batshaw, advocate, 5184 Westbury, Henry Pesner, chartered accountant, 4721 Dornal, both of Montreal, Frederick L. Solomon, advocate, 4685 Westmount, Westmount, and Emma Giagnacovo, secretary, spinster, 4676 Alexander, Pierrefonds, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Associated Crafts Ltd.", with a capital stock divided into 5,000 common shares without par value and 5,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

19406-o

1049-67

Association Chasse & Pêche Lac Frontière

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean-Paul Lajoie, innkeeper, Paul-E. Bernatchez, customs officer, and Edouard Pelchat, inspector, all three of Lac Frontière, for the following purposes:

To operate a social and sports club and to promote, in particular, hunting and fishing, under the name of "Association Chasse & Pêche Lac Frontière".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Lac Frontière, judicial district of Montmagny.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

19406

370-67

L'Association des employés de commerce du coeur du Québec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Joseph Gagné, 2003 Plouffe Street, André Gagnon, 624 Whitehead Street, both salesmen, and Denise Cadorette, secretary, fille majeure, 495 Hart Street, all three of Trois-Rivières, for the following purposes:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts économiques, sociaux et professionnels des employés de commerce, sous le nom de « L'Association des employés de commerce du cœur du Québec ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est 2003, rue Plouffe, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406-o

741-67

Association des Étudiants des Hautes Études Commerciales de Montréal

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13^e jour de mars 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques Landreville, 904, Agnès, Bernard Côté, 852, Henri-Bourassa est, et Pierre Genêt, 4600, Harvard, tous trois étudiants, de Montréal, pour les objets suivants:

Groupier et représenter les étudiants réguliers de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal, promouvoir leurs intérêts et défendre leurs droits, sous le nom de « Association des Étudiants des Hautes Études Commerciales de Montréal ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$3,000.

Le siège social de la corporation est 535, rue Viger, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406-o

4942-66

L'Association des Hôteliers du Témiscouata inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de mars 1957, constituant en corporation sans capital-actions: Conrad Héroux, 78, rue Commerciale, Cabano, Gérard-R. Héroux, 153, Commerciale, Notre-Dame-du-Lac, Charles St-Pierre, Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue, et Chanel Bossé, Sainte-Rose-du-Dégelé, tous quatre hôteliers, pour les objets suivants:

Protéger les intérêts communs des membres sous le nom de « L'Association des Hôteliers du Témiscouata inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Cabano, district judiciaire de Kamouraska.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406-o

1099-67

Atome Kitchen Supply Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de mars 1967, constituant en corporation: Claude Thivierge, 105, Thackeray, René Viau, 153, Evergreen Drive, tous deux avocats, de Beaconsfield,

To study, promote, protect and develop in every way the economical, social and professional interests of business employees, under the name of "L'Association des employés de commerce du cœur du Québec".

The amount to which is limited the value of the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is \$100,000.

The head office of the corporation is at 2003 Plouffe Street, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province,

19406

741-67

Association des Étudiants des Hautes Études Commerciales de Montréal

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jacques Landreville, 904 Agnès, Bernard Côté, 852 Henri-Bourassa East, and Pierre Genêt, 4600 Harvard, all three students of Montreal, for the following purposes:

To group and represent the regular students of École des Hautes Études Commerciales de Montréal, to promote their interests and to defend their rights, under the name of "Association des Étudiants des Hautes Études Commerciales de Montréal".

The amount to which is limited the annual revenue of the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is \$3,000.

The head office of the corporation is at 535 Viger Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province,

19406

4942-66

L'Association des Hôteliers du Témiscouata inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Conrad Héroux, 78 Commerciale Street, Cabano, Gérard-R. Héroux, 153 Commerciale, Notre-Dame-du-Lac, Charles St-Pierre, Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue, and Chanel Bossé, Sainte-Rose-du-Dégelé, all four innkeepers, for the following purposes:

To protect the common interests of its members, under the name of "L'Association des Hôteliers du Témiscouata inc.".

The amount to which is limited the value of the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Cabano, judicial district of Kamouraska.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province,

19406

1099-67

Atome Kitchen Supply Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Claude Thivierge, 105 Thackeray, René Viau, 153 Evergreen Drive, both lawyers of Beaconsfield, and Jacqueline

et Jacqueline Matte, secrétaire, fille majeure, 8390 Drolet, Montréal, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de bois, sous le nom de « Atome Kitchen Supply Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.
19406-o 1028-67

**Auto Parc Riverside inc.
Riverside Auto Park Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mars 1967, constituant en corporation: René Lachance, notaire, 247, rue De Bellefeuille, François Théoret, secrétaire, épouse séparée de biens de Guy Jérôme, 91, rue De Bellefeuille, tous deux de Saint-Eustache, et Christiane Forget, secrétaire, fille majeure, 206, 17e avenue, Deux-Montagnes, pour les objets suivants:

Exploiter des stations-service, garages et constructions de toutes sortes pour l'entreposage, la réparation et la garde de véhicules de de toutes sortes, sous le nom de « Auto Parc Riverside inc.—Riverside Auto Park Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.
19406-o 1149-67

**B. R. M. Construction Itée
B. R. M. Construction Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mars 1967, constituant en corporation: Benoit Binette, constructeur, 94, Notre-Dame, Wilfrid Méthot fils, et Michel St-Pierre, ces deux derniers administrateurs, de 405, boulevard St-Joseph, tous trois de Drummondville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « B. R. M. Construction Itée — B. R. M. Construction Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune, 1,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.
19406-o 1178-67

Badeaux, Gosselin & Grenier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mars 1967, constituant en corporation: Jean-Claude Grenier, 1981, Lajoie, Robert Grenier, 3960, Bouchette, Paul Badeaux, 3861, Laviolette, et

Matte, secretary, fille majeure, 8390 Drolet, Montreal, for the following purposes:

The industry and business dealing of wood, under the name of "Atome Kitchen Supply Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.
19406 1028-67

**Auto Parc Riverside inc.
Riverside Auto Park Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: René Lachance notary, 247 De Bellefeuille Street, François Théoret, secretary, wife separate as to property of Guy Jérôme, 91 De Bellefeuille Street, both of St-Eustache, and Christiane Forget, secretary, fille majeure, 206, 17th Avenue, Two-Mountains, for the following purposes:

To operate service stations, garages, and buildings of all kinds for the warehousing repair and the keeping of all kinds of vehicles, under the name of "Auto Parc Riverside Inc.—Riverside Auto Park Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Saint-Lambert, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.
19406 1149-67

**B. R. M. Construction Itée
B. R. M. Construction Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of March, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Benoit Binette, constructor, 94 Notre-Dame, Wilfrid Méthot Jr., and Michel St-Pierre, the latter two executives, 405 St-Joseph Boulevard, all three of Drummondville, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "B. R. M. Construction Itée — B. R. M. Construction Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of \$1 each, 1,000 class "A" preferred shares of a nominal value of \$10 each and 2,000 class "B" preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.
19406 1178-67

Badeaux, Gosselin & Grenier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17 day of March, 1967, have been issued by Administrator of the Government of the Province, incorporating: Jean-Claude Grenier, 1981 Lajoie, Robert Grenier, 3960 Bouchette, Paul Badeaux, 3861 Laviolette, and Guy Gosselin, 3821 La-

Guy Gosselin, 3821, Laviolette, tous quatre courtiers en assurances, de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Badeaux, Gosselin & Grenier inc. », avec un capital total de \$75,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et en 740 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o 1160-67

Bavarianrestaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de mars 1967, constituant en corporation: Raymond Lette, 27, McNider, Marc Leblanc, 107, Ashton, et Jean-Pierre Sutto, 4750, Meridian, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Bavarianrestaurant Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 60 ouest, rue St-Jacques, suite 700, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406 1032-67

Bienvenu International Ltd. Bienvenu International Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour de mars 1967, constituant en corporation: Réjane Laberge, épouse séparée de biens d'Émile Colas, 25, chemin Decasson, Westmount, Claude-E. Leduc, 105, avenue Beverley, Mont Royal, et Jean Lefrançois, 51, Roosevelt, Mont Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de « Bienvenu International Ltd.—Bienvenu International Itée », avec un capital-actions divisé en 100,000 actions sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est 3310, « Stock Exchange Tower », place Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406 942-67

Le Bistro du Plateau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de mars 1967, constituant en corporation: Jules Beauchamp, restaurateur, Mariette Beauchamp, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jules Beauchamp, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 5768, Angers, et André-P. Limoges, notaire, 2385, Jolicoeur, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Le Bistro du Plateau inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

violette, all four insurance brokers, of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Badeaux, Gosselin & Grenier inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 740 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406 1160-67

Bavarianrestaurant Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Raymond Lette, 27, McNider, Marc Leblanc, 107, Ashton, and Jean-Pierre Sutto, 4750 Meridian, all three lawyers, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Bavarianrestaurant Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 60 St. James Street West, Suite 700, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406-o 1032-67

Bienvenu International Ltd. Bienvenu International Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Réjane Laberge, wife separate as to property of Emile Colas, 25 Decasson Road, Westmount, Claude-E. Leduc, 105 Beverley Avenue, Mount Royal, and Jean Lefrançois, 51 Roosevelt, Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, under the name of "Bienvenu International Ltd.—Bienvenu International Itée", with a capital stock divided into 100,000 shares without par value.

The head office of the company is at 3310 Stock Exchange Tower, Place Victoria, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406-o 942-67

Le Bistro du Plateau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jules Beauchamp, restaurateur, Mariette Beauchamp, housewife, wife separate as to property of the said Jules Beauchamp, and duly authorized by him for these presents, both of 5768 Angers, and André-P. Limoges, notary, 2385 Jolicoeur, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Le Bistro du Plateau inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o 1254-67

Albert Bouchard et fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mars 1967, constituant en corporation: Pierre-Paul Bouchard, épiciers-boucher, Jeannine Parisée, ménagère, épouse commune en biens dudit Pierre-Paul Bouchard, et Cémida T. Bouchard, ménagère, veuve de Albert Bouchard, tous trois de Ragueneau, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Albert Bouchard et fils inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Ragueneau, district judiciaire de Hauterive.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o 661-67

Boulangerie H. Charbonneau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mars 1967, constituant en corporation: Horace Charbonneau, boulanger, 131, rue St-Vincent, Léopold Charbonneau, boulanger, et Évelina Gauthier, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Léopold Charbonneau, ces deux derniers de 3, St-Henri est, tous trois de Sainte-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Faire affaires comme boulangers, confiseurs et fabricants de biscuits, sous le nom de « Boulangerie H. Charbonneau inc. », avec un capital total de \$110,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o 990-67

Boutique Prudy inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1967, constituant en corporation; Prudence Larivière, secrétaire, célibataire, 4080, chemin Côte Sainte-Catherine, Montréal, Léandre Lippens, administratrice, 10436, rue Belvédère, Pierrefonds, et David I. Schatia, avocat, 7025, chemin Clover, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles vestimentaires de toutes sortes, sous le nom de « Boutique Prudy inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406 1007-67

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406 1254-67

Albert Bouchard et fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Pierre-Paul Bouchard, grocer-butcher, Jeannine Parisée, housewife, wife common as to property of said Pierre-Paul Bouchard, and Cémida T. Bouchard, housewife, widow of Albert Bouchard, all three of Ragueneau, for the following purposes:

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "Albert Bouchard et fils inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Ragueneau, judicial district of Hauterive.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406 661-67

Boulangerie H. Charbonneau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Horace Charbonneau, baker, 131 St-Vincent Street, Léopold Charbonneau, baker, and Évelina Gauthier, housewife, wife contractually separate as to property of the said Léopold Charbonneau, the latter two of 3 St-Henri East, all three of Sainte-Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To carry on business as bakers, confectioners and manufacturers of biscuits, under the name of "Boulangerie H. Charbonneau inc.", with a total capital stock of \$110,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 1,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Sainte-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406 990-67

Boutique Prudy inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Prudence Larivière, secretary, spinster, 4080 Côte Ste-Catherine Road, Montreal, Léandre Lippens, executive, 10436 Belvedere Street, Pierrefonds, and David I. Schatia, attorney, 7025 Clover Road, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To deal in wearing apparel of all kinds, under the name of "Boutique Prudy inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406-o 1007-67

J. S. Bourget Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13^e jour de mars 1967, constituant en corporation: Jean-Marc Roy, avocat et conseil en Loi de la reine, Pabos, Edmond David, comptable, Newport, comté de Gaspé-Est, et Oscar Huard, vendeur, Chandler, pour les objets suivants:

Agir comme agents et distributeurs de bière et porter, sous le nom de « J. S. Bourget Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chandler, district judiciaire de Gaspé.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406-o

1053-67

Le Bureau de Traduction Trans-Adapt inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13^e jour de mars 1967, constituant en corporation: André-René Matte, 377, boulevard St-Joseph est, Gilles DesMarchais, 5903, rue Beaulieu, tous deux professeurs, de Montréal, et Pierre Mondor, avocat, 1665, rue de l'Église, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'un bureau de traduction en général, sous le nom de « Le Bureau de Traduction Trans-Adapt inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune, 100 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées classe « B » de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 377, boulevard St-Joseph est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406-o

1085-67

C. B. Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13^e jour de mars 1967, constituant en corporation: John Michelin, 5200, Prince de Galles, Montréal, Jason Ruby, 47, place Dubois, Dollard-des-Ormeaux, tous deux avocats, et Louis Orenstein, avocat et conseil en Loi de la reine, 5654, avenue MacDonald, Hampstead, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « C. B. Development Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 209, Norwood, Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406

1090-67

Camp Alouette Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de mars 1967,

J. S. Bourget Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Jean-Marc Roy, lawyer and Queen's counsel, Pabos, Edmond David, accountant, Newport, county of Gaspé East, and Oscar Huard, salesman, Chandler, for the following purposes:

To act as beer and porter agents and distributors, under the name of "J. S. Bourget Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Chandler, judicial district of Gaspé.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

19406

1053-67

Le Bureau de Traduction Trans-Adapt inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: André-René Matte, 377 St-Joseph Boulevard East, Gilles DesMarchais, 5903 Beaulieu Street, both professors of Montreal, and Pierre Mondor, lawyer, 1665 de l'Église Street, Saint-Laurent, for the following purposes:

To operate the business of a translation office in general, under the name of "Le Bureau de Traduction Trans-Adapt inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each, 100 preferred class "A" shares of \$100 each and into 100 preferred class "B" shares of \$10 each.

The head office of the company is at 377 St-Joseph Boulevard East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

19406

1085-67

C. B. Development Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: John Michelin, 5200 Prince of Wales, Montreal, Jason Ruby, 47 Place Dubois, Dollard-des-Ormeaux, both advocates, and Louis Orenstein, advocate and Queen's Counsel 5654 MacDonald Avenue, Hampstead, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "C. B. Development Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 209 Norwood, Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

19406-o

1090-67

Camp Alouette Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province,

constituant en corporation: Daniel Miller, avocat, 5714, avenue Edgemore, Côte Saint-Luc, Sylvia Vineberg, 3455, Côte des Neiges, Helen Marshall, 5339, Côte St-Luc, et Yvonne Bélanger, 4650, avenue Madison, ces trois dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un parc pour roulottes de voyage et des terrains de camping, sous le nom de « Camp Alouette Ltd. », avec un capital total \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406 1259-67

Camping Le Québécois « 67 » inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de mars 1967, constituant en corporation: Agnes J. Gordon, secrétaire, veuve de Robert H. T. Gordon, 1281, Jean-Dequen, Sainte-Foy, Catherine Woodley, secrétaire, veuve de Trevor Woodley, 1395, de Montmorency, Oona Quinn Rodrigue, comptable, épouse séparée de biens de Charles Rodrigue, 720, Grande-Allée, toutes deux de Québec, et Maurice Dubois, pilote, 130, rue Hébert, Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Exploiter des terrains de camping, restaurants, auberges, maisons pour touristes et stations estivales, sous le nom de « Camping Le Québécois « 67 » inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et en 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 875, de la Colline, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406-o 1109-67

Cantlie Club Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2^e jour de mars 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Harold P. Bonner, administrateur, 3857, avenue Harvard, Madeleine Poznanska, secrétaire, épouse de Leslie Victor Shultz, 3439, avenue Marlow, tous deux de Montréal, et Isidore Plotnick, administrateur de ventes, 364, chemin Dufferin, Hampstead, pour les objets suivants:

Établir, maintenir et diriger un club social, sous le nom de « Cantlie Club Corporation ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder ou détenir, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406 692-67

Car-O-Matic Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de mars 1967, constituant en corporation: Noël Carter,

incorporating: Daniel Miller, advocate, 5714 Edgemore Avenue, Côte Saint-Luc, Sylvia Vineberg, 3455 Côte des Neiges, Helen Marshall, 5339 Côte St-Luc, and Yvonne Bélanger, 4650 Madison Avenue, the latter three secretaries, filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

To operate a travel trailer park and camping grounds, under the name of "Camp Alouette Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

19406-o 1259-67

Camping Le Québécois " 67 " inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Agnes J. Gordon, secretary, widow of Robert H. T. Gordon, 1281 Jean-Dequen, Sainte-Foy, Catherine Woodley, secretary, widow of Trevor Woodley, 1395 de Montmorency, Oona Quinn Rodrigue, accountant, wife separate as to property of Charles Rodrigue, 720 Grande Allée, both of Quebec, and Maurice Dubois, pilot, 130 Hébert Street, Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To operate camping lots, restaurants, inns, tourist houses, and summer resorts, under the name of "Camping Le Québécois "67" inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 875 de la Colline, Sainte-Foy, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

19406 1109-67

Cantlie Club Corporation

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Harold P. Bonner, executive, 3857 Harvard Avenue, Madeleine Poznanska, secretary, wife of Leslie Victor Shultz, 3439 Marlow Avenue, both of Montreal, and Isidore Plotnick, sales executive, 364 Dufferin Road, Hampstead, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct a social club, under the name of "Cantlie Club Corporation".

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation, is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

19406-o 692-67

Car-O-Matic Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Noël Carter, psycholo-

psychologue, Thérèse Morissette, ménagère, épouse séparée de biens dudit Noël Carter, tous deux de 833, avenue Bellevue, et Roger Dulude, homme d'affaires, 1101, Fontainebleau, tous trois de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire l'exploitation de lave-autos automatiques et le commerce d'immeubles, sous le nom de « Car-O-Matic Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 30, rue Ste-Ursule, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o

997-67

Caron & Allard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1967, constituant en corporation: Pierre Caron, 193, Gamelin, Hull, Benoit Allard, 396, Notre-Dame, Gatineau, et Gérald Fitzpatrick, 9, Jacques-Cartier, Pointe-Gatineau, tous trois courtier en assurances, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce de courtiers en assurances, sous le nom de « Caron & Allard inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 103, rue Hôtel-de-Ville, Hull, district judiciaire de Hull.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o

474-67

Central Adjustment Service Inc. Service d'Ajustement Central inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1967, constituant en corporation: Jacques Taschereau, 315, avenue Laurier, François Rainville, 1348, Frontenac, tous deux notaires, de Québec, et Pauline Cantin, secrétaire, fille majeure, 300, boulevard Valcartier, Loretteville, pour les objets suivants:

Agir comme agents de réclamations et ajusteurs d'assurances, sous le nom de « Central Adjustment Service Inc. — Service d'Ajustement Central inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sillery, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o

906-67

Centre Saint-Louis de Lotbinière inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mars 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Geo.-A. Lemay, Jean-Charles Beaudet, Georges Letellier, Jean Auger, Clément Biron et Germain-M. Lemay, tous six hommes d'affaires, de Lotbinière, pour les objets suivants:

giste, Thérèse Morissette, housewife, wife separate as to property of said Noël Carter, both of 833 Bellevue Avenue, and Roger Dulude, businessman, 1101 Fontainebleau, all three of Sainte-Foy, for the following purposes:

To operate automatic car-washes and to deal in immovables, under the name of "Car-O-Matic Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 30 Ste-Ursule Street, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406

997-67

Caron & Allard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Pierre Caron, 193 Gamelin, Hull, Benoit Allard, 396 Notre-Dame, Gatineau, and Gérald Fitzpatrick, 9 Jacques-Cartier, Pointe-Gatineau, all three insurance brokers, for the following purposes:

To carry on business and all its specialties as insurance brokers, under the name of "Caron & Allard inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 2,500 common shares of a nominal value of \$10 each and 2,500 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 103 Hôtel-de-Ville St., Hull, judicial district of Hull.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406

474-67

Central Adjustment Service Inc. Service d'Ajustement Central inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Taschereau, 315 Laurier Avenue, François Rainville, 1348 Frontenac, both notaries of Quebec, and Pauline Cantin, secretary, fille majeure, 300 Valcartier Boulevard, Loretteville, for the following purposes:

To act as claim agents and insurance adjusters, under the name of "Central Adjustment Service Inc. — Service d'Ajustement Central inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Sillery, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406

906-67

Centre Saint-Louis de Lotbinière inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Geo.-A. Lemay, Jean-Charles Beaudet, Georges Letellier, Jean Auger, Clément Biron, and Germain-M. Lemay, all six businessmen, of Lotbinière, for the following purposes:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Centre Saint-Louis de Lotbinière inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation est à Lotbinière, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406-o 840-67

**Champdeau Itée
Champdeau Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1967, constituant en corporation: Jean H. Massey, avocat, 2920, rue Sherbrooke est, Francine Villeneuve, secrétaire, fille majeure, 6556, 11e avenue, tous deux de Montréal, et Pauline Véronneau, secrétaire, fille majeure, 150, rue St-Alexandre, Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et d'administration immobilière et mobilière quelconque, sous le nom de « Champdeau Itée — Champdeau Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune, 2,000 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et en 1,900 actions privilégiées classe « B » de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2920, rue Sherbrooke est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406-o 5185-66

Chartre Heating System Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de mars 1967, constituant en corporation: Paul-A. Bélanger, avocat, Raymond Goulet, courtier d'assurances, et Marie-J. Arpin, secrétaire, fille majeure, tous trois de 70, du Roi, Sorel, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'appareils ou systèmes de chauffage ainsi que de leurs parties et accessoires, sous le nom de « Chartre Heating System Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune, 250 actions privilégiées classe « A » de \$40 chacune et en 250 actions privilégiées classe « B » de \$40 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406-o 988-67

Chase Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mars 1967, constituant en corporation: Irving L. Adessky, 56, place Heath, Hampstead, Daniel Kingstone, 4985, Iona, Montréal, et Dionysia Zerbisias, 5525, Westbourne, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Chase Construction Co. Ltd. », avec un capital total

The organization of a recreational centre, under the name of "Centre Saint-Louis de Lotbinière inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$25,000.

The head office of the corporation is at Lotbinière, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

19406 840-67

**Champdeau Itée
Champdeau Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Jean H. Massey, lawyer, 2920 Sherbrooke Street East, Francine Villeneuve, secretary, fille majeure, 6556, 11th Avenue, both of Montreal, and Pauline Véronneau, secretary, fille majeure, 150 St-Alexandre Street, Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and administrator of real estate and securities company, under the name of "Champdeau Itée — Champdeau Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each, 2,000 preferred class "A" shares of \$10 each and into 1,900 preferred class "B" shares of \$10 each.

The head office of the company is at 2920 Sherbrooke Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

19406 5185-66

Chartre Heating System Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Paul-A. Bélanger, advocate, Raymond Goulet, insurance broker, and Marie-J. Arpin, secretary, fille majeure, all three of 70 du Roi, Sorel, for the following purposes:

To carry on the business of heating apparatus or systems as well as their parts and accessories, under the name of "Chartre Heating System Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each, 250 class "A" preferred shares of \$40 each and 250 class "B" preferred shares of \$40 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

19406 988-67

Chase Construction Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Irving L. Adessky, 56 Heath Place, Hampstead, Daniel Kingstone, 4985 Iona, Montreal, and Dionysia Zerbisias, 5525 Westbourne, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Chase Construction Co. Ltd.", with a total

de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406

1074-67

Chaussures Campus inc.
Campus Shoes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13^e jour de mars 1967, constituant en corporation; Michael Garber, avocat et conseil en Loi de la reine, 4338, avenue Montrose, Harry Yohalem Garber, avocat, 44, rue York, tous deux de Westmount, et Irene Rubin, secrétaire, célibataire, 5552, avenue Snowdon, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de bottes, souliers et de toutes sortes de chaussures et marchandises en cuir, sous le nom de « Chaussures Campus inc.—Campus Shoes Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406

1087-67

Chez Égide Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de janvier 1967, constituant en corporation: Égide Archambault, 1420, St-Mathieu, Montréal, André Archambault, 170, Montarville, Longueuil, tous deux commerçants, et Simone Duceppe, commerçante, veuve de Laurent Sanche, 1101, Parc Lafontaine, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Chez Égide Itée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 6,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 4,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o

157-67

La Cie de Gestion Henri, Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour de février 1967, constituant en corporation: Henri Côté, constructeur, Anita Bourget, ménagère, épouse dudit Henri Côté, tous deux de 1705, Dépatie, et Yvonne Simoneau, ménagère, épouse de Maurice Simoneau, 590, Rochon, tous trois de Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « La Cie de Gestion Henri, Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune, 3,800 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406-o

1074-67

Chaussures Campus inc.
Campus Shoes Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Michael Garber, advocate and Queen's Counsel, 4338 Montrose Avenue, Harry Yohalem Garber, advocate, 44 York Street, both of Westmount, and Irene Rubin, secretary, spinster, 5552 Snowdon Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in boots, shoes and all kinds of footwear and leather goods, under the name of "Chaussures Campus inc.—Campus Shoes Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406-o

1087-67

Chez Égide Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of January, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Égide Archambault, 1420, St-Mathieu, Montreal, André Archambault, 170 Montarville, Longueuil, both traders and Simone Duceppe, trader, widow of Laurent Sanche, 1101 Parc Lafontaine, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Chez Égide Itée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 6,000 common shares of \$10 each and 4,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406

157-67

La Cie de Gestion Henri, Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of February, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henri Côté, builder, Anita Bourget, housewife, wife of the said Henri Côté, both of 1705 Dépatie, and Yvonne Simoneau, housewife, wife of Maurice Simoneau, 590 Rochon, all three of Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "La Cie de Gestion Henri, Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$10 each, 3,800 preferred class "A" shares of \$10 each and 1,000 preferred class "B" shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est 1705, rue Dépatie, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o 730-67

Cimea inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27^e jour de février 1967, constituant en corporation: Andrée Demers, 52, Les Plaines, Laval, Hélène Lamoureux, 10610, rue Verville, Montréal, toutes deux secrétaires, filles majeures et usant de leurs droits, et Robert Hamel, avocat, 12635, rue Lacordaire, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Commerce de construction, d'immeuble, d'exploitation de bureaux de tourisme et de restaurants, sous le nom de « Cimea inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 3,600 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 11900, rue Sherbrooke est, Pointe-aux-Trembles, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o 869-67

Cloutier transport inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de mars 1967, constituant en corporation: Joseph-Raymond Cloutier, directeur de trafic en transport, Monique Aubichon, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Joseph-Raymond Cloutier, tous deux de 83, Beauchemin, Varennes, et Stanley Horan, comptable, 1236, Grant, Jacques-Cartier, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Cloutier transport inc. », avec un capital total de \$45,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$5 chacune et en 4,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Varennes, district judiciaire de Richelieu.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o 1133-67

Club Brasilia Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de mars 1967, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, 5872, Ferncroft, Asher Kahn, 489, Dufferin, tous deux avocats, de Hampstead, et Grace Blackett, teneuse de livres, fille majeure, 5622, Sherbrooke, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Club Brasilia Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406 1027-67

The head office of the company is at 1705 Dépatie St., Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406 730-67

Cimea inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of February, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Andrée Demers, 52 Les Plaines, Laval, Hélène Lamoureux, 10610 Verville Street, Montreal, both secretaries, filles majeures and using their rights, and Robert Hamel, lawyer, 12635 Lacordaire Street, Montreal-North, for the following purposes:

To deal in constructions, real estate, operations of a tourist office and restaurants, under the name of "Cimea inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of \$10 each and into 3,600 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 11900 Sherbrooke Street East, Pointe-aux-Trembles, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406 869-67

Cloutier transport inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Joseph-Raymond Cloutier, transportation traffic director, Monique Aubichon, housewife, wife contractually separate as to property of said Joseph-Raymond Cloutier, both of 83 Beauchemin, Varennes, and Stanley Horan, accountant, 1236 Grant, Jacques-Cartier, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Cloutier transport inc.", with a total capital stock of \$45,000, divided into 1,000 common shares of \$5 each and into 4,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Varennes, judicial district of Richelieu.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406 1133-67

Club Brasilia Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Arthur Yanofsky, 5872 Ferncroft, Asher Kahn, 489 Dufferin, both advocates, of Hampstead, and Grace Blackett, bookkeeper, fille majeure, 5622 Sherbrooke, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Club Brasilia Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montréal, judicial district of Montréal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406-o 1027-67

Le Club de Golf de St-Simon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de mars 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Charles Laplante, commerçant, Raymond Cournoyer, journalier, tous deux de Saint-Simon, Roger Hébert, 370, St-Luc, Georges-Henri Cournoyer, 2030, Bernier, tous deux opérateurs, Marcel Chagnon, camionneur, 4365, Lanaudière, Claude Chagnon, surintendant, 1420, Lussier, et Yvon Cournoyer, journalier, 1505, St-Onge, ces cinq derniers de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif et promouvoir le sport du golf en particulier, sous le nom de « Le Club de Golf de St-Simon inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Simon, comté de Bagot, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o

1025-67

Club Mataski inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour de mars 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Raymond Forbes, agent, 452, St-Jérôme, Robert Bélanger, soudeur, 160, St-Georges, et Benoît Bouffard, comptable, 421, D'Amours, tous trois de Matane, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif et promouvoir le sport d'autos-neige, sous le nom de « Club Mataski inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir ou posséder, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation est à Matane, district judiciaire de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o

1072-67

Club Richelieu Châteauguay inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24^e jour de février 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Guy Charbonneau, agronome, 24, Beauchamp, Ovide Asselin, entrepreneur, 103, Crépin, Marcel Masson, notaire, 40, Beauchamp, Gaston Dubuc, opticien d'ordonnance, 141, Marquette, Dr Gilles Labarre, médecin, 13 Beauchamp, Robert Wall, inspecteur, 5, Desparois, Marcel Viau, aubergiste, 29a, Crépin, et Marc Laberge, jardinier, 4b, Salaberry, tous huit de Châteauguay, pour les objets suivants:

Unir les membres dans un but charitable afin qu'ils puissent s'entraider dans le domaine de la culture personnelle, sous le nom de « Club Richelieu Châteauguay inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$10,000.

Le Club de Golf de St-Simon inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Charles Laplante, trader, Raymond Cournoyer, labourer, both of Saint-Simon, Roger Hébert, 370 St-Luc, Georges-Henri Cournoyer, 2030 Bernier, both operators, Marcel Chagnon, trucker, 4365 Lanaudière, Claude Chagnon, superintendent, 1420 Lussier, and Yvon Cournoyer, labourer, 1505 St-Onge, all five of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To form and operate a sports club and to promote golf in particular, under the name of "Le Club de Golf de St-Simon inc."

The amount to which is limited the value of the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Saint-Simon, county of Bagot, judicial district of Saint-Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406

1025-67

Club Mataski inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Raymond Forbes, agent, 452 St-Jérôme, Robert Bélanger, welder, 160 St-Georges, and Benoît Bouffard, accountant, 421 D'Amours, all three of Matane, for the following purposes:

To form and operate a sports club and to promote snowmobiling, under the name of "Club Mataski inc."

The amount to which is limited the immoveable property which the corporation may acquire or possess, is \$10,000.

The head office of the corporation is at Matane, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406

1072-67

Club Richelieu Châteauguay inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean-Guy Charbonneau, agronomist, 24 Beauchamp, Ovide Asselin, contractor, 103 Crépin, Marcel Masson, notary, 40 Beauchamp, Gaston Dubuc, dispensing optician, 141 Marquette, Dr. Gilles Labarre, doctor, 13 Beauchamp, Robert Wall, inspector, 5 Desparois, Marcel Viau, innkeeper, 29a Crépin, and Marc Laberge, gardener, 4b Salaberry, all eight of Châteauguay, for the following purposes:

To unite the members for a charitable purpose in order that they may help each other in the personal culture field, under the name of "Club Richelieu Châteauguay inc."

The amount to which is limited the value of the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is \$10,000.

Le siège social de la corporation est à Châteauguay, district judiciaire de Beauharnois.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o 807-67

Club Rotary Ste-Thérèse incorporée
Rotary Club of Ste-Thérèse Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de février, 1967, constituant en corporation sans capital-actions: James Guillym Lydon, 4, avenue Greenwood, Robert Herman Kunzli, 3, avenue Greenwood, tous deux administrateurs, Carl Luck, pépiniériste, 1055, boulevard Labelle, Pierre Cloutier, gérant de restaurant, 120, chemin St-Charles, tous quatre de Ste-Thérèse, Leslie Ormerod Blackburn, administrateur, 193, avenue Maplecrest, Maurice Labelle, notaire, 303, Grande Côte, Edmund Newton Weldon, 299, avenue Montclair, Joseph Heron Love, 277, boulevard Hamilton, tous deux administrateurs, tous quatre de Rosemère, Roy Kunzli, administrateur, 3526, Héloïse Crescent, Jean-Guy Mathers, administrateur, 400, Les Érables, tous deux de Laval, Joseph Luke Bertrand, gérant de banque, 430, avenue Greenock, Mont Royal, et Edward Deslauriers, administrateur, 113, 24e avenue, Deux-Montagnes, pour les objets suivants:

Encourager et favoriser l'idéal du service comme une base d'entreprise estimable, sous le nom de « Club Rotary Ste-Thérèse incorporée — Rotary Club of Ste-Thérèse Incorporated ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder ou détenir est de \$150,000.

Le siège social de la corporation est 136, boulevard Labelle, Rosemère, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406 471-67

Le Comité des Parents
de la Troupe Notre-Dame du Rosaire

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mars 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Henri Duprat, administrateur, 2540, rue Girouard, Constant Caron, vérificateur, 1215, rue Sylva-Clapin, et Paul Ouellette, artisan, 2416, rue Morin, tous trois de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un centre de loisirs, sous le nom de « Le Comité des Parents de la Troupe Notre-Dame du Rosaire ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$30,000.

Le siège social de la corporation est 570, avenue St-Denis, Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o 1235-67

Congregation Beth Jonathan

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mars

The head office of the corporation is at Châteauguay, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406 807-67

Club Rotary Ste-Thérèse incorporée
Rotary Club of Ste-Thérèse Incorporated

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: James Guillym Lydon, 4 Greenwood Avenue, Robert Herman Kunzli, 3 Greenwood Avenue, both executives, Carl Luck, nurseryman, 1055 Labelle Boulevard, Pierre Cloutier, restaurant manager, 120 chemin St-Charles, all four of Sainte-Thérèse, Leslie Ormerod Blackburn, executive, 193 Maplecrest Avenue, Maurice Labelle, notary, 303 Grande Côte, Edmund Newton Weldon, 299 Montclair Avenue, Joseph Heron Love, 277 Hamilton Boulevard, both executives, all four of Rosemère, Roy Kunzli, executive, 3526 Héloïse Crescent, Jean-Guy Mathers, executive, 400 Les Érables, both of Laval, Joseph Luke Bertrand, bank manager, 430 Greenock Avenue, Mount Royal, and Edward Deslauriers, executive, 113, 24th Avenue, Deux-Montagnes, for the following purposes:

To encourage and foster the ideal of service as a basis of worthy enterprise, under the name of "Club Rotary Ste-Thérèse incorporée — Rotary Club of Ste-Thérèse Incorporated".

The amount to which the value of the immovable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is \$150,000.

The head office of the corporation is at 136 Labelle Boulevard, Rosemère, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406-o 471-67

Le Comité des Parents
de la Troupe Notre-Dame du Rosaire

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Henri Duprat, director, 2540 Girouard Street, Constant Caron, verifier, 1215 Sylva-Clapin Street, and Paul Ouellette, artisan, 2416 Morin Street, all three of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To establish and operate a recreational centre, under the name of "Le Comité des Parents de la Troupe Notre-Dame du Rosaire".

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$30,000.

The head office of the corporation is at 570 St-Denis Avenue, Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406 1235-67

Congregation Beth Jonathan

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the

1967, constituant en corporation sans capital-actions: Jeno Mandel, marchand, 2970, rue Goyer, app. 9, Laszlo Roth, boucher, 2970, rue Goyer, app. 6, et Sandor Steinberger, contre-maître, 2970, rue Goyer, app. 12, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Établir, maintenir et diriger une Synagogue, sous le nom de « Congregation Beth Jonathan ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut détenir et posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est 2970, rue Goyer, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406

972-67

**Coronet Voyages Inc.
Voyages Coronet inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de mars 1967, constituant en corporation: Hertzlia Pappo, ménagère, épouse de Samuel Pappo, 6230, Clanranald, Marc Chénard, avocat, 3721, Coronet, et Lyse Drolet, secrétaire légale, fille majeure, 3270, Van Horne, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général d'une agence de billet et d'un bureau de voyages dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Coronet Voyages Inc. — Voyages Coronet inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406

708-67

**La Corporation de Gestion
et de Placement De Luxe
The De Luxe Holding
and Investment Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13^e jour de mars 1967, constituant en corporation: Jean-Paul Loïselle, vérificateur, Marie-Jeanne Ménard, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Jean-Paul Loïselle, tous deux de 136, rue Senécal, et Guy Bouchard, comptable agréé, 7687, Centrale, tous trois de LaSalle, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de gestion et de placement, sous le nom de « La Corporation de Gestion et de Placement De Luxe — The De Luxe Holding and Investment Corporation », avec un capital total de \$11,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406-o

5364-66

G. Courchesne transport inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur

Province to incorporate a corporation without share capital: Jeno Mandel, merchant, 2970 Goyer Street, Apt. 9, Laszlo Roth, butcher, 2970 Goyer Street, Apt. 6, and Sandor Steinberger, foreman, 2970 Goyer Street, Apt. 12, all three of Montreal, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct a Synagogue, under the name of "Congregation Beth Jonathan".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold and own is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation is at 2970 Goyer Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

19406-o

972-67

**Coronet Voyages Inc.
Voyages Coronet inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Hertzlia Pappo, housewife, wife of Samuel Pappo, 6230 Clanranald, Marc Chénard, lawyer, 3721 Coronet, and Lyse Drolet, legal secretary, fille majeure, 3270 Van Horne, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a general ticket agency and travel bureau in all its branches, under the name of "Coronet Voyages Inc. — Voyages Coronet inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of the par value of \$1 each and 20,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

19406-o

708-67

**La Corporation de Gestion
et de Placement De Luxe
The De Luxe Holding
and Investment Corporation**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Jean-Paul Loïselle, verifier, Marie-Jeanne Ménard, secretary, wife separate as to property of the said Jean-Paul Loïselle, both of 136 Senécal St., and Guy Bouchard, chartered accountant, 7687 Centrale, all three in LaSalle, for the following purposes:

To carry on business as a management and investment company, under the name of "La Corporation de Gestion et de Placement De Luxe — The De Luxe Holding and Investment Corporation", with a total capital stock of \$11,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at LaSalle, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

19406

5364-66

G. Courchesne transport inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the

du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mars 1967, constituant en corporation: Gélase Courchesne, camionneur, Florence Bergeron, ménagère, épouse commune en biens dudit Gélase Courchesne, tous deux de Saint-Cyrille, et Lise Bessette, secrétaire, fille majeure, 468, Bruno, Drummondville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « G. Courchesne transport inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune, 380 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 10 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Cyrille, district judiciaire de Drummond.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o 1071-67

Créations Charmantes inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1967, constituant en corporation: Allen E. Feldman, 6300, Lennox, app. 412, Daniel Morris, 6156, Notre-Dame-de-Grâce, tous deux avocats, Georgette Lavoie, secrétaire, célibataire, 9340, Lajeunesse, tous trois de Montréal, et Irving Halperin, avocat, 5609, chemin de la Reine Marie, Hampstead, pour les objets suivants:

Exercer des affaires comme marchands et fabricants de marchandises sèches, sous le nom de « Créations Charmantes inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406 897-67

Delcraft Industries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1967, constituant en corporation: Robert-J. Terroux, 388, Lakeshore Road, Jean Delhaes, 203, rue Rowan, tous deux de Beaconsfield, et Roger Bédard, 3115, chemin Somerset, Saint-Laurent, tous trois constructeurs, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de matériaux de construction, sous le nom de « Delcraft Industries Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o 935-67

Discorama Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Thomas Kornai, administrateur, Ethel Kornai, ménagère, épouse séparée de biens dudit

29th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Gélase Courchesne, trucker, Florence Bergeron, housewife, wife common as to property of said Gélase Courchesne, both of Saint-Cyrille, and Lise Bessette, secretary, fille majeure, 468 Bruno, Drummondville, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "G. Courchesne transport inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$1 each, 380 preferred class "A" shares of a nominal value of \$100 each and into 10 preferred class "B" shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Saint-Cyrille, judicial district of Drummond.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406 1071-67

Créations Charmantes inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Allen E. Feldman, 6300 Lennox, Apt. 412, Daniel Morris, 6165 Notre-Dame-de-Grâce, both advocates, Georgette Lavoie, secretary, spinster, 9340 Lajeunesse, all three of Montreal, and Irving Halperin, advocate, 5609 Queen Mary Road, Hampstead, for the following purposes:

To carry on business as dry goods merchants and dry goods manufacturers, under the name of "Créations Charmantes inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406-o 897-67

Delcraft Industries Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Robert-J. Terroux, 388 Lakeshore Road, Jean Delhaes, 203 Rowan Street, both of Beaconsfield, and Roger Bédard, 3115 Somerset Road, Saint-Laurent, all three constructors, for the following purposes:

To deal in all kinds of construction material, under the name of "Delcraft Industries Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406 935-67

Discorama Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Thomas Kornai, executive, Ethel Kornai, housewife, wife separate as to property of the said Thomas Kornai, both of 1900 Lincoln,

Thomas Kornai, tous deux de 1900, Lincoln, et Maximilian Pollak, administrateur, 2800, Place Darlington, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes d'enregistrements, disques, bandes enregistreuses, plateaux d'enregistrement ou autres appareils utilisés dans la transcription et la transmission du son, sous le nom de « Discorama Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406

1006-67

Domaine du Pêcheur inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17^e jour de mars 1967, constituant en corporation: Conrad Lefebvre, garagiste, Berthe Rhéaume, ménagère, épouse commune en biens dudit Conrad Lefebvre, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Benoît Lachance, vendeur, tous trois de Saint-Patrice-de-Beaurivage, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Domaine du Pêcheur inc. », avec un capital total de \$80,000, divisé en 600 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Patrice-de-Beaurivage, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406-o

1138-67

Domaine du Souvenir inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de mars 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Guillemette, notaire, Eddy Campagna, employé au service social, J.-Raoul Mathieu, industriel, Laurain Gauthier, gérant de Caisse, Jean Massicotte, dessinateur industriel, Paul-Émile Plamondon, garagiste, Dame Laval Noël, ménagère, épouse séparée de biens de Laval Noël, Georges Marcoux, électricien, Charles-E. Grimard, commis de bureau, Camille Germain, marchand, Gaston Gaudreau, pharmacien, Orance Pépin, secrétaire, tous douze de Donnacona, et Dame Maurice Grenier, ménagère, épouse séparée de biens de Maurice Grenier, Cap-Santé, pour les objets suivants:

Fournir à des couples âgés et à des personnes âgées des deux sexes un foyer leur permettant de vivre en toute sécurité, sous le nom de « Domaine du Souvenir inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$1,000,000.

Le siège social de la corporation est à Donnacona, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406-o

454-67

and Maximilian Pollak, executive, 2800 Darlington Place, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of recordings, records, tapes, discs or other apparatus used to transcribe and transmit sound, under the name of "Discorama Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

19406-o

1006-67

Domaine du Pêcheur inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1967, have been issued by the Government Administrator of the Province, incorporating: Conrad Lefebvre, garageman, Berthe Rhéaume, housewife, wife common as to property of the said Conrad Lefebvre, and duly authorized by him for these presents, and Benoît Lachance, salesman, all three of Saint-Patrice-de-Beaurivage, for the following purposes:

To carry on the business which consists in supplying the public with entertainment, under the name of "Domaine du Pêcheur inc.", with a total capital stock of \$80,000, divided into 600 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Saint-Patrice-de-Beaurivage, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

19406

1138-67

Domaine du Souvenir inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Paul Guillemette, notary, Eddy Campagna, employee for the social service, J.-Raoul Mathieu, industrialist, Laurain Gauthier, Union manager, Jean Massicotte, industrial designer, Paul-Émile Plamondon, garage keeper, Mrs. Laval Noël, housewife, wife separate as to property of Laval Noël, Georges Marcoux, electrician, Charles-E. Grimard, office clerk, Camille Germain, tarear, Gaston Gaudreau, pharmacist, Orance Pépin, secretary, all twelve of Donnacona, and Mrs. Maurice Grenier, housewife, wife separate as to property of Maurice Grenier, Cap-Santé, for the following purposes:

To furnish aged couples and aged persons of both sexes with a home permitting them to live in security, under the name of "Domaine du Souvenir inc."

The amount to which is limited the value of the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is \$1,000,000.

The head office of the corporation is at Donnacona, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

19406

454-67

Drouin & Tardif inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1967, constituant en corporation: Serge Desrochers, 732, avenue Wilder, Pierre-M. Verdy, 546, avenue Bloomfield, tous deux avocats, d'Outremont, et Jean Legault, avocat, 6999, 44e Avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Drouin & Tardif inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 30, rue Reid, Châteauguay-Centre, district judiciaire de Beauharnois.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406-o

1057-67

Ducal limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mars 1967, constituant en corporation: Jean-Guy Sénécal, industriel, 490, rue Fortier, Mont-Saint-Hilaire, Raymond Dubé, ingénieur, 86, 12e Rue, Laval, et Raymond Dulude, comptable agréé, 464, avenue des Bouleaux, Saint-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Faire affaires come marchands, hôteliers et restaurateurs, sous le nom de « Ducal limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406-o

1073-67

E. & M. Surgical Supplies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1967, constituant en corporation: Jack Lightstone, 5120, Earncliffe, Montréal, Barry Biberman, 2296, chemin Fulton, Mont Royal, et Marvin Riback, 5621, avenue Palmer, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'instruments de chirurgie, fournitures et accessoires de toutes sortes, sous le nom de « E. & M. Surgical Supplies Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4944, chemin de la Reine Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406

967-67

**École Nationale d'Équitation
National Equestrian School**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de mars 1967,

Drouin & Tardif inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Serge Desrochers, 732 Wilder Avenue, Pierre-M. Verdy, 546 Bloomfield Avenue, both lawyers, of Outremont, and Jean Legault, lawyer, 6999, 44th Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Drouin & Tardif inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 30 Reid Street, Châteauguay Centre, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

19406

1057-67

Ducal limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Jean-Guy Sénécal, industrialist, 490 Fortier St., Mont-Saint-Hilaire, Raymond Dubé, engineer, 86, 12th Street, Laval and Raymond Dulude, chartered accountant, 464 des Bouleaux Ave., Saint-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To carry on business as merchants, hotel-keepers, and restaurateurs, under the name of "Ducal limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Verdun, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

19406

1073-67

E. & M. Surgical Supplies Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Jack Lightstone, 5120 Earncliffe, Montreal, Barry Biberman, 2296 Fulton Road, Mount Royal, and Marvin Riback, 5621 Palmer Avenue, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To deal in surgical supplies, instruments and accessories of all kinds and descriptions, under the name of "E. & M. Surgical Supplies Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 4944 Queen Mary Road, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

19406-o

967-67

**École Nationale d'Équitation
National Equestrian School**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the

constituant en corporation sans capital-actions: Raymond Crevier, 497, chemin Côte Ste-Catherine, Outremont, Pierre Legrand, 1435, Cap Éternité, Laval, John G. Chamberland, 41, avenue Jasper, Mont-Royal, Jacques Laurent, 195, rue Marcotte, Saint-Laurent, Paul Fortin, 3489, rue Stanley, Paul M. Amos, 79, rue Bruce, et Jean Savard, 4351, avenue Draper, ces trois derniers de Montréal, tous sept avocats, pour les objets suivants:

Établir et opérer une école d'équitation, sous le nom de « École Nationale d'Équitation — National Equestrian School ».

Le montant de la valeur des biens immobiliers que la corporation pourra acquérir ou posséder sera limité à \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o

1013-67

Les Entreprises Duclos & Duclos inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17^e jour de mars 1967, constituant en corporation: Yves Duclos, homme d'affaires, 9070, boulevard Taschereau, Brossard, Jean-Guy Lamarre, notaire, 950, Sault-St-Louis, La Prairie, et Pierrette Larivière, secrétaire, fille majeure, 7189, d'Aragon, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et quincailliers et faire le commerce de roulottes, automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Les Entreprises Duclos & Duclos inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9070, boulevard Taschereau, Brossard, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o

1163-67

Les Entreprises Laffage inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13^e jour de mars 1967, constituant en corporation: Antonin Simonato, Armando Vatri et Armand Jugeau, tous trois journaliers, de St-Jean, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Les Entreprises Laffage inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 285, rue Jacques-Cartier, Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o

779-67

Les Entreprises Pointe-aux-Trembles inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de mars 1967, constituant en corporation: Gabriel Gilbert, forgeron, 719, St-Jean-Baptiste, Jean-Marie Gilbert,

Province to incorporate a corporation without share capital: Raymond Crevier, 497 Côte Ste-Catherine Road, Outremont, Pierre Legrand, 1435 Cap Éternité, Laval, John G. Chamberland, 41 Jasper Avenue, Mount Royal, Jacques Laurent, 195 Marcotte Street, Saint-Laurent, Paul Fortin, 3489 Stanley Street, Paul M. Amos, 79 Bruce Street, and Jean Savard, 4351 Draper Avenue, the latter three of Montreal, all seven lawyers, for the following purposes:

To establish and operate an equestrian school, under the name of « École Nationale d'Équitation — National Equestrian School ».

The amount of the value of the immoveable property which the corporation may acquire or possess, will be limited to \$50,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406

1013-67

Les Entreprises Duclos & Duclos inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1967, have been issued by the Government Administrator of the Province, incorporating: Yves Duclos, businessman, 9070 Taschereau Blvd., Brossard, Jean-Guy Lamarre, notary, 950 Sault-St-Louis, La Prairie, and Pierrette Larivière, secretary, fille majeure, 7189 d'Aragon, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garagemen and hardware dealers, and to deal in trailers, automobiles, motore, machines and all their accessories and parts, under the name of « Les Entreprises Duclos & Duclos inc. », with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 9070 Taschereau Blvd., Brossard, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406

1163-67

Les Entreprises Laffage inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1967, have been issued by the Government Administrator of the Province, incorporating: Antonin Simonato, Armando Vatri and Armand Jugeau, all three labourers, of St. John, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of « Les Entreprises Laffage inc. », with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 285 Jacques-Cartier St., Saint-John, judicial district of Iberville.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406

779-67

Les Entreprises Pointe-aux-Trembles inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gabriel Gilbert, iron-smith, 719 St-Jean-Baptiste, Jean-Marie Gilbert, manager, 1391,

gérant, 1391, 13e avenue, et Bertrand Lambert, garagiste, 739, St-Jean-Baptiste, tous trois de Pointe-aux-Trembles, pour les objets suivants:

Faire affaires, comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Entreprises Pointe-aux-Trembles inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 12053, Victoria, Pointe-aux-Trembles, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406-o

1093-67

13th Ave., and Bertrand Lambert, garageman, 739 St-Jean-Baptiste, all three of Pointe-aux-Trembles, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Entreprises Pointe-aux-Trembles inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 12053 Victoria, Pointe-aux-Trembles, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

19406

1093-67

L'Escouade de secours de Lavaltrie

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de février 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Donald Latour, 1003, rue Notre-Dame, Jules Brouillette, 31, rue des Érables, tous deux électriciens, Serge Mailhot, étudiant, 1250, rue Notre-Dame, Rosaire Coutu, opérateur, 201, rue Ostiguy, et Richard Boutin, pompier, 1010, rue Venne, tous cinq de Lavaltrie, pour les objets suivants:

Aider au maintien de l'ordre, aller au secours de personnes dans le besoin, veiller à la protection de leurs biens, coopérer au service des incendies et autres buts semblables, sous le nom de « L'Escouade de secours de Lavaltrie ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation est à la Caserne des pompiers, Lavaltrie, district judiciaire de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406-o

306-67

**Fafard & frères Itée
Fafard & Brothers Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1967, constituant en corporation: Roméo Fafard, industriel, Marcel Fafard, comptable agréé, et Gérard Fafard, contremaître, tous trois de Saint-Guillaume, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de tourbières, sous le nom de « Fafard & frères Itée — Fafard & Brothers Ltd. », avec un capital total de \$200,000, divisé en 30,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 17,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Guillaume, district judiciaire de Richelieu.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406-o

392-67

Fair Acres Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1967, constituant en corporation: James A. Grant, avocat, 54, avenue Thornhill, Westmount, June O'Neill, 11236, Jules-Paul-Tardivel, Montréal

L'Escouade de secours de Lavaltrie

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Donald Latour, 1003 Notre-Dame Street, Jules Brouillette, 31 des Érables Street, both electricians, Serge Mailhot, student, 1250 Notre-Dame Street, Rosaire Coutu, operator, 201 Ostiguy Street, and Richard Boutin, fireman, 1010 Venne Street, all five of Lavaltrie, for the following purposes:

To help maintain order, to help those in need, to protect their property, to co-operate with the fire department and other similar goals, under the name of "L'Escouade de secours de Lavaltrie ».

The amount to which is limited the value of the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is \$10,000.

The head office of the corporation is at the fire station, Lavaltrie, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

19406

306-67

**Fafard & frères Itée
Fafard & Brothers Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Roméo Fafard, industrialist, Marcel Fafard, chartered accountant, and Gérard Fafard, foreman, all three of Saint-Guillaume, for the following purposes:

The industry and business dealing in peatery, under the name of "Fafard & frères Itée — Fafard & Brothers Ltd.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 30,000 common shares of a nominal value of \$1 each and into 17,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Saint-Guillaume, judicial district of Richelieu.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

19406

392-67

Fair Acres Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: James A. Grant, advocate, 54 Thornhill Avenue, Westmount, June O'Neill, 11236 Jules-Paul-Tardivel, Montreal North,

Nord, et Helen Xenos, 6636, Bordeaux, Montréal, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Fair Acres Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1155 ouest, boulevard Dorchester, suite 2912, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406

1009-67

Jacques Fauteux inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3^e jour de mars 1967, constituant en corporation: Jacques Fauteux, annonceur, Gisèle Morissette, comédienne, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jacques Fauteux, tous deux de 3872, Draper, Montréal, et Wilfrid Lemoine, rentier, Saint-Joseph-de-Mont-Rolland, pour les objets suivants:

Exploiter une entreprise de publicité, sous le nom de « Jacques Fauteux inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3872, rue Draper, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406-0

920-67

Flood & Lemm Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27^e jour de février 1967, constituant en corporation: Terence Campbell Flood, vendeur, Robert James Lemm, artiste commercial, tous deux de 7, Place Parkside, et Martin P. Bols, comptable, 455 ouest rue Craig, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des restaurants, discothèques, clubs de nuit, centres récréatifs, galeries d'art, centres d'exposition, boutiques et magasins de détail, sous le nom de « Flood & Lemm Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406

863-67

Framur Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8^e jour de mars 1967, constituant en corporation: Paul F. Dingle, 528, Mount Pleasant, Westmount, Frederick W. Benn, 3300, Glencoe, Montréal, et David C. Wadsworth, 6 sud, Strathearn, Montréal Ouest, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Framur Investments Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

and Helen Xenos, 6636 Bordeaux, Montreal, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Fair Acres Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 1155 Dorchester Boulevard West, room 2912, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

19406-0

1009-67

Jacques Fauteux inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Fauteux, announcer, Gisèle Morissette, comedian, wife contractually separate as to property of the said Jacques Fauteux, both of 3872 Draper, Montreal, and Wilfrid Lemoine, annuitant, Saint-Joseph-de-Mont-Rolland, for the following purposes:

To operate a publicity enterprise, under the name of "Jacques Fauteux inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 3872 Draper Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

19406

920-67

Flood & Lemm Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of February, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Terence Campbell Flood, salesman, Robert James Lemm, commercial artist, both of 7 Parkside Place, and Martin P. Bols, accountant, 455 Craig Street West, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate restaurants, discothèques, night-clubs, centres of public amusement, art galleries, exhibition centres, boutiques and retail stores, under the name of "Flood & Lemm Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

19406-0

863-67

Framur Investments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Paul F. Dingle, 528 Mount Pleasant, Westmount, Frederick W. Benn, 3300 Glencoe, Montreal, and David C. Wadsworth, 6 Strathearn South, Montreal West, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Framur Investments Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406 1003-67

Garage Langlois inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1967, constituant en corporation: Gaston Langlois, mécanicien, Françoise Rochette, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gaston Langlois, tous deux de 380, 51e Rue est, Charlesbourg, et Rosaire Lebrun, mécanicien, 310, 4e Rue, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Garage Langlois inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 60, 6e Avenue, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o 1122-67

General Lamination Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1967, constituant en corporation: Dr George Weisz, ingénieur chimiste, 4870, rue Bourret, app. 503, Joseph Tolgyvari, machiniste, 4870, rue Bourret, app. 306, et Barnabas Vizkelety, avocat, 4426, Circle Road, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de substances laminées, de toutes sortes et descriptions, sous le nom de « General Lamination Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5000, rue Buchan, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406 831-67

Raymond Genest inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de février 1967, constituant en corporation: Armand Poupart fils, avocat, 217, Varry, Saint-Laurent, Jeanne Senay, secrétaire, 298, boulevard Desmarchais, Verdun, et Ninon Lesage, réceptionniste 3156, Maplewood, app. 15, Montréal, ces deux dernières filles majeures, pour les objets suivants:

Procéder à la publication, l'impression, l'édition et la distribution de cours ou conférences par correspondance, sous le nom de « Raymond Genest inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406-o 1003-67

Garage Langlois inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Gaston Langlois, mechanic, Françoise Rochette, housewife, wife contractually separate as to property of said Gaston Langlois, both of 380, 51st Street East, Charlesbourg, and Rosaire Lebrun, mechanic, 310, 4th Street, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Garage Langlois inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 60, 6th Avenue, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406 1122-67

General Lamination Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Dr. George Weisz, chemical engineer, 4870 Bourret Street, Apt. 503, Joseph Tolgyvari, machinist, 4870 Bourret Street, Apt. 306, and Barnabas Vizkelety, advocate, 4426 Circle Road, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in laminated substances of every kind and description, under the name of "General Lamination Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 5000 Buchan Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406-o 831-67

Raymond Genest inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of February, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Armand Poupart, junior, advocate, 217 Varry, Saint-Laurent, Jeanne Senay, secretary, 298 Desmarchais Boulevard, Verdun, and Ninon Lesage, receptionist, 3156 Maplewood, apt. 15, Montreal, the latter two filles majeures, for the following purposes:

To proceed to the publication, printing edition and distribution of courses and lectures by the way of correspondance, under the name of "Raymond Genest inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est 3535, McCarthy, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o

719-67

Geometra inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour de mars 1967, constituant en corporation: Guy Béliveau, 3326, rue Lambert-Closse, Jules Couture, 659, rue Routhier, tous deux arpenteurs-géomètres, et Yvon Chamberland, avocat, 1000, avenue Fournier, tous trois de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous outils, machines, instruments, appareils, produits et articles servant au mesurage des distances et des angles, sous le nom de « Geometra inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2873, chemin Ste-Foy, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o

1219-67

Gifts Galore Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6^e jour de mars 1967, constituant en corporation: Lawrence L. Fligel, avocat, 5711 Edgemore, Anne Brown, 5501, Adalbert, app. 215, tous deux de Côte Saint-Luc, et Daphne Saunderson, 322, Elm, Montréal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une boutique de cadeaux au détail et exercer un commerce général comme marchands, sous le nom de « Gifts Galore Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406

970-67

**Gold Buddha Restaurant Inc.
Restaurant Bouddha d'Or inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2^e jour de mars 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Richard J. F. Bowie, 952, Grou, Saint-Laurent, C. Stephen Cheasley, 3440, rue Peel, et James A. O'Reilly, 5330, avenue Belmore, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, restaurants, tavernes et auberges, sous le nom de « Gold Buddha Restaurant Inc.— Restaurant Bouddha d'Or inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 35,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

The head office of the company is at 3535 McCarthy, Saint-Laurent, judicial district of Montréal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406

719-67

Geometra inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of March, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Béliveau, 3326 Lambert-Closse St., Jules Couture, 659 Routhier St., both land surveyors, and Yvon Chamberland, advocate, 1000 Fournier Ave., all three of Sainte-Foy, for the following purposes:

To carry on business dealing in all tools, machines, instruments, apparatus, products and articles used to measure distances or angles, under the name of "Geometra inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 2873 Ste-Foy Road, Sainte-Foy, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406

1219-67

Gifts Galore Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Lawrence L. Fligel, advocate, 5711 Edgemore, Anne Brown, 5501 Adalbert, Apt. 215, both of Côte Saint-Luc, and Daphne Saunderson, 322 Elm, Montreal, the latter two secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To carry on the business of a retail giftware shop and to carry on generally the business of a merchant, under the name of « Gifts Galore Inc. », with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406-o

970-67

**Gold Buddha Restaurant Inc.
Restaurant Bouddha d'Or inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Richard J. F. Bowie, 952 Grou, Saint-Laurent, C. Stephen Cheasley, 3440 Peel Street, and James A. O'Reilly, 5330 Belmore Avenue, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To operate hotels, motels, restaurants, taverns and public houses, under the name of "Gold Buddha Restaurant Inc.— Restaurant Bouddha d'Or inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 35,000 preferred shares of \$1 each.

Le siège social de la corporation est à Anjou, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406 839-67

Goyette & Gagnon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de février 1967, constituant en corporation: Éloi Gagnon, entrepreneur général, Lorraine Gagnon, ménagère, épouse séparée de biens dudit Éloi Gagnon, tous deux de 702, Raymond, Saint-Jean, et Paul Goyette, gérant, 772, Richelieu, Iberville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Goyette & Gagnon inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 112, rue St-Jacques, Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406-o 835-67

**Habitations de l'Outaouais inc.
Outaouais Habitations Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de novembre 1966, constituant en corporation: Louis Bisson, homme d'affaires, 12, Lake Crescent Drive, Aylmer, Avilla Labelle, 42, Dumas, François Chevalier, 64, Desjardins, tous deux juges, Dr Roger Lachance, médecin, 24, Moncion, et Marcelle Godbout, diététicienne, fille majeure, 240, boulevard St-Joseph, ces quatre derniers de Hull, pour les objets suivants:

Agir et faire affaires comme société de logement à dividendes limités, tels que définis par la Loi Nationale de 1954 et amendements sur l'habitation, sous le nom de « Habitations de l'Outaouais inc. — Outaouais Habitations Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hull, district judiciaire de Hull.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406-o 4680-66

**The Hobby Club Inc.
Le Club des Bricoleurs inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mars 1967, constituant en corporation: Robert Gérard Sampson, avocat, 980, rue St-Aubin, Saint-Laurent, Edward Felix Marentette, homme d'affaires, 5620, avenue Rang, Côte Saint-Luc, et Joseph Gordon Dawson, gérant de ventes, 1932, rue Tupper, app. 1, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'un magasin d'articles de passe-temps ou de marchandises de sport, sous le nom de « The Hobby Club Inc. — Le Club des Bricoleurs inc. », avec un capital-actions divisé en 10,000 actions sans valeur au pair.

The head office of the company is at Anjou, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

19406-o 839-67

Goyette & Gagnon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of February, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Éloi Gagnon, general contractor, Lorraine Gagnon, housewife, wife separate as to property of said Éloi Gagnon, both of 702 Raymond, Saint-Jean and Paul Goyette, manager, 772 Richelieu, Iberville, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Goyette & Gagnon inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 112 St. James Street, Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

19406 835-67

**Habitations de l'Outaouais inc.
Outaouais Habitations Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of November, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Bisson, businessman, 12 Lake Crescent Drive, Aylmer, Avilla Labelle, 42 Dumas, François Chevalier, 64 Desjardins, both judges, Dr. Roger Lachance, physician, 24 Moncion, and Marcelle Godbout, dietician, fille majeure, 240 St-Joseph Blvd., the latter four of Hull, for the following purposes:

To act and carry on business as a limited dividend housing association, as defined by the National Act of 1954 and amendments on housing, under the name of "Habitations de l'Outaouais inc. — Outaouais Habitations Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 10,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Hull, judicial district of Hull.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

19406 4680-66

**The Hobby Club Inc.
Le Club des Bricoleurs inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Robert Gérard Sampson, lawyer, 980 St. Aubin Street, Saint-Laurent, Edward Felix Marentette, businessman, 5620 Rand Avenue, Côte Saint-Luc, and Joseph Gordon Dawson, sales manager, 1932 Tupper Street, Apt. 1, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a hobby or sporting goods shop, under the name of "The Hobby Club Inc. — Le Club des Bricoleurs inc.", with a capital stock divided into 10,000 shares without par value.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406 829-67

Import Motors Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de mars 1967, constituant en corporation: Harold Gossack, 360 ouest, rue St-Jacques, suite 415, H.P. Toulch, 360 ouest, rue St-Jacques, suite 1515, tous deux avocats, de Montréal, Kathleen Brawley, secrétaire, épouse séparée de biens de James Brawley, 8549 Brown, LaSalle, et Rosa Gualtieri, avocat, célibataire, 80, Hudson, app. 10, Mont Royal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de véhicules automobiles, sous le nom de « Import Motors Corp. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 40,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406 1124-67

Industries Ili corporation Ili Industries Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour de mars 1967, constituant en corporation: Maurice Martel, avocat et conseil en Loi de la reine, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, Lucille Blais, secrétaire, épouse de Jean-Claude Blais, 24, rue Gilles, Sainte-Thérèse-Ouest, et Fernande Perreault, secrétaire, fille majeure, 2825, boulevard St-Joseph est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Industries Ili corporation — Ili Industries Corporation », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1, Place Ville Marie, suite 2335, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o 1076-67

Institut Lamy inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de mars 1967, constituant en corporation: Léon Lamy, gérant d'entreprise, Étienne Pelletier, ménagère, épouse séparée de biens dudit Léon Lamy, tous deux de Dubuisson, et Lisette Lamy, ménagère, épouse de Gérard Bélisle, 759, 4^e Avenue, Val-d'Or, pour les objets suivants:

Établir et administrer une garderie pour l'enfance exceptionnelle, sous le nom de « Institut Lamy inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Dubuisson, comté d'Abitibi, district judiciaire d'Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o 5377-66

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406-o 829-67

Import Motors Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Harold Gossack, 360 St. James Street West, Suite 415, H.P. Toulch, 360 St. James Street West, Suite 1515, both advocates, of Montreal, Kathleen Brawley, secretary, wife separate as to property of James Brawley, 8549 Brown, LaSalle, and Rosa Gualtieri, advocate, unmarried, 80 Hudson, Apt. 10, Mount Royal, for the following purposes:

To deal in all kinds of motor vehicles, under the name of "Import Motors Corp.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 40,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406-o 1124-67

Industries Ili corporation Ili Industries Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Maurice Martel, lawyer and Queen's Counsel, 1301 St-Viateur West, Outremont, Lucille Blais, secretary, wife of Jean-Claude Blais, 24 Gilles Street, Sainte-Thérèse-West, and Fernande Perreault, secretary, fille majeure, 2825 St-Joseph Boulevard East, Montreal, for the following purposes:

To deal in all products, articles and merchandise, under the name of "Industries Ili corporation — Ili Industries Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and into 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 1 Place Ville Marie, Suite 2335, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406 1076-67

Institut Lamy inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Léon Lamy, business manager, Étienne Pelletier, housewife, wife separate as to property of the said Léon Lamy, both of Dubuisson, and Lisette Lamy, housewife, wife of Gérard Bélisle, 759, 4th Avenue, Val-d'Or, for the following purposes:

To establish and direct a day-nursery for exceptional children, under the name of "Institut Lamy inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Dubuisson, county of Abitibi, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406 5377-66

International Buddies Association Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mars 1967, constituant en corporation: Charles Oliver Cheltenham, 6388, rue Hurteau, John Frederick Garrick, 1332, rue Torrence, Kenneth Fitzgerald Gittens, 6396, rue Hurteau, Marcel Scott, 2671, Place Granby, tous quatre de Montréal, et Martin Luther Braithwaite, 351, 3e Avenue, LaSalle, tous cinq porteurs, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à promouvoir le sport de la boxe, sous le nom de « International Buddies Association Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6396, rue Hurteau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406 1056-67

Knit-Craft Fashion Mills Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1967, constituant en corporation: Joseph Goldfisher, 2505, Van Horne, Montréal, Joseph Goldstein, 1180, Ridgewood Drive, Laval, tous deux manufacturiers, Samuel Moskovitch, avocat et conseil en Loi de la reine, et Ida Larocque, secrétaire, célibataire, ces deux derniers de 423, rue Mayor, suite 2, Montréal, pour les objets suivants:

Confectionner des articles vestimentaires de toutes sortes et en faire le commerce sous le nom de « Knit-Craft Fashion Mills Ltd. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, 850 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$100 chacune et 5,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406 452-67

Georges Labelle limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1967, constituant en corporation: Georges Labelle, pharmacien, Claude Allard, et Jean Beaulieu, ces deux derniers avocats, tous trois de Val-d'Or, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles, marchandises et produits de toutes sortes, sous le nom de « Georges Labelle limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Val-d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o 1061-67

International Buddies Association Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Charles Oliver Cheltenham, 6388 Hurteau Street, John Frederick Garrick, 1332 Torrence Street, Kenneth Fitzgerald Gittens, 6396 Hurteau Street, Marcel Scott, 2671 Granby Place, all four of Montreal, and Martin Luther Braithwaite, 351, 3rd Avenue, LaSalle, all five redcaps, for the following purposes:

To carry on the business of promoting the sport of boxing, under the name of "International Buddies Association Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company is at 6396 Hurteau Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406-o 1056-67

Knit-Craft Fashion Mills Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph Goldfisher, 2505 Van Horne, Montreal, Joseph Goldstein, 1180 Ridgewood Drive, Laval, both manufacturers, Samuel Moskovitch, advocate and Queen's Counsel, and Ida Larocque, secretary, spinster, the latter two of 423 Mayor Street, Suite 2, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel of all kinds, under the name of "Knit-Craft Fashion Mills Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each, 850 class "A" preferred shares of a par value of \$100 each and 5,000 class "B" preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406-o 452-67

Georges Labelle limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1967, have been issued by the Government Administrator of the Province, incorporating: Georges Labelle, pharmacist, Claude Allard, and Jean Beaulieu, the two latter advocates, all three of Val-d'Or, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of articles, merchandise and products, under the name of "Georges Labelle limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Val-d'Or, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406 1061-67

Lalande Granite Itée
Lalande Granite Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de mars 1967, constituant en corporation: Dr Robert Dupont, chirurgien-dentiste, 11245, rue Tanguay, Anita Lalande, infirmière, fille majeure, 7989, rue Boyer, tous deux de Montréal, et Richard Samson, avocat, 5587, des Tulipes, Montréal-Nord, pour les objets suivants: . . .

Faire le commerce de pierres et produits artificiels et fabriquer des monuments de toutes sortes, sous le nom de « Lalande Granite Itée — Lalande Granite Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7989, rue Boyer, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o

5102-66

Étienne Lapierre inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de mars 1967, constituant en corporation: Jean Monet, avocat, 4681, avenue Westmount, Westmount, Jean Glushik, et Céline Trudeau, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de 5, Place Ville-Marie, suite 445, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de gestion et de portefeuille (holding), sous le nom de « Étienne Lapierre inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 39,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 125, rue Victoria, Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o

1050-67

Location Garantie limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3^e jour de février 1967, constituant en corporation: Louis-Philippe Plante, courtier d'assurances, 7642, Shaughnessy, Saint-Michel, Guy Dubé, architecte, 10676, St-Firmin, Montréal, Claude Boulanger, dessinateur, 7180, Vannes, Saint-Leonard, et André Bourdon, constructeur, 43 Dufferin Road, Hampstead, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, maisons de pension, maisons de logement, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Location Garantie limitée », avec un capital total de \$60,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$10 chacune et en 580 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o

227-67

Lalande Granite Itée
Lalande Granite Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Dr. Robert Dupont, surgeon-dentist, 11245 Tanguay St., Anita Lalande, nurse, fille majeure, 7989 Boyer Street, both of Montreal, and Richard Samson, advocate, 5587 des Tulipes, Montreal-North, for the following purposes:

To deal in stones and artificial products and to fabricate all kinds of monuments, under the name of "Lalande Granite Itée — Lalande Granite Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 7989 Boyer Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406

5102-66

Étienne Lapierre inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1967, have been issued by the Government Administrator of the Province, incorporating: Jean Monet, advocate, 4681 Westmount Ave., Westmount, Jean Glushik, and Céline Trudeau, the two latter secretaries, spinsters of the full age of majority, of 5 Place Ville-Marie, Suite 445, Montreal, for the following purposes:

To carry out the operations of a management and holding company, under the name of "Étienne Lapierre inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 39,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at 125 Victoria St., Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406

1050-67

Location Garantie limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis-Philippe Plante, insurance broker, 7642 Shaughnessy, Saint-Michel, Guy Dubé, architect, 10676 St-Firmin, Montreal, Claude Boulanger, designer, 7180 Vannes, Saint-Leonard, and André Bourdon, constructor, 43 Dufferin Road, Hampstead, for the following purposes:

To operate hotels, motels, boarding houses, lodging houses, taverns, inns and restaurants, under the name of "Location Garantie limitée", with a total capital stock of \$60,000, divided into 200 common shares of \$10 each and into 580 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406

227-67

Loisirs de Ste-Famille I.O.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Clément Prémont, maire et cultivateur, Raymond Turcotte, André Blouin, tous deux cultivateurs, Jean-Yves Giguère, débosseleur, François Gosse- lin, manufacturier, Réal Blouin, professeur, et Jules Prémont, commis de bureau, tous sept de Sainte-Famille, I.O., pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Loisirs de Ste-Famille I.O. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Sainte-Famille, I.O., district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406-o

977-67

Lorha Services Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mars 1967, constituant en corporation: Jacques Lefavre, 338, Notre-Dame, La Prairie, Régent Gauthier, 51, Joseph-Paiement, Dollard-des-Ormeaux, tous deux comptables agréés, Jacques-C. Lavallée, 101, chemin Oka, Deux-Montagnes, et Yvon Marsolais, 5210, Garnier, Montréal, ces deux derniers stagiaires, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, cabines, tavernes, auberges, restaurants, maisons de touristes et salles à manger, sous le nom de « Lorha Services Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune, 1,000 actions privilégiées classe « A » de \$1 chacune et en 38,000 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406-o

1083-67

Macdonald Estates Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1967, constituant en corporation: Clarence Reuben Gross, avocat et conseil en Loi de la reine, 790, avenue Lexington, Westmount, Joel Arnold Pinsky, avocat, 69, chemin Devonshire, Hampstead, Isobel Nicholson, 3661, rue Ste-Famille, Anna Turner, 3425, rue Stanley, tous deux de Montréal, et Bonnie Graul, 364, avenue Redern, Westmount, ces trois dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Macdonald Estates Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406

1048-67

Loisirs de Ste-Famille I.O.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Clément Prémont, mayor and farmer, Raymond Turcotte, André Blouin, both farmers, Jean-Yves Giguère, auto body repairman, François Gosse- lin, manufacturer, Réal Blouin, professor, and Jules Prémont, office clerk, all seven of Sainte-Famille, I.O., for the following purposes:

The organization of a recreational centre, under the name of "Loisirs de Ste-Famille I.O."

The amount to which is limited the value of the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Sainte-Famille, I.O., judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

19406

977-67

Lorha Services Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of March, 1967, have been issued by the Government Administrator of the Province, incorporating: Jacques Lefavre, 338 Notre-Dame, La Prairie, Régent Gauthier, 51 Joseph-Paiement, Dollard-des-Ormeaux, both chartered accountants, Jacques-C. Lavallée, 101 Oka Road, Two-Mountains, and Yvon Marsolais, 5210 Garnier, Montreal, the two latter probationers, for the following purposes:

To operate hotels, motels, cabins, taverns, inns, restaurants, tourist homes and dining halls, under the name of "Lorha Services Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each, 1,000 preferred class "A" shares of \$1 each and 38,000 preferred class "B" shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

19406

1083-67

Macdonald Estates Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Clarence Reuben Gross, advocate and Queen's Counsel, 790 Lexington Avenue, Westmount, Joel Arnold Pinsky, advocate, 69 Downshire Road, Hampstead, Isobel Nicholson, 3661 St. Famille Street, Anna Turner, 3425 Stanley Street, both of Montreal, and Bonnie Graul, 364 Redern Avenue, Westmount, the latter three secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Macdonald Estates Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

19406-o

1048-67

Marché Quévillon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1967, constituant en corporation: Richard Guay, 159, Principale nord, app. 3, Jean-Guy Perron, 145, Principale nord, app. 3, tous deux épiciers, de Lebel-sur-Quévillon, et Louis Perron, contre-maître, 368, Racine, Arvida, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Marché Quévillon inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lebel-sur-Quévillon, district judiciaire d'Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406-o

957-67

McQuillen Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1967, constituant en corporation: Gordon McQuillen, voiturier, 359, Latour, Richard McQuillen, secrétaire, 201, St-Henri, et André Gagnon, notaire, 542, Raymond, tous trois de St-Jean, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille et d'immeubles, sous le nom de « McQuillen Enterprises Inc. », avec un capital total de \$250,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 21,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 359, rue Letour, St-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406

1112-67

Metro Dural Brick and Stone Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1967, constituant en corporation: B. Robert Benson, 652, Lansdowne, Westmount, Judah L. Wolofsky, 3250, Forest Hill, # 301, Montréal, et J.-Paul Robert, 1283, De Carillon, Saint-Bruno-de-Montarville, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs et exercer le commerce de brique d'argile ou artificielle, pierre, bois et produits de bois, sous le nom de « Metro Dural Brick and Stone Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6140, Hutchison, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406

1005-67

Mongesco Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Marché Quévillon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Richard Guay, 159 Main north, apt. 3, Jean-Guy Perron, 145 Main north, apt. 3, both grocers, of Lebel-sur-Quévillon, and Louis Perron, foreman, 368 Racine, Arvida, for the following purposes:

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "Marché Quévillon inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Lebel-sur-Quévillon, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

19406

957-67

McQuillen Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Gordon McQuillen, carrier, 359 Latour, Richard McQuillen, secretary, 201 St. Henri, and André Gagnon, notary, 542 Raymond, all three of St. Johns, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and holding company, under the name of "McQuillen Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$250,000, divided into 4,000 common shares of the par value of \$10 each and 21,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at 359 Latour Street, St. Johns, judicial district of Iberville.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

19406-o

1112-67

Metro Dural Brick and Stone Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: B. Robert Benson, 652 Lansdowne, Westmount, Judah L. Wolofsky, 3250 Forest Hill, # 301, Montreal, and J.-Paul Robert, 1283 De Carillon, Saint-Bruno-de-Montarville, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as contractors and to deal in brick, artificial or real, stone, wood and wood products, under the name of "Metro Dural Brick and Stone Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 6140 Hutchison, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

19406-o

1005-67

Mongesco Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of February, 1967, have been issued

patentes, en date du 21e jour de février 1967, constituant en corporation: René Boutet, avocat, 50, Place Crémazie ouest, Louise Goyette, secrétaire, épouse de Walter Klenk, 2670, Lyall, tous deux de Montréal, et Lionel Forgue, administrateur, 1810, Ducharme, Outremont, pour les objets suivantes:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), de gestion, de gérance et d'administration, sous le nom de « Mongesco Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o 725-67

Montjoie Development Corporation
La Corporation de développement Montjoie

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de février 1967, constituant en corporation: Harold P. Toulch, avocat, 360 ouest, rue St-Jacques, # 1515, Montréal, Janice E. Dubber, 769, avenue Moffat, Verdun, Thelma Stevenson, 195, 6e avenue, Saint-Eustache, et Anne Wudrick, 2420, avenue Madison, # 11, Montréal, ces trois dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille et de placement, sous le nom de « Montjoie Development Corporation — La Corporation de développement Montjoie », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406 556-67

Motel Bobino inc.
Bobino Motel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de mars 1967, constituant en corporation: Raymond Londei, constructeur, Gertrude Gignac, secrétaire, épouse dudit Raymond Londei, tous deux de 240, 67e avenue, Jean-P. Belair, administrateur, et Irlande Zuanetti, secrétaire, épouse dudit Jean-P. Belair, ces deux derniers de 820, rue Sauriol, tous quatre de Laval, pour les objets suivants:

Administrer un motel, sous le nom de « Motel Bobino inc.—Bobino Motel Inc. », avec un capital total de \$200,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune et en 1,600 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 820, rue Sauriol, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o 649-67

Motel des Nations inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mars 1967,

by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: René Boutet, advocate, 50 Place Crémazie West, Louise Goyette, secretary, wife of Walter Klenk, 2670 Lyall, both of Montreal, and Lionel Forgue, administrator, 1810 Ducharme, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as a holding, management, direction and administration company, under the name of "Mongesco Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406 725-67

Montjoie Development Corporation
La Corporation de développement Montjoie

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of February, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Harold P. Toulch, advocate, 360 St. James Street West, # 1515, Montreal, Janine E. Dubber, 769 Moffat Avenue, Verdun, Thelma Stevenson, 195, 6th Avenue, Saint-Eustache, and Anne Wudrick, 2420 Madison Avenue, # 11, Montreal, the latter three secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "Montjoie Development Corporation — La Corporation de développement Montjoie", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406-o 556-67

Motel Bobino inc.
Bobino Motel Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of March, 1967, have been issued by the Government Administrator of the Province, incorporating: Raymond Londei, builder, Gertrude Gignac, secretary, wife of the said Raymond Londei, both of 240, 67th Ave., Jean-P. Belair, administrator, and Irlande Zuanetti, secretary, wife of the said Jean-P. Belair, the two latter of 820 Sauriol St., all four of Laval, for the following purposes:

To manage a motel, under the name of "Motel Bobino inc.—Bobino Motel Inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 400 common shares of \$100 each and 1,600 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 820 Sauriol St., Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406 649-67

Motel des Nations inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province,

constituant en corporation: Nicole Perras, 4579, rue Ste-Catherine est, Nicole Bélanger, 4710, avenue de Repentigny, toutes deux secrétaires, filles majeures, et Georges Boucher, notaire, 5460, Bélanger, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Construire et exploiter une « Marina », ainsi que des hôtels, motels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Motel des Nations inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 8,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406-o

1147-67

Motel Rideau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17^e jour de mars 1967, constituant en corporation: Denis Cloutier, courtier en assurances, 990, rue Cloutier, Jean-Guy Lamarre, notaire, 950, Sault-St-Louis, tous deux de La Prairie, George C. Morrison, comptable agréé, 62, Lagacé, Thomas Mantle, comptable, 251, Wright Crescent, tous deux de Dorval, et Pierrette Larivière, secrétaire, fille majeure, 7189, D'Aragon, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des motels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Motel Rideau inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8600, Marie-Victorin, (route 3), Brossard, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406-o

1164-67

New Era Lodgings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de mars 1967, constituant en corporation: Joseph S. Blumer, 250, avenue Clarke, Westmount, Harvey Crestohl, 158, Lockhart, Mont Royal, et Avrum Cohen, 4460, 3^e rue, Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un terrain pour roulottes et des sites pour camping et stationnement, sous le nom de « New Era Lodgings Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406

1067-67

**Nimco Itée
Nimco Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de février 1967, constituant en corporation: Caroline Benoît, secrétaire, célibataire, 318, boulevard Beaconsfield, Beaconsfield, Georgette Blanchard, récep-

incorporating: Nicole Perras, 4579 Ste-Catherine St. East, Nicole Bélanger, 4710 de Repentigny Ave., both secretaries, filles majeures, and Georges Boucher, notary, 5460 Bélanger, all three of Montreal, for the following purposes:

To build and operate a marina, as well as hotels, motels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Motel des Nations inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 8,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

19406

1147-67

Motel Rideau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Denis Cloutier, insurance broker, 990 Cloutier Street, Jean-Guy Lamarre, notary, 950 Sault-St-Louis, both of La Prairie, George C. Morrison, chartered accountant, 62 Lagacé, Thomas Mantle, accountant, 251 Wright Crescent, both of Dorval, and Pierrette Larivière, secretary, fille majeure, 7189 D'Aragon, Montreal, for the following purposes:

To operate motels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Motel Rideau inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 8600 Marie-Victorin, (route 3), Brossard, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

19406

1164-67

New Era Lodgings Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Joseph S. Blumer, 250 Clarke Avenue, Westmount, Harvey Crestohl, 158 Lockhart, Mount Royal, and Avrum Cohen, 4460, 3rd Street, Laval, all three advocates, for the following purposes:

To operate trailer court, campsites for purposes of camping and parking, under the name of "New Era Lodgings Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 30,000 common shares of \$1 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

19406-o

1067-67

**Nimco Itée
Nimco Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Caroline Benoît, secretary, spinster, 318 Beaconsfield Boulevard, Beaconsfield, Georgette Blanchard, receptionist, spinster, 2400

tionniste, célibataire, 2400, Benny Crescent, et Lina Stecca, secrétaire, célibataire, 2250, boulevard Graham, app. 28, ces deux dernières de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de construction et de portefeuille, sous le nom de Nimco Itée — Nimco Ltd., avec un capital-actions divisé en 1,000 actions catégories « A » sans valeur au pair et 35,000 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406 872-67

Aurélien Noël inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1967, constituant en corporation: Jean Monet, avocat, 4681, avenue Westmount, Westmount, Jean Glushik, et Céline Trudeau, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de 5, Place Ville-Marie, suite 445, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de gestion et de portefeuille (holding), sous le nom de « Aurélien Noël inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 39,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 507, Place d'Armes, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o 1052-67

Bernard Papineau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1967, constituant en corporation: Jean Monet, avocat, 4681, avenue Westmount, Westmount, Jean Glushik, et Céline Trudeau, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de 5, Place Ville-Marie, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de gestion et de portefeuille (holding), sous le nom de « Bernard Papineau inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 39,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2, rue Olier, Arthabaska, district judiciaire d'Arthabaska.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o 1051-67

Les Peintures Idéales inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mars 1967, constituant en corporation: Robert Laroche, peintre, Denise Masse, ménagère, épouse dudit Robert Laroche, tous deux de 1142, 4e avenue, Québec, et Marcel Genest, peintre, 15, des Cèdres, Loretteville, pour les objets suivants:

Benny Crescent, and Lina Stecca, secretary, spinster, 2250 Graham Boulevard, Apt. 28, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a construction and holding company, under the name of "Nimco Itée — Nimco Ltd.", with a capital stock divided into 1,000 class "A" shares without par value and 35,000 class "B" shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406-o 872-67

Aurélien Noël inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Jean Monet, lawyer, 4681 Westmount Avenue, Westmount, Jean Glushik, and Céline Trudeau, the latter two secretaries, filles majeures of 5 Place Ville-Marie, Suite 445, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a management and holding company, under the name of "Aurélien Noël inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$1 each and into 39,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at 507 Place d'Armes, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406 1052-67

Bernard Papineau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Jean Monet, lawyer, 4681 Westmount Avenue, Westmount, Jean Glushik, and Céline Trudeau, the latter two secretaries, fille majeure, of 5 Place Ville-Marie, Montreal, for the following purposes:

To carry on the operations of a management and holding company, under the name of "Bernard Papineau inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$1 each and into 39,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at 2 Olier Street, Arthabaska, judicial district of Arthabaska.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406 1051-67

Les Peintures Idéales inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of March, 1967, have been issued by the Government Administrator of the Province, incorporating: Robert Laroche, painter, Denise Masse, housewife, wife of the said Robert Laroche, both of 1142, 4th Ave., Quebec, and Marcel Genest, painter, 15 des Cèdres, Loretteville, for the following purposes:

Faire le commerce de peintures, polis et enduits de toutes sortes, sous le nom de « Les Peintures Idéales inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1142, 4^e avenue, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o

1066-67

Penn Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de mars 1967, constituant en corporation: Donald Dominick, vendeur, 60, Bayview, Pointe-Claire, Ronald Heaney, administrateur, et Florence Heaney, ménagère, épouse dudit Ronald Heaney, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, ces deux derniers de Sainte-Marthe-sur-le-Lac, pour les objets suivants:

Importer, exporter, acheter, vendre des produits électroniques, des nouveautés, des cosmétiques et des jouets, sous le nom de « Penn Enterprises Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406

1040-67

Placements Les Écureuils Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20^e jour de mars 1967, constituant en corporation: Madeleine Lefebvre, secrétaire, fille majeure, Claude Labrosse, comptable, tous deux de 1341, Oak, Sillery, et Paul-Émile Pépin, industriel, Donnacona, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Placements Les Écureuils Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Donnacona, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o

1216-67

Les Placements Loyola inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de mars 1967, constituant en corporation: Jacques Juneau, 845, Bellevue, Jean-Paul Bernier, 2782, avenue Le Breton, tous deux de Sainte-Foy, et Jean Côté, 3204, avenue Royale, Giffard, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les Placements Loyola inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

To carry on business dealing in paint, polish and coatings of all kinds, under the name of "Les Peintures Idéales inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1142, 4th Ave., Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406

1066-67

Penn Enterprises Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Donald Dominick, salesman, 60 Bayview, Pointe-Claire, Ronald Heaney, executive, and Florence Heaney, housewife, wife of the said Ronald Heaney, and duly authorized by him for the purpose of these presents, the latter two of Sainte-Marthe-sur-le-Lac, for the following purposes:

To import, export, buy, sell electronics, novelties, cosmetics and toys, under the name of "Penn Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406-o

1040-67

Placements Les Écureuils Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Madeleine Lefebvre, secretary, fille majeure, Claude Labrosse, accountant, both of 1341 Oak, Sillery, and Paul-Émile Pépin, industrialist, Donnacona, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Placements Les Écureuils Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Donnacona, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406

1216-67

Les Placements Loyola inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1967, have been issued by the Government Administrator of the Province, incorporating: Jacques Juneau, 845 Bellevue, Jean-Paul Bernier, 2782 Le Breton Ave., both of Sainte-Foy, and Jean Côté, 3204 Royale Ave., Giffard, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Placements Loyola inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est 580, Grande-Allée est, chambre 140, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o 1114-67

Plan alimentaire Marquita Itée
Marquita Food Service Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de février 1967, constituant en corporation: Celestina Laflamme, rentière, épouse séparée de biens de Pablo Fernandez, Salvator Fernandez, technicien, tous deux de 4822, avenue Western, Westmount, et Fernando Fernandez, vendeur, 1590, Croissant de Nonville, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Plan alimentaire Marquita Itée — Marquita Food Service Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1236, rue Bélanger est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o 879-67

Planico inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1967, constituant en corporation: Jean-Paul Gravel, économiste, 2116, chemin Ste-Foy, Sainte-Foy, Pierre Prézeau, socio-politicologue, 2337, des Colibris, Orsainville, et Gaston St-Pierre, ingénieur civil, 415, 41e Rue est, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Faire avec toutes personnes, sociétés, corporations, privées ou publiques, gouvernements ou l'un de leurs ministères, tous contrats d'entreprise, administration ou de gérance, sous le nom de « Planico inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o 1034-67

Napoléon Plourde transport inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mars 1967, constituant en corporation: Napoléon Plourde, camionneur, René St-Onge, manoeuvre, et Madeleine St-Onge, ménagère, épouse dudit René St-Onge, tous trois de 2120, Davidson, app. 3, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Napoléon Plourde transport inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$5 chacune.

The head office of the company is at 580 Grande-Allée East, Room 140, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406 1114-67

Plan alimentaire Marquita Itée
Marquita Food Service Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Celestine Laflamme, annuitant, wife separate as to property of Pablo Fernandez, Salvador Fernandez, technician, both of 4822 Western Ave., Westmount, and Fernando Fernandez, salesman, 1590 Croissant de Nonville, Laval, for the following purposes:

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "Plan alimentaire Marquita Itée — Marquita Food Service Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1236 Bélanger St. East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406 879-67

Planico inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Jean-Paul Gravel, economist, 2116 Ste-Foy Road, Sainte-Foy, Pierre Prézeau, social-political scientist, 2337 des Colibris, Orsainville, and Gaston St-Pierre, civil engineer, 415, 41st Street East, Charlesbourg, for the following purposes:

To make contracts for undertakings, administration or management with any private or public person, association, corporation, government or one of its departments, under the name of "Planico inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406 1034-67

Napoléon Plourde transport inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of March, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Napoléon Plourde, trucker, René St-Onge, labourer, and Madeleine St-Onge, housewife, wife of the said René St-Onge, all three of 2120 Davidson, Apt. 3, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Napoléon Plourde transport inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of \$5 each.

Le siège social de la compagnie est 2120, Davidson, app. 3, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406-o

1230-67

Prêts BSL inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mars 1967, constituant en corporation: Gilles Carle, avocat, 69, rue Doucet, Henriette Ouellet, secrétaire, épouse séparée de biens de Victorien Lamarre, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 41, rue Sirois, tous deux de Mont-Joli, et Lise Lévesque, secrétaire, fille majeure, 91, rue St-Rémi, Price, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de financement, sous le nom de « Prêts BSL inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406-o

641-67

Le Progrès d'Anjou inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mars 1967, constituant en corporation: François Wilhelmy, avocat, 6, Jérôme, Laval, Alphonse Loisselle, journaliste, 6201, des Angevins, app. 1, et Lucienne Lemay, marchande publique, épouse contractuellement séparée de biens de Napoléon Larivée, 8531, Place Verdelle, ces deux derniers d'Anjou, pour les objets suivants:

Imprimer et éditer des journaux et autres publications et exploiter une agence de publicité, sous le nom de « Le Progrès d'Anjou inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8242, avenue Chatillon, Anjou, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406-o

1055-67

Punch & General Overload Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de février 1967, constituant en corporation: Claudette Asselin, gérante, fille majeure, 111, avenue Fournier, Jean-Guy Asselin, gérant, 2936, Summerside, et Gaston Asselin, ingénieur, 1086, rue Dijon, tous trois de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Effectuer de la perforation de cartes pour machines électroniques; préparer des programmes pour ordinateurs, sous le nom de « Punch & General Overload Service Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406-o

1154-67

The head office of the company is at 2120 Davidson, Apt. 3, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

19406

1230-67

Prêts BSL inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Carle, advocate, 69 Doucet St., Henriette Ouellet, secretary, wife separate as to property of Victorien Lamarre, and duly authorized by him for these presents, 41 Sirois St., both of Mont-Joli, and Lise Lévesque, secretary, fille majeure, 91 St-Rémi St., Price, for the following purposes:

To carry on business as a finance company, under the name of "Prêts BSL inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Mont-Joli, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

19406

641-67

Le Progrès d'Anjou inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: François Wilhelmy, advocate, 6, Jérôme, Laval, Alphonse Loisselle, journalist, 6201 Des Angevins, apt. 1, and Lucienne Lemay, public merchant, wife contractually separate as to property of Napoléon Larivée, 8531 Verdelle Place, the latter two of Anjou, for the following purposes:

To print and publish newspapers and other publications and to operate a publicity business, under the name of "Le Progrès d'Anjou inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 8242 Chatillon Avenue, Anjou, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

19406

1055-67

Punch & General Overload Service Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of February, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claudette Asselin, manager, fille majeure, 111 Fournier Ave., Jean-Guy Asselin, manager, 2936 Summerside, and Gaston Asselin, engineer, 1086 Dijon St., all three of Sainte-Foy, for the following purposes:

To punch cards for electronic machines; to prepare programs for computers, under the name of "Punch & General Overload Service Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

19406

1154-67

**Quebec Coin-Operated Laundry
Equipment Association
Association d'Appareils de buanderie
à monnaie de Québec**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1967, constituant en corporation sans capital-actions: John Mishkin, 5370, place Rustie, Montréal, Julien Ninclaus 4231, 2e rue, Philip Cohen, 820, 101e avenue, tous deux de Laval, Hervé Bourcheix, 318, avenue Portland, Mont Royal, et Barney Barnoff, 99 rue Rielle, Verdun, tous les cinq marchands, pour les objets suivants:

Commerce et industrie se rapportant aux appareils de buanderie activés par des pièces de monnaie, sous le nom de « Quebec Coin-Operated Laundry Equipment Association — Association d'Appareils de buanderie à monnaie de Québec ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder ou détenir est de \$40,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406

1020-67

Quebec Compressors Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1967, constituant en corporation: Roland Brun, administrateur, 82, Malcolm Circle, Dollard-des-Ormeaux, André Simard, avocat, 4767, Du Tremblay, Laval, et Fleurette Vigeant, secrétaire, fille majeure, 6383, rue de la Roche, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils, équipements, machines ou engins mécaniques, hydrauliques, électriques ou autres utilisés pour la production de gaz ou de liquides sous pression, sous le nom de « Quebec Compressors Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 3,800 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406-o

1035-67

**Quebec Men's and Boys'
Apparel Buy-Mart Association Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mars 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Norman Norman, 5777, avenue Palmer, Harry Feldstein, 5708, avenue Wentworth, tous deux commis voyageurs, de Côte Saint-Luc, et Ronald Warr, administrateur, 9363, avenue Eastman, LaSalle, pour les objets suivants:

Promouvoir la vente et la distribution de vêtements, articles vestimentaires et accessoires pour hommes et garçons, sous le nom de « Quebec Men's and Boys' Apparel Buy-Mart Association Inc. ».

**Quebec Coin-Operated Laundry
Equipment Association
Association d'Appareils de buanderie
à monnaie de Québec**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: John Mishkin, 5370 Rustie Place, Montreal, Julien Ninclaus, 4231, 2nd Street, Philip, Cohen, 820, 101st Avenue, both of Laval, Hervé Bourcheix, 318 Portland Avenue, Mount Royal, and Barney Barnoff, 99 Rielle Street, Verdun, all five merchants, for the following purposes:

Commerce and industry relating to coin-operated laundry equipment, under the name of "Quebec Coin-Operated Laundry Equipment Association — Association d'Appareils de buanderie à monnaie de Québec".

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is \$40,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

19406-o

1020-67

Quebec Compressors Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Roland Brun, director, 82 Malcolm Circle, Dollard-des-Ormeaux, André Simard, lawyer, 4767 Du Tremblay, Laval, and Fleurette Vigeant, secretary, fille majeure, 6383 de la Roche Street, Montreal, for the following purposes:

To deal in appliances, equipment, machines or mechanical, hydraulic or electrical engines, or others used for the production of gas or of liquids under pressure, under the name of "Quebec Compressors Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of \$10 each and into 3,800 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

19406

1035-67

**Quebec Men's and Boys'
Apparel Buy-Mart Association Inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Norman Norman, 5777 Palmer Avenue, Harry Feldstein, 5708 Wentworth Avenue, both travelling salesmen, of Côte Saint-Luc, and Ronald Warr, administrator, 9363 Eastman Avenue, LaSalle, for the following purposes:

To promote the sale and distribution of men's and boys' clothing, wearing apparel and accessories, under the name of "Quebec Men's and Boys' Apparel Buy-Mart Association Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder ou détenir, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406

549-67

Quentin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mars 1967, constituant en corporation: Jérôme Quentin, constructeur, 22, boulevard Casa, Ile-Perrot, Joseph Helal, avocat et conseil en Loi de la reine, 446, avenue Fenton, Mont Royal, et André Michaud, avocat, 2105, avenue Van Horne, Outremont, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'entrepreneurs généraux, sous le nom de « Quentin Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406

951-67

R & G South Shore Meats Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de février 1967, constituant en corporation: Ronald George, charcutier, Norleen Abrams, secrétaire, épouse séparée de biens de Raymond George, tous deux de 4901, Dollard, Pierrefonds, et Bernard E. Blanchard, avocat, 105, Sud, 3e avenue, Roxboro, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires, épicerie, pâture d'animaux, moulées pour les volailles et patées pour le chenil de toutes catégories et de toutes descriptions, sous le nom de « R & G South Shore Meats Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3671, boulevard Taschereau, Laffèche, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406

597-67

R.G.K. Ward (1967) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1967, constituant en corporation: Brahm L. Campbell, 4530, Côte des Neiges, Gerald Postelnik, 7355, Ostell Crescent, et Michael Marchand, 5551, Oakwood, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous genres d'équipements pour la sécurité, sous le nom de « R.G.K. Ward (1967) Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may own or possess, is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

Assistant Secretary of the Province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406-o

549-67

Quentin Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jérôme Quentin, builder, 22 Casa Boulevard, Ile-Perrot, Joseph Helal, advocate and Queen's Counsel, 446 Fenton Avenue, Mount Royal, and André Michaud, advocate, 2105 Van Horne Avenue, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, under the name of "Quentin Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

Assistant Secretary of the Province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406-o

951-67

R & G South Shore Meats Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ronald George, meat cutter, Norleen Abrams, secretary, wife separate as to property of Raymond George, both of 4901 Dollard, Pierrefonds, and Bernard E. Blanchard, advocate, 105, 3rd Avenue South, Roxboro, for the following purposes:

To deal in food products, groceries, animal and poultry foods and kennel rations of all classes and descriptions, under the name of "R & G South Shore Meats Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 3671 Taschereau Boulevard, Laffèche, judicial district of Montreal.

Assistant Secretary of the Province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406-o

597-67

R.G.K. Ward (1967) Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Brahm L. Campbell, 4530 Côte des Neiges, Gerald Postelnik, 7355 Ostell Crescent, and Michael Marchand, 5551 Oakwood, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in all types of safety equipment, under the name of "R.G.K. Ward (1967) Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
19406 1039-67

R. & S. Appliance Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1967, constituant en corporation: Paul-André Trudeau, avocat, Albert Trudeau, homme d'affaires, tous deux de 6490, 9e avenue, et Jean-Paul St-Louis, avocat, 215, rue St-Jacques ouest, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la réparation d'appareils électriques de tout genre ainsi que de leurs parties et accessoires, sous le nom de « R. & S. Appliance Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
19406-o 928-67

Raymond & De Serres Co. Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de février 1967, constituant en corporation: Roland Raymond, agent manufacturier, 321, Beaudry, Guy De Serres, technicien en électronique, 243, Visitation, et Rolland Perreault, comptable, 231, Taché, tous trois de Joliette, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens et faire le commerce de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Raymond & De Serres Co. Itée », avec un capital total de \$10,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 854, rue Papineau, Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
19406-o 763-67

Restaurant Le Cendrillon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mars 1967, constituant en corporation: Lorenzo Doyon, restaurateur, 8435, Chambéry, Charlesbourg, Jacques Taschereau, notaire, 315, avenue Laurier, Québec, et Pauline Cantin, secrétaire, fille majeure, 300, boulevard Valcartier, Loretteville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Le Cendrillon inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
19406-o 1213-67

The head office of the company is at Montreal judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.
Assistant Secretary of the Province.
19406-o 1039-67

R. & S. Appliance Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul-André Trudeau, advocate, Albert Trudeau, businessman, both of 6490, 9th Avenue, and Jean-Paul St-Louis, advocate, 215 St-James Street West, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business and repairs of electrical apparatus of all kinds and their parts and accessories, under the name of "R. & S. Appliance Inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.
Assistant Secretary of the Province.
19406 928-67

Raymond & De Serres Co. Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roland Raymond, manufacturing agent, 321 Beaudry, Guy De Serres, technician in electronics, 243 Visitation, and Rolland Perreault, accountant, 231 Taché, all three of Joliette, for the following purposes:

To carry on business as electricians and to deal in all kinds of electrical appliances and accessories, under the name of "Raymond & De Serres Co. Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at 854 Papineau Street, Joliette, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE.
Assistant Secretary of the Province.
19406 763-67

Restaurant Le Cendrillon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lorenzo Doyon, restaurateur, 8435 Chambéry, Charlesbourg, Jacques Taschereau, notary, 315 Laurier Ave., Quebec, and Pauline Cantin, secretary, fille majeure, 300 Valcartier Blvd., Loretteville, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under name of "Restaurant Le Cendrillon inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE.
Assistant Secretary of the Province.
19406 1213-67

Le Roulis-Dansant inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de mars 1967, constituant en corporation: Jean Moisan, Arthabaska, Jules Bellavance, Princeville, tous deux avocats, et Claire Houde, secrétaire, épouse d'André Lecomte, Victoriaville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Le Roulis-Dansant inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406-o

1151-67

Royal Flooring (1967) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8^e jour de mars 1967, constituant en corporation: Émilien Richard, industriel, Liliane Langevin, ménagère, épouse séparée de biens dudit Émilien Richard, tous deux de 2770, rue Vitré, et Rosaire Richard, plombier, 165, 49^e rue ouest, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de bois de construction, bois de charpente et tous articles et matériaux dont la fabrication comporte l'usage du bois, sous le nom de « Royal Flooring (1967) Inc. », avec un capital total de \$25,000, divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2780, boulevard Henri-Bourassa, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406-o

1015-67

**Salon de chaussures Toussaint Itée
Toussaint Shoe Parlor Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de février 1967, constituant en corporation: Jacques Toussaint, commis, Lise Labrecque, ménagère, épouse dudit Jacques Toussaint, tous deux de 5, rue Dollard, et Joseph Toussaint, commerçant, 507, rue Foster, tous trois de Waterloo, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de chaussures, articles en cuir et leurs accessoires, sous le nom de « Salon de chaussures Toussaint Itée — Toussaint Shoe Parlor Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 507, rue Foster, Waterloo, district judiciaire de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406-o

799-67

Le Roulis-Dansant inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1967, have been issued by the Government Administrator of the Province, incorporating: Jean Moisan, Arthabaska, Jules Bellavance, Princeville, both advocates, and Claire Houde, secretary, wife of André Lecomte, Victoriaville, for the following purposes:

To carry on the business which consists in supplying the public with intertainment, under the name of "Le Roulis-Dansant inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

19406

1151-67

Royal Flooring (1967) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Émilien Richard, industrialist, Liliane Langevin, housewife, wife separate as to property of said Émilien Richard, both of 2770 Vitre Street, and Rosaire Richard, plumber, 165, 49th Street West, all three of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and deal in construction wood, timber and all articles and material whose manufacturing includes the use of wood, under the name of "Royal Flooring (1967) Inc.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 150 common shares of \$100 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 2780 Henri-Bourassa Boulevard, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

19406

1015-67

**Salon de chaussures Toussaint Itée
Toussaint Shoe Parlor Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Toussaint, clerk, Lise Labrecque, housewife, wife of said Jacques Toussaint, both of 5 Dollard Street, and Joseph Toussaint, trader, 507 Foster Street, all three of Waterloo, for the following purposes:

To deal in all kinds of shoes, leather articles and their accessories, under the name of "Salon de chaussures Toussaint Itée — Toussaint Shoe Parlor Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 507 Foster Street, Waterloo, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

19406

799-67

Samson Boulevard Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1967, constituant en corporation: Abe Katz, administrateur, Yetta Katz, ménagère, épouse séparée de biens dudit Abe Katz, tous deux de 11261, Joseph-Casavant, Montréal, Gerald Schneider, 149, chemin Finchley, et Morton Litwack, 74, chemin Hampstead, ces deux derniers notaires, de Hampstead, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Samson Boulevard Development Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406 984-67

Samson Boulevard Development Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Abe Katz, executive, Yetta Katz, housewife, wife separate as to property of the said Abe Katz, both of 11261 Joseph-Casavant, Montreal, Gerald Schneider, 149 Finchley Road, and Morton Litwack, 74 Hampstead Road, the latter two notaries, of Hampstead, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Samson Boulevard Development Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406-o 984-67

Seligman & Latz Beauty Salon of Sherbrooke, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1967, constituant en corporation: André Desjardins, 81, rue St-Pierre, Québec, Michael Sheehan, 2789, Poitthier, Sainte-Foy, tous deux avocats, et Marie Roy, secrétaire, fille majeure, 466, St-Amable, Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de salons de beauté, établissements de coiffes et de manucures, sous le nom de « Seligman & Latz Beauty Salon of Sherbrooke, Ltd. », avec un capital-actions divisé en 200 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406 1108-67

Seligman & Latz Beauty Salon of Sherbrooke, Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: André Desjardins, 81 St-Pierre Street, Quebec, Michael Sheehan, 2789 Poitthier, Sainte-Foy, both lawyers, and Marie Roy, secretary, fille majeure, 466 St-Amable, Quebec, for the following purposes:

To operate beauty parlors, beauty salons, hairdressing and manicuring establishments, under the name of "Seligman & Latz Beauty Salon of Sherbrooke, Ltd.", with a capital stock divided into 200 common shares without par value.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406-o 1108-67

Sept-Iles Salvage and Equipment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1967, constituant en corporation: Nathan Apple, marchand, Gloria Yvonne Campbell, ménagère, épouse séparée de biens dudit Nathan Apple, tous deux de 235, Place Benoit, suite 8, Saint-Laurent, Sam Apple, marchand, et Fanny Speevak, ménagère, épouse séparée de biens dudit Sam Apple, ces deux derniers de 60, rue Père Divet, Sept-Iles, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de machinerie nouvelle et usagée de toute sorte et description, sous le nom de « Sept-Iles Salvage and Equipment Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sept-Iles, district judiciaire de Hauteville.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406 1010-67

Sept-Iles Salvage and Equipment Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Nathan Apple, merchant, Gloria Yvonne Campbell, housekeeper, wife separate as to property of the said Nathan Apple, both of 235 Place Benoit, Suite 8, Saint-Laurent, Sam Apple, merchant, and Fanny Speevak, housekeeper, wife separate as to property of the said Sam Apple, the latter two of 60 Père Divet Street, Sept-Iles, for the following purposes:

To deal in new and used machinery of all kinds and descriptions, under the name of "Sept-Iles Salvage and Equipment Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Sept-Iles, judicial district of Hauteville.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406-o 1010-67

Service des loisirs Nativité d'Hochelega

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour de mars 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Georges Houle, 1708, St-Germain, Claude Provost, 2023, St-Germain, tous deux pompiers, Bernard Houle, commis, 1730, Darling, # 8, Pierre Ménard, contremaitre, 2090, Préfontaine, Robert Lefebvre, pressier, 3246, Rouville, et Robert Drolet, vérificateur, 3264, Ontario est, tous six de Montréal, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Service des loisirs Nativité d'Hochelega ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$75,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406-o

1082-67

**Le Service des Loisirs
St-Mathieu de Laval inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3^e jour de mars 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Robert Morin, émondeur, 10170, boulevard Lévesque, Yvette Martineau, ménagère, épouse commune en biens de Gilbert Martineau, 9270, boulevard Lévesque, Ovila Marcotte, entrepreneur-ferblantier, 545, rue Berthelot, Marcel Surprenant, inspecteur pour l'Hydro-Québec, 10210, boulevard Lévesque, et René Leduc, surintendant en imprimerie, 10200, boulevard Lévesque, tous cinq de Laval, pour les objets suivants:

Rassembler en une association structurée les membres de notre communauté en vue d'intéresser la population et les institutions publiques au sain emploi du loisir, sous le nom de « Le Service des Loisirs St-Mathieu de Laval inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406-o

933-67

Shamrock Wrecking Corp. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6^e jour de mars 1967, constituant en corporation: Maxwell Leibowitz, 3195, avenue Bedford, Brooklyn, New York, États-Unis d'Amérique, Jacob Kaufman, 232-11, 129^e avenue, Laurelton (Queens), New York, États-Unis d'Amérique, tous deux administrateurs, et Lawrence L. Fligel, avocat, 5711, avenue Edgemore, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en démolition, sous le nom de « Shamrock Wrecking Corp. Ltd. », avec un capital-actions divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Service des loisirs Nativité d'Hochelega

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Georges Houle, 1708 St-Germain, Claude Provost, 2023 St-Germain, both firemen, Bernard Houle, clerk, 1730 Darling, # 8, Pierre Ménard, foreman, 2090 Préfontaine, Robert Lefebvre, pressman, 3246, Rouville, and Robert Drolet, verifier, 3264 Ontario East, all six of Montreal, for the following purposes:

The organization of a recreational centre, under the name of "Service des loisirs Nativité d'Hochelega".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$75,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

19406

1082-67

**Le Service des Loisirs
St-Mathieu de Laval inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Robert Morin, pruner, 10170 Lévesque Blvd., Yvette Martineau, housewife, wife common as to property of Gilbert Martineau, 9270 Lévesque Blvd., Ovila Marcotte, tinsmith-contractor, 545 Berthelot St., Marcel Surprenant, Hydro-Quebec, inspector, 10210 Lévesque Blvd., and René Leduc, printing superintendent, 10200 Lévesque Blvd., all five of Laval, for the following purposes:

To gather together into an association the members of our community in view of interesting the population and public institutions in a wholesome use of recreation periods, under the name of "Le Service des Loisirs St-Mathieu de Laval inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

19406

933-67

Shamrock Wrecking Corp. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Maxwell Leibowitz, 3195 Bedford Avenue, Brooklyn, New York, United States of America, Jacob Kaufman, 232-11, 129th Avenue, Laurelton (Queens), New York, United States of America, both executives, and Lawrence L. Fligel, advocate, 5711 Edgemore Avenue, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To carry on business as demolition contractors, under the name of "Shamrock Wrecking Corp. Ltd.", with a capital stock divided into 40,000 common shares without par value.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406 971-67

The Shirt Bar Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mars 1967, constituant en corporation: Zacharia Auerback, marchand, Margie Auerback, ménagère, épouse séparée de biens dudit Zacharia Auerback, tous deux de 5609, avenue Greenwood, Côte Saint-Luc, Arthur Auerback, marchand, et Simone Auerback, ménagère, épouse séparée de biens dudit Arthur Auerback, ces deux derniers de 4913, avenue Cumberland, Montréal, pour les objets suivants:

Diriger et exploiter les affaires d'un magasin général au détail, sous le nom de « The Shirt Bar Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions catégorie « A » de \$1 chacune, 1,000 actions catégorie « B » de \$1 chacune et 38,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406 634-67

Shorker Holding Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Albert Marcus, 1063, boulevard Mont Royal, Outremont, Abraham Feiner, 4052, avenue Wilson, Montréal, tous deux avocats, et Helen Chirnomas, secrétaire, célibataire, 5717, avenue Rand, Côte-Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immobilier et d'amélioration, sous le nom de « Shorker Holding Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406 985-67

Simon Lumber Co. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1967, constituant en corporation: Simon Kretchik, industriel, Thomas Kretchik, commerçant, tous deux de 203B, rue Schooley, Exeter, Penna, États-Unis d'Amérique, et Jos.-Lionel Jacques, entrepreneur, 8598, 14e avenue, Saint-Michel, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de bois, sous le nom de « Simon Lumber Co. Limited », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406-o 971-67

The Shirt Bar Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Zacharia Auerback, merchant, Margie Auerback, housewife, wife separate as to property of the said Zacharia Auerback, both of 5609 Greenwood Avenue, Côte Saint-Luc, Arthur Auerback, merchant, and Simone Auerback, housewife, wife separate as to property of the said Arthur Auerback, the latter two of 4913 Cumberland Avenue, Montreal, for the following purposes:

To conduct and operate the business of a general retail store, under the name of "The Shirt Bar Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 class "A" shares of \$1 each, 1,000 class "B" shares of \$1 each and 38,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406-o 634-67

Shorker Holding Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Albert Marcus, 1063 Mount Royal Boulevard, Outremont, Abraham Feiner, 4052 Wilson Avenue, Montreal, both attorneys, and Helen Chirnomas, secretary, spinster, 5717 Rand Avenue, Côte-Saint-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and improvement company, under the name of "Shorker Holding Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406-o 985-67

Simon Lumber Co. Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1967, have been issued by the Government Administrator of the Province, incorporating: Simon Kretchik, industrialist, Thomas Kretchik, trader, both of 203B Schooley Street, Exeter, Penna, United States of America, and Jos.-Lionel Jacques, contractor, 8598, 14th Ave., Saint-Michel, for the following purposes:

The industry and business dealing in lumber, under the name of "Simon Lumber Co. Limited", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Juste-de-Bretenières, district judiciaire de Montmagny.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o 1042-67

Skywalk (Montreal) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de février 1967, constituant en corporation: Hart Margolian, avocat, Morris Margolian, marchand, tous deux de 5022, Isabella, et Samuel Margolian, marchand, 1540, Summerhill, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir du divertissement au public au moyen de démonstrations de scènes et paysages terrestres et astronomiques, sous le nom de « Skywalk (Montreal) Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 800, caré Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406 875-67

La Société d'exploitation touristique Saguenay-Lac St-Jean, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de mars 1967, constituant en corporation: Paul Drolet, gérant, 143, Powell, Lionel Gariépy, comptable, 322, des Ormes, tous deux d'Alma, Pierre Desrosiers, boucher, 120, St-Wilbrod, Hébertville-Station, et Lionel Bouchard, administrateur, rang St-Georges, Saint-Coeur-de-Marie, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs et conseillers en promotion touristique, artistique, industrielle, commerciale et agricole, sous le nom de « La Société d'exploitation touristique Saguenay-Lac St-Jean, inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 322, des Ormes, Alma, district judiciaire de Roberval.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o 612-67

La Société historique de Laprairie

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de mars 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Alphonse Moquin, 283, St-Georges, Clément Beaumier, 275, Dufort, tous deux ingénieurs, Roger Brisson, optométriste, 462, St-Paul, Marcel Oigny, industriel, 100, rue Ste-Marie, Paul-Émile Brossard, courtier, 740, Ste-Elizabeth, Emmanuel Touchette, contremaître, 810, Desjardins, Réal Legault, opérateur, 148, rue St-Jean, Marc Deslauriers, gérant de banque, 286, rue Ste-Catherine, Bernard Lefebvre, avocat et conseil en Loi de la reine, 1220,

The head office of the company is at Saint-Juste-de-Bretenières, judicial district of Montmagny.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406 1042-67

Skywalk (Montreal) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Hart Margolian, advocate, Morris Margolian, merchant, both of 5022 Isabella, and Samuel Margolian, merchant, 1540 Summerhill, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of furnishing amusement to the public through the viewing of terrestrial and astronomical sights and scenery, under the name of "Skywalk (Montreal) Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 800 Victoria Square, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406-o 875-67

La Société d'exploitation touristique Saguenay-Lac St-Jean, inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Paul Drolet, manager, 143 Powell, Lionel Gariépy, accountant, 322 des Ormes, both of Alma, Pierre Desrosiers, butcher, 120 St-Wilbrod, Hébertville-Station, and Lionel Bouchard, administrator, St-Georges Range, Saint-Coeur-de-Marie, for the following purposes:

To carry on business as contractors and consultants in tourist, artistic, industrial, commercial and agricultural promotions, under the name of "La Société d'exploitation touristique Saguenay-Lac St-Jean, inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 322 des Ormes, Alma, judicial district of Roberval.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406 612-67

La Société historique de Laprairie

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Alphonse Moquin, 283 St-Georges, Clément Beaumier, 275 Dufort, both engineers, Roger Brisson, optometrist, 462 St-Paul, Marcel Oigny, industrialist, 100 Ste-Marie St., Paul-Émile Brossard, broker, 740 Ste-Elizabeth, Emmanuel Touchette, foreman, 810 Desjardins, Réal Legault, operator, 148 St-Jean St., Marc Deslauriers, bank manager, 286 Ste-Catherine St., Bernard Lefebvre, advocate and Queen's Counsel, 1220 Sault St-Louis, all nine of La Prairie, and

Sault St-Louis, tous neuf de La Prairie, et Dr Maurice Bonvouloir, chiropraticien, 7200, rue Milan, Brossard, pour les objets suivants:

Grouper toutes les personnes qui s'intéressent aux recherches historiques, sous le nom de « La Société historique de Laprairie ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à La Prairie, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o 1131-67

La Société Internationale de Construction et de Rénovation limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de février 1967, constituant en corporation: Raymond Maher, avocat, 2781, Poitiers, Sainte-Foy, Marielle Levesque, fille majeure, 390, St-Cyrille ouest, et Rachelle Paradis, épouse séparée de biens de Charles Levesque, 2255, Mont Thabor, ces deux dernières secrétaires, de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « La Société Internationale de Construction et de Rénovation limitée », avec un capital total de \$60,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 101, rue Ste-Anne, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o 735-67

Sodim Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mars 1967, constituant en corporation: Jean-D. Lessard, administrateur, 11579, Poincaré, Louise Klenk, secrétaire, fille majeure, 2670, Lyall, et René Boutet, avocat, 12225, Guertin, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), de gestion, de gérance et d'administration, sous le nom de « Sodim Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o 1065-67

Spiritex Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1967, constituant en corporation: Mariel Desmarreau, 4522, Duquesne, Constance Desmarais, 10587, St-Hubert, et Pauline Marandola, 3453, Orléans, toutes trois secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Spiritex Inc. », avec un capital total de

Dr. Maurice Bonvouloir, chiropractor, 7200 Milan St., Brossard, for the following purposes:

To group together all persons interested in historical research, under the name of "La Société historique de Laprairie".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at La Prairie, judicial district of Montreal.

Assistant Secretary of the Province,
RAYMOND DOUVILLE,

19406 1131-67

La Société Internationale de Construction et de Rénovation limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of February, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Maher, advocate, 2781 Poitiers, Sainte-Foy, Marielle Levesque, fille majeure, 390 St-Cyrille west, and Rachelle Paradis, wife separate as to property of Charles Levesque, 2255 Mont Thabor, the two latter secretaries, of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "La Société Internationale de Construction et de Rénovation limitée", with a total capital stock of \$60,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 101 Ste-Anne St., Quebec, judicial district of Quebec.

Assistant Secretary of the Province,
RAYMOND DOUVILLE,

19406 735-67

Sodim Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of March, 1967, have been issued by the Government Administrator of the Province, incorporating: Jean-D. Lessard, administrator, 11579 Poincaré, Louise Klenk, secretary, fille majeure, 2670 Lyall, and René Boutet, advocate, 12225 Guertin, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a holding, management, direction and administration company, under the name of "Sodim Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

Assistant Secretary of the Province,
RAYMOND DOUVILLE,

19406 1065-67

Spiritex Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Mariel Desmarreau, 4522 Duquesne, Constance Desmarais, 10587 St-Hubert, and Pauline Marandola, 3453 Orléans, all three secretaries, of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Spiritex Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into

\$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406

1023-67

10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406-o

1023-67

Starlet Manufacturing Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1967, constituant en corporation: Monroe Abbey, 519, avenue Clarke, Westmount, Max Slapack, 5562, Glenerest, tous deux avocats et conseils en Loi de la reine, et Monroe Charlap, administrateur, 2990, Soissons, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Starlet Manufacturing Co. Ltd. », avec un capital-actions divisé en 100 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est 2101, Jeanne-d'Arc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406

904-67

Starlet Manufacturing Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Monroe Abbey, 519 Clarke Avenue, Westmount, Max Slapack, 5562 Glenerest, both advocates and Queen's Counsels, and Monroe Charlap, executive, 2990 Soissons, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in goods, wares and merchandise of all kinds, under the name of "Starlet Manufacturing Co. Ltd.", with a capital stock divided into 100 common shares without par value.

The head office of the company is at 2101 Jeanne-d'Arc, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406-o

904-67

Superior Mould & Machinery Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1967, constituant en corporation: Dr George Weisz, ingénieur chimiste, 4870, rue Bourret, app. 503, Joseph Tolgyvari, machiniste, 4870, rue Bourret, app. 306, et Barnabas Vizkelety, avocat, 4426, chemin Circle, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machinerie, moteurs, outils, instruments et quincaillerie de toutes sortes, sous le nom de « Superior Mould & Machinery Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5000, rue Buchan, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406

832-67

Superior Mould & Machinery Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Dr. George Weisz, chemical engineer, 4870 Bourret Street, Apt. 503, Joseph Tolgyvari, machinist, 4870 Bourret Street, Apt. 306, and Barnabas Vizkelety, advocate, 4426 Circle Road, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in machinery, engines, tools, implements and hardware of all kinds, under the name of "Superior Mould & Machinery Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 5000 Buchan Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406-o

832-67

Supermarché Cyr Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mars 1967, constituant en corporation: Marc LeBlanc, 107, Ashton, Jean Biron, 3500, Ridgewood, et Jean-Pierre Sutto, 4750, Meridian, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits alimentaires et d'épicerie et faire les affaires d'une pâtisserie, boucherie et charcuterie et d'un comptoir de bière, sous le nom de « Supermarché Cyr Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Supermarché Cyr Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marc LeBlanc, 107 Ashton, Jean Biron, 3500 Ridgewood, and Jean-Pierre Sutto, 4750 Meridian, all three lawyers, of Montreal, for the following purposes:

To deal in food products and groceries and to carry on a bakery, butchery and delicatessen business and beer department, under the name of "Supermarché Cyr Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406 934-67

Super Marchés Brunet inc.
Brunet Super Markets Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mars 1967, constituant en corporation: Gilles Brunet, contrôleur, 461, Hamel, Laval, Yvon Brunet, épicière, 555, Brousseau, Beloeil, et André Faucher, directeur de la supervision, 9887, de Martigny, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Super Marchés Brunet inc. — Brunet Super Markets Inc. », avec un capital total de \$200,000, divisé en 50,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 30,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie est 150, boulevard, Cartier, Beloeil, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o 1092-67

Les Tapis Ro-Lan inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de février 1967, constituant en corporation: Paul Langlois, gérant, 196, avenue du Parc, Granby, Roland Meunier, industriel, et Aline Métivier, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Roland Meunier, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, ces deux derniers de 348, rue Foster, Waterloo, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tapis, de posage de tapis, tuiles, couvre-planchers, préclarts, draperies et rideaux, sous le nom de « Les Tapis Ro-Lan inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Granby, district judiciaire de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o 627-67

Taverne La Ronde inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mars 1967, constituant en corporation: Georges Boucher, notaire, 5460, Bélanger, Nicole Bélanger, 4710, avenue De Repentigny, et Nicole Perras, 4579, rue Ste-Catherine est, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Taverne La Ronde inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o 1148-67

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406-o 934-67

Super Marchés Brunet inc.
Brunet Super Markets Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1967, have been issued by the Government Administrator of the Province, incorporating: Gilles Brunet, comptroller, 461 Hamel, Laval, Yvon Brunet, grocer, 555 Brousseau, Beloeil, and André Faucher, supervising director, 9887 de Martigny, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "Super Marchés Brunet inc. — Brunet Super Markets Inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 50,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 30,000 preferred shares of a nominal value of \$5 each.

The head office of the company is at 150 Cartier Blvd., Beloeil, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406 1092-67

Les Tapis Ro-Lan inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of February, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul Langlois, manager, 196 du Parc Ave., Granby, Roland Meunier, industrialist, and Aline Métivier, housewife, wife contractually separate as to property of the said Roland Meunier, and duly authorized by him for these presents, the two latter of 348 Foster St., Waterloo, for the following purposes:

To carry on business dealing in carpets, to lay carpets, tiles, floor-coverings, linoleums, to hang draperies and curtains, under the name of "Les Tapis Ro-Lan inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Granby, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406 627-67

Taverne La Ronde inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Georges Boucher, notary, 5460 Bélanger, Nicole Bélanger, 4710 De Repentigny Ave., and Nicole Perras, 4579 Ste-Catherine St. East, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate hotels, motels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Taverne La Ronde inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406 1148-67

Télécon (Trois-Rivières) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2^e jour de mars 1967, constituant en corporation: Pierre Beaudoin, comptable agréé, 711, des Peupliers, Claude Bisson, 3911, de la Sapinière, et Pierre Langevin, 2400, St-Olivier, ces deux derniers avocats, tous trois de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Télécon (Trois-Rivières) inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o

912-67

**Terrace Lacordaire Inc.
Terrasse Lacordaire inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13^e jour de mars 1967, constituant en corporation: Ben Schecter, avocat et conseil en loi de la reine, 4300, Western, Charles Spector, avocat, 4895, Bourret, et Raymonde Lutterman, secrétaire, veuve, 4960, Bourret, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Terrasse Lacordaire Inc. — Terrasse Lacordaire inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune, 39,000 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune et 6,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8350, Jeanne-Mance, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406

1075-67

Terre Noire Transport Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6^e jour de mars 1967, constituant en corporation: Fernand Beauregard, 6437, boulevard Pie IX, Montréal, Hendrik Kooiman, 396, Glengarry, Mont Royal, tous deux avocats, et Alexander Biega, avocat et conseil en Loi de la reine, 105, Upper Bellevue Road, Westmount, pour les objets suivants:

Exploiter l'équipement, les outils et la machinerie aux fins de produire, travailler, vendre et livrer la terre de surface, sous le nom de « Terre Noire Transport Inc. », avec un capital total de \$30,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Greenfield Park, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406

745-67

Télécon (Trois-Rivières) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Beaudoin, chartered accountant, 711 des Peupliers, Claude Bisson, 3911 de la Sapinière, and Pierre Langevin, 2400 St-Olivier, the latter two lawyers, all three of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business as general building constructors and contractors, under the name of "Télécon (Trois-Rivières) inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406

912-67

**Terrace Lacordaire Inc.
Terrasse Lacordaire inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Ben Schecter, advocate and Queen's Counsel, 4300 Western, Charles Spector, advocate, 4895 Bourret, and Raymonde Lutterman, secretary, widow, 4960 Bourret, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Terrace Lacordaire Inc. — Terrasse Lacordaire inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 class "A" shares of the par value of \$1 each, 39,000 class "B" shares of the par value of \$1 each and 6,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at 8350 Jeanne-Mance, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406-o

1075-67

Terre Noire Transport Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Province, incorporating: Fernand Beauregard, 6437 Pie IX Boulevard, Montreal, Hendrik Kooiman, 396 Glengarry, Mount Royal, both advocates, and Alexander Biega, advocate and Queen's Counsel, 105 Upper Bellevue Road, Westmount, for the following purposes:

To operate equipment, tools and machinery for the purposes of producing, working, selling and delivering the top soil, under the name of "Terre Noire Transport Inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at Greenfield Park, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406-o

745-67

Transport Du Lac Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1967, constituant en corporation: J.-Vincent Fleury, 804, rue Dufour est, Jean-M. Morency, 83, rue Du Pont, tous deux avocats, et Yvette Gobeil, secrétaire, épouse séparée de biens de Carol D'Amours, 454, boulevard Francoeur, tous trois d'Alma, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Transport Du Lac Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est route Saint-Bruno, Alma, district judiciaire de Roberval.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o 964-67

Unipret inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1966, constituant en corporation: P.-André Gervais, 5155, avenue Clanranald, Pierre-G. Rioux, 135, rue Sherbrooke est, tous deux avocats, et Maurice Désy, avocat et conseil en Loi de la reine, 240, avenue Willowdale, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de prêteur d'argent, sous le nom de « Unipret inc. », avec un capital total de \$1,000,000, divisé en 100,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o 5053-66

United Irish Societies of Montreal
Les Sociétés Irlandaises Unies de Montréal

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mars 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Richard C. Cooper, administrateur de comptes, 6525, avenue Duncan, Patrick J. Fitzgerald, agent de réclamations, 2170, rue Favard, app. 1, Hugh McGlynn, payeur, 4397, Earnscliffe, Edward J. Kelly, gérant de ventes, 932, Oxford, tous quatre de Montréal, et Francis J. Quinn, camionneur général, 8882, Buyries, LaSalle, pour les objets suivants:

Expliquer et intensifier la foi chez les Anglais catholiques de la province de Québec, sous le nom de « United Irish Societies of Montreal — Les Sociétés Irlandaises Unies de Montréal ».

L'actif des biens immobiliers de la corporation ne dépasseront pas \$25,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406 954-67

Transport Du Lac Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1967, have been issued by the Government Administrator of the Province, incorporating: J.-Vincent Fleury, 804 Dufour St. East, Jean-M. Morency, 83 Du Pont St., both advocates, and Yvette Gobeil, secretary, wife separate as to property of Carol D'Amours, 454 Francoeur Blvd., all three of Alma, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Transport Du Lac Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 30,000 common shares of \$1 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is on Saint-Bruno Highway, Alma, judicial district of Roberval.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406 964-67

Unipret inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: P.-André Gervais, 5155 Clanranald Ave., Pierre-G. Rioux, 135 Sherbrooke St. East, both advocates, and Maurice Désy, advocate and Queen's Counsel, 240 Willowdale Ave., all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as money lenders, under the name of "Unipret inc.", with a total capital stock of \$1,000,000 divided into 100,000 common shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Sainte-Foy, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406 5053-66

United Irish Societies of Montreal
Les Sociétés Irlandaises Unies de Montréal

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Richard C. Cooper, account executive, 6525 Duncan Avenue, Patrick J. Fitzgerald, insurance adjuster, 2170 Favard Street, Apt. 1, Hugh McGlynn, paymaster, 4397 Earnscliffe, Edward J. Kelly, sales manager, 932 Oxford, all four of Montreal, and Francis J. Quinn, general carter, 8882 Buyries, LaSalle, for the following purposes:

To demonstrate and intensify the faith of the English speaking catholics of the Province of Quebec, under the name of "United Irish Societies of Montreal — Les Sociétés Irlandaises Unies de Montréal".

The immoveable assets of the corporation will not be more than \$25,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406-o 954-67

Universal Paints & Specialties Co. Limited
Peintures & Spécialités Universal
Cie limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour de février 1967, constituant en corporation: Herbert Birkett McNally, 4006, Montrose, Paul Fredrick Dingle, 528, Mount Pleasant, tous deux de Westmount, et David Campbell Wadsworth, 6, Strathearn South, Montréal-ouest, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises, articles et effets, de toutes sortes sous le nom de « Universal Paints & Specialties Co. Limited — Peintures & Spécialités Universal Cie limitée », avec un capital-actions divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406

564-67

Vale Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3^e jour de mars 1967, constituant en corporation: Stephen J. Roth, étudiant, 1444, Mackay, Rima Randolph, secrétaire, fille majeure, 324, Redfern, tous deux de Montréal, et Gerald G. Freed, avocat, 1396, Carol Crescent, Laval, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Vale Incorporated », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4577, avenue Royal, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406

925-67

Wally Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1^{er} jour de mars 1967, constituant en corporation: Murray B. Spiegel, 63, chemin Banstead, Montréal-Ouest, Harvey Cooperstone, 1448, Beverley Crescent, Laval, tous deux avocats, et Francine Végiard, secrétaire, célibataire, 3465, Hutchison, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de « Wally Holdings Inc. », avec un capital total de \$300,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune, 9,000 actions privilégiées catégorie « A » de \$1 chacune et 290,000 actions privilégiées catégorie « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406

898-67

Universal Paints & Specialties Co. Limited
Peintures & Spécialités Universal
Cie limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of February, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Herbert Birkett McNally, 4006 Montrose, Paul Frederick Dingle, 528 Mount Pleasant, both of Westmount, and David Campbell Wadsworth, 6 Strathearn South, Montreal West, all three advocates, for the following purposes:

To deal in goods, wares and merchandise of all kinds, under the name of "Universal Paints & Specialties Co. Limited — Peintures & Spécialités Universal Cie limitée", with a capital stock divided into 10,000 common shares without par value and 30,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406-o

564-67

Vale Incorporated

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Stephen J. Roth, student, 1444 Mackay, Rima Randolph, secretary, spinster of the full age of majority, 324 Redfern, both of Montreal, and Gerald G. Freed, advocate, 1396 Carol Crescent, Laval, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Vale Incorporated", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at 4577 Royal Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406-o

925-67

Wally Holdings Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Murray B. Spiegel, 63 Banstead Road, Montreal West, Harvey Cooperstone, 1448 Beverley Crescent, Laval, both advocates, and Francine Végiard, secretary, spinster, 3465 Hutchison, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "Wally Holdings Inc.", with a total capital stock of \$300,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each, 9,000 class "A" preferred shares of \$1 each and 290,000 class "B" preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406-o

898-67

The Westmount Taxi Owners and Drivers Fraternity Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mars 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Albert Beaudoin, 6908, 10e Avenue, app. 1, Istvan Bodi, 4348, avenue Madison, tous deux de Montréal, et Kenneth Williams, 1436, Valiquette, Verdun, tous trois chauffeurs de taxis, pour les objets suivants:

Promouvoir, protéger, défendre et préserver les droits et intérêts des membres de la corporation, sous le nom de « The Westmount Taxi Owners and Drivers Fraternity Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut détenir ou posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406 995-67

Wire Craft Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1967, constituant en corporation: Otto Sprauer, marchand, Hildegard Weiyland, ménagère, épouse séparée de biens dudit Otto Sprauer, tous deux de 2675, Charles-Garnier, Laval, et Manfred Pfeiffer, comptable agréé, 1410, Stanley, # 418, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer des câbles d'aéronefs, quincaillerie et accessoires, nouveautés et autres articles transportables, en faire le commerce, sous le nom de « Wire Craft Co. Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 380 actions ordinaires de \$100 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406 808-67

**World-Wide Special Attractions Ltd.
Attractions spéciales mondiales Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de février 1967, constituant en corporation: Harry H. Cohen, 4850, chemin Côte St-Luc, William Elman, 4920, avenue Dornal, tous deux de Montréal, et Jerry H. Solway, 11, Berkendale Crescent, Willowdale, province d'Ontario, tous trois administrateurs, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'agents de théâtre, propriétaires, constructeurs, opérateurs et gérants de théâtres, sous le nom de « World-Wide Special Attractions Ltd. — Attractions spéciales mondiales Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,950 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406 475-67

The Westmount Taxi Owners and Drivers Fraternity Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Albert Beaudoin, 6908, 10th Avenue, apt. 1, Istvan Bodi, 4348 Madison Avenue, both of Montreal, and Kenneth Williams, 1436 Valiquette, Verdun, all three taxi-drivers, for the following purposes:

To promote, foster, defend and preserve the rights and interests of the members of the Corporation, under the name of "The Westmount Taxi Owners and Drivers Fraternity Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold or possess is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

19406-o 995-67

Wire Craft Co. Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Otto Sprauer, merchant, Hildegard Weiyland, housewife, wife separate as to property of the said Otto Sprauer, both of 2675 Charles-Garnier, Laval, and Manfred Pfeiffer, chartered accountant, 1410 Stanley, # 418, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in aircraft cables, hardware and accessories, novelties and other moveable objects, under the name of "Wire Craft Co. Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 380 common shares of \$100 each and 2,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

19406-o 808-67

**World-Wide Special Attractions Ltd.
Attractions spéciales mondiales Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of February, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Harry H. Cohen, 4850 Côte St. Luc Road, William Elman, 4920 Dornal Avenue, both of Montreal, and Jerry H. Solway, 11 Berkendale Crescent, Willowdale, Province of Ontario, all three executives, for the following purposes:

To carry on business as theatrical agents, theatre proprietors, builders, operators and managers, under the name of "World-Wide Special Attractions Ltd. — Attractions spéciales mondiales Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of the par value of \$1 each and 3,950 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

19406-o 475-67

Lettres patentes supplémentaires**Supplementary Letters Patent****Building Trades Association (Quebec)
Association des Sous-traitants
en construction (Québec)**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 3^e jour de mars 1967, à la compagnie « Quebec Construction Sub-Contractors and Suppliers Association — Association des Sous-Entrepreneurs et Fournisseurs de Construction du Québec », constituée par lettres patentes en date du 10^e jour de novembre 1964, changeant son nom en celui de « Building Trades Association (Quebec) — Association des Sous-traitants en construction (Québec) ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406

5046-64 — 1359/121

J. H. Bryant Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 8^e jour de mars 1967, à la compagnie « J. H. Bryant Ltd. », augmentant son capital de \$95,000 à \$270,000 par la création de 17,500 actions privilégiées additionnelles d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406

1196-19 — 1360/39

Antonio Bureau limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13^e jour de mars 1967, à la compagnie « Antonio Bureau limitée », 1^o augmentant son capital de \$200,000 à \$300,000 par la création de 1,000 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune; 2^o convertissant ses 260 actions ordinaires émises d'une valeur au pair de \$100 chacune en 260 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de \$100 chacune; 3^o augmentant le nombre de ses administrateurs de 3 à 5; 4^o étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406-o

1361-72 — 3036/48

Campus Casuals of California (Canada) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 11^e jour de novembre 1966 à la compagnie « Ben-Mor Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 12^e jour de novembre 1963, changeant son nom en celui de « Campus Casuals of California (Canada) Ltd. ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406

4843-63 — 1350/87

Chase Tools & Equipment Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des

**Building Trades Association (Quebec)
Association des Sous-traitants
en construction (Québec)**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to « Quebec Construction Sub-Contractors and Suppliers Association — Association des Sous-Entrepreneurs et Fournisseurs de Construction du Québec », incorporated by letters patent dated the 10th day of November, 1964, changing its name to that of « Building Trades Association (Quebec) — Association des Sous-traitants en construction (Québec) ».

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

19406-o

5046-64 — 1359/121

J. H. Bryant Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to « J. H. Bryant Ltd. », increasing its capital from \$95,000 to \$270,000 by the creation of 17,500 additional preferred shares of the par value of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

19406-o

1196-19 — 1360/39

Antonio Bureau limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to « Antonio Bureau limitée », 1. increasing its capital from \$200,000 to \$300,000 by the creation of 1,000 preferred class « A » shares of \$100 each; 2. converting its 260 issued common shares of a par value of \$100 each into 260 preferred class « A » shares of a par value of \$100 each; 3. increasing the number of its directors from 3 to 5; 4. extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

19406

1361-72 — 3036/48

Campus Casuals of California (Canada) Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of November, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to « Ben-Mor Ltd. », incorporated by letters patent dated the 12th day of November, 1963, changing its name to that of « Campus Casuals of California (Canada) Ltd. ».

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

19406-o

4843-63 — 1350/87

Chase Tools & Equipment Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of March, 1967, have

lettres patentes supplémentaires en date du 13e jour de mars 1967, à la compagnie « Chase Tools & Equipment Limited », 1° redésignant ses 500 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune; 2° augmentant son capital de \$50,000 à \$110,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406 3115-51 — 1360/62

**Discothèque Arthur Itée
Arthur Discothèque Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 8e jour de février 1967, à la compagnie « Furnace Brickwork Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 25e jour d'avril 1956, 1° changeant son nom en celui de « Discothèque Arthur Itée — Arthur Discothèque Ltd. »; 2° étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406 11272-56 — 1360/66

Domico Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 12e jour de janvier 1965, à la compagnie « Douglas Sales Company Limited », constituée par lettres patentes en date du 20e jour de septembre 1962, changeant son nom en celui de « Domico Inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406 12420-52 — 1359/132

El-Pine Construction Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 3e jour de mars 1967, à la compagnie « El-Pine Construction Company Limited », étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406 11481-57 — 1361/82

**Entreprises Serca inc.
Serca Enterprises Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de février 1967, à la compagnie « Entreprises Serca inc. — Serca Enterprises Inc. », 1° étendant ses pouvoirs; 2° modifiant les privilèges et restrictions afférents aux actions privilégiées.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19406-o 4508-65 — 1359/134

Excel Automotive Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de février 1967, à la compagnie « Simplex Piston Rings Service Limited », constituée par lettres

been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Chase Tools & Equipment Limited", 1. redesignating its 500 shares of the par value of \$100 each into 500 common shares of the par value of \$100 each; 2. increasing its capital stock from \$50,000 to \$110,000, the additional capital stock being divided into 600 preferred shares of the par value of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

19406-o 3115-51 — 1360/62

**Discothèque Arthur Itée
Arthur Discothèque Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of February, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Furnace Brickwork Ltd.", incorporated by letters patent dated the 25th day of April, 1956, 1. changing its name to that of "Discothèque Arthur Itée — Arthur Discothèque Ltd."; 2. extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

19406-o 11272-56 — 1360/66

Domico Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Douglas Sales Company Limited", incorporated by letters patent dated the 20th day of September, 1962, changing its name to that of "Domico Inc."

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

19406-o 12420-52 — 1359/132

El-Pine Construction Company Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "El-Pine Construction Company Limited", extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

19406-o 11481-57 — 1361/82

**Entreprises Serca inc.
Serca Enterprises Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of February, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Entreprises Serca inc. — Serca Enterprises Inc.", 1. extending its powers; 2. modifying the privileges and restrictions attached to its preferred shares.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

19406 4508-65 — 1359/134

Excel Automotive Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Simplex Piston Rings Service Limited", incorporated by letters patent dated

patentes en date du 5^e jour de novembre 1948, changeant son nom en celui de « Excel Automotive Limited ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o 7154-48 — 1359/135

Fast Phototypesetters of Canada Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28^e jour de février 1967, à la compagnie « Trijack Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 12^e jour de décembre 1957, 1^o changeant son nom en celui de « Fast Phototypesetters of Canada Limited »; 2^o étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406 13868-57 — 1359/139

Francis Moulding Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 2^e jour de mars 1967, à la compagnie « Francis Moulding Ltd. », augmentant son capital de \$40,000 à \$190,000 par la création de 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o 11636-60 — 1360/48

Fredmor Lanes Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7^e jour de mars 1967, à la compagnie « Laurier Lanes Ltd. — Salon des Quilles Laurier Ltée », constituée par lettres patentes en date du 16^e jour de mai 1960, 1^o changeant son nom en celui de « Fredmor Lanes Ltd. »; 2^o augmentant le nombre de ses administrateurs de 6 à 3.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406 12186-60 — 1360/1

Harrow Glove Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28^e jour de février 1967, à la compagnie « Harrow Glove Company », augmentant son capital de \$40,000 à \$120,000, par la création de 800 actions privilégiées additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406 8481-53 — 1360/3

Héroux Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13^e jour de mars 1967, à la compagnie « Héroux Machine Parts Limited », constituée par lettres

the 5th day of November, 1948, changing its name to that of "Excel Automotive Limited".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406 7154-48 — 1359/135

Fast Phototypesetters of Canada Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of February, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Trijack Ltd.", incorporated by letters patent dated the 12th day of December, 1957, 1. changing its name to that of "Fast Phototypesetters of Canada Limited"; 2. extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406-o 13868-57 — 1359/139

Francis Moulding Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Francis Moulding Ltd.", increasing its capital stock from \$40,000 to \$190,000 by the creation of 1,500 preferred shares of a par value of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406 11636-60 — 1360/48

Fredmor Lanes Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Laurier Lanes Ltd. — Salon des Quilles Laurier Ltée", incorporated by letters patent dated the 16th day of May, 1960, 1. changing its name to that of "Fredmor Lanes Ltd."; 2. increasing the numbers of its directors from 6 to 3.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406-o 12186-60 — 1360/1

Harrow Glove Company

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of February, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Harrow Glove Company", increasing its capital from \$40,000 to \$120,000 by the creation of 800 additional preferred shares of the par value of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406-o 8481-53 — 1360/3

Héroux Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Héroux Machine Parts Limited", incorporated by letters patent

patentes en date du 17e jour de mars 1942, changeant son nom en celui de « Héroux Limited ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
 2088-42 — 1360-54

19406

Laboratoire de Béton inc.
Concrete Laboratory Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de février 1967, à la compagnie « Laboratoire de Béton inc.— Concrete Laboratory Inc. », modifiant les privilèges et restrictions afférents aux actions privilégiées.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
 11158-58 — 1360/56

19406-o

Laurentide Chemicals inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour de mars 1967, à la compagnie « Laurentide Chemicals inc. », 1° subdivisant ses 750 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune en 15,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune; 2° augmentant son capital de \$75,000 à \$375,000 par la création de 3,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
 14004-57 — 1361/92

19406-o

Clément Leclerc & Fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour de mars 1967, à la compagnie « Hôtel Louis XIV inc. », constituée par lettres patentes en date du 26e jour d'avril 1955, 1° changeant son nom en celui de « Clément Leclerc & Fils inc. »; 2° modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
 11128-55 — 1360/80

19406-o

Les Loisirs de Bélair inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 3e jour de mars 1967, à la corporation « Les Loisirs de St-Gérard-Magella inc. », constituée en corporation par lettres patentes du 20e jour de juin 1963, changeant son nom en celui de « Les Loisirs de Bélair inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
 1177-63 — 1360/5

19406-o

Marbrooke Knitting Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour de mars 1967, à la compagnie « Marbrooke Knitting Corp. », augmentant son capital de \$40,000 à

dated the 17th day of March, 1942, changing its name to that of "Héroux Limited".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
 2088-42 — 1360/54

19406-o

Laboratoire de Béton inc.
Concrete Laboratory Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of February, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Laboratoire de Béton inc.— Concrete Laboratory Inc.", modifying the privileges and restrictions attached to its preferred shares.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
 11158-58 — 1360/56

19406

Laurentide Chemicals inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of March, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Laurentide Chemicals inc.", 1. subdividing its 750 common shares of a par value of \$100 each into 15,000 common shares of a par value of \$5 each; 2. increasing its capital from \$75,000 to \$375,000 by the creation of 3,000 preferred shares of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
 14004-57 — 1361/92

19406

Clément Leclerc & Fils inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of March, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Hôtel Louis XIV inc.", incorporated by letters patent dated April 26, 1955, 1. changing its name to that of "Clément Leclerc & Fils inc."; 2. amending the provisions of its letters patent.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
 11128-55 — 1360/80

19406

Les Loisirs de Bélair inc.

Notice is hereby given that under the Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province has granted supplementary letters patent dated the 3rd day of March, 1967, to "Les Loisirs de St-Gérard-Magella inc.", incorporated by letters patent dated the 20th day of June, 1963, changing its name into that of "Les Loisirs de Bélair inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
 1177-63 — 1360/5

19406

Marbrooke Knitting Corp.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of March, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Marbrooke Knitting Corp.", increasing its capital from \$40,000 to \$101,000 by

\$101,000, par la création de 61,000 actions privilégiées additionnelles d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406 151-64 — 1360/87

La Meunerie de Pierreville Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour de mars 1967, à la compagnie « La Meunerie de Pierreville Itée », étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o 14032-62 — 1361/96

National Landscaping Service, Ltd. Service Paysagiste, National, Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27e jour de février 1967, à la compagnie « National Landscaping Service, Ltd. — Service Paysagiste, National, Itée », augmentant son capital de \$40,000 à \$80,000 par la création de 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o 45088-53 — 1360/92

Nordix limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour de mars 1967, à la compagnie « Nordix limitée », augmentant son capital de \$20,000 à \$100,000 par la création de 6,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o 3682-63 — 1360/93

Pember Realities Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de février 1967, à la compagnie « Pember Realities Limited », augmentant son capital-actions par la création de 70,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406 5201-64 — 1358/95

Photographic Surveys Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour de février 1967, à la compagnie « Photographic Surveys Inc. », 1^o augmentant son capital de \$10,000 à \$425,000 par la création de 1,500 actions additionnelles d'une valeur au pair de \$10 chacune et 4,000 actions privilégiées d'une valeur

the creation of 61,000 additional preferred shares of the par value of \$1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406-o 151-64 — 1360/87

La Meunerie de Pierreville Itée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "La Meunerie de Pierreville Itée", extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406 14032-62 — 1361/96

National Landscaping Service, Ltd. Service Paysagiste, National, Itée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of February, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "National Landscaping Service, Ltd. — Service Paysagiste, National, Itée", increasing its capital stock from \$40,000 to \$80,000 by the creation of 400 preferred shares of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406 45088-53 — 1360/92

Nordix limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of March, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Nordix limitée", increasing its capital stock from \$20,000 to \$100,000 by the creation of 6,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406 3682-63 — 1360/93

Pember Realities Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of February, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Pember Realities Limited", increasing its capital stock by the creation of 70,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406-o 5201-64 — 1358/95

Photographic Surveys Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Photographic Surveys Inc.", 1. increasing its capital from \$10,000 to \$425,000 by the creation of 1,500 additional shares of the par value of \$10 each and 4,000 preferred shares of the par value of \$100 each; 2. reded-

au pair de \$100 chacune; 2° redésignant ses 2,500 actions de \$10 chacune comme des actions ordinaires.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406 2660-49 — 1359/70

Les Placements Côté-Lapointe inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9e jour de mars 1967, à la compagnie « Les Placements Côté-Lapointe inc. », augmentant son capital de \$40,000 à \$70,000 par la création de 3,000 actions privilégiées classe « B » de \$10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o 11635-60 — 1360/98

Les Placements Dubé Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de février 1967, à la compagnie « Centre d'Achats Place d'Armes inc. », constituée par lettres patentes en date du 12e jour de septembre 1962, 1° changeant son nom en celui de « Les Placements Dubé Itée »; 2° convertissant ses 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune en 1,000 actions classe « A » d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 3,000 actions classe « B » d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o 13609-62 — 1359/71

Plast-O-Matic Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13e jour de février 1967, à la compagnie « Redan Plastic Converters Inc. », constituée par lettres patentes en date du 22e jour d'octobre 1965, 1° changeant son nom en celui de « Plast-O-Matic Inc. »; 2° étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406 4671-65 — 1360/13

Prescott Watch Case Corp. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27e jour de février 1967, à la compagnie « Prescott Watchband Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 15e jour de novembre 1961, changeant son nom en celui de « Prescott Watch Case Corp. Ltd. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406 15275-61 — 1359/73

Gaston Richard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6e jour de mars 1967, à la compagnie « Gaston

Richard inc. » redésignant ses 2,500 actions de \$10 chacune comme des actions ordinaires.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406-o 2660-49 — 1359/70

Les Placements Côté-Lapointe inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of March 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Les Placements Côté-Lapointe inc.", increasing its capital from \$40,000 to \$70,000, by the creation of 3,000 preferred class "B" shares of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406 11635-60 — 1360/98

Les Placements Dubé Itée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of February, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Centre d'Achats Place d'Armes inc.", incorporated by letters patent dated the 12th day of September, 1962, 1. changing its name to that of "Les Placements Dubé Itée"; 2. converting its 4,000 common shares of a par value of \$10 each into 1,000 class "A" shares of a par value of \$10 each and into 3,000 class "B" shares of a par value of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406 13609-62 — 1359/71

Plast-O-Matic Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of February, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Redan Plastic Converters Inc.", incorporated by letters patent dated the 22nd day of October, 1965, 1. changing its name to that of "Plast-O-Matic Inc."; 2. extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406-o 4671-65 — 1360/13

Prescott Watch Case Corp. Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of February, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Prescott Watchband Ltd.", incorporated by letters patent dated the 15th day of November, 1961, changing its name to that of "Prescott Watch Case Corp. Ltd.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406-o 15275-61 — 1359/73

Gaston Richard inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Gaston Richard inc.",

Richard inc. », subdivisant ses 10 actions ordinaires de \$100 chacune en 100 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o 4506-66 — 1360/102

Eug. St-Pierre inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27^e jour de février 1967, à la compagnie « Brome County Motor Sales Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 18^e jour d'octobre 1955, 1^o changeant son nom en celui de « Eug. St-Pierre inc. », 2^o étendant ses pouvoirs; 3^o augmentant son capital de \$25,000 à \$175,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 15,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o 12745-55 — 1360/27

Salon de Chaussures Arvida Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13^e jour de février 1967, à la compagnie « Chaussures Christiane Itée — Christiane Shoes Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 23^e jour de novembre 1962, changeant son nom en celui de « Salon de Chaussures Arvida Itée ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o 14584-62 — 1359/104

Schonbek International Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13^e jour de mars 1967, à la compagnie « Schonbek International Ltd. », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406 2768-63 — 1360-108

Sterber Holdings Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1^{er} jour de mars 1967, à la compagnie « Sterber Holdings Corporation », 1^o augmentant son capital de \$100,000 à \$190,000 par la création de 90,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune; 2^o convertissant ses 1800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune en 18,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406 1106-64 — 1361/15

Transport Savard Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 14^e jour de mars 1967, à la compagnie « Transport Savard Itée », augmentant son capital de \$100,000

subdividing its 10 common shares of \$100 each into 100 common shares of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406 4506-66 — 1360/102

Eug. St-Pierre inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of February, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Brome County Motor Sales Ltd.", incorporated by letters patent dated the 18th day of October, 1955, 1. changing its name to that of "Eug. St-Pierre inc."; 2. extending its powers; 3. increasing its capital stock from \$25,000 to \$175,000, the additional share capital being divided into 15,000 preferred shares of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406 12745-55 — 1360/27

Salon de Chaussures Arvida Itée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of February, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Chaussures Christiane Itée — Christiane Shoes Ltd.", incorporated by letters patent dated the 23rd day of November, 1962, changing its name to that of "Salon de Chaussures Arvida Itée".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406 14584-62 — 1359/104

Schonbek International Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Schonbek International Ltd.", modifying the provisions of its letters patent.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406-o 2768-63 — 1360-108

Sterber Holdings Corporation

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of March, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Sterber Holdings Corporation", 1. increasing its capital from \$100,000 to \$190,000 by the creation of 90,000 common shares of the par value of \$1 each; 2. converting its 1,800 preferred shares of the par value of \$10 each into 18,000 common shares of the par value of \$1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406-o 1106-64 — 1361/15

Transport Savard Itée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Transport Savard Itée", increasing its capital from \$100,000 to

à \$200,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
 19406-o 10725-62 — 1361/110

Tréco (1964) Itée
Treco (1964) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de février 1967, à la compagnie « Tréco (1964) Itée — Treco (1964) Ltd. », augmentant son capital de \$500,000 à \$1,000,000 par la création de 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
 19406-o 4184-64 — 1360/30

The Tudor Singers of Montreal (1966)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13e jour de février 1967, à la compagnie « The Tudor Singers of Montreal (1966) », 1° étendant ses pouvoirs; 2° modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
 19406 4027-66 — 1361/111

Universal Impex Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13e jour de mars 1967, à la compagnie « Universal Glove Co. Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 30e jour d'août 1960, changeant son nom en celui de « Universal Impex Co. Ltd. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
 19406 1361-24 — 13728/60

Windsor Furniture Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 8e jour de mars 1967, à la compagnie « Windsor Furniture Ltd. », augmentant son capital de \$40,000 à \$100,000 par la création de 600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
 19406-o 13371-53 — 1360/34

Zum-Berger Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour de mars 1967, à la compagnie « Intercity Food Services (Sherbrooke) Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 18e jour de février 1966, changeant son nom en celui de « Zum-Berger Corporation ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
 19406 709-66 — 1159/113

\$200,000, the additional capital shares being divided into 1,000 preferred shares of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
 19406 10725-62 — 1361/110

Tréco (1964) Itée
Treco (1964) Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of February, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Tréco (1964) Itée — Treco (1964) Ltd.", increasing its capital stock from \$500,000 to \$1,000,000 by the creation of 5,000 preferred shares of a par value of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
 19406 4184-64 — 1360/30

The Tudor Singers of Montreal (1966)

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of February, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "The Tudor Singers of Montreal (1966)", 1. extending its powers; 2. modifying the provisions of its letters patent.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
 19406-o 4027-66 — 1361/111

Universal Impex Co. Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Universal Glove Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 30th day of August, 1960, changing its name to that of "Universal Impex Co. Ltd.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
 19406-o 1361-24 — 13728/60

Windsor Furniture Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Windsor Furniture Ltd.", increasing its capital from \$40,000 to \$100,000 by the creation of 600 preferred shares of a par value of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
 19406 13371-53 — 1360/34

Zum-Berger Corporation

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of March, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Intercity Food Services (Sherbrooke) Ltd.", incorporated by letters patent dated the 18th day of February, 1966, changing its name to that of "Zum-Berger Corporation".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
 19406-o 709-66 — 1159/113

Ministère du Travail

Department of Labour

Avis d'approbation d'un règlement
d'amendement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), que, par l'arrêté en conseil numéro 1064 du 14 avril 1967, le règlement spécial dont le texte suit, adopté par le Comité paritaire de l'Industrie de la Construction de Drummondville à une assemblée tenue le 21 février 1967, a été approuvé et remplace le premier paragraphe du règlement intitulé « Certificat de qualification » des règlements spéciaux dudit comité paritaire, déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1246-F du 17 décembre 1958 et modifiés par les arrêtés en conseil numéros 1524-F du 4 septembre 1963, 1922-E du 7 octobre 1964 et 1478-F du 27 juillet 1965:

« Certificat de qualification

Conformément à l'article 25 de la Loi, le comité paritaire rend le certificat de qualification obligatoire dans tout le champ d'application territorial du décret numéro 988 du 2 octobre 1958 et ses modifications ultérieures, pour tous les salariés exerçant les métiers suivants: charpentier-menuisier, briqueteur, maçon, plâtrier, peintre, ferblantier, couvreur, carreleur (tuile céramique), marbrier de bâtiment, poseur de terrazzo, polisseur de marbre, de terrazzo, monteur et soudeur en fer structural, carreleur (tuile plastic, asphalte ou caoutchouc, linoléum et revêtement de sol), poseur d'armature métallique, poseur de fer d'ornementation, vitrier, tireur de joints de gyproc, calorifugeur (amiante) ainsi que soudeur en construction classes « O », « F » ou « V ».

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 29 avril 1967. 19421-0

Avis de modification

Imprimerie — Québec

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), qu'il a l'intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil la modification suivante au décret numéro 922 du 4 mai 1965 et amendement, relatif à l'industrie de l'imprimerie dans la région de Québec;

L'alinéa « c » suivant sera ajouté au paragraphe 6° de la section XIII:

« c) L'alinéa « a » du présent paragraphe ne s'applique pas aux imprimeries de journaux hebdomadaires situées en dehors de quinze (15) milles de la zone métropolitaine. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette Officielle* de Québec.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail rece-

Notice of Approval of an Amendment
By-law

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, ch. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that by Order in Council number 1064 of April 14, 1967, the following special by-law, adopted by the Building Trades Joint Committee of Drummondville at a meeting held on February 21, 1967, has been approved and replaces the first paragraph of the By-law entitled "Competency certificate" forming part of the said Joint Committee's special by-laws already approved by Order in Council number 1246-F of December 17, 1958 and amended by Orders in Council numbers 1524-F of September 4, 1963, 1922-E of October 7, 1964 and 1478-F of July 27, 1965:

"Competency certificate

Pursuant to section 25 of the Act, the Joint Committee renders the competency certificate compulsory throughout the entire territorial jurisdiction of Decree number 988 of October 2, 1958 and its subsequent amendments, for all employees plying the following trades: carpentry-joinery, brick-laying, masonry, plastering, painting, tin-smithing, roofing, ceramic tile-laying, marble laying, terrazzo laying, marble polishing, terrazzo polishing, structural steel erecting and welding, tile laying (plastic, asphalt or rubber, linoleum and oilcloth), reinforcing steel laying, ornamental steel erecting, glazing, joint pointing (gyproc), insulating (asbestos) and construction welding class "O", "F" or "V."

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, April 29, 1967. 19421-0

Notice of Amendment

Printing Industry — Québec

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends submitting the following amendment to Decree number 922 of May 4, 1965, and amendment (Printing Industry in the Quebec Region) to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

The following paragraph "c" will be added to subsection 6, division XIII:

"(c) Paragraph "a" of this subsection does not cover printers of weeklies located fifteen (15) miles outside the metropolitan area."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider ob-

via les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 22 avril 1967. 19421-0

Avis de modification de règlements

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), que la constitution et les règlements généraux du Comité paritaire des Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses du comté de Roberval, approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1376 (A) du 6 décembre 1951, ont de nouveau été modifiés par l'arrêté-en-conseil numéro 533 du 8 mars 1967, de la façon suivante :

Le nom officiel du comité est changé en abrogeant l'article 2° et en le remplaçant par le suivant :

« 2° Le nom du comité paritaire est, en français : « Comité paritaire des Coiffeurs du comté de Roberval » et, en anglais : « Hairdressers' Parity Committee of Roberval County ». Ce comité est ci-après désigné sous le nom de « Le Comité paritaire ».

Toutes procédures prises sous l'ancienne désignation sont valables comme si elles avaient été faites sous la présente désignation. »

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 29 avril 1967. 19421-0

Avis de modification de règlements

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, c. 143), que la constitution et les règlements généraux du Comité paritaire des Barbiers et Coiffeurs de Rouyn et Noranda, approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1820 (A) du 24 octobre 1962, modifiés par l'arrêté en conseil numéro 2157(F) du 11 novembre 1964, ont de nouveau été modifiés par l'arrêté en conseil numéro 1060 du 14 avril 1967, de la façon suivante :

Le nom officiel du comité est changé en abrogeant l'article 2° et en le remplaçant par le suivant :

« 2° Le nom du comité est, en français : « Comité paritaire des Coiffeurs du Nord-Ouest du Québec » et, en anglais : « Hairdressers' Parity Committee for North-Western Québec ». Ce comité est ci-après désigné sous le nom de « Le Comité paritaire ».

Toutes procédures prises sous l'ancienne désignation sont valables comme si elles avaient été faites sous la présente désignation. »

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 29 avril 1967. 19421-0

Avis de modification de règlements

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), que la constitution et les règlements généraux du Comité conjoint

jections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate possible.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, April 22, 1967. 19421-0

Notice of Amendment of By-laws

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the constitution and general by-laws of *le Comité paritaire des Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses du comté de Roberval* (approved by Order in Council number 1376 (A), dated December 6, 1951), have once again been amended as follows by Order in Council number 533, dated March 8, 1967:

The committee's official name is changed by abrogating section 2 and replacing it with the following:

"2. The committee's name is "Comité paritaire des Coiffeurs du comté de Roberval" in French and "Hairdressers' Parity Committee of Roberval County" in English. This committee is hereafter referred to as "the parity committee".

Any legal proceedings instituted under the former name are as valid as if they had been instituted under the present name."

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, April 29, 1967. 19421-0

Notice of Amendment of By-laws

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the constitution and general by-laws of the Parity Committee of Barbers and Hairdressers of Rouyn and Noranda (approved by Order in Council number 1820(A), dated October 24, 1962, amended by Order in Council number 2157(F), dated November 11, 1964) have once again been amended as follows by Order in Council number 1060, dated April 14, 1967:

The committee's official name is changed by abrogating section 2 and replacing it with the following:

"2. The committee's name is "Comité paritaire des Coiffeurs du Nord-Ouest du Québec" in French and "Hairdressers' Parity Committee for North-Western Québec" in English. This committee is hereafter referred to as "the parity committee".

Any legal proceedings instituted under the former name are as valid as if they had been instituted under the present name."

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, April 29, 1967. 19421-0

Notice of Amendment of By-laws

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the constitution and general by-laws of the Joint Committee of Barbers and Hairdressers of Victoriaville (ap-

des Barbiers et Coiffeuses de Victoriaville, approuvés par l'arrêté en conseil numéro 243 (C) du 26 février 1948, ont de nouveau été modifiés par l'arrêté en conseil numéro 534 du 8 mars 1967, de la façon suivante:

Le nom officiel du comité est changé en abrogeant l'article 2^o et en le remplaçant par le suivant:

« 2^o Le nom du comité paritaire est, en français: « Comité paritaire des Coiffeurs de Victoriaville » et en anglais: « Parity Committee of Hairdressers of Victoriaville ». Ce comité est ci-après désigné sous le nom de « Le Comité paritaire ».

Toutes procédures prises sous l'ancienne désignation sont valables comme si elles avaient été faites sous la présente désignation. »

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 29 avril 1967. 19421-0

Avis de modification

Commerce de détail
Richmond et Melbourne

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux établissements commerciaux de détail dans la ville de Richmond et le village de Melbourne et un rayon de trois (3) milles de leurs limites, rendue obligatoire par le décret numéro 1379 du 23 décembre 1953 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1^o Les articles V, VI et VII seront remplacés par les suivants:

« V. *Jours de fêtes chômées*: Il n'y a pas de travail les dimanches, les lundis et les jours de fêtes suivantes: le premier de l'An, le Vendredi-Saint, le jour de la Saint-Jean-Baptiste (24 juin), la Confédération (1er juillet), le jour de Noël ainsi que les 26 décembre et 2 janvier.

VI. *Travail supplémentaire*: Tout travail exécuté en plus des heures régulières déterminées à l'article IV, doit être rémunéré au salaire normal majoré de 50%, ledit taux étant calculé au prorata du salaire hebdomadaire.

VII. *Congé annuel payé*: Après un (1) an de service, tout salarié a droit à un congé payé d'une semaine. S'il n'a pas un (1) an de service, tout salarié a droit à un congé payé d'une durée d'autant de demi-jours qu'il a de mois de service.

Après cinq (5) ans de service pour le même employeur, tout employé a droit à un congé payé de deux (2) semaines.

Le salarié a droit pour son congé à une rémunération équivalente à 2% du salaire qu'il a gagné durant la période de service lui donnant droit à tel congé et à un 2% additionnel pour sa seconde semaine de congé après cinq (5) ans de service continu pour le même employeur.

Aux fins d'application du présent article, on doit référer aux dispositions de la Loi du Salaire Minimum établies à cette fin. »

2^o Les articles XI et XII seront remplacés par les suivants:

« XI. Tout salarié embauché de façon intermittente ou spécialement en plus du personnel

proved by Order in Council number 243 (C) of February 26, 1948, have once again been amended as follows by Order in Council number 534, dated March 8, 1967:

The committee's official name is changed by abrogating section 2 and replacing it with the following:

"2. The committee's name is "Comité paritaire des Coiffeurs de Victoriaville" in French and "Parity Committee of Hairdressers of Victoriaville" in English. This committee is hereafter referred to as "the parity committee".

Any legal proceedings instituted under the former name are as valid as if they had been instituted under the present name."

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, April 29, 1967. 19421-0

Notice of Amendment

Retail Establishments
Richmond and Melbourne

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Retail Commercial Establishments in the town of Richmond and the village of Melbourne and a 3-mile radius of their limits (made binding by Decree number 1379 of December 23, 1953, and amendments) have petitioned him to submit the following amendments to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

1. Sections V, VI and VII will be superseded by the following:

"V. *General Holidays*: No work shall be performed on Sundays, on Mondays and the following general holidays: New Year's Day, Good Friday, St. John the Baptist Day, Canada Day, Christmas Day, December 26th and January 2nd.

VI. *Overtime*: All work performed over and above the hours specified in section IV, shall be paid at the rate of time and one half. Such rate shall be computed in proportion to the weekly wages.

VII. *Annual vacation with pay*: After one year's service, every employee is entitled to one week's annual vacation with pay. If he does not have one year's service, every employee is entitled to one half-day's vacation per calendar month worked.

After five (5) years' service for the same employer, every employee is entitled to two (2) weeks' vacation with pay.

Every employee is entitled to vacation pay equal to two per cent (2%) of wages earned during the service time entitling him to vacation, plus an additional two per cent (2%) for his second week's vacation after five (5) years' continuous service with the same employer.

For the purposes of enforcing this section, reference should be made to the pertinent provisions contained in the Minimum Wage Act."

2. Sections XI and XII will be replaced by the following:

"XI. Employees hired intermittently or occasionally, besides the regular staff, on certain oc-

régulier, à l'occasion de certaines circonstances ou pour certaines parties de semaines, ou travaillant moins de quarante (40) heures par semaine, par manque d'ouvrage ou autres raisons dans l'établissement ou ses services sont requis, est considéré comme un salarié supplémentaire ou surnuméraire et son salaire ne doit pas être inférieur à 90¢ cents (quatre-vingt-dix sous) l'heure.

XII. *Taux de salaires minima*: Les taux de salaires minima pour les salariés des deux sexes ne doivent pas être inférieurs à ceux ci-après mentionnés:

	<i>Par semaine</i>
Hommes (45½ heures).....	\$45.50
Femmes (40 heures).....	40.00

Tout employé de moins de dix-huit (18) ans ne recevra pas moins de quatre-vingts sous (\$0.80) l'heure.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté en conseil entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections en double copie, si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 22 avril 1967. 19421-0

Avis de modification

Industrie de la construction (Installations de réfrigération) de Montréal

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par la Section « F » (Installations de réfrigération) du décret numéro 613 du 6 avril 1962 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ladite Section « F » comme suit:

1° Le titre actuel de la Section « F », lequel se lit « Section « F » dispositions particulières concernant les installations de réfrigération » sera remplacé par le suivant:

« SECTION « F »

Dispositions particulières concernant les installations de réfrigération

TITRE I

Conditions de travail »

2° Le Titre II suivant sera ajouté à ladite section « F »:

« TITRE II

Sécurité Sociale

CHAPITRE I

Plan d'assurance-vie, maladie et rémunération

casions or for a certain portion of the week; also those working less than forty (40) hours a week because of a work shortage or other reasons, in an establishment where their services are required, shall be considered as occasional or temporary employees and shall be paid no less than ninety cents (90¢) an hour.

XII. *Minimum wage rates*: Minimum wage rates for male and female employees shall not be lower than the following: •

	<i>Per week</i>
Men (45½ hours).....	\$45.50
Women (40 hours).....	40.00

Employees under age 18 shall not be paid less than eighty cents (80¢) an hour."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, April 22, 1967. 19421-0

Notice of Amendment

Construction Industry (Refrigeration) Montréal

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R. S. Q. 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement made binding by Section "F" (Refrigeration) of Decree number 613 of April 16, 1962, and amendments (Construction Industry and Trades in the Montréal District), have petitioned him to amend said Section "F" as follows:

1. Section "F" whose heading now reads "Section "F"—Special provisions covering refrigeration installations" will be replaced by the following:

"SECTION "F"

Special provisions covering refrigeration installations

TITLE I

Working conditions"

2. The following Title II will be added to the said Section "F":

"TITLE II

Social Security

CHAPTER I

Life, Health, Salary Insurance Plan

PARTIE 1

Interprétation

Article 1: Dans ce titre et son application, à moins que le contexte ne s'y oppose, les termes suivants ont le sens que leur est ci-après donné:

Bénéficiaire: ce mot désigne toute personne visée de temps à autre dans un avis écrit au Conseil d'Administration de la Fiducie par un employé ou un ancien employé aux fins de recevoir les bénéfices, s'il en est, en vertu du plan de bien-être à l'occasion du décès de l'employé ou de l'ancien employé. Si aucune personne n'est ainsi désignée par l'employé ou l'ancien employé, ou si la personne ainsi désignée est décédée avant l'employé ou l'ancien employé, le bénéficiaire sera la succession de l'employé ou de l'ancien employé.

Partie contractantes: Ces mots désignent « l'Association de la Construction de Montréal (sous-section Réfrigération) » et « United Association of Journeymen and Apprentices of the Plumbing and Pipefitting Industry of the United States and Canada, Local 796 ».

Association: Ce mot désigne « l'Association de la Construction de Montréal (sous-section Réfrigération) ».

Cotisations: Ce mot désigne le montant d'argent reçu par le Conseil d'Administration de la Fiducie en vue de constituer le fonds de bien-être. Cette définition n'incluera pas les montants d'argent recevables mais non reçus par le Conseil d'Administration de la Fiducie.

Conseil d'Administration de la Fiducie: Cette expression désigne le Conseil d'Administration nommé conformément à la partie 4 du chapitre II du présent titre.

Comité conjoint: Cette expression désigne le Comité conjoint de l'Industrie de la Construction de la région de Montréal.

Expert conseil: Cette expression désigne l'Expert conseil dont les services sont retenus par le Conseil d'Administration de la Fiducie tel que prévu à l'article 39 (i).

Décret: Ce mot désigne la section « F » (Installations de réfrigération) du décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction de la région de Montréal (No 613 en date du 6 avril 1962, et amendements).

Dépendant: Ce mot désigne le dépendant protégé tel que défini à l'article 44.

Employé: Ce mot désigne tout employé soumis au champ d'application professionnel tel que défini à l'article 1 du Titre I de la section « F ».

Toutefois, tout employeur participant au présent décret et chacun de ses employés peuvent, de consentement unanime, se soumettre aux obligations et jouir des privilèges établis par le présent décret, même si lesdits employés exécutent des travaux non couverts par le champ d'application territorial ou professionnel établi aux présentes, pourvu que le Conseil d'Administration de la Fiducie accepte la participation volontaire desdits employeurs et desdits employés.

Employeur: Ce mot désigne tout employeur d'employés dont les opérations sont visées par le champ d'application territorial de l'article I du décret et dans le champ d'application professionnel de l'article I de la section « F ».

Représentants des employeurs: Ces mots désignent les personnes nommées par l'Association pour représenter les employeurs au Conseil d'Administration de la Fiducie conformément à l'article 15, et leurs successeurs.

PART 1

Interpretation

Article 1: In this Title and its application, unless the context requires otherwise, the following words and terms have the meaning hereinafter given them:

Beneficiary: This word means any person as is designated from time to time by written notice to the Board of Trustees by an employee or former employee, to receive benefits, if any, under the Welfare Benefits program in the event of the death of the employee or former employee. If no person is so designated by the employee or former employee, or if the person so designated predeceased the employee or former employee, the beneficiary shall be the estate of the employee or former employee.

Contracting parties: means "The Montreal Construction Association (Refrigeration subsection)" and the "United Association of Journeymen and Apprentices of the Plumbing and Pipefitting Industry of the United States and Canada, Local 796".

Association: This word means the Montreal Construction Association (Refrigeration subsection).

Assessments: This word means the amount of money received by the Board of Trustees for the purpose of establishing the Welfare Fund. It shall not mean any amount of money receivable but not received by the Board of Trustees.

Board of Trustees: These words mean the Board of Trustees appointed in accordance with Part 4, chapter II of this Title.

Joint Committee: These words mean the Construction Industry Joint Committee of the Region of Montréal.

Consultant: This word means the consultant hired by the Board of Trustees, as provided for in Article 39(i).

Decree: This word means Section "F" (Refrigeration Installations) of the Decree respecting the Construction Industry and Trades in the Montréal region (number 613 of April 6, 1962, as amended).

Dependent: This word means the covered dependent, as defined in Article 44.

Employee: This word means any employee governed by the professional jurisdiction, as defined in article 1, Title I, Section "F".

However, every employer participating in the present decree and every one of his employees may, by unanimous consent, comply with and benefit by the provisions of the present decree even if such employees perform work outside the territorial or professional jurisdiction established herein, providing the Board of Trustees accept the voluntary participation of such employers and employees.

Employer: This word means any employer of employees whose operations falls within the territorial jurisdiction of article 1 of the decree and within the professional jurisdiction of article 1 of section "F".

Employers' Representatives: These words mean the persons appointed by the Association to represent Employers of the Board of Trustees, pursuant to article 15, and their successors.

Assureur: Ce mot désigne toute société ou compagnie d'assurance-vie détenant un certificat d'enregistrement et un permis émis par le Ministre des finances.

Heures de travail: Ces mots désignent toutes les heures où l'employé est effectivement au travail, sans considération du taux payé.

Union: Ce mot désigne « The United Association of Journeymen and Apprentices of the Plumbing and Pipefitting Industry of the United States and Canada, Local 796 ».

Représentants de l'union: Ces mots désignent toute personne nommée par l'Union pour représenter les employés au Conseil d'Administration de la Fiducie conformément à l'article 16 de la Partie 4, et ses successeurs.

Bénéfices de Bien-être: Ces mots désignent les bénéfices établis dans le Chapitre III du présent titre.

Fonds de Bien-être: Ces mots désignent le fonds créé en vertu de l'article 2 de la Partie 2.

Plan de Bien-être: Cette expression désigne le plan prévoyant les bénéfices d'assurance-vie, accident et maladie tel qu'établi au Chapitre III du présent titre et administré par le Conseil d'Administration de la Fiducie conformément à l'acte de fiducie signé entre l'Association, l'Union et les représentants au Conseil d'Administration.

Underwriter: This word means any life insurance company holding a registration certificate and a permit issued by the Minister of Finance.

Hours of work: These words mean all hours actually worked, regardless of date of pay.

Union: This word means the "United Association of Journeymen and Apprentices of the Plumbing and Pipefitting Industry of the United States, and Canada 796".

Union Representatives: These words mean any person designated by the Union as the Employees' Representative on the Board of Trustees pursuant to article 16 of Part 4, and his successors.

Welfare Benefits: These words mean the benefits provided for in Chapter III of this Title.

Welfare Fund: These words mean the fund created under article 2 of Part 2.

Welfare Plan: These words mean the plan of life, accident and health insurance benefits established by Chapter III of this Title and administered by the Board of Trustees in pursuance of the fiduciary agreement signed between the Association, the Union and the Representatives on the Board of Trustees.

PARTIE 2

Fonds de Bien-être

Article 2: Un fonds de bien-être connu comme le fonds de bien-être des employés de la Réfrigération de Montréal est par les présentes créé pour pourvoir à des bénéfices de bien-être incluant une assurance-vie, accident et maladie pour les employés de l'industrie de la Réfrigération de la région de Montréal. Ce fonds commencera à exister à partir du premier jour de janvier 1967.

Article 3: Le Conseil d'Administration de la Fiducie est par les présentes désigné comme l'organisme qui recevra les cotisations (contributions) des employeurs et des employés.

PARTIE 3

Cotisations (contributions)

Article 4: À partir du premier jour de janvier 1967, tout employeur d'employés déduira du salaire gagné par chacun de ses employés la somme de \$0.05 pour chaque heure de travail accomplie par chacun desdits. Cette déduction constituera la contribution des employés au fonds de bien-être. Tout employeur d'employés contribuera au fonds de bien-être pour chacun de ses employés la somme de \$0.05 pour chaque heure de travail accomplie par chacun desdits.

Article 5: Tout employeur devra, avant le quinzième (15) jour de chaque mois, faire remise au Conseil d'Administration de la Fiducie d'un montant d'argent équivalent à la somme des cotisations déduite des gages des employés pendant le mois précédent avec en plus les cotisations de l'employeur qui y correspondent.

Article 6: Si un employeur, contrairement à l'article 5 des présentes, fait défaut de remettre les cotisations au Conseil d'Administration de la Fiducie, le Comité Conjoint aura le droit de poursuivre ledit employeur en justice pour recouvrer les cotisations au nom des employés ainsi que toute pénalité encourue par ledit employeur à la suite de son défaut. Ces poursuites seront exercées conformément à l'article 20 de la Loi des décrets de convention collective.

PART 2

Welfare Fund

Article 2: A Welfare Fund known as the "Montreal Refrigeration Employees' Welfare Fund" is hereby set up to provide welfare benefits, covering life, accident and health insurance for the employees of the Refrigeration Industry in the Region of Montréal. This fund shall come into existence on January 1, 1967.

Article 3: The Board of Trustees is hereby designated as the body to receive assessments (contributions) from employers and employees.

PART 3

Assessments (Contributions)

Article 4: From the first day of January 1967 every employer of employees shall deduct from the wages earned by each of his employees the sum of \$0.05 for each hour worked by each of the said employees. This deduction shall constitute the employee contributions to the Welfare Fund. Every employer of employees shall contribute to the Welfare Fund for each of his employees the sum of \$0.05 for each hour worked by each of the said employees.

Article 5: Every employer shall pay to the Board of Trustees not later than the fifteenth (15) of each month the aggregate of the assessments deducted from the employees' wages in the previous month plus the employers' assessments corresponding thereto.

Article 6: If an employer, in violation of article 5, fails to remit the assessments to the Board of Trustees, the Joint Committee shall have the right to sue the employer and recover the assessments on behalf of his employees, together with the penalty as a recourse exercisable under section 20 of the Collective Agreement Decrees Act.

Article 7: Aucun employeur ne peut se libérer de son obligation en payant directement lesdites cotisations à l'employé au lieu de remettre ses cotisations au Conseil d'Administration de la Fiducie.

Toute entente contraire qui accorderait à un employé des conditions différentes ou moins favorables que celles décrites dans le présent Titre II sera non avenue et nulle de nullité absolue.

Article 8: Tout employé devra aviser le Conseil d'Administration de la Fiducie de son nom, de sa date de naissance, de son numéro d'assurance sociale, de son statut matrimonial, du nombre d'enfants qui dépendent de lui, tel que défini à l'article 44, de son métier ou occupation, et de la date à laquelle il fournit ses renseignements, et devra aviser le Conseil d'Administration de la Fiducie de tout changement survenu subséquemment aux faits allégués dans sa déclaration antérieure.

Article 9: Le Conseil d'Administration de la Fiducie, par l'intermédiaire de l'Expert Conseil, devra mettre à la disposition des employeurs des formules à cette fin, lesquelles formules devront être remises par chaque employeur à chaque employé.

Toutefois, la pénurie de telles formules ne libère pas l'employé de son obligation de s'identifier par écrit auprès du Conseil d'Administration de la Fiducie.

Article 10: Tout employeur devra:

a) indiquer sur chaque liste de paye le montant d'argent déduit pour les fins du fonds du bien-être de la paye de chacun de ses employés pour la période couverte par ladite liste de paye;

b) fournir avec chaque versement de cotisation au fonds de bien-être une déclaration annexée à un extrait ou à une copie de la liste de paye originale mentionnant:

1. Le nom et l'adresse de l'employeur.
2. La période de paye couverte par sa déclaration.
3. Le nom de famille et le premier nom usuel de chaque employé.
4. Le numéro d'assurance sociale de chaque employé ou si ce numéro n'est pas disponible, son lieu de résidence.
5. Le montant des contributions de l'employeur au fonds de bien-être en regard de chaque employé pour la période couverte par ladite liste de paye.
6. Le total de ces montants.
7. Une attestation écrite de l'exactitude et de la véracité des renseignements fournis, signée par l'employeur lui-même ou son représentant autorisé.

Article 11: Le Conseil d'Administration de la Fiducie, par l'intermédiaire de l'Expert Conseil, devra fournir sur demande à chaque employeur les formules appropriées sur lesquelles les présents renseignements doivent être inscrits et, si les listes produites par un employeur sont trouvées insuffisantes, le Conseil d'Administration de la Fiducie pourra ordonner à cet employeur de compléter les formules spécialement préparées à cet effet par lui.

Article 12: L'Expert Conseil devra:

a) tenir à Montréal un registre mentionnant à l'égard de chaque employé:

1. Les renseignements fournis par chaque employé visé à l'article 8;
2. Le nom et l'adresse de l'employeur ou des employeurs qui ont payé des cotisations au nom de chaque employé;

Article 7: No employer may acquit himself by any direct payment of money to the employee in lieu of remitting the assessments to the Board of Trustees. Any agreement contrary to the provisions of this Title granting an employee conditions different from or less favorable than those set out in the present Title II shall be null and void.

Article 8: Every employee shall notify the Board of Trustees of his name, the date of his birth; his social insurance number; his marital status; the number of his dependent children, as defined under article 44, his trade or occupation; the date on which he gives this information and shall notify the Board of Trustees in the event that changes occur in respect of the previous statement.

Article 9: The Board of Trustees, through the Consultant, shall make forms available for this purpose and every employer shall supply such forms to each employee.

However, a shortage of such form does not relieve the employee of his obligation to identify himself to the Board of Trustees in writing.

Article 10: Every employer shall:

(a) show on each payroll the amount of money deducted for the Welfare Fund in respect of each employee for the period covered by the said payroll;

(b) furnish with each payment of contributions to the Welfare Fund a declaration with an extract from or a duplicate of the actual payroll showing:

1. The name and address of the employer.
2. The pay period covered by the declaration.
3. The family name and the usual first name of each employee.
4. The social insurance number of each employee or, if this is not available, his place of residence.
5. The amount of the employer's contributions to the Welfare Fund in respect of each employee for the period covered by the said payroll.
6. The aggregate of such amounts.
7. The signature of a responsible representative of the employer or of the employer himself attesting the accuracy of the information so shown.

Article 11: The Board of Trustees through the Consultant shall supply to each employer, on request, forms for reporting such information and may, if it determines that the declaration produced by the employer is unsatisfactory, direct that the employer complete such forms supplied by it.

Article 12: The Consultant shall:

(a) maintain registers in Montréal showing in respect of each employee:

1. The information given by every employee governed by article 8;
2. the name and address of the employer or employers who paid assessments on behalf of each employee;

3. Le montant de ces cotisations, la date de leur réception et/ou la date de la dernière paye à compter de laquelle elles se sont accumulées.

b) prendre les mesures jugées appropriées afin de percevoir de l'employeur ces cotisations qui deviennent dues au fonds de bien-être au nom de l'employé.

CHAPITRE II

PARTIE 4

Les Fiduciaires

Article 13: Avant et au plus tard le premier janvier 1967, les parties contractantes procéderont à la création d'un Conseil d'Administration de la Fiducie et à la nomination des représentants des employeurs et de l'union en conformité avec la procédure établie aux articles 15 et 16 ci-après.

Article 14: Le Conseil d'Administration de la Fiducie se composera de six (6) membres, dont trois seront des représentants de l'union et trois seront des représentants des employeurs.

Article 15: Chaque représentant des employeurs sera nommé conformément à la procédure suivante:

a) les trois représentants des employeurs devront être désignés par l'Association. Un certificat de désignation attesté par un officier autorisé de l'Association sera remis à l'union.

b) chaque représentant ainsi désigné et nommé entrera en fonction au moment de son acceptation écrite de la nomination et copie de cette acceptation devra être transmise au Conseil d'Administration de la Fiducie.

Article 16: Chaque représentant de l'union sera nommé conformément à la procédure suivante:

a) les trois représentants de l'union devront être désignés par l'union. Un certificat de désignation attesté par un officier autorisé de l'union devra être remis à l'Association.

b) chaque représentant ainsi désigné et nommé entrera en fonction au moment de son acceptation par écrit de la nomination et copie de cette acceptation devra être transmise au Conseil d'Administration de la Fiducie.

Article 17: Chaque représentant et chaque successeur d'un représentant remplira ses fonctions jusqu'à sa démission, son décès, ou sa destitution, tel que prévu ci-après.

Article 18: Un représentant peut démissionner et être complètement libéré de toute charge ou responsabilité future prévue aux présentes en remettant un avis de démission au Conseil d'Administration de la Fiducie et en avisant par écrit la partie contractante qui l'a désigné. Un tel avis mentionnera la date à laquelle la démission prendra effet, et toute telle démission prendra effet à ladite date, à moins qu'un successeur ne lui ait été désigné, ait été nommé et ait accepté la nomination à une date antérieure; dans un tel cas, la démission prendra effet à la date de l'acceptation de la nomination par le successeur.

Article 19: a) tout fiduciaire qui est représentant de l'union devra être démis de ses fonctions en tout temps pour cause, sur la recommandation de l'union. Avis certifié de la recommandation de démettre un représentant de l'union expliquant en détail la raison de la destitution devra être envoyé par poste recommandé aux fiduciaires par un officier dûment autorisé de l'Union.

b) tout fiduciaire qui est un représentant des employeurs devra être destitué en tout temps pour cause, sur recommandation des employeurs.

3. the amount of such assessments and the date of their receipt and (or) the concluding date of the pay period from which they accrued.

(b) take steps deemed appropriate to collect from the employer the assessments that may become due to the welfare fund on behalf of the employee.

CHAPTER II

PART 4

The Trustees

Article 13: Prior to but no later than January 1, 1967, the contracting parties shall proceed with the creation of a Board of Trustees and the appointment of employers' and union representatives according to the procedure established in articles 15 and 16 hereafter.

Article 14: The Board of Trustees shall consist of six (6) members; three of whom shall be union representatives and three shall be employers' representatives.

Article 15: Each employers' representative shall be appointed according to the following procedure:

(a) The three employers' representatives shall be designated by the association. A certificate of designation verified by a duly authorized officer of the association shall be filed with the union.

(b) Each representative so designated and appointed shall take office upon his acceptance in writing of the appointment and a copy of this acceptance shall be given to the Board of Trustees.

Article 16: Each union representative shall be appointed according to the following procedure:

(a) The three union representatives shall be designated by the union. A certificate of designation verified by a duly authorized officer of the union shall be filed with the association.

(b) Each representative so designated and appointed shall take office upon his acceptance in writing of the appointment and a copy of this acceptance shall be given to the Board of Trustees.

Article 17: Each representative and each successor-representative shall serve until his resignation, death, or removal as hereinafter provided.

Article 18: A representative may resign and be fully discharged from all future duty or responsibility hereunder by filing a notice of resignation with the Board of Trustees and giving notice in writing to the contracting party which designated him. Said notice shall state the date on which the resignation shall take effect, and such resignation shall take effect on the said date except if a successor-representative shall have been designated and appointed and shall have accepted the appointment at an earlier date, in which event such resignation shall take effect as of the date of the acceptance of the appointment by his successor.

Article 19: (a) Any trustee who is a union representative shall be removed, at any time, for cause, on the recommendation of the union. A verified notice of recommendation to remove a union representative explaining the cause for removal shall be sent by registered mail to the trustees by a duly authorized officer of the union.

(b) Any trustee who is an employer representative shall be removed, at any time, for cause, on the recommendation of the employers. A

Avis certifié de la recommandation de destituer un représentant des employeurs expliquant en détail la cause de la destitution devra être envoyé par poste recommandé aux fiduciaires par un officier dûment autorisé des employeurs.

Article 20: Au cas où un fiduciaire qui est un représentant de l'union décède, démissionne ou est destitué, un fiduciaire successeur lui sera nommé immédiatement conformément à l'article 16 pour remplir la vacance ainsi créée, par documents écrits et signés par l'union et livrés au Conseil d'Administration de la Fiducie. Au cas où un fiduciaire qui est un représentant des employeurs décède, démissionne ou est destitué, un fiduciaire successeur lui sera nommé immédiatement pour remplir la vacance ainsi créée par documents écrits et signés par les fiduciaires représentants des employeurs qui restent, s'il reste au moins deux tels fiduciaires en fonction, ou, si ce n'est pas le cas, par deux officiers autorisés des employeurs, et livrés au Conseil d'Administration de la Fiducie. Dans le cas où un fiduciaire successeur qui doit représenter les employeurs n'est pas ainsi nommé dans les trente jours pour remplir la vacance ainsi créée, alors deux employeurs ou plus peuvent faire une requête à la Cour Supérieure du District de Montréal, ou à tout juge de ladite Cour, pour demander la nomination d'un tel fiduciaire; et la Cour ou le juge de ladite Cour peut entendre telle requête sur avis donné aux autres employeurs et aux autres fiduciaires restants qui sont des représentants des employeurs. Sur acceptation écrite de la position de représentant, un représentant successeur sera immédiatement investi des mêmes droits et des mêmes obligations que les membres restants du Conseil d'Administration de la Fiducie.

Le présent titre vise à ce que le Conseil d'Administration de la Fiducie soit en tout temps composé d'un nombre égal de représentants de l'union et de représentants des employeurs, mais s'il y existe une ou des vacances en attendant la désignation d'un ou de plusieurs représentants successeurs tel que prévu ci-haut, les représentants restants auront le pouvoir d'administrer en autant qu'il existe le quorum établi à l'article 26.

Article 21: Chaque représentant recevra une compensation pour ses services (jetons de présence et dépenses).

PARTIE 5

Officiers du Conseil d'Administration de la Fiducie

Article 22: Le Conseil d'Administration de la Fiducie se réunira aussitôt que possible après l'acceptation de leur nomination par les représentants et nommera un président et un co-président parmi les représentants.

De plus, les fiduciaires se nommeront un secrétaire pour tenir les procès-verbaux de leurs réunions.

Article 23: Le terme d'office du président et du co-président commencera à la date de leur élection et se continuera à partir de cette date pour une période de douze (12) mois, alors que le Conseil d'Administration de la Fiducie devra procéder à l'élection de leurs successeurs.

En tout temps, l'une des deux fonctions sera occupée par un représentant de l'union et l'autre par un représentant des employeurs. Le premier président sera choisi parmi les représentants délégués par l'union, le second président à être élu devra être choisi parmi les représentants désignés par l'Association.

verified notice of recommendation to remove the employer representative explaining the cause for removal shall be sent by registered mail to the trustees by a duly authorized officer of the employers.

Article 20: In the event any trustee, who is a union representative, dies, resigns or is removed, a successor trustee shall be appointed forthwith in accordance with article 16 to fill the vacancy so created, by an instrument in writing signed by the union and delivered to the Board of Trustees. In case any trustee who is an employer representative dies, resigns or is removed, a successor trustee shall be appointed forthwith to fill the vacancy so created by an instrument in writing signed by the remaining trustees who are employer representatives, if there are two such trustees in office or, if this is not the case, by two authorized officers of the employers and delivered to the Board of Trustees. In the event that a successor-trustee to act as employer representative is not so appointed within thirty days to fill the vacancy so created, then any two or more employers may petition the Superior Court for the District of Montréal, or any judge thereof, for the appointment of such trustee; and the Court or judge thereof may hear such petition upon giving notice to the other employers and the other remaining trustees who are employer representatives alone. Immediately upon his acceptance in writing of the position as representative, a successor-representative shall become vested with all the same rights and duties as the remaining members of the Board of Trustees.

It is the intention hereof that the Board of Trustees shall at all times be composed of an equal number of union representatives and employers' representatives, but in the event of a vacancy or vacancies until the designation of a successor-representative or representatives as herein above provided, the remaining representatives shall have the power to act so long as a quorum exists, as provided for in article 26.

Article 21: Each Representative shall be compensated for his services (attendance fees and expenses).

PART 5

Officers of the Board of Trustees

Article 22: The Board of Trustees shall meet as promptly as possible after acceptance of office by the representatives and elect a chairman and a co-chairman from among the representatives.

Also, the trustees shall appoint a secretary to keep minutes of its meeting.

Article 23: The term of office of the chairman and that of the co-chairman shall begin on the date of their election and continue for a period of twelve (12) months from that date, at which time, the Board of Trustees shall proceed with the election of their successors.

At all times, one office shall be held by a union representative and the other by an employers' representative. The first chairman shall be chosen from among the representatives designated by the union the second chairman to be elected shall be chosen from among the representatives designated by the association.

L'ordre d'élection établi au paragraphe précédent sera observé par la suite pour l'élection des présidents subséquents.

Article 24: Si, pendant son mandat, un président est pour quelque raison incapable de continuer de remplir la fonction de président et démissionne de sa fonction, son successeur devra être choisi parmi les représentants de la partie contractante qui a désigné le président démissionnaire et dans un tel cas le mandat du président successeur durera jusqu'à l'expiration du mandat du président démissionnaire.

PARTIE 6

Assemblées des Fiduciaires

Article 25: Les assemblées du Conseil d'Administration de la Fiducie auront lieu en tel endroit ou endroits dont pourront convenir le président et le co-président et peuvent être convoquées par lesdits présidents et co-présidents sur avis écrits de cinq (5) jours aux autres représentants, et peuvent être tenues en tout temps sans tel avis si tous les représentants consentent par écrit. Deux représentants peuvent présenter par écrit au président et au co-président une demande à l'effet de convoquer une assemblée, et dans un tel cas le président et le co-président devront convoquer une assemblée dans les dix (10) jours de telle demande.

Article 26: À toute assemblée du Conseil d'Administration de la Fiducie, quatre (4) représentants constitueront un quorum pour la transaction des affaires, pourvu que soient présents à telles assemblées au moins deux représentants des employeurs et au moins deux représentants de l'union.

Article 27: Toute décision prise par le Conseil d'Administration de la Fiducie devra être portée au procès-verbal de l'assemblée à laquelle cette décision a été prise.

Article 28: Toute mesure qui doit être prise par le Conseil d'Administration de la Fiducie conformément à la présente entente devra l'être par vote unanime des représentants présents à l'assemblée. Chaque représentant présent aura le droit d'exercer une voix.

Au cas où toute affaire au sujet de laquelle une décision doit être prise ne peut être tranchée à cause d'un vote égal, l'affaire demeurera au « statu quo » en attendant une décision arbitrale tel que prévu à la section 7 des présentes.

PARTIE 7

Arbitrage

Article 29: Dans le cas où le conseil d'Administration de la Fiducie ne peut pas décider d'une question ou résoudre un différend à cause d'un vote égal, ou dans le cas où des décisions ne peuvent être prises parce qu'il n'y a pas eu quorum à deux assemblées successives du Conseil d'Administration de la Fiducie, alors et dans l'un ou l'autre cas, les fiduciaires tenteront de choisir un arbitre impartial qui entendra et décidera de l'affaire, litige ou différend.

Article 30: Si les fiduciaires ne peuvent s'entendre sur le choix d'un arbitre impartial dans les cinq (5) jours de calendrier à compter du jour où ils ont tenté de procéder à un tel choix, un arbitre impartial sera désigné par la Cour Provinciale du District de Montréal. Deux représentants peuvent demander à la Cour Provinciale du District de Montréal de désigner un arbitre.

The order of election established in the preceding paragraph shall be observed thereafter for the election of subsequent chairmen.

Article 24: If, during his term of office, a chairman is for any reason unable to continue to act as chairman and resigns from office, his successor shall be chosen from among the representatives of the contracting party which designated the resigning chairman and in that case the term of office of the successor-chairman shall last until the expiration of the term of office of the retiring Chairman.

PART 6

Meetings of Trustees

Article 25: Meetings of the Board of Trustees shall be held at such place or places as may be agreed upon by the chairman and co-chairman and may be called by the said chairman and co-chairman upon five (5) days written notice to the other representatives. It may be held at any time without such notice if all the representatives consent thereto in writing. Any two representatives may present in writing a demand to the chairman and co-chairman that a meeting be called and in this event the Chairman and Co-Chairman shall call a meeting within ten (10) days after such demand.

Article 26: In all meetings of the Board of Trustees, four (4) representatives shall constitute a quorum for the transaction of business providing there are present at such meetings at least two employers' representatives and at least two union representatives.

Article 27: Any decision taken by the Board of Trustees shall be entered in the minutes of the meeting during which the decision was taken.

Article 28: Any action to be taken by the Board of Trustees pursuant to this agreement shall be by unanimous vote of the representatives present at the meeting. Each representative present shall be entitled to one vote.

In the event any matter presented for decision cannot be decided because of a tie vote, the matter shall remain in "status quo" pending arbitration as set forth in section 7 hereof.

PART 7

Arbitration

Article 29: In the event the Board of Trustees cannot decide any matter or resolve any dispute because of a tie vote or in the event decisions cannot be made because of the lack of a quorum at two successive meetings of the Board of Trustees, then, and in either of such events, the trustees shall attempt to select an impartial arbitrator to hear and determine the matter, issue or dispute.

Article 30: If the trustees cannot agree on an impartial arbitrator within five (5) calendar days from the day it has attempted to select him, an impartial arbitrator shall be designated by the Provincial Court of the District of Montréal. Any two representatives may request the Provincial Court of the District of Montréal to designate an arbitrator.

Article 31: Une audition de l'affaire en litige aura lieu dans les dix (10) jours de la date à laquelle l'arbitre a été choisi ou désigné.

La décision ou la sentence arbitrale devra être donnée par écrit; elle sera finale et liera toutes les parties et toutes les personnes concernées, et devra être rendue dans les dix (10) jours ouvrables à partir de la date à laquelle l'arbitre aura reçu toute la preuve. L'arbitre, dans sa décision ou sa sentence, sera lié par les dispositions du présent titre et n'aura ni le pouvoir ni l'autorité d'ajouter ou de soustraire aux présentes ou d'en changer ou modifier les dispositions.

PARTIE 8

Limitation de responsabilité

Article 32: Ni le Conseil d'Administration de la Fiducie, ni un représentant ne sera responsable de quelque erreur de jugement ou de toute perte résultant de tout acte ou de toute omission dans l'administration du plan de bien-être, et ni les représentants ni aucun d'entre eux ne sera personnellement responsable de toute obligation ou dette du Conseil d'Administration de la Fiducie contractée par le Conseil d'Administration de la Fiducie, non plus que de la non exécution de tout contrat, et les représentants et chacun d'entre eux ne seront pas non plus responsables de l'utilisation incorrecte de toute partie dudit fonds, ni de toute autre obligation résultant de l'administration ou de l'existence même du fonds, à condition toutefois que rien dans le présent article ne soit interprété comme ayant pour effet de soustraire les représentants ou chacun d'entre eux à la responsabilité, obligation ou dette qui résulte de leur ou de son acte personnel et accompli ou subi de mauvaise foi ou par négligence grossière ou inconduite délibérée.

Article 33: Le Conseil d'Administration de la Fiducie et chacun des représentants seront complètement protégés lorsqu'ils agiront en vertu d'un écrit, certificat ou document qu'ils croiront authentique et signé ou présenté par la ou les personnes appropriées et ne seront pas obligés de procéder à des enquêtes ou d'autrement vérifier les déclarations contenues dans tel document, mais pourront les accepter comme preuve concluante de la véracité et de l'exactitude des déclarations qui y sont contenues.

Article 34: Le Conseil d'Administration de la Fiducie peut de temps à autres consulter des conseillers spéciaux et les représentants seront complètement libérés de toute responsabilité encourue à l'occasion d'une action ou d'une omission d'agir conforme à l'avis de ses conseillers en matière légale et en matière actuariale.

Article 35: Aucun employeur ne sera responsable du défaut du Conseil d'Administration de la Fiducie de se procurer les bénéfices prévus aux présentes pour tout employé, ancien employé ou bénéficiaire, non plus que de toute faute ou négligence du Conseil d'Administration de la Fiducie.

Article 36: Rien dans le présent titre ne sera interprété comme rendant l'Association de la Construction de Montréal (Sous-Section Réfrigération), the United Association of Journeymen and Apprentices of the Plumbing and Pipefitting Industry of the United States and Canada, Local 796, ou leurs représentants responsables du paiement de tout bénéfice qui résulterait du plan de bien-être.

Article 31: A hearing on the disputed matter shall be conducted within ten (10) days from the date the arbitrator has been selected or designated.

The decisions or award of the arbitrator shall be in writing and shall be final and binding upon all parties and persons concerned and shall be made within ten (10) regular working days after the arbitrator receives all the evidence. The arbitrator, in his decision or award, shall be bound by the provisions of this Title and shall not have the power or authority to add or subtract from this Title or to change or modify the provisions hereof.

PART 8

Limitation of liability

Article 32: Neither the Board of Trustees nor any representative shall be liable for any error of judgment or for any loss arising out of any act or omission in the administration of the welfare fund, nor shall the representatives or any of them be personally liable for any liability or debt of the Board of Trustees contracted or incurred by the Board of Trustees nor for the nonfulfillment of any contract, nor shall the representatives or any one of them be liable for the improper application of any part of the said fund, nor for any other liability arising in connection with the administration or the existence thereof, provided, however, nothing herein shall except the representatives or any one of them from any liability, obligation or debt arising out of their or his own act or omissions done or suffered in bad faith or through gross negligence or willful misconduct.

Article 33: The Board of Trustees and each of the representatives shall be fully protected in acting upon any instrument, certificate or paper believed by them to be genuine and to be signed or presented by the proper person or persons and shall be under no obligation to investigate or inquire into any statement contained in any such record but may accept the same as conclusive evidence of the truth and accuracy of the statements therein contained.

Article 34: The Board of Trustees may consult with special counsel from time to time and the representatives shall be fully protected in acting, or refraining from acting, in accordance with the advice of the counsel with respect to legal and actuary matters.

Article 35: No employer shall be liable for the failure of the Board of Trustees to secure the benefits contemplated herein for any employee, former employee or beneficiary or for any default or neglect of the Board of Trustees.

Article 36: Nothing in this Title shall be construed as making the Montréal Construction Association (Refrigeration subsection), the United Association of Journeymen and Apprentices of the Plumbing and Pipefitting Industry of the United States and Canada, Local 796 or their representatives liable for the payment of any benefits to be provided by the welfare plan.

PARTIE 9

*Devoirs et Pouvoirs du
Conseil d'Administration de la Fiducie*

Article 37: Dès la nomination du nombre requis de représentants, tel que stipulé au présent titre, le Conseil d'administration de la Fiducie verra à l'établissement et à la bonne marche du plan de bien-être. Il sera investi de tous les droits, titres et intérêts dans et au plan de bien-être pour les fins et avec les obligations et selon les restrictions établies aux présentes.

Article 38: Plus particulièrement, le Conseil d'Administration de la Fiducie devra:

a) 1. recevoir des employeurs le montant des cotisations (contributions) prélevées et perçues et devra les verser au fonds tel que prévu aux présentes.

2. demander des soumissions à au moins deux assureurs concernant le plan prévu aux présentes, quant à l'administration de tel plan et l'investissement des actifs dudit plan;

3. demander, s'il y a lieu, l'avis d'experts en matière de fiducie, d'investissement, d'assurance-vie/groupe, en droit de fiducie ou d'assurance-vie et autres experts, selon le cas;

4. étudier les soumissions reçues conjointement avec tel conseiller et expert, comme il le juge nécessaire;

5. étudier tout contrat d'assurance soumis par tout assureur.

b) 1. désigner l'assureur avec lequel le Conseil d'Administration de la Fiducie signera les contrats d'assurance;

2. exécuter les contrats requis avec l'assureur et transmettre des copies certifiées de tout tel contrat à l'union et à l'Association. Une copie certifiée par les parties contractantes devra être transmise sans délai au Ministre du Travail, au Ministre des Finances et au Bureau du Surintendant des Assurances respectivement. Après étude, les recommandations du Surintendant des Assurances, si ce dernier le demande, devront faire l'objet de modifications à tout contrat ainsi visé.

c) Le Surintendant des Assurances exerce une surveillance générale du fonds et de sa gestion. Le Surintendant des Assurances ou son représentant autorisé a droit de vérifier en tout temps les livres, comptes et archives concernant le fonds et, à cette fin, le Conseil d'Administration de la Fiducie ou son Expert Conseil et leurs membres et les employés devront lui donner accès à ces livres, comptes et archives et lui fournir toute information qu'il requiert. Chaque année, avant le 1er mars, et chaque fois que le Surintendant le demande, le Conseil d'Administration de la Fiducie ou son Expert Conseil devra lui faire rapport de l'état du fonds, des recettes, déboursés, bénéfices payés et sommes payées à la suite de réclamations d'assurances, y compris tout autre renseignement que le Surintendant exige.

Article 39: Le Conseil d'Administration de la Fiducie a le pouvoir:

a) de déterminer de façon finale les droits de tout employé ou ancien employé et de tout bénéficiaire aux bénéfices en tant que participant au fonds de bien-être.

b) de déterminer la forme et les normes de tout contrat de façon à assurer la réalisation des buts du plan.

c) de passer tout contrat et entente aux fins de l'exécution des dispositions du Chapitre III du présent titre et d'assurer le fonctionnement adéquat du plan.

PART 9

*Duties and Powers of
the Board of Trustees*

Article 37: The Board of Trustees upon the appointment of the proper number of representatives, as required under the present title, shall see to the setting up and proper operation of the welfare plan. It will be vested with all rights, title and interest in and to the welfare fund for the uses and duties and with the restrictions as herein set forth.

Article 38: More specially, the Board of Trustees shall:

(a) 1. receive from the employers the amount of the assessments (contributions) levied and collected and shall remit same, in pursuance hereof, to the fund;

2. ask at least two underwriters for tenders respecting the plan herein provided for, as regards the administration of such plan and the investment of the assets of the said plan;

3. ask, if need be, the advice of trust, investment, group life insurance, trust law or life insurance and other technicians, as the case may be;

4. study the tenders received in consultation with such counsel and consultants, as they deem advisable;

5. study any insurance contract submitted by any underwriter.

(b) 1. appoint the underwriter with which it shall sign the insurance contracts;

2. execute the necessary contracts with the underwriter and transmit to the union and the association true copies of any such contracts. A true copy thereof, certified by the contracting parties, must be filed respectively, without delay, with the Minister of Labour, the Minister of Finance and with the office of the Superintendent of Insurance. Following study thereof, the recommendations of the Superintendent of Insurance, if he so requires, shall result in amendments to any contract herein referred to.

(c) The Superintendent of Insurance exercises a general supervision of the Fund and of its administration. The Superintendent of Insurance or his authorized representative may at any time check the books, accounts and records concerned with the fund and, for that purpose, the Board of Trustees or its consultant and their members and employees shall give him access to their books, accounts and records and give him any information which he may require. Each year before March 1, and each time the Superintendent so requires, the Board of Trustees or its consultant shall make him a report on the state of the Fund, on their receipts, their disbursements, the benefits paid and the sums paid following insurance claims including any other information which the Superintendent may require.

Article 39: The Board of Trustees has the power:

(a) to determine finally the rights of any employee or former employee and of any beneficiary to benefits as participant to the welfare fund.

(b) to determine the form, standards, and form of any contract in order to ensure the implementation of the plan's objectives;

(c) to enter into any contract and agreement for the purpose of carrying out the provisions of Chapter III of this Title and for the proper operation of the fund;

d) d'interpréter toutes les dispositions ou ambiguïtés et doutes quant aux dispositions des chapitres II et III du présent titre; toute interprétation donnée de bonne foi par le Conseil d'Administration de la Fiducie liera tous les intéressés.

e) d'employer tout officier responsable et conseiller personnel d'administration, de bureaux et de secrétariats et autres employés dont les services peuvent être requis pour l'administration courante du fonds et la bonne marche des plans d'assurance-groupe.

f) d'autoriser l'un ou l'autre de ses agents employés à représenter le Conseil d'Administration de la Fiducie dans l'exécution ou la mise en oeuvre de toute obligation qui relève de la juridiction du Conseil d'Administration de la Fiducie.

g) d'établir tout règlement régissant son fonctionnement interne et l'exercice des devoirs, obligations et droits qui lui sont dévolus aux termes de la Loi des décrets de convention collective et du présent titre.

h) de payer le loyer ou d'acheter de l'espace à bureaux, de l'ameublement, de l'équipement et autres choses essentielles à l'administration du plan de bien-être.

i) de s'adjoindre les services de conseillers dont l'avis est jugé nécessaire ou utile pour aider le Conseil d'Administration de la Fiducie à établir et à administrer de façon adéquate le fonds et le plan.

j) d'utiliser les actifs du fonds de bien-être aux fins suivantes:

1. Voir à ce que soient payés tous les bénéfices payables aux termes du plan.

2. Payer les primes aux assureurs.

3. Payer toutes les dépenses encourues à l'occasion de l'établissement, de l'organisation et de la gestion du plan de bien-être.

4. Payer toute dépense raisonnable et nécessaire, salaires, frais et honoraires encourus par le Conseil d'Administration de la Fiducie relativement au maintien, à l'opération et à la gestion du plan de Bien-être.

5. Payer toute taxe personnelle et immobilière, impôt et autres taxes ou cotisations de tous genres levées ou imposées aux termes de lois existantes ou futures à l'endroit où relativement au plan de bien-être.

6. Payer aux représentants (membres du Conseil d'Administration de la Fiducie) une compensation raisonnable et équitable et toutes les dépenses encourues par les représentants dans l'exercice des fonctions décrites aux présentes, pourvu que le paiement de telles dépenses soit approuvé par le Conseil d'Administration de la Fiducie conformément aux dispositions de l'article 21 du présent titre.

k) aviser l'assureur de tout accident, maladie ou décès d'un assuré et remplir toute formule requise par l'assureur en ces matières.

Article 40: Le Conseil d'Administration de la Fiducie aura le pouvoir de revoir toutes les dispositions du plan de bien-être de temps à autres et de recommander aux parties contractantes tels changements, modifications et amendements audit plan que le Conseil d'Administration de la Fiducie jugera désirable. Toute modification apportée à la cotisation ou au montant des bénéfices doit être approuvée par un rapport de l'Actuaire quant à la suffisance de la cotisation pour assurer le paiement des bénéfices.

(d) to interpret all the provisions or all the ambiguous or doubtful provisions or terms of Chapters II and III of this Title and any interpretation given in good faith by the Board of Trustees shall bind all concerned;

(e) to employ any responsible officer and adviser, administration office and secretary's office personnel and other employees whose services may be required for the current administration of the fund and for the proper operation of the group insurance plans;

(f) to authorize anyone of its agents or employees to represent the Board of Trustees in the performance or carrying out of any duty under the jurisdiction of the said Board of Trustees;

(g) to enact any by-laws for its internal operation and the exercise of the duties, obligations and rights conferred upon it in pursuance of the Collective Agreement Decrees Act and of the present Title;

(h) to pay the rent of or buy office space, furniture, equipment and other essential requisites for the administration of the welfare plan;

(i) to hire such consultants as they deem necessary or expedient to assist the Board of Trustees in the proper setting up and administration of the fund and plan.

(j) to use the assets of the welfare fund for the following purposes:

1. to provide for the payment of all benefits payable under the Plan.

2. to pay premiums to the underwriters.

3. to pay all expenses incurred in the establishment, organization and administration of the welfare plan.

4. to pay all reasonable and necessary expenses, salaries, costs and fees incurred by the Board of Trustees in connection with the maintenance, operation and administration of the welfare plan.

5. to pay all real and personal property taxes, income tax and other taxes or assessments of any and all kinds levied or assessed under existing or future laws upon or in respect of the welfare fund.

6. to pay to the representatives (members of the Board of Trustees) a fair and reasonable compensation and all expenses incurred by the representatives in the performance of their duties herein, provided payment for said expenditures is approved by the Board of Trustees according to the provisions of article 21 of the present Title.

(k) to notify the underwriter of any accident, sickness or death of the insured and fill any form required by the underwriter in this respect.

Article 40: The Board of Trustees shall have authority to review all the provisions of the welfare plan from time to time and to recommend to the contracting parties such changes, modifications and amendments to the said plan as the Board of Trustees shall deem desirable. Any amendment made to the assessment or any change in the amount of benefits must be approved by a report of the actuary considering the sufficiency of assessments to guarantee the payment of benefits.

CHAPITRE III

Le Plan de Bien-Être

PARTIE 10

Article 41: Le fonds de bien-être des employés de la réfrigération de Montréal est créé dans le seul but de prévoir pour eux les bénéfices d'assurance-vie, accidents et maladies, et dans aucun autre but. Le Conseil d'Administration de la Fiducie conclura un contrat d'assurance-groupe vie, accidents et maladies avec une société ou compagnie d'assurances, lequel contrat prévoiera le paiement des bénéfices ci-après décrits.

Article 42: Le fonds de bien-être des employés de la réfrigération de Montréal sera constitué de toutes les cotisations (contributions) qui y seront versées aux termes de l'article 4 du présent titre, de même que les intérêts et profits en résultant, si tel est le cas.

PARTIE 11

Bénéfices de Bien-Être

Article 43: Un employé qui contribue et au nom duquel les contributions sont payées sera protégé par le plan de bien-être lorsque, et durant la période pendant laquelle il remplit les conditions suivantes:

a) Un employé deviendra un employé protégé le premier jour du mois qui suivra le jour qui marque pour lui l'accumulation de 495 heures de travail après le 1er janvier 1967, mais en aucun cas un employé deviendra-t-il un employé protégé avant le 1er avril 1967.

b) Une fois qu'un employé est devenu un employé protégé, le total des contributions qui sont créditées à son compte aux fins d'établir son éligibilité seront par la suite augmentées de toutes les contributions créditées à son compte pour les heures subséquentes de travail.

c) Le premier de chaque mois pendant lequel un employé est un employé protégé, le total des contributions qui sont portées à son crédit sera réduit de 165 heures. Si le total des contributions qui sont portées à son compte à ce moment est inférieur à 165 heures, l'employé cessera d'être un employé à la fin du mois précédent et les contributions résiduelles portées à son crédit seront considérées comme une contribution pour le mois suivant la date de cessation de son éligibilité.

d) Le total des contributions portées au crédit d'un employé n'excédera en aucun temps 990 heures et aucune contribution en excédent ne sera portée au crédit de l'employé.

e) Pendant une période d'incapacité au cours de laquelle l'employé reçoit des indemnités hebdomadaires ou sur présentation d'une preuve de réception de bénéfices aux termes de la Loi des Accidents de Travail, le total des contributions portées au crédit de tel employé protégé ne sera pas réduit et cet employé restera protégé jusqu'à un maximum de treize (13) semaines (accident) ou de quatorze (14) semaines (maladie).

f) Les contributions seront portées au crédit d'un employé à la fin du mois au cours duquel elles ont été gagnées.

Article 44: Un dépendant protégé signifiera l'épouse d'un employé protégé ou ses enfants légitimes ou légalement adoptés qui dépendent de lui, à partir de leur naissance ou de leur adoption jusqu'à l'âge de 19 ans, et dans le cas d'enfants qui suivent les cours d'une école supérieure jusqu'à l'âge de 25 ans.

CHAPTER III

Welfare Plan

PART 10

Article 41: The Montréal Refrigeration Employees' Welfare Fund is created for the purpose of providing life, accident and health insurance benefits for the employees and for no other purpose. The Board of Trustees shall take a group life, accident and health insurance policy with an insurance company which will provide for the payment of the benefits hereafter mentioned.

Article 42: The Montréal Refrigeration Employees' Welfare Fund shall consist of all assessments (contributions) made to it under Article 4 of this title, together with the earnings and profits thereon if any.

PART 11

Group Welfare Benefits

Article 43: An employee who makes and on whose behalf assessments are paid shall be covered by the welfare plan when, and for the period during which, he complies with the following requirements:

(a) An employee shall become a covered employee on the first day of the month following the day on which he has accumulated 495 hours of work after January 1, 1967, but in no event shall an employee become a covered employee before April 1, 1967.

(b) Once an employee becomes a covered employee, the aggregate assessments credited to him for the purpose of establishing his eligibility shall be increased thereafter by all assessments credited to him for subsequent hours of work.

(c) On the first of each month in which an employee is a covered employee, the aggregate assessments credited to him shall be reduced by 165 hours. If the aggregate assessments credited to him at that time are less than 165 hours, he will cease to be a covered employee at the end of the previous month and the residual assessments credited to him shall be considered as an assessment for the month following cessation of eligibility.

(d) The aggregate assessments credited to an employee shall at no time exceed 990 hours and no excess assessments shall be credited to the employee.

(e) During a period of disability during which the employee receives weekly indemnity benefits or on submitting proof of receipt of benefits under the Workmen's Compensation Act, the aggregate assessments credited to such covered employee shall not be reduced and he shall remain covered up to a maximum of thirteen (13) weeks (accident) or fourteen (14) weeks (sickness).

(f) Assessments shall be credited to an employee at the end of the month in which they have been earned.

Article 44: A covered dependent means the wife of a covered employee and his legitimate or legally adopted dependent children, from birth or the date of adoption to age 19, and, in the event of children in full-time attendance at a school of higher learning, to age 25.

Article 45: Jusqu'à ce qu'il soit autrement déterminé, les bénéficiaires de bien-être seront les suivants, sujets cependant aux conditions, limites et exclusions contenues dans la police de base émise par l'assureur au Conseil d'Administration de la Fiducie et prévoyant ces bénéfices de bien-être pour le groupe.

a) *Mort accidentelle et perte de membre:* Au cas de la mort accidentelle d'un employé protégé, un bénéfice d'assurance de \$5,000. sera payable. Ce montant sera payable au bénéficiaire de l'employé protégé. Au cas de perte de membre chez un employé protégé résultant d'un accident, la moitié du montant de l'assurance payable en cas de décès détenue par l'employé protégé sera payable s'il y a eu perte d'un membre ou de l'usage d'un oeil, et le montant total du montant d'assurance sur la vie détenue par l'employé sera payable s'il y a perte de deux membres, perte de l'usage des deux yeux ou perte d'un membre et de l'usage d'un oeil.

b) *Indemnité Hebdomadaire:* Au cas où un employé protégé qui travaille activement est frappé d'une incapacité totale à la suite d'un accident ou d'une maladie non relié à son occupation, un bénéfice d'assurance indemnité hebdomadaire lui sera payable selon la table qui suit:

Class	Revenu hebdomadaire
Apprenti	
1re année	\$40.00
Apprenti	
2e année	45.00
Apprenti	
3e année	55.00
Apprenti	
4e année	65.00
Compagnon junior	70.00
Compagnon	75.00

Cette indemnité sera payable à partir du premier jour dans le cas d'un accident et à partir du huitième (8^{ème}) jour dans le cas d'une maladie, et pour une période maximum de treize (13) semaines pour chaque incapacité. Cependant, aucun paiement de bénéfices ne commencera pendant une grève des employés de l'employeur de l'employé frappé d'une incapacité, mais le paiement des avantages continuera ou deviendra payable lorsque ladite grève aura cessé si l'employé est alors frappé d'incapacité tel que mentionné plus haut, sujet à la période d'attente de sept jours pour une incapacité due à une maladie. La période maximum pendant laquelle les bénéfices seront payables, qui est de treize (13) semaines, n'inclura pas le temps de grève. De plus, aucun bénéfice d'assurance indemnité hebdomadaire ne sera payable pendant que l'employé est éligible à des paiements aux termes de la Loi de l'Assurance-Chômage ou de la Loi des Accidents du Travail.

c) *Frais chirurgicaux et d'anesthésie:* Dans le cas où un employé protégé ou un dépendant protégé doit subir une opération chirurgicale à la suite d'un accident ou d'une maladie non relié à son travail, le montant du compte du chirurgien sera payable, jusqu'à un maximum égal au montant établi dans la liste d'honoraires 1965 de l'O.M.A. (honoraires des spécialistes) y compris les praticiens généraux, les spécialistes, les assistants, et les anesthésistes certifiés et non-certifiés.

d) *Frais de Diagnostique:* Au cas d'expertises de laboratoire ou de rayon-X aux fins de diag-

Article 45: Until otherwise determined, the welfare benefits shall be as follows, subject, however, to the conditions, limitations and exclusions contained in the master policy issued by the underwriter to the Board of Trustees, for the purpose of ensuring these group welfare benefits.

(a) *Accidental Death and Dismemberment:* There shall be payable in the event of the accidental death of a covered employee an insurance benefit of \$5,000. This benefit will be payable to the beneficiary of the covered employee. In the event of dismemberment of a covered employee resulting from an accident there shall be payable, in the case of the loss of one limb, or the sight of one eye, half of the amount of the death insurance benefit for which the covered employee is insured and for the loss of two limbs or the sight of both eyes or the loss of one limb and the sight of one eye, the total amount of death insurance benefit for which the employee is insured.

(b) *Weekly Indemnity:* There shall be payable in the event that a covered employee actively at work becomes totally disabled, on account of a non-occupational accident or sickness, a weekly indemnity insurance benefit in accordance with the following schedule:

Class	Weekly Income
Apprentice:	
1st-Year	\$40.00
Apprentice:	
2nd-Year	45.00
Apprentice:	
3rd-Year	55.00
Apprentice:	
4th-Year	65.00
Junior-Journeyman	70.00
Journeyman	75.00

This indemnity will be payable from the first day in the event of an accident, and from the eighth day in the event of sickness, and for a maximum of 13 weeks for each disability. However, no benefit payments shall be initiated during a strike of the employees of the employer of a disabled employee, but benefit payments will continue or become payable when the said strike has ended if the employee is then disabled as aforesaid, subject to the seven-day waiting period for disability due to sickness. The maximum benefit period of 13 weeks shall not include a strike period. In addition, no weekly indemnity insurance benefits shall be payable while the employee is eligible for benefits under the Unemployment Insurance Act or the Workmen's Compensation Act.

(c) *Survey and Anaesthesia Benefits:* There shall be payable in the event of surgical procedure on a covered employee or a covered dependent, due to a non-occupational accident or sickness, the amount charged by the surgeon, subject to a maximum payment equal to the amount specified in the O.M.A. 1965 Schedule of Fees (specialists' allowance) including General Practitioners, Specialists, Assistants, certified and non-certified Anaesthetists.

(d) *Diagnosis Benefit:* There shall be payable in the event of diagnostic laboratory or X-ray

nostique chez un employé protégé ou un dépendant protégé, consécutivement à un accident ou à une maladie ne dépendant pas de son travail, les dépenses occasionnées par une telle expertise ou de tel rayon-X seront payables jusqu'à un maximum de \$50.00 chacun par incapacité.

e) Frais médicaux: Au cas de visites médicales à un employé protégé ou à un dépendant protégé à la suite d'un accident ou d'une maladie ne dépendant pas de son travail, il y aura remboursement des dépenses encourues pour les visites du médecin. Ces frais seront payables à partir de la première visite en cas d'accident ou de maladie au taux de \$4.00 par visite à l'hôpital ou au bureau du médecin et au taux de \$6.00 par visite à la maison. Les frais de consultations d'un spécialiste recommandé seront également payables jusqu'à un maximum de \$25.00 par consultation, sujet à un maximum de trois consultations et de \$40.00 par incapacité. Le maximum des montants payable aux termes du présent article est de \$300. par incapacité.

f) Frais d'Accident Additionnel: Au cas de services médicaux ou chirurgicaux ou de fournitures obtenues dans un hôpital légalement opéré, dans les laboratoires ou au cas d'examen au rayon-X ou de services d'une garde-malade, par un employé protégé ou un dépendant protégé à la suite d'un accident ne dépendant pas de son emploi, les dépenses encourues pour obtenir de tels services dans les trois mois de l'accident seront payables jusqu'à un maximum de \$300. par accident.

g) Frais d'Ambulance: Au cas où les services d'ambulance sont requis pour un employé protégé ou un dépendant protégé à la suite d'un accident ou d'une maladie ne dépendant pas de son emploi, les frais de tels services seront payables jusqu'à un maximum de \$30. par incapacité.

h) Frais de Clinique Externe: Au cas de traitements d'urgence et de chirurgie mineure à la suite d'un accident ou d'une maladie ne dépendant pas de l'emploi, en tant que patient externe, dans un hôpital légalement opéré, les dépenses encourues par un employé protégé ou un dépendant protégé seront payables jusqu'à un maximum de \$100. par incapacité.

i) Frais Médicaux Majeurs: Au cas de services à un employé protégé ou à un dépendant protégé à la suite d'un accident ou d'une maladie ne dépendant pas de l'emploi, seront payables 80% des frais encourus éligibles aux termes de la présente disposition jusqu'à un maximum de \$5,000. par personne assurée et sujet à un montant qui sera déductible de \$25. par personne par année de calendrier ou à un maximum de \$50. par année par famille.

j) Frais d'Incapacité Permanente. Au cas où un employé protégé souffre encore d'une incapacité totale à la suite d'un accident ou d'une maladie ne dépendant pas de son emploi à la fin de la période pendant laquelle est payable une indemnité hebdomadaire, une indemnité mensuelle sera payable à un tel employé protégé.

Le paiement de cette indemnité se fera pendant toute la durée de l'incapacité et jusqu'au décès de l'employé protégé dans le cas d'un accident et jusqu'à l'âge de 65 ans dans le cas d'une maladie. L'indemnité payable aux termes de la présente disposition sera la même que celle qui est établie pour les fins du paiement d'une indemnité hebdomadaire.

k) Assurance-vie: Au cas du décès d'un employé protégé, une assurance de \$2,000. sera

tests for a covered employee or a covered dependent, due to a non-occupational accident or sickness, the expenses of such tests or X-rays up to a maximum of \$50 each per disability.

(e) Medical Benefit: There shall be payable in the event of physician's calls to a covered employee or a covered dependent due to a non-occupational accident or sickness, a reimbursement of expenses incurred for doctors' calls. This benefit shall be payable from the first calls, in case of accident of sickness, at the rate of \$4 for each visit at the hospital or at the doctor's office and at the rate of \$6 per home calls. There shall also be payable for consultation with a referred specialist up to \$25 per consultation, subject to a maximum of three consultations and \$40 per disability. The above benefit is subject to a maximum of \$300 per disability.

(f) Additional Accident Benefits: There shall be payable in the event of medical or surgical treatment or supplies obtained in a lawfully operated hospital, laboratories and X-ray examinations, or nursing services, for a covered employee or a covered dependent, due to a non-occupational accident, the expenses of such services incurred within three months of the accident up to a maximum of \$300 per accident.

(g) Ambulance Benefit: There shall be payable in the event of the requirement of ambulance service for a covered employee or a covered dependent due to a non-occupational accident or sickness the expenses of such service up to \$30 per disability.

(h) Out-patient benefit: There shall be payable in the event of emergency treatment and minor surgery due to non-occupational accident or sickness, as an out-patient in a legally operated hospital, the expenses incurred by a covered employee or a covered dependent up to a maximum of \$100 per disability.

(i) Major medical benefit: There shall be payable in the event of services to a covered employee or a covered dependent due to a non-occupational accident or sickness 80% of the eligible expenses incurred under this benefit up to a maximum of \$5,000 per person insured subject to a deductible of \$25 per person per calendar year or a maximum of \$50 per year per family.

(j) Long-term disability benefits: There shall be payable, in the event that a covered employee is still totally disabled, due to a non-occupational accident or sickness, at the end of the weekly indemnity benefit period, a monthly income to such covered employee. This income payment will be payable for the duration of the disability up to the lifetime of the covered employee in the event of an accident and up to age 65 in the event of a sickness. The income payable under this benefit shall be the same as that set up under the weekly indemnity benefit.

(k) Life insurance benefit: There shall be payable in the event of the death of a covered

payable. Ce montant sera payable au bénéficiaire désigné de l'employé protégé.»

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 29 avril 1967. 19421-o

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie de la Construction de Drummondville, établi en exécution du décret numéro 988 du 2 octobre 1958, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1070 du 14 avril 1967, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 30 avril 1967 au 30 avril 1968; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 988 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 988 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 988 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermement dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur pro-

employee an insurance benefit of \$2,000. The benefit will be payable to the designated beneficiary of the covered employee."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, April 29, 1967. 19421-o

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Trades Joint Committee of Drummondville (established in pursuance of decree number 988 of October 2, 1958) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the conditions mentioned below. A by-law, approved by Order in Council number 1070 of April 14, 1967, authorizes such levy.

1. Dues

The contribution period extends from April 30, 1967 to April 30, 1968. The levy is carried out as follows:

(a) Professional employers governed by said Decree number 988 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll for the employees subject to the said decree.

(b) Artisans covered by said Decree number 988 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the salary laid down in the decree for the lowest-paid journeyman.

(c) Employees governed by said Decree number 988 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their salary.

2. Collection of Dues

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information requested by the said Parity Committee must be given. Every month, the professional employer must complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

The professional employer must forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of his employees must accompany the said report. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it shall deem it advisable.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan

fessionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la Construction de Drummondville, pour la période comprise entre le 30 avril 1967 et le 30 avril 1968.

4. Disposition spéciale

Les dispositions du présent règlement s'appliquent également aux employeurs professionnels et aux salariés assujettis au décret numéro 1247 du 4 août 1966, relatif à l'Industrie de l'acier de structure dont la mise à exécution a été confiée au Comité paritaire susmentionné.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION DE DRUMMONDVILLE

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 30 avril 1967 et le 30 avril 1968.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations patronales.....	\$ 35,545.00
Cotisations ouvrières.....	38,160.00
Cotisations artisanales.....	4,000.00
Pénalités et amendes.....	11,000.00
Honoraires d'examen.....	800.00
Intérêts sur placements.....	1,320.00
Intérêts de banque.....	680.00
Impôt fédéral.....	3,250.00
Impôt provincial.....	2,250.00
Assurance-groupe.....	874.00
Fonds de pension.....	1,742.00
Rentes du Québec.....	675.00
	<hr/>
	\$100,296.00

<i>Déboursés:</i>	
Salaire du secrétaire.....	\$ 10,000.00
Salaires du personnel.....	17,680.00
Salaires des inspecteurs.....	21,440.00
Frais d'inspection.....	12,500.00
Honoraires: Bureau des examinateurs.....	1,440.00
Frais: Bureau des examinateurs.....	300.00
Loyer et taxes.....	650.00
Éclairage, chauffage et entretien.....	1,800.00
Frais judiciaires.....	7,500.00
Frais de vérification.....	400.00
Impression, papeterie et acc. de bureau.....	1,800.00
Poste, téléphone et télégramme.....	1,300.00
Intérêt, échange, agios.....	450.00
Abonnement et publicité.....	600.00
Jetons de présence (membres du Comité).....	800.00
Frais de déplacements (membres du Comité).....	3,500.00
Frais de délégation.....	1,550.00
Frais d'affiliation.....	400.00
Cours de formation.....	500.00
Assurance-chômage.....	550.00
Assurance-groupe.....	1,750.00
Assurances générales.....	1,800.00
Fonds de pension.....	3,750.00
Impôt fédéral.....	3,250.00

and the employee, without formal notice beforehand.

3. Financial Report

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee must submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31, June 30, September 30 and December 31 of each year.

An estimate of receipts and disbursements of the Building Trades Joint Committee of Drummondville for the April 30, 1967 to April 30, 1968 period is given below.

4. Special Provision

The provisions of the present by-law also cover professional employers and employees subject to Decree number 1247 of August 4, 1966 (Structural Steel Industry), whose application has been entrusted to the abovementioned Parity Committee.

THE BUILDING TRADES JOINT COMMITTEE OF DRUMMONDVILLE

Estimate of receipts and disbursements for the April 30, 1967 to April 30, 1968 period.

<i>Receipts:</i>	
Employers' dues.....	\$ 35,545.00
Employees' dues.....	38,160.00
Artisans' dues.....	4,000.00
Penalties and fines.....	11,000.00
Examination fees.....	800.00
Interest on investments.....	1,320.00
Bank interest.....	680.00
Federal tax.....	3,250.00
Provincial tax.....	2,250.00
Group insurance.....	874.00
Pension fund.....	1,742.00
Québec Pension Plan.....	675.00
	<hr/>
	\$100,296.00

<i>Disbursements:</i>	
Secretary's salary.....	\$ 10,000.00
Staff's salary.....	17,680.00
Inspector's salaries.....	21,440.00
Inspection expenses.....	12,500.00
Fees: Board of Examiners.....	1,440.00
Expenses: Board of Examiners.....	300.00
Rent and taxes.....	650.00
Lights, heat and maintenance.....	1,800.00
Legal costs.....	7,500.00
Auditor's fees.....	400.00
Printing, stationery and office equipment.....	1,800.00
Postage, telephone and telegrams.....	1,300.00
Interest, exchange, agio.....	450.00
Subscription and advertising.....	600.00
Attendance fees (Committee members).....	800.00
Travelling expenses (Committee members).....	3,500.00
Delegation expenses.....	1,550.00
Affiliation fees.....	400.00
Training courses.....	500.00
Unemployment Insurance.....	550.00
Group insurance.....	1,750.00
General insurance.....	1,800.00
Pension fund.....	3,750.00
Federal tax.....	3,250.00

Impôt provincial.....	\$ 2,250.00	Provincial tax.....	\$ 2,250.00
Rentes du Québec.....	1,350.00	Québec Pension Plan.....	1,350.00
	<hr/>		<hr/>
	\$ 99,310.00		\$ 99,310.00
Excédent des recettes sur les déboursés prévu.....	\$ 986.00	Forecast surplus.....	\$ 986.00
Subvention à la Commission d'apprentissage.....	2,000.00	Subsidy to the Apprenticeship Commission.....	2,000.00
	<hr/>		<hr/>
Déficit prévu.....	\$ 1,014.00	Forecast deficit.....	\$ 1,014.00

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 29 avril 1967. 19421-0

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, April 29, 1967. 19421-0

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire du Commerce de l'Alimentation en gros de Québec, établi en exécution du décret numéro 2347 du 27 juin 1944, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1071 du 14 avril 1967, le tout conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec, 1964 chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des salariés et des artisans régis par ledit décret suivant les conditions ci-après décrites.

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1967 au 1er mai 1968; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 2347 et amendements doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1% des salaires, bonis ou allocations payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés assujettis audit décret numéro 2347 et amendements doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1% de leurs salaires, bonis ou allocations.

c) Les artisans régis par ledit décret numéro 2347 et amendements doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1% du salaire établi pour le salarié le moins rémunéré, suivant leur emploi, tel que stipulé dans le décret numéro 2347.

2. Mode de perception

Les cotisations sont payables mensuellement, entre le 1er et le 10 de chaque mois pour le mois précédent.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes dues au Comité paritaire, à titre de prélèvement.

À chaque mois, l'employeur professionnel doit fournir au Comité paritaire un rapport détaillé indiquant sur les formules mises à sa disposition par ledit Comité paritaire, les noms, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures normales et supplémentaires de travail effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé.

Ce rapport dûment signé par l'employeur professionnel doit être accompagné des cotisations payables au Comité paritaire par ledit employeur professionnel et ses salariés; toutes

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Québec Wholesale Food Trade Parity Committee (established in pursuance of Decree number 2347 of June 27, 1944) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees governed by the said decree, according to the conditions mentioned below. A by-law, approved by Order in Council number 1071 of April 14, 1967, authorizes such levy:

1. Dues

The contribution period extends from May 1, 1967 to May 1, 1968. The levy is carried out as follows:

(a) Professional employers governed by said Decree number 2347 and amendments must pay the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{4}$ of 1% of the salaries, bonuses or allowances paid to their employees subject to the said decree.

(b) Employees subject to said Decree number 2347 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{4}$ of 1% of their salaries, bonuses or allowances.

(c) Artisans governed by said Decree number 2347 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{4}$ of 1% of the salary stipulated in decree number 2347 for the lowest-paid employee in their occupation.

2. Collection of Dues

Dues covering the previous month are payable between the 1st and 10th of every month.

At the end of each week, the professional employer must collect, by means of a check-off, the levy due the Parity Committee.

Every month, on forms supplied by the Parity Committee, the professional employer must furnish said Parity Committee with a detailed report containing the following: first name, family name and address of each employee in his service; his qualification or classification; number of regular and overtime hours worked each week; type of work and salary paid.

Dues payable to the Parity Committee by the professional employer and his employees must accompany this report which has been duly signed by the employer. All such sums are

ces sommes sont payables en deniers ayant cours légal dans la Province.

payable in currency which is considered legal tender in the Province.

3. Rapport financier

3. Financial Report

Selon les termes de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee must submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire du Commerce de l'Alimentation en Gros de Québec, pour la période comprise entre le 1er mai 1967 et le 1er mai 1968.

An estimate of receipts and disbursements of the Québec Wholesale Food Trade Parity Committee, for the May 1, 1967 to May 1, 1968 period is given below.

LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE L'ALIMENTATION EN GROS DE QUÉBEC

QUÉBEC WHOLESALE FOOD TRADE PARITY COMMITTEE

355 est, rue des Commissaires, Québec

355 Des Commissaires Street, East, Québec

État des recettes et des déboursés prévus pour la période du 1er mai 1967 au 1er mai 1968.

Estimate of receipts and disbursements for the May 1, 1967 to May 1, 1968 period.

Recettes:

Cotisations patronales	\$27,000.00
Cotisations ouvrières	27,000.00
Intérêts sur placements	550.00
Intérêts de banque	300.00
Impôt fédéral	1,600.00
Impôt provincial	1,260.00
Assurance-chômage	222.56
Assurance-vie-santé	356.40
Rentes du Québec	374.36
	<hr/>
	\$58,663.32

Receipts:

Employers' dues	\$27,000.00
Employees' dues	27,000.00
Interest on investments	550.00
Bank interest	300.00
Federal tax	1,600.00
Provincial tax	1,260.00
Unemployment Insurance	222.56
Health and life insurance	356.40
Québec Pension Plan	374.36
	<hr/>
	\$58,663.32

Déboursés:

Salaire du secrétaire	\$ 9,143.00
Salaires du personnel	11,801.00
Salaires des inspecteurs	11,818.00
Frais d'inspection	2,100.00
Honoraires et frais du bureau des examinateurs	360.00
Loyer et taxes	2,508.00
Frais judiciaires	1,900.00
Frais de vérification	300.00
Impression, papeterie et acc. de bureau	1,000.00
Poste, téléphone et télégrammes	1,200.00
Intérêt, échange, agios	135.00
Abonnement et publicité	300.00
Jetons de présence (membres du Comité)	900.00
Frais de déplacements (membres du Comité)	3,000.00
Frais de délégation	675.00
Frais d'affiliation	540.00
Impôt fédéral	1,600.00
Impôt provincial	1,260.00
Assurance-chômage	445.12
Assurance-vie-santé	712.80
Rentes du Québec	748.72
Assurances générales	115.00
	<hr/>
	\$52,561.64

Disbursements:

Secretary's salary	\$ 9,143.00
Staff's salary	11,801.00
Inspectors' salaries	11,818.00
Inspection expenses	2,100.00
Expenses and fees: Board of Examiners	360.00
Rent and taxes	2,508.00
Legal costs	1,900.00
Auditor's fees	300.00
Printing, stationery, office equipment	1,000.00
Postage, telephone, telegrams	1,200.00
Interest, exchange,agio	135.00
Subscription and advertising	300.00
Attendance fees (Committee members)	900.00
Travelling expenses (Committee members)	3,000.00
Delegation expenses	675.00
Affiliation fees	540.00
Federal tax	1,600.00
Provincial tax	1,260.00
Unemployment Insurance	445.12
Health and life insurance	712.80
Québec Pension Plan	748.72
General insurance	115.00
	<hr/>
	\$52,561.64

Excédent des recettes sur les déboursés prévus..... \$ 6,101.68

Forecast surplus..... \$ 6,101.68

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 29 avril 1967. 19421-0

Department of Labour,
Québec, April 29, 1967. 19421-0

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des Barbiers-coiffeurs de St-Jean et Iberville, établi en exécution du décret numéro 666 du 15 juin 1955 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 538 du 8 mars 1967, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er avril 1967 au 1er avril 1968; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

(a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 666 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires fixes, commissions, bonis et allocations qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

(b) Les artisans régis par ledit décret numéro 666 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire moyen fixé par le comité à \$100.00 par semaine, soit une cotisation de \$0.50. Tout employeur ou employeur professionnel qui pratique lui-même l'un ou l'autre des métiers visés par le décret numéro 666 est de plus considéré, aux fins du présent règlement comme un artisan.

(c) Les salariés régis par ledit décret numéro 666 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, commissions, bonis et allocations.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité paritaire a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Barbers and Hairdressers' Parity Committee of St. Jean and Iberville (established in pursuance of Decree number 666 of June 15, 1955) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to said decree, according to the conditions outlined below. A by-law, approved by Order in Council number 538, dated March 8, 1967, approves such levy.

1. Dues

The contribution period extends from April 1, 1967 to April 1, 1968. The levy is carried out as follows:

(a) Professional employers governed by said Decree number 666 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the fixed salaries, bonuses and allowances paid to their employees subject to said decree.

(b) Artisans governed by said Decree number 666 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the average wage, fixed by the Committee at \$100.00 per week, or dues of 50¢. Moreover, for the purposes of this by-law, any employer or professional employer who himself plies one or the other trade covered by Decree number 666 is considered as an artisan.

(c) Employees governed by said Decree number 666 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, commissions, bonuses and allowances.

2. Collection of Dues

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information requested by the said Parity Committee must be given. Every month, the professional employer shall complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

At the end of each week and on the Committee's behalf, the professional employer shall collect this levy by means of a check-off.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of his employees shall accompany the said report. The Parity Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it shall deem it advisable.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or supply necessary information, he will be given five (5) day's notice so that he may fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Rapport financier

Conformément aux dispositions de la Loi des décrets de Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Barbiers-coiffeurs de St-Jean et Iberville, pour la période comprise entre le 1er avril 1967 et le 1er avril 1968.

COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS-COIFFEURS DE ST-JEAN ET IBERVILLE

190, rue Laurier, St-Jean

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er avril 1967 et le 1er avril 1968.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations patronales.....	\$ 850.00
Cotisations ouvrières.....	850.00
Cotisations artisanales.....	7,072.00
Pénalités et amendes.....	300.00
Impôt fédéral.....	431.60
Impôt provincial.....	293.80
Assurance-chômage.....	48.88
Rentes du Québec.....	77.40
	<hr/>
	\$9,923.68

<i>Déboursés:</i>	
Salaire du secrétaire.....	\$5,200.00
Frais d'inspection.....	1,000.00
Loyer et taxes.....	667.20
Frais judiciaires.....	200.00
Frais de vérification.....	150.00
Impression, papeterie, acc. de bureau.....	600.00
Poste, téléphone, télégramme.....	200.00
Intérêt, échange, agios.....	125.00
Abonnement et publicité.....	100.00
Frais de déplacements (membres du Comité).....	200.00
Frais de délégation.....	200.00
Frais d'affiliation.....	35.00
Assurance-chômage.....	97.76
Assurance-caution.....	10.00
Assurances générales.....	50.00
Impôt fédéral.....	431.60
Impôt provincial.....	293.80
Rentes du Québec.....	154.80
	<hr/>
	\$9,715.16

Excédent des recettes sur les déboursés prévu: \$ 208.52

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 29 avril 1967. 19421-o

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis, par les présentes que le Comité paritaire des Métiers de la Construction du District de Hull, établi en exécution du décret numéro 810 du 14 août 1957, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1068 du 14 avril 1967, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations

3. Financial Report

In compliance with the provision of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

An estimate of receipts and disbursements of the Barbers' and Hairdressers' Parity Committee of St. Jean and Iberville for the April 1, 1967 to April 1, 1968 period is given below:

BARBERS' AND HAIRDRESSERS' PARITY COMMITTEE OF ST-JEAN AND IBERVILLE

190 Laurier Street, St. Jean

Estimate of receipts and disbursements for the April 1, 1967 to April 1, 1968 period.

<i>Receipts:</i>	
Employers' dues.....	\$ 850.00
Employees' dues.....	850.00
Artisans' dues.....	7,072.00
Penalties and fines.....	300.00
Federal tax.....	431.60
Provincial tax.....	293.80
Unemployment Insurance.....	48.88
Québec Pension Plan.....	77.40
	<hr/>
	\$9,923.68

<i>Disbursements:</i>	
Secretary's salary.....	\$5,200.00
Inspection expenses.....	1,000.00
Rent and taxes.....	667.20
Legal costs.....	200.00
Auditor's fees.....	150.00
Printing, stationery, office equipment.....	600.00
Postage, telephone, telegrams.....	200.00
Interest, exchange, agio.....	125.00
Subscription and advertising.....	100.00
Travelling expenses (Committee members).....	200.00
Delegation expenses.....	200.00
Affiliation fees.....	35.00
Unemployment Insurance.....	97.76
Fidelity bond.....	10.00
General insurance.....	50.00
Federal tax.....	431.60
Provincial tax.....	293.80
Québec Pension Plan.....	154.80
	<hr/>
	\$9,715.16

Forecast surplus: \$ 208.52

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, April 29, 1967. 19421-o

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Building Trades of the district of Hull (established in pursuance of decree number 810 of August 14, 1957), has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the conditions

des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1967 au 30 avril 1968; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 810 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 810 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré selon leur métier.

c) Les salariés régis par le décret numéro 810 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des métiers de la construction du district de Hull, pour la période comprise entre le 1er mai 1967 et le 30 avril 1968.

4. Disposition spéciale

Les dispositions du présent règlement s'appliquent également aux employeurs professionnels et aux salariés assujettis au décret numéro 1247

mentioned below. A by-law approved by Order in Council 1068 of April 14, 1967, authorizes such levy.

1. Dues

The contribution period extends from May 1, 1967 to April 30, 1968. The levy is carried out as follows:

(a) Professional employers governed by said Decree number 810 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll for the employees subject to the said decree.

(b) Artisans governed by said Decree number 810 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the salary laid down in the decree for the lowest-paid journeyman in their trade.

(c) Employees governed by Decree number 810 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages.

2. Collection of Dues

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information requested by the said Parity Committee must be given. Every month, the professional employer shall complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

At the end of each week and on the Committee's behalf, the professional employer shall collect this levy by means of a check-off.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of his employees shall accompany the said report. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it shall deem it advisable.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or supply necessary information, he will be given five (5) days' notice so that he may fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial Report

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

An estimate of receipts and disbursements of the Parity Committee of the Building Trades of the district of Hull for the May 1, 1967 to April 30, 1968 period, is given below.

4. Special Provision

The provisions of the present by-law also cover professional employers and employees subject to decree number 1247 of August 4, 1966

du 4 août 1966, relatif à l'Industrie de l'acier de structure dont la mise à exécution a été confiée au Comité paritaire susmentionné.

(Structural Steel Industry), whose application has been entrusted to the abovementioned Parity Committee.

LE COMITÉ PARITAIRE DES MÉTIERS DE LA CONSTRUCTION DU DISTRICT DE HULL

THE PARITY COMMITTEE OF THE BUILDING TRADES OF THE DISTRICT OF HULL

État des recettes et déboursés probables pour la période du 1er mai 1967 au 30 avril 1968.

Estate of receipts and disbursements for the May 1, 1967 to April 30, 1968 period.

Recettes:

Cotisations patronales	\$54,000.00
Cotisations ouvrières	54,000.00
Cotisations artisanales	3,000.00
Pénalités et amendes	7,500.00
Honoraires d'examen	2,500.00
Intérêts sur placements	2,000.00
Impôt fédéral	3,000.00
Impôt provincial	2,000.00
Assurance-chômage	300.00
Assurance-groupe	800.00
Rentes du Québec	750.00
Congés payés en fiducie	240,000.00
Intérêts re: congés payés	6,500.00
	<hr/>
	\$376,350.00

Receipts:

Employers' dues	\$ 54,000.00
Employees' dues	54,000.00
Artisans' dues	3,000.00
Penalties and fines	7,500.00
Examination fees	2,500.00
Interest on investment	2,000.00
Federal tax	3,000.00
Provincial tax	2,000.00
Unemployment Insurance	300.00
Group Insurance	800.00
Québec Pension Plan	750.00
Verification pay held in trust	240,000.00
Interest on vacation pay	6,500.00
	<hr/>
	\$376,350.00

Déboursés:

Salaires du secrétaire	\$ 9,500.00
Salaires du personnel	20,000.00
Salaires des inspecteurs	27,000.00
Frais d'inspection	13,000.00
Honoraires: Bureau des examinateurs	6,000.00
Frais: Bureau des examinateurs	400.00
Loyer et taxes	1,000.00
Éclairage, chauffage, entretien et réparation	6,000.00
Frais judiciaires	2,500.00
Frais de vérification	1,200.00
Impression, papeterie et acc. de bureau	3,000.00
Poste, téléphone et télégramme	3,000.00
Intérêt, échange, agios	2,000.00
Abonnement et publicité	1,200.00
Jetons de présence (membres du Comité)	2,000.00
Frais de déplacements (membres du Comité)	7,000.00
Frais de délégation	3,000.00
Frais d'affiliation	700.00
Assurance-chômage	600.00
Assurance-groupe	1,600.00
Assurance-caution	25.00
Assurances générales	400.00
Impôt fédéral	3,000.00
Impôt provincial	2,000.00
Rentes du Québec	1,500.00
Amueblement	3,000.00
Congés payés (remboursement)	240,000.00
	<hr/>
	\$360,625.00

Disbursements:

Secretary's salary	\$ 9,500.00
Staff's salary	20,000.00
Inspectors' salaries	27,000.00
Inspection expenses	13,000.00
Fees: Board of Examiners	6,000.00
Expenses: Board of Examiners	400.00
Rent and taxes	1,000.00
Lights, heat, maintenance and repairs	6,000.00
Legal costs	2,500.00
Auditor's fees	1,200.00
Printing, stationery and office equipment	3,000.00
Postage, telephone and telegrams	3,000.00
Interest, exchange, agio	2,000.00
Subscription and advertising	1,200.00
Attendance fees (Committee members)	2,000.00
Travelling expenses (Committee members)	7,000.00
Delegation expenses	3,000.00
Affiliation fees	700.00
Unemployment Insurance	600.00
Group insurance	1,600.00
Fidelity bond	25.00
General insurance	400.00
Federal tax	3,000.00
Provincial tax	2,000.00
Québec Pension Plan	1,500.00
Furniture	3,000.00
Vacation pay (reimbursement)	240,000.00
	<hr/>
	\$360,625.00

Excédent des recettes sur les déboursés prévu	\$ 15,725.00
Subvention à la Commission d'apprentissage	1,000.00
	<hr/>
Surplus prévu	\$ 14,725.00

Forecast surplus	\$ 15,725.00
Apprenticeship Committee subsidy	1,000.00
	<hr/>
Forecast net surplus	\$ 14,725.00

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 29 avril 1967. 19421-o

Department of Labour,
Québec, April 29, 1967. 19421-o

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'industrie de la fourrure, section du gros, de Montréal, établi en exécution du décret numéro 524 du 11 mai 1955, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1069 du 14 avril 1967, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après énoncées :

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1^{er} mai 1967 au 30 avril 1968; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné :

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 524 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentage, allocations, commissions ou bonis payés).

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 524 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans ledit décret pour le compagnon le moins rémunéré (ou du salaire moyen fixé par le Comité).

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 524 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires fixes, commissions, bonis et allocations.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10^e jour du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

Conformément à la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit pré-

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Fur Industry Parity Committee, wholesale section of Montreal (established in pursuance of decree number 524 of May 11, 1955) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the conditions mentioned below. A by-law, approved by Order in Council number 1069 of April 14, 1967, authorizes such levy.

1. Dues

The contribution period extends from May 1, 1967 to April 30, 1968. It is carried out as follows:

(a) Professional employers governed by said decree number 524 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll for the employees subject to the said decree (fixed salaries, percentages, allowances, commissions or bonuses paid).

(b) Artisans covered by said decree number 524 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the salary laid down in the said decree for the lowest-paid journeyman (or the average wage laid down by the Committee).

(c) Employees governed by said decree number 524 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their fixed salaries, commissions, bonuses and allowances.

2. Collection of Dues

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information requested by the said Parity Committee must be given. Every month, the professional employer must complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

The professional employer must forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of his employees must accompany the said report. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it deems it advisable to do so.

At the end of each week and on the Committee's behalf, the professional employer must collect, by means of a check-off, the levy imposed on his employees.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or supply any information required, he will be given five (5) days notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial Report

In compliance with the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee must sub-

sender un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la Fourrure, section du Gros, de Montréal, pour la période comprise entre le 1er mai 1967 et le 30 avril 1968.

mit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31, June 30, September 30 and December 31 of each year.

An estimate of the receipts and disbursements of the Fur Industry Parity Committee, wholesale section of Montreal, for the May 1, 1967 to April 30, 1968 period is given below.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA
FOURRURE SECTION DU GROS
DE MONTRÉAL

423, rue Mayor, suite 3, Montréal, Qué.

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mai 1967 et le 30 avril 1968.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations patronales.....	\$ 33,000.00
Cotisations ouvrières.....	33,000.00
Cotisations artisanales.....	3,000.00
Pénalités et amendes.....	2,500.00
Intérêt de banque.....	250.00
Impôt fédéral.....	2,626.00
Impôt provincial.....	1,882.00
Assurance-chômage.....	342.00
Rentes du Québec.....	561.00
	<hr/>
	\$ 77,161.00

<i>Déboursés:</i>	
Salaire du secrétaire.....	\$ 6,812.00
Salaire du personnel.....	11,664.00
Salaire des inspecteurs.....	21,000.00
Frais d'inspection.....	4,420.00
Loyer et taxes.....	3,000.00
Éclairage, chauffage, entretien.....	700.00
Frais judiciaires.....	7,500.00
Frais de vérification.....	1,200.00
Impression, papeterie, acc. de bureau.....	3,000.00
Poste, téléphone, télégramme.....	1,200.00
Abonnement et publicité.....	200.00
Jetons de présence.....	1,560.00
Frais de déplacement.....	6,240.00
Frais de délégation.....	500.00
Assurance-chômage.....	684.00
Assurance-caution.....	10.00
Assurances générales.....	60.00
Rentes du Québec.....	1,122.00
Impôt fédéral.....	2,626.00
Impôt provincial.....	1,882.00
	<hr/>
	\$ 75,380.00

Excédent des recettes sur les déboursés: \$ 1,781.00

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 20 avril 1967. 19421-0

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint des Tanneries et Corroieries de la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 330 du 19 mars 1953, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 537 du 8 mars 1967, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de la convention collective (Statuts refondus de Québec

THE FUR INDUSTRY
PARITY COMMITTEE WHOLESALE SECTION
OF MONTREAL

423 Mayor Street, Apt. 3, Montreal, Que.

Estimate of receipts and disbursements for the May 1, 1967 to April 30, 1968 period.

<i>Receipts:</i>	
Employer's dues.....	\$ 33,000.00
Employees' dues.....	33,000.00
Artisans' dues.....	3,000.00
Penalties and fines.....	2,500.00
Bank interest.....	250.00
Federal income tax.....	2,626.00
Provincial income tax.....	1,882.00
Unemployment Insurance.....	342.00
Québec Pension Plan.....	561.00
	<hr/>
	\$ 77,161.00

<i>Disbursements:</i>	
Secretary's salary.....	\$ 6,812.00
Staff's salary.....	11,664.00
Inspectors' salaries.....	21,000.00
Inspection expenses.....	4,420.00
Rent and taxes.....	3,000.00
Lights, heat, maintenance.....	700.00
Legal fees.....	7,500.00
Auditor's fees.....	1,200.00
Printing, stationery, office equipment.....	3,000.00
Postage, telephone, telegrams.....	1,200.00
Subscription and advertising.....	200.00
Attendance tokens.....	1,560.00
Travelling expenses.....	6,240.00
Delegation expenses.....	500.00
Unemployment Insurance.....	684.00
Fidelity bond.....	10.00
General insurance.....	60.00
Québec Pension Plan.....	1,122.00
Federal income tax.....	2,626.00
Provincial income tax.....	1,882.00
	<hr/>
	\$ 75,380.00

Estimated Surplus (receipts over disbursements) \$ 1,781.00

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, April 29, 1967. 19421-0

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Tanners' and Curries' Joint Committee for the Province of Quebec (established in pursuance of Decree number 330 of March 19, 1953 and amendments) has been authorized to levy dues on the professional employers and employees subject to said

1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 28 mars 1967 au 28 mars 1968; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 330 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret (salaire, pourcentage, commission, allocation ou boni).

b) Les salariés régis par ledit décret numéro 330 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération (salaire, pourcentage, commission, allocation ou boni).

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués le nom, prénom et adresse de chaque salarié à leur emploi, leur qualification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le dixième jour du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité paritaire a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

3. Rapport financier

Conformément aux dispositions de la Loi des décrets de Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du Comité paritaire des Tanneries et Corroieries de la province de Québec, pour la période comprise entre le 28 mars 1967 et le 28 mars 1968.

COMITÉ CONJOINT DES TANNERIES ET CORROIERIES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 28 mars 1967 et le 28 mars 1968.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations patronales.....	\$5,500.00
Cotisations ouvrières.....	5,500.00

decree, according to the following conditions. A by-law, approved by Order in Council number 537, dated March 8, 1967, approves such levy.

1. Dues

The contribution period extends from March 28, 1967 to March 28, 1968. The levy is carried out as follows:

(a) Professional employers governed by said Decree number 330 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll for the employees subject to said decree (salary, percentage, commission, allowance or bonuses).

(b) Employees governed by said Decree number 330 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages (salary, percentage, commission, allowance or bonuses).

2. Collection of Dues

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms indicating the following: name, surname and address of each employee in their service; their qualification; number of regular hours and overtime worked each week; type of work and wages paid. Each month, the professional employer shall complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

At the end of every week, the professional employer must collect for the Parity Committee, the levy imposed on his employees. This is done by means of check-off.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of his employees must accompany the said report. The Parity Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it shall deem it advisable.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer and the employee, without formal notice beforehand.

3. Financial Report

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31, June 30, September 30 and December 31, of each year.

An estimate of receipts and disbursements of the Tanners' and Curriers, Joint Committee for the Province of Quebec for March 28, 1967 to March 28, 1968 period is given below.

TANNERS AND CURRIERS JOINT COMMITTEE FOR THE PROVINCE OF QUEBEC

Estimate of receipts and disbursements for the March 28, 1967 to March 28, 1968 period.

<i>Receipts:</i>	
Employers' dues.....	\$ 5,500.00
Employees' dues.....	5,500.00

Intérêts sur placements.....	\$ 390.00	Interest on investments.....	\$ 390.00
Intérêts de banque.....	100.00	Bank interest.....	100.00
Impôt fédéral.....	237.00	Federal tax.....	237.00
Impôt provincial.....	140.00	Provincial Tax.....	140.00
Rentes du Québec.....	112.00	Québec Pension Plan.....	112.00
	<hr/>		<hr/>
	\$11,979.00		\$11,979.00

Débourrés:

Salaire du secrétaire.....	\$3,700.00
Salaires du personnel.....	1,314.00
Salaire de l'inspecteur.....	3,700.00
Frais d'inspection.....	500.00
Loyer et taxes.....	690.00
Frais judiciaires.....	50.00
Frais de vérification.....	100.00
Impression, papeterie, acc. bureau...	50.00
Poste, téléphone, télégramme.....	100.00
Intérêts, échange, agios.....	17.00
Abonnement et publicité.....	25.00
Jetons de présence (membres du Comité).....	180.00
Frais de déplacements (membres du Comité).....	650.00
Assurance caution.....	10.00
Assurances générales.....	60.00
Impôt fédéral.....	237.00
Impôt provincial.....	140.00
Rentes du Québec.....	224.00
	<hr/>
	\$11,747.00

Excédent des recettes sur les déboursés prévu:..... \$ 232.00

Disbursements:

Secretary's salary.....	\$ 3,700.00
Staff's salary.....	1,314.00
Inspectors' salaries.....	3,700.00
Inspection expenses.....	500.00
Rent and taxes.....	690.00
Legal Costs.....	50.00
Auditor's fees.....	100.00
Printing, stationery, office equipment	50.00
Postage, telephone, telegrams.....	100.00
Interest, exchange, agio.....	17.00
Subscription and advertising.....	25.00
Attendance fees (Committee members).....	180.00
Travelling expenses (Committee members).....	650.00
Fidelity bond.....	10.00
General insurance.....	60.00
Federal tax.....	237.00
Provincial tax.....	140.00
Québec, Pension Plan.....	224.00
	<hr/>
	\$11,747.00

Forecast surplus..... \$ 232.00

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 29 avril 1967. 19421-0

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, April 29, 1967. 19421-0

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de la Navigation Côtière et Intérieur du Port de Montréal, établi en exécution du décret numéro 406 du 26 février 1964, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1072 du 14 avril 1967, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 15 avril 1967 au 15 avril 1968; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels assujettis audit décret numéro 406 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1% des salaires qu'ils paient à leurs salariés régis par ledit décret.

b) Les salariés assujettis audit décret numéro 406 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1% de leurs salaires.

2. Mode de perception

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération payée à chacun de ses salariés, les sommes qui

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of Inland and Coastal Navigation of the Port of Montreal (established in pursuance of decree number 406 of February 26, 1964) has been authorized to levy dues on the professional employers and employees subject to said decree, according to the conditions mentioned below. A by-law, approved by Order in Council number 1072 of April 14, 1967, authorizes such levy.

1. Dues

The contribution period extends from April 15, 1967, to April 15, 1968. It is carried out as follows:

(a) Professional employers subject to said decree number 406 shall pay the Parity Committee, dues equivalent to $\frac{1}{4}$ of 1% of the wages paid to their employees governed by said decree.

(b) Employees subject to said decree number 406 must turn over to the Parity Committee, dues equivalent to $\frac{1}{4}$ of 1% of their wages.

2. Collection of Dues

At the end of each week, the professional employer must collect, by means of a check-off the amounts due the Parity committee. These

reviennent au Comité paritaire et en faire remise audit Comité mensuellement, en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport à chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

Conformément aux dispositions de la Loi des décrets de Convention collective, le Comité paritaire doit transmettre un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du Comité Conjoint de la Navigation côtière et intérieure du port de Montréal pour la période comprise entre le 15 avril 1967 et le 15 avril 1968.

COMITÉ CONJOINT DE LA NAVIGATION CÔTIÈRE ET INTÉRIEURE DU PORT DE MONTRÉAL

État des recettes et des déboursés prévus pour la période comprise entre le 15 avril 1967 et le 15 avril 1968.

Recettes:

Cotisations patronales.....	\$ 5,670.00
Cotisations ouvrières.....	5,685.00
Intérêt.....	460.00
Revenu de loyer.....	185.00
Impôt fédéral.....	780.00
Impôt provincial.....	270.40
Fonds de pension.....	292.46
Rentes du Québec.....	79.20
	<hr/>
	\$13,422.06

Déboursés:

Salaire du secrétaire.....	\$ 6,300.00
Loyer et taxes.....	1,157.52
Frais de vérification.....	100.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	200.00
Poste, téléphone, télégramme.....	275.00
Jetons de présence (membres du Comité).....	550.00
Frais de déplacement (membres du Comité).....	2,200.00
Frais d'affiliation.....	100.00
Assurance groupe.....	281.52
Rentes du Québec.....	158.40
Assurance caution.....	10.00
Fonds de pension.....	853.09
Impôt fédéral.....	780.00
Impôt provincial.....	270.40
	<hr/>
	\$13,235.93

Excédent des recettes sur les déboursés prévus..... \$ 186.13

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,

Québec, le 29 avril 1967.

19421-0

should be forwarded monthly to the said Committee, together with his own dues.

The professional employer's report should be signed before being forwarded to the Parity Committee. This Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it deems it advisable to do so.

3. Financial Report

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee must submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

Given below is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of Inland and Coastal Navigation of the Port of Montreal for the April 15, 1967 to April 15, 1968 period.

JOINT COMMITTEE OF INLAND AND COASTAL NAVIGATION OF THE PORT OF MONTRÉAL

Estimate of receipts and disbursements for the April 15, 1967 to April 15, 1968 period.

Receipts:

Employers' dues.....	\$ 5,670.00
Employees' dues.....	5,685.00
Interest.....	460.00
Rent income.....	185.00
Federal tax.....	780.00
Provincial tax.....	270.40
Pension fund.....	292.46
Québec Pension Plan.....	79.20
	<hr/>
	\$13,422.06

Disbursements:

Secretary's salary.....	\$ 6,300.00
Rent and taxes.....	1,157.52
Auditor's fees.....	100.00
Printing, stationery, office equipment.....	200.00
Postage, telephone, telegrams.....	275.00
Attendance fees (Committee members).....	550.00
Travelling expenses (Committee members).....	2,200.00
Affiliation fees.....	100.00
Group insurance.....	281.52
Québec Pension Plan.....	158.40
Fidelity bond.....	10.00
Pension fund.....	853.09
Federal tax.....	780.00
Provincial tax.....	270.40
	<hr/>
	\$13,235.93

Estimated surplus (receipts over disbursements)..... \$ 186.13

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Québec, April 29, 1967.

19421-0

Avis

L'Honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes:

Qu'un nouveau code relatif à la sécurité pour ascenseurs et monte-charge a été adopté par l'arrêté en conseil numéro 962 du 4 avril 1967, sous le nom de Code B-44 1966 (C.S.A.). Les règlements qui existaient jusqu'ici à ce sujet en vertu de l'arrêté en conseil numéro 1171 du 6 novembre 1952 sont abrogés.

Le nouveau code est en vente au Ministère du Travail.

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail
Québec, le 29 avril 1967. 19421-0

Notice

The Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice:

That a new Safety Code for Elevators (Passenger and Freight), incorporating C.S.A. Code B-44 1966, has been adopted by Order in Council number 962, dated April 4, 1967. The regulations which governed this subject in pursuance of Order in Council number 1171, dated November 6, 1952, are now abrogated.

The new Safety Code may be purchased from the Department of Labour.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, April 29, 1967. 19421-0

Avis de modification

Construction
Granby, St-Jean, St-Hyacinthe

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans les régions de St-Hyacinthe, St-Jean et Granby, rendue obligatoire par le décret numéro 216 du 3 février 1967, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivante audit décret:

L'article 11 suivant sera ajouté au Titre Premier:

« Article 11. *Définitions:* Aux fins du décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

11.01 *Apprenti:* Le mot « apprenti » désigne le salarié qui apprend l'un ou l'autre des métiers visés par le présent décret.

11.02 *Apprenti électricien:* Le mot « apprenti » désigne une personne reconnue comme apprenti par le Bureau des examinateurs électriciens de la province de Québec et qui loue à ce titre ses services pour exécuter des travaux d'installations électriques ou de réfection, de réparation ou de modification d'installations électriques.

11.03 *Apprenti en plomberie et chauffage:* Le mot « apprenti » désigne toute personne qui fait l'apprentissage des travaux d'installation, de réparation ou de réfection d'une, de plusieurs ou de toutes les installations de tuyauterie prévues par la Loi des mécaniciens en tuyauterie (S.R.Q. 1964, chapitre 154, article 2).

11.04 *Artisan:* Le mot « artisan » désigne toute personne physique qui exécute de ses propres mains un travail faisant l'objet du présent décret. Il est strictement défendu à un artisan de faire un travail à forfait, par contrat écrit ou verbal ou autrement.

11.05 *Briqueur-maçon:* Le terme « briqueur-maçon » désigne le salarié qui est employé à la pose des pièces de maçonnerie suivantes: Briques, briques à feu, briques ou carreaux réfractaires, terre cuite, pierre naturelle et artificielle, béton architectural préfabriqué, blocs de gypse, blocs de béton, blocs de verre, blocs d'utilité ou blocs de tuile d'une épaisseur d'au moins un pouce (1"), blocs de matériau composite, blocs d'aggrégats légers pour murs et cloisons ou tout autre bloc pour cloisons posé avec du mortier, du ciment

Notice of Amendment

Construction Industry
Granby, St. Jean, St. Hyacinthe

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Construction Industry in the regions of St. Hyacinthe, St. Jean and Granby (made binding by Decree number 216, dated February 3, 1967) have petitioned him to submit the following amendment to the said decree, to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

The following section 11 will be added to Part One:

“Section 11. *Definitions:* In this decree,

11.01 “apprentice” means any employee who learns one of the trades covered by this decree;

11.02 “apprentice electrician” means any person recognized as an apprentice by Board of Examining Electricians of the Province of Québec, who hires out his services as such to carry out electrical installation work or to renew, alter or repair electrical installations;

11.03 “plumbing and heating apprentice” means anyone who is apprenticed to the work of installing, repairing or renewing one, several or all the piping systems mentioned in the Pipe-Mechanics Act (RSQ 1964, c. 154, s. 2);

11.04 “artisan” means anyone who, with his own hands, performs work covered by this decree. No artisan may perform work on a contract basis, by written or verbal agreement, or otherwise;

11.05 “bricklayer-mason” means any employee who lays the following masonry items: Bricks, fire bricks, refractory bricks, or tiles terracotta, natural or artificial stone, architectural precast concrete, gypsum blocks, concrete blocks, glass blocks, utility or tile blocks at least 1" thick, composition blocks, light-weight aggregate blocks for walls and partitions or any other partition blocks laid with mortar, cement or composition adhesive; a bricklayer-mason also sets and tack-welds masonry-anchoring devices;

ou un adhésif de matériau de composite. Cet ouvrier pose et soude par points des dispositifs d'ancrage des pièces de maçonnerie. Il doit être employé au sciage de pièces de maçonnerie au moyen d'une scie mécanique, au tirage des joints lors de la pose de pièces de maçonnerie.

11.06 *Brûleurs au mazout*: Le terme « compagnon en brûleur au mazout » désigne tout salarié qui loue ses services à un entrepreneur de brûleurs au mazout pour des travaux d'installation, de réparation, de réfection, d'entretien ou de service de brûleurs au mazout (S.R.Q., 1964, chapitre 154).

Le terme « compagnon débutant en brûleur au mazout » désigne tout salarié qui en est à sa première année de pratique après avoir terminé son année d'apprentissage et avoir passé avec succès son examen dans le métier.

Le terme « apprenti en brûleur au mazout » désigne le salarié qui apprend pendant une année le métier de poseur de brûleurs au mazout.

11.07 *Calorifugeur*: Le terme « calorifugeur » désigne toute personne qui pose, applique, insuffle, fixe, à la main ou à la machine, des matériaux isolants tels que liège, amiante, soie de verre, ciment d'amiante, feutre, ou autres produits similaires, sur les parois d'appareils, tels que chaudières, tuyaux, réservoirs. Toutefois, le ferblantier et le plombier peuvent faire le calorifugeage de leurs propres installations.

11.08 *Carreleur*: Le terme « carreleur » désigne toute personne qui confectionne, taille, dispose, étend en rouleau ou par carreaux, tout matériau à base de caoutchouc, vinyl, asphalte, de tapis ou autres produits synthétiques ou similaires, servant à décorer ou à finir les parquets, les murs ou autres ouvrages analogues.

11.09 *Carreleur mosaïste et marbrier*: Les termes « carreleur mosaïste et marbrier » désignent tout salarié qui fait la pose de carreaux céramiques, de carreaux vitrifiés et émaillés, de carreaux mosaïques, de carreaux de carrières, de carreaux d'ardoise, de carreaux de marbre ainsi que tous autres matériaux de semblable nature, le tout avec du mortier ou de la colle et aussi la pose de tout autre accessoire s'y rapportant.

11.10 *Charpentier-menuisier*: Le terme « charpentier-menuisier » désigne tout salarié qui fait l'assemblage des pièces de bois, de planches murales et de toutes lattes de matériau composite, monte les charpentes, fabrique les panneaux servant de coffrages à béton, pose des cloisons, des moustiquaires, des cadres, des châssis, des fenêtres, que ces cloisons, moustiquaires, cadres, châssis ou fenêtres soient en bois ou en métal. Il pose le coupe-froid ainsi que tous les matériaux isolants, le papier bardeau, le bardeau goudronné ou de métal, ainsi que la tuile de béton et la tuile de grès, la tôle non soudée et non agrafée qui s'y rapporte; il pose le clin de bois ou de métal ainsi que les moulures et les coins métalliques; met en place des comptoirs et des tablettes, fixes ou mobiles, répare les objets en bois et exécute tout autre travail en bois de semblable nature. Il exécute aussi tous les travaux préliminaires de bois se rapportant à l'industrie de la construction, tel que la fabrication de « panneaux » servant de coffrages à béton ou à tout autre usage, sur un chantier de construction. Le charpentier-menuisier pose le bois dur sur parquets, pose les carreaux acoustiques sur plafonds et murs, pose l'arborite ou tout matériau équivalent. Il peut poser l'acier de béton. Il peut aussi finir le ciment sur une superficie n'excédant pas 500 pieds carrés.

11.11 *Chaudronnier monteur*: Le terme « chaudronnier monteur » désigne le salarié qui installe

cuts masonry items with a power saw; does joint-pointing when masonry items are installed;

11.06 "oil burner journeyman" means any employee who leases his services to an oil burner contractor to instal, repair, renew, maintain or service oil burners (RSQ 1964, c. 154);

"Oil burner junior journeyman" means any employee who is in his first practical year after completing his year of apprenticeship and successfully passing his trade examination;

"Oil burner apprentice" means any employee who learns the oil burner installer's trade for one full year;

11.07 "insulator" means anyone who lays, sets or installs, by hand or machine, insulation materials such as cork, asbestos, fiberglass, asbestos cement, felt or other similar products to or on the walls of apparatus such as boilers, pipes and tanks. However, tinsmiths and pipe mechanics may insulate their own installations.

11.08 "tile setter" means anyone who cuts, lays out and sets any material made of rubber, vinyl, asphalt, carpet or other synthetic or similar products either in rolls or in tile-form, used to decorate or finish floors, walls and other analogous work;

11.09 "tile setter and marble layer" means any employee who sets ceramic tiles, vitrified and enameled tiles, mosaic tiles, quarry tiles, slate tiles or any other similar materials (such tiles being set with mortar or glue) and who also sets all other accessories pertaining thereto

11.10 "carpenter-joiner" means any employee who joins pieces of wood, composition wallboard and all composition lathing; does frame work; makes panels for concrete forms; installs metal or wooden partitions, screens, frames, window-frames or windows; installs weatherstripping as well as all insulation materials, shingle sheathing paper, tarred shingle or metal, including cement or slate tile, unhooked and unwelded sheet-metal connected therewith; installs bevel siding (wooden or metal) as well as corner beads and mouldings; sets in place stationary or mobile counters and shelves; repairs wooden articles and performs all other similar wood work; does all preliminary wood work in connection with the construction industry, such as making panels for concrete forms or for other purposes on a construction site; lays hardwood on floors, lays acoustical tile on ceilings and walls; lays "Arborite" or any equivalent material; he may set steel reinforcement in concrete and do cement finishing on a surface not exceeding 500 sq. ft.

11.11 "boilermaker" means the employee who installs boilers, erects the metal parts in connec-

des chaudières, monte des pièces métalliques s'y rapportant, pose les accessoires sur des bases ou supports, pose et roule les conduits et assemble toutes pièces sous pression ou non, qui monte les cheminées ou conduites d'échappement de fumée, de trémies, de chargeurs automatiques, de réservoirs et d'autre métal laminé, qui met en place et installe des chaudières, portatives ou des réservoirs.

11.12 *Cimentier-applicateur*: Le terme « cimentier-applicateur » désigne tout salarié qui pose et surface le ciment pour les planchers, trottoirs et pavage, qui fait les revêtements unis et d'ornementations en ciment, applique les durcisseurs, les scellants et fait tout autre revêtement de nature semblable sur les planchers, trottoirs et pavages.

11.13 *Compagnon*: Le mot « compagnon » désigne tout salarié qui a terminé son apprentissage et qui a obtenu sa licence ou son certificat de qualification.

11.14 *Compagnon électricien*: Le terme « compagnon électricien » désigne toute personne qui fait des travaux d'installation électrique nouvelle ou existante, de réfection, de réparation ou de modification de fils, de conduits ou d'appareils électriques, à des fins d'énergie, d'éclairage ou de chauffage au compte d'un entrepreneur électricien. Cet ouvrier doit détenir à ces fins la licence « C » d'après les dispositions de l'article 21 de la loi des électriciens et installations électriques (Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 152.)

11.15 *Compagnon tuyauteur*: Le mot « compagnon » désigne toute personne qui loue ses services à un entrepreneur pour effectuer des travaux d'installation, de réparation ou de réfection d'un, de plusieurs ou de tous les systèmes de tuyauterie prévus par la loi des mécaniciens en tuyauterie (Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 154, article 2.).

11.16 *Conducteur*: Le mot « conducteur » désigne le salarié qui conduit ou fait manoeuvrer une machine et qui la règle lui-même.

11.17 *Conducteur de machine fixe ou portative*: Le terme « conducteur de machine fixe ou portative » désigne les conducteurs ou chauffeurs préposés à la surveillance d'une installation de force motrice à vapeur ou au fonctionnement de celle-ci, au sens de l'article 2 de la Loi relative aux mécaniciens de machines fixes (Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 157).

11.18 *Contremaître*: Le terme « contremaître » désigne tout salarié qui est le représentant autorisé et immédiat de son employeur, sur le chantier, auprès des propriétaires, architectes, ingénieurs et des salariés, qui contrôle et surveille l'exécution des travaux, contrôle la présence des ouvriers au travail et enregistre les entrées et sorties de matériaux.

11.19 *Couvreur*: Le terme « couvreur » désigne le salarié qui est employé à l'application de couvertures de composition d'asphalte ou produits similaires, à la réparation de telles ouvertures, y compris le coupe-vapeur et l'isolation nécessaire pour de telles couvertures, les membranes d'imperméabilisation et la pose de la tôle non soudée et non-agrafée.

11.20 *Entrepreneur*: Le terme « entrepreneur » désigne toute personne physique ou morale, compagnie, association ou corporation qui travaille seule ou qui emploie des ouvriers, qui surveille ou entreprend pour le compte d'autrui, à l'heure, à la journée ou à forfait, par convention verbale, écrite ou autrement, un ou plusieurs travaux visés par le présent décret.

tion therewith, places equipment on foundations or supports, fits and rolls tubes, fits all pressure or non-pressure parts, erects chimneys or smoke outlet pipes, erects hoppers, automatic stokers, tanks and other rolled metal and who places and installs portable boilers or tanks.

11.12 "cement finisher" means any employee who levels and finishes cement for floors, sidewalks and paving; does plain or ornamental cement coating; applies setters and sealers and does all other type of similar coatings on floors, sidewalks and paving.

11.13 "journeyman" means any employee who has completed his apprenticeship and has obtained his licence or competency certificate;

11.14 "journeyman electrician" means anyone who works on new or existing electrical installations; renews, repairs or modifies wires, conduits or electrical equipment for power, lighting or heating purposes, for an electrical contractor. Pursuant to section 21 of the Electricians and Electrical Installations Act (RSQ 1964, c. 152), this person shall hold a "C" licence;

11.15 "journeyman pipe mechanic" means anyone who hires out his services to a contractor for the purpose of installing, repairing or renewing one, several or all of the piping systems listed in subparagraphs "a", "b", "c" and "d", subsection 2 of the Pipe-Mechanics Act (RSQ 1964, c. 154, s. 2).

11.16 "operator" means any employee who drives or operates a machine and sets it himself;

11.17 "engineman, stationary or portable engines" means operators or enginemen who supervise the operation of a motive power installation as defined in section 2 of the Stationary Enginemen Act (RSQ 1964, c. 157);

11.18 "foreman" means any employee who is the duly-authorized representative of his employer, on the construction site, with owners, architects, engineers and employees; he controls and checks work performance; controls employees' attendance and records all stock-material transactions;

11.19 "roofer" means any employee who lays roofing material made of composition asphalt or similar products; repairs roofs, including the vapour barrier and insulation connected therewith and water-proofing membranes; lays unwelded and unhooked sheet-metal;

11.20 "contractor" means any person, company, association or corporation working alone or employing one or more workmen; supervising or contracting for, on an hourly, daily or job basis, by verbal or written agreement or otherwise, any of the work covered by this decree;

11.21 *Entrepreneur électricien ou maître électricien*: Les termes « maître électricien » et « entrepreneur électricien » signifient toute personne, compagnie, association ou corporation qui fait affaires comme tel ou qui prend à son compte des travaux d'installation électrique, nouvelle ou existante, de réfection, de réparation ou de modification de fils, de conduits ou d'appareils électriques à des fins d'énergie, d'éclairage ou de chauffage, que tels travaux soient exécutés à l'heure, à la journée ou à forfait, par convention verbale, par contrat écrit ou autrement. Le « maître électricien » et « l'entrepreneur électricien » doivent détenir à ces fins la licence « A » ou la licence « B », selon le cas, d'après les dispositions de l'article 21 de la Loi des électriciens et installations électriques (Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 152).

11.22 *Entrepreneur plombier*: Le mot « entrepreneur » désigne toute personne, compagnie, association ou corporation qui emploie des compagnons ou des apprentis, tel que décrit dans les paragraphes 3^o et 4^o de l'article 2 de la Loi des mécaniciens en tuyauterie ou qui prend à son compte à l'heure, à la journée ou à forfait par convention verbale, par contrat écrit ou autrement, des travaux d'installation, de réparation ou de réfection d'un, de plusieurs ou de tous les systèmes de tuyauterie suivants, savoir:

a) Les systèmes de chauffage utilisés pour la production de la force motrice ou la chaleur sous quelque forme que ce soit, dans tout bâtiment ou construction; ces systèmes comprenant entre autres les systèmes à eau chaude par gravité ou à circulation forcée et les systèmes à vapeur fonctionnant à haute ou basse pression ou à vide comprenant également tout système de combustion;

b) Les systèmes de réfrigération de tout entrepôt, bâtisse ou local, destinés à rafraîchir l'air, à refroidir des substances ou à faire de la glace, et qui ont la capacité que déterminera le bureau des examinateurs;

c) Les systèmes de plomberie, dans tout bâtiment ou construction, comprenant la tuyauterie et tous les accessoires utilisés pour le drainage ou l'égouttement; pour l'arrière ventilation des siphons; pour l'alimentation d'eau chaude ou froide; pour l'alimentation du gaz. (Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 154).

11.23 *Ferblantier*: Le terme « ferblantier » désigne tout salarié qui travaille la tôle (fer, cuivre, aluminium ou acier inoxydable ou produits similaires), qui fabrique, pose ou fait le traçage de toutes sortes d'objets de métal en feuilles sur le chantier; qui fait le montage et la réparation d'installations de ventilation, de climatisation, des installations à air chaud et qui exécute tout autre travail analogue comme le revêtement de métal de lanterneaux, les corniches, les coupe-feu, les solins, les gouttières et les installations préfabriquées.

11.24 *Ferraillier*: Le mot « ferraillier » désigne toute personne qui coupe, cintre, place et assemble les tiges métalliques avec du fil de fer ou des attaches ou par soudage dans les coffrages, colonnes, poutres ou autres ouvrages analogues pour renforcer le béton.

11.25 *Foreur*: Le terme « foreur » désigne tout salarié qui fait fonctionner une foreuse pneumatique ou à vapeur utilisée pour percer des trous de tirage à la poudre ou autrement, ou pour faire des travaux de démolition, et qui exécute au besoin tout autre travail de semblable nature.

11.26 *Granitiste*: Le mot « granitiste » désigne tout salarié qui nivelle la surface propre à recevoir

11.21 "master electrician" and "contracting electrician" mean any person, company, association or corporation doing business as such or undertaking on his (its) own account, work for new or existing electrical installations, the renewal, repair or changing of electrical wires, conduits or apparatus for power, lighting or heating purposes, whether such work be done by the hour, day or on a lump sum basis, by verbal agreement, written contract or otherwise. In accordance with the provisions of section 21 of the Electricians and Electrical Installations Act (RSQ 1964, c. 152), every "master electrician" and "contracting electrician" must hold, for such purposes, licenses "A" or "B", as the case may be;

11.22 "plumbing contractor" means any person, company, association or corporation who (which) employs journeymen or apprentices, as set forth in paragraphs 3 and 4 of the Pipe-Mechanics Act, or who (which) undertakes on his (its) own account by the hour, day or lump sum basis, by verbal agreement, written contract or otherwise, the installation, repair or renewal of one, several or all of the following piping systems:

(a) heating systems used for producing motive power or heat in any form whatsoever, in any building or construction. Such systems include gravity or forced hot water systems and high, low or vacuum steam systems, also including any firing system;

(b) refrigeration systems of any warehouse, building or premises, used to cool the air, chill items or make ice, having a capacity to be determined by the Board of Examiners;

(c) plumbing systems, in any building or construction, including piping and all accessories used for drainage or draining; for back air vent; for supplying hot or cold water or gas (RSQ 1964, c. 154);

11.23 "tinsmith" means any employee who does sheet-metal work (iron, copper, aluminum or stainless steel and comparable products); makes, installs or marks out all types of sheet-metal items on the job; installs or repairs ventilating and air conditioning equipment, hot-air systems; performs all other similar work such as metal-cladding sky lights, cornices, fire doors, flashings, eave throughs and prefabricated systems;

11.24 "reinforcing steel erector" means anyone who cuts, bends, sets and secures metal rods by means of wire, clamps or welds in forms, columns, beams and other comparable devices used to re-inforce concrete;

11.25 "driller" means any employee who operates a pneumatic or steam drill used to bore holes for powder, other blasting or for other demolition tasks and who performs any related work as required;

11.26 "terrazzo layer" means any employee who levels surfaces to be covered with terrazzo;

le granito, mesure, divise cette surface et y trace les lignes, prépare les échantillons et le mélange, procède ou surveille le roulage et le polissage du terrazzo et exécute tout autre travail connexe. Toutefois, le salarié qui exécute présentement la pose de planchers à base de produits synthétiques (torginol ou équivalent) est le seul autorisé à faire ce travail.

11.27 *Heures supplémentaires*: Tout travail qui doit être exécuté en dehors des heures normales doit l'être par des salariés au service d'employeurs professionnels et il entraîne une majoration du taux de salaire de 50% ou de 100% selon le cas.

11.28 *Installateur d'appareils de chauffage à air chaud*: Le terme « installateur d'appareils de chauffage à air chaud » désigne tout salarié qui détient présentement une licence pour installer des appareils à air chaud (libre ou forcé) et qui fait les raccordements des tuyaux métalliques préfabriqués à cette fin.

11.29 *Installations électriques*: Toutes les installations aux fins d'éclairage, de chauffage, et de force motrice électrique, les installations de paratonnerre, y compris dans tous les cas les fils, câbles, conduits, accessoires, dispositifs et appareils électriques formant partie de l'installation elle-même, y étant reliés ou servant au raccordement de l'installation au réseau de service public ou de service municipal l'alimentant, lequel point de raccordement est au mur de l'édifice public ou de la construction le plus rapproché de la ligne de service.

11.30 *Jointoyeur*: Le terme « jointoyeur » désigne celui qui tire, polit, finit ou répare, à la main ou à la machine, les joints avec du mortier, du plâtre, ou autre produit similaire sur toute planche murale de matériau composite ou autre ouvrage analogue.

11.31 *Manoeuvre*: Le terme « manoeuvre » désigne tout salarié qui exécute un travail non qualifié.

11.32 *Manoeuvre spécialisé*: Le terme « manoeuvre spécialisé » ou les termes « aide briqueteur », « aide plâtrier » et « aide maçon » désignent tout salarié préposé à la préparation manuelle ou au transport à la brouette, de mortier, de célanite ou de toute substance similaire servant à la construction, les porteurs d'oiseau ainsi que les ouvriers préposés spécialement au service des briqueteurs, des maçons et des plâtriers.

11.33 *Monteur de lignes*: Le terme « monteur de lignes » désigne le salarié préposé à la construction et à l'entretien des lignes électriques, téléphoniques et de sous-stations.

11.34 *Peintre*: Le terme « peintre » désigne toute personne qui applique, imite, dore ou étend, au pinceau, au rouleau, à la machine pneumatique ou au tampon toute peinture, teinture, vernis, papier-tenture, ou autres produits similaires, sur toutes surfaces intérieures ou extérieures et qui fait la préparation desdites surfaces destinées à recevoir tels produits et qui tire les joints de gyproc.

11.35 *Plâtrier*: Le terme « plâtrier » désigne tout salarié qui exécute des travaux d'enduits de plâtre, de ciment, de célanite et de mortier. Il désigne aussi celui qui fait du stuc, des moulures de plâtre, la pose et le coulage des ornements, pose les règles pour faire la pose de la moulure, exécute tout autre travail connexe et tire les joints de gyproc.

11.36 *Plombier, poseur d'appareils de chauffage, tuyauteur*: Ils ont le même sens que leur donne la Loi concernant les Mécaniciens en tuyauterie (Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 154).

measures and divides such surfaces and draws lines thereon; prepares samples and mixtures; does or supervises the rolling and polishing of terrazzo and performs any other similar work. Employees who are presently laying synthetic-base flooring ("Torginol" or the equivalent) are the only ones who may perform such work.

11.27 *Overtime*: All work that must be done outside standard working hours by employees in the service of professional employers, shall be paid at the rate of time and one half or double time, as the case may be.

11.28 "hot air heating system installer" means any employee who presently holds a licence to install hot air systems (pressurized or not) and who fits the conduits prefabricated for that purpose;

11.29 "electrical installations" means all installations for electric lighting, heating or power, including, in every instance, wires, cables, conduits, accessories, electrical appliances and apparatus which are part of the installation itself, being attached thereto or used for connecting the installation with the public or municipal service system supplying it, which connecting point shall be on the wall of the building or construction nearest to the public service line;

11.30 "joint-pointer" means any employee who points, polishes, finishes or repairs, by hand or machine, joints with mortar, plaster or other similar products on composition wallboard and who does other comparable work;

11.31 "labourer" means any employee who performs work requiring no special skill;

11.32 "general helper" or "bricklayer's helper", "plasterer's helper" and "mason's helper" mean any employee who manually prepares or transports by wheelbarrow, mortar, celanite or any other similar construction materials; the terms also mean hod carriers and workers who are assigned to exclusively assist bricklayers, masons and plasterers;

11.33 "lineman" means any employee who erects and maintains electric power lines, telephone lines or sub-stations.

11.34 "painter" means anyone who applies, imitates, gilds or spreads (by means of a brush, roller, air apparatus or pad), all types of paint, dye, varnish, wallpaper or other similar products to all inside or outside surfaces; prepares the said surfaces to be covered by such products; does "Gyproc" joint-pointing;

11.35 "plasterer" means any employee who does plaster, cement, celanite or mortar coatings; he also does stucco work, plaster molds; lays and pours ornaments; lays beads to run mouldings; performs any other comparable work and does "Gyproc" joint-pointing;

11.36 "plumber", "heating equipment installer", "pipe-mechanic" all have the same meaning as that given them in the Pipe-Mechanics Act (RSQ 1964, c. 154);

11.37 *Poseur de conduits de Gaz*: À le sens qui lui est donné dans la loi concernant la Régie de l'Électricité et du Gaz et la Sécurité Publique (S.R.Q., 1964, chapitre 88) ainsi que les règlements généraux relatifs à la Sécurité Publique en matière de gaz (ordonnance G. 41).

11.38 *Poseur de lattis métallique*: Le terme « poseur de lattis métallique » désigne toute personne

a) qui fixe, coupe ou pose, sur quelque paroi que ce soit, des lattes de métal, de bois ou de matériau composite ou autres produits similaires destinés à servir de support au mortier, au plâtre ou à d'autres matériaux ignifugeants ou

b) qui pose des carreaux acoustiques vissés ou collés sur quelque paroi que ce soit ou qui pose et installe les cloisons préfabriquées en acier ou exécute des ouvrages analogues.

11.39 *Refrigeration*: À le sens qui lui est donné dans la loi des appareils sous-pression. (S. R. Q., 1964, chapitre 156).

11.40 *Tailleur de pierre*: Le terme « tailleur de pierre » désigne le salarié qui taille et dresse la pierre au dimensions nécessaires pour tous genres de travaux de construction ou de réparation.

11.41 *Travailleur en fer et bronze d'ornementation*: Le terme « travailleur » en fer et bronze d'ornementation » désigne tout salarié qui fait le tracé, la coupe, la préparation et l'assemblage, au moyen de machines, d'outils ou de soudure, de toutes pièces en fer, bronze, acier et aluminium pour la fabrication d'escaliers intérieurs ou extérieurs, de garde-corps, de clôtures, de barrières, de châssis, de marquises, de trappes de cave ou d'inspection de grillages de tous genres, de chutes à charbon, de cloison et d'appareils de sauvetage ou de tout travail de même genre, et qui en fait l'installation ou le montage sur le chantier de construction. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 29 avril 1967.

19421-0

11.37 "gas pipe fitter" has the same meaning as that given it in the Electricity and Gas Board Act and the Gas Distribution Act (RSQ 1964, c. 87 and c. 88) and in the general regulations respecting public safety in connection with the use of gas (Ordinance G. 41);

11.38 "metal lather" designates anyone who:

(a) sets, cuts or installs on any wall whatever, metal, wooden or composition laths or other similar products used to support mortar, plaster or other fire-proofing material;

(b) sets acoustical tile by means of screws or glue on any wall whatever; installs steel prefabricated partitions; performs other comparable work;

11.39 "refrigeration" has the same meaning as that given it in the Steam Boilers and Pressure Vessels Act (RSQ 1964, c. 156);

11.40 "stone cutter" means any employee who cuts and prepares stone in the dimensions necessary for all types of repair or construction work;

11.41 "ornamental iron and bronze worker" means any employee who traces, cuts, prepares and assembles by means of machines, tools or welding, steel, bronze, iron or other metal for the fabrication of inside or outside staircases, handrails, fences, gates, sashes, marquises, cellar or inspection trap doors, all kinds of gratings, coal chutes, vault doors, fire doors, partitions and life-saving apparatus or who does any work of the same type or connected therewith and installs and erects the same on a construction site."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, April 29, 1967.

19421-0

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 452

Québec, le 1er mars 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des corrections au décret relatif à l'industrie de la Robe dans la province de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Ministre du Travail:

QUE l'arrêté en conseil numéro 261 du 9 février 1967 ayant modifié le décret numéro 3519 du 24 septembre 1940 et amendements, relatif à

Orders in Council

Order in Council Executive Council Chamber

Number 452

Québec, March 1, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING corrections to the decree respecting the Dress Industry in the Province of Québec.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT Order in Council number 261 of February 9, 1967, which has amended Decree number 3519 of September 24, 1940, and amend-

l'industrie de la Robe dans la province de Québec, sont corrigés de la façon suivante:

1° Dans le tableau des salaires apparaissant à l'article VIII, le taux de \$1.115 doit être remplacé par \$1.1115 chaque fois qu'il est mentionné, sous le titre « Zone II ».

2° Dans le tableau des salaires apparaissant au paragraphe « c » de l'article IX-A-I, alinéa iii, le mot « aides-pressieuses » doit se lire « aides-pressieurs ».

3° Dans le tableau des salaires apparaissant au paragraphe « g » de l'article IX-A-I, alinéa iii, le mot « aides-pressieuses » doit se lire « aides-pressieurs ».

Le Greffier du Conseil Exécutif,

19421-o JACQUES PRÉMONT.

ments, respecting the Dress Industry in the Province of Québec, be corrected as follows:

1. In the scale of wages given in section VIII, the rate \$1.115 must be replaced by \$1.1115 each time it is mentioned under the heading "Zone II".

2. In the scale of wages given in subsection "c" of section IX-A-I, paragraph iii, the words "female assistant-pressers" must be replaced by the term "assistant-pressiers".

3. In the scale of wages given in subsection "g" of section IX-A-I, paragraph iii, the words "female assistant-pressers" must be replaced by the term "assistant-pressiers".

JACQUES PRÉMONT,

19421-o Clerk of the Executive Council.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1059

Québec, le 14 avril 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des amendements aux règlements spéciaux du Comité paritaire de l'Automobile de Rouyn-Noranda.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les règlements spéciaux du Comité paritaire de l'Automobile de Rouyn-Noranda, approuvés par les arrêtés en conseil numéros 1391 du 24 août 1966 et 2433 du 16 décembre 1966, soient amendés de la façon suivante:

1° À l'article 20 (*Certificat de qualification*), les mots « du décret numéro 159 du 1er février 1966 et ses amendements ultérieurs » sont remplacés par les mots « des décrets numéros 159 du 1er février 1966 et 192 du 1er février 1967 et leurs modifications ultérieures ».

2° Aux articles 21 (*Tenue du registre*) et 22 (*Rapport mensuel*), les mots « le décret numéro 159 du 1er février 1966 et ses modifications ultérieures » sont remplacés par les mots « les décrets numéros 159 du 1er février 1966 et 192 du 1er février 1967 et leurs modifications ultérieures ».

3° À l'article 24 (*Certificat de classification*), les mots « le décret numéro 159 du 1er février 1966 » sont remplacés par les mots « les décrets numéros 159 du 1er février 1966 et 192 du 1er février 1967 et leurs modifications ultérieures ».

Le Greffier du Conseil Exécutif,

19421-o JACQUES PRÉMONT.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1059

Québec, April 14, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the special by-laws of the Automobile Parity Committee of Rouyn-Noranda.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the special by-laws of the Automobile Parity Committee of Rouyn-Noranda (approved by Orders in Council numbers 1391, dated August 24, 1966, and 2433, dated December 16, 1966) be amended as follows:

1. In section 20 (*Competency certificate*), the words "of decree number 159 of February 1, 1966 and its subsequent amendments" are replaced by: "of Decrees numbers 159 of February 1, 1966, and 192 of February 1, 1967, and their subsequent amendments".

2. In sections 21 (*Keeping of a register*) and 22 (*Monthly report*), the words "decree number 159 of February 1, 1966, and its subsequent amendments" are superseded by: "Decrees numbers 159 of February 1, 1966 and 192 of February 1, 1967 and their subsequent amendments".

3. In section 24 (*Certificate of classification*), the words "the decree number 159 of February 1, 1966" are replaced by: "Decrees numbers 159 of February 1, 1966, and 192 of February 1, 1967, and their subsequent amendments".

JACQUES PRÉMONT,

19421-o Clerk of the Executive Council.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1073

Québec, le 14 avril 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT un amendement au règlement de prélèvement du Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile de Rouyn-Noranda.

ATTENDU QUE le Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile de Rouyn-Noranda a été chargé d'assurer l'observance du décret numéro 192 du 1er février 1967 relatif aux employés de garages du district électoral d'Abitibi-Ouest;

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1073

Québec, April 14, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the levy by-law of the Automobile Parity Committee of Rouyn-Noranda.

WHEREAS the Automobile Parity Committee of Rouyn-Noranda has been entrusted with ensuring the observance of Decree number 192, dated February 1, 1967, respecting Garage Employees in the electoral district of Abitibi-West;

ATTENDU QUE ce Comité paritaire sollicite le droit de prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'Honorable Ministre du Travail:

QUE le règlement de prélèvement du Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile de Rouyn-Noranda, approuvé par l'arrêté en conseil numéro 684 du 13 avril 1966, section « B », soit modifié en remplaçant les paragraphes « a », « b » et « c » de son article « 1 » par les suivants:

« a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 159 du 1er février 1966 ainsi que par le décret numéro 192 du 1er février 1967, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye, pour les salariés assujettis auxdits décrets.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 159 du 1er février 1966 ainsi que par le décret numéro 192 du 1er février 1967, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire moyen fixé par le Comité, soit 80.45 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 159 du 1er février 1966 ainsi que par le décret numéro 192 du 1er février 1967, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération. »

Le Greffier du Conseil Exécutif,

19421-o

JACQUES PRÉMONT.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

(Erratum)

Dans l'arrêté en conseil numéro 1116, publié dans la *Gazette officielle* du 19 novembre 1966 à la page 5917, veuillez faire la correction suivante: Au bas de la page 5918, à la troisième échelle de la catégorie IV, après les mots « Salariés à l'heure », ajouter « À compter du 28 mars 1968 ».

19421-o

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1075

Québec, le 14 avril 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la réserve de chasse et de pêche de Pontiac.

ATTENDU qu'en vertu du paragraphe 6° de l'article 65 de la loi de la chasse, Statuts refondus 1964, chapitre 202, le lieutenant-gouverneur en conseil peut constituer des réserves de chasse ou de pêche;

ATTENDU qu'il est opportun de constituer en réserve de chasse et de pêche une certaine partie du comté de Pontiac;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre du Tourisme, de la Chasse et de la pêche,

Qu'un territoire d'une superficie de 538 milles carrés comprenant les cantons Artois et Perche ainsi qu'une partie des cantons Angoumois, Aunis, Bélieu, Bourgogne, Church, Dauphine, Flandre Gascogne, Gilles, Isle-de-France, Lorraine, Picardie et Poitou, comté de Pontiac, soit constitué en réserve de chasse et de pêche, sous le nom de réserve de Pontiac; le périmètre de ce territoire étant décrit comme suit:

WHEREAS the Parity Committee seeks the right to levy dues on the professional employers, artisans and employees covered by the decree;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the levy by-law of the Automobile Parity Committee of Rouyn-Noranda (approved by Order in Council number 684 (B), dated April 13, 1966) be amended by replacing subsections "a", "b" and "c" of section "1" by the following:

"(a) Professional employers governed by said Decree number 159 of February 1, 1966, as well as by Decree number 192 of February 1, 1967, shall pay the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll for the employees subject to the said decrees.

(b) Artisans governed by said Decree number 159 of February 1, 1966 as well as by Decree number 192 of February 1, 1967, shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the average wage fixed by the Committee, i.e., 45¢ a week.

(c) Employees governed by said Decree number 159 of February 1, 1966 as well as by Decree number 192 of February 1, 1967, shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages."

JACQUES PRÉMONT,

19421-o

Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

(Erratum)

In the Order in Council number 1116, published in the *Official Gazette* of November 19, 1966, on page 5917, please make the following correction: at the bottom of page 5918, in the third grade of Category IV, after the words "Employees working on an hourly basis", add "From and after March 28, 1968".

19421-o

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1075

Québec, April 14, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Pontiac Fish and Game Reserve.

WHEREAS pursuant to paragraph 6 of section 65 of the Game Act, Revised Statutes 1961, chapter 202, the Lieutenant-Governor in Council may create fish or game reserves;

WHEREAS it is expedient to establish a certain part of the county of Pontiac as a game and fish reserve;

IT IS ORDERED therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT a territory having an area of 538 square miles, comprising the townships of Artois and Perche as well as a part of the townships of Angoumois, Aunis, Bélieu, Bourgogne, Church, Dauphine, Flandre, Gascogne, Gilles, Isle-de-France, Lorraine, Picardie and Poitou, county of Pontiac, be established as a fish and game reserve under the name of the Pontiac Reserve; the perimeter of this territory is described as follows:

Partant d'un point situé à l'intersection de la rive droite de la décharge du lac Gagamo avec la route # 12; de là, est, trois (3) milles; de là, en direction sud, en suivant à 3 chaînes à l'est, la sinuosité de la route # 12 ainsi que des routes 11 et 36, jusqu'à l'intersection de la rivière Coulonge-est avec la limite nord du bloc A; de là, en direction nord, en suivant à 3 chaînes à l'ouest, la sinuosité de la route qui longe la rivière Coulonge-est, jusqu'à l'endroit où la route traverse ladite rivière; de là, en direction nord, en suivant à 3 chaînes à l'ouest la rive droite de la rivière Coulonge ainsi que le ruisseau Gore, jusqu'à deux milles et quart (2¼ m.) au nord-ouest de la rive nord du Lac Stearns; de là, en suivant les courses et distances suivantes; nord, soixante-dix-huit degrés est (N. 78° E.), un mille et un dixième (1.1 m.); sud, soixante-six degrés est (S. 66° E.), un (1) mille; sud vingt degrés ouest (S. 20° O.), sept dixièmes de mille (0.7 m.); sud soixante-treize degrés est (S. 73° E.), un mille et trois dixièmes (1.3 m.); nord vingt-quatre degrés est (N. 24° E.), deux mille et deux dixièmes (2.2 m.); sud quarante-huit degrés est (S. 48° E.), un mille et un dixième (1.1 m.); nord quarante-cinq degrés est (N. 45° E.), deux milles et six dixièmes (2.6 m.); sud soixante-douze degrés est (S. 72° E.), sept dixièmes de mille (0.7 m.); sud dix-neuf degrés ouest (S. 19° O.), un mille et quatre dixièmes (1.4 m.); nord cinquante-huit degrés est (N. 58° E.), un mille et trois dixièmes (1.3 m.); nord trente-six degrés est (N. 36° E.), un (1) mille; sud soixante-quatre degrés est (S. 64° E.), un mille et un dixième (1.1 m.); nord vingt-neuf degrés est (N. 29° E.), un mille et deux dixièmes (1.2 m.); nord quatre-vingt-huit degrés est (N. 88° E.), un mille et trois dixièmes (1.3 m.); sud soixante degrés est (S. 60° E.), trois milles et huit dixièmes (3.8 m.); nord soixante-cinq degrés est (N. 65° E.), un mille et demi (1½ m.); sud soixante-dix-sept degrés est (S. 77° E.), un mille et sept dixièmes (1.7 m.); de là, nord soixante-dix degrés est (N. 70° E.), jusqu'à la décharge du lac Gagamo, qui est le point de départ.

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle de Québec*.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,

JACQUES PRÉMONT.

19422-0

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1053

Québec, le 13 avril 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la réserve de chasse et de pêche de la Petite Cascapédia.

ATTENDU qu'en vertu du paragraphe 6° de l'article 65 de la loi de la chasse, le lieutenant-gouverneur en conseil peut constituer des réserves de chasse et de pêche;

ATTENDU QUE les limites de la réserve de chasse et de pêche de la Petite Cascapédia sont fixées par l'arrêté en conseil numéro 1764 du 16 septembre 1964;

ATTENDU qu'il est opportun de modifier ces limites;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre du Tourisme, de la chasse et de la pêche:

Starting at a point situated at the intersection of the right bank of the outlet of Lake Gagamo with route # 12; thence, east, three (3) miles; thence, in a southerly direction, following, at three chains to the east, the bend in route 12 as well as routes # 11 and 36, as far as the intersection of the Coulonge-East river with the north boundary of block A; thence, in a northerly direction, following, at 3 chains to the west, the bend in the road which lies along the Coulonge-East river, as far as the spot where the highway crosses the said river; thence, in a northerly direction, following, at 3 chains to the west, the right bank of the Coulonge river as well as Gore brook, to two and one-quarter miles (2¼ m.) to the northwest of the north bank of Lake Stearns; thence, following the following courses and distances; north, seventy-eight degrees east (N. 78° E.), one and one-tenth mile (1.1 m.); south, sixty-six degrees east (S. 66° E.), one (1) mile; south twenty degrees west (S. 20° W.), seventenths of a mile (0.7 m.); south seventy-three degrees east (S. 73° E.), one and three-tenths mile (1.3 m.); north twenty-four degrees east (N. 24° E.), two and two-tenths miles (2.2 m.); south forty-eight degrees east (S. 48° E.), one and one-tenth mile (1.1 m.); north forty-five degrees east (N. 45° E.), two and six-tenths miles (2.6 m.); south seventy-two degrees east (S. 72° E.), seventenths of a mile (0.7 m.); south nineteen degrees west (S. 19° W.), one and four-tenths mile (1.4 m.); north fifty-eight degrees east (N. 58° E.), one and three-tenths mile (1.3 m.); north thirty-six degrees east (N. 36° E.), one (1) mile; south sixty-four degrees east (S. 64° E.), one and one-tenth mile (1.1 m.); north twenty-nine degrees east (N. 29° E.), one and two-tenths mile (1.2 m.); north eighty-eight degrees east (N. 88° E.), one and three-tenths mile (1.3 m.); south sixty degrees east (S. 60° E.), three and eight-tenths miles (3.8 m.); north sixty-five degrees east (N. 65° E.), one and one half mile (1½ m.); south seventy-seven degrees east (S. 77° E.), one and seven-tenths mile (1.7 m.); thence, north seventy degrees east (N. 70° E.), to the outlet of Lake Gagamo, which is the starting point.

That publication be made in the *Québec official Gazette*.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,

Clerk of the Executive Council.

19422-0

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1053

Québec, April 13, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Petite Cascapédia Fish and Game Reserve.

WHEREAS pursuant to paragraph 6 of section 65 of the Game Act, the Lieutenant-Governor in Council may create fish and game reserves;

WHEREAS the boundaries of the Petite Cascapédia Fish and Game Reserve were fixed by Order in Council number 1764, dated September 16, 1964;

WHEREAS it is expedient to modify these boundaries;

IT IS ORDERED therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

QUE l'arrêté en conseil numéro 1764 du 16 septembre 1964 concernant la réserve de chasse et de pêche de la Petite Cascapédia soit modifié en ajoutant à la partie qui fixe les limites de la réserve, soit après le paragraphe 3, un autre paragraphe:

« 4. La partie du canton Deville située au nord du chemin construit par la compagnie Bathurst Power and Paper, en allant de la route trans-gaspésienne près de la barrière Sterling passant par le lac Ste-Anne et se rendant dans le canton Deslandes près du lac Madeleine ainsi que l'emprise du chemin lui-même, dans le canton en question. »

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle de Québec*.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,

19422-o

JACQUES PRÉMONT.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1002

Québec, le 13 avril 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'exemption de la taxe sur le prix de la location d'une unité de logement dans une conciergerie et la loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie (S.R.Q. 1964, ch. 73 et amendements)

ATTENDU qu'en vertu de l'article 57 de la loi du ministère du Revenu (S.R.Q. 1964, ch. 66), le lieutenant-gouverneur en conseil, lorsqu'il le juge avantageux pour le bien public, et lorsque sans cela il résulterait pour le public de graves inconvénients, ou, pour les individus, de l'oppression ou de l'injustice, peut remettre toute taxe, tout droit payable à la Couronne;

ATTENDU qu'en vertu du même article, cette remise peut être faite en vertu d'un règlement général;

ATTENDU qu'il est d'intérêt public, pour la période de l'Exposition universelle de 1967, que les voyageurs louant des unités de logements dans des conciergeries soient exemptés de la taxe imposée sur le prix du logement, en vertu de la loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie (S.R.Q. 1964, ch. 73 et amendements);

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du Ministre du Revenu:

QUE soit adopté le règlement ci-joint intitulé: « Règlement concernant l'exemption de la taxe sur le prix de la location d'une unité de logement dans une conciergerie et la loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie (S.R.Q. 1964, ch. 73 et amendements). »

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,

JACQUES PRÉMONT.

Règlement concernant l'exemption de la taxe sur le prix de la location d'une unité de logement dans une conciergerie et la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie (S.R.Q. 1964, ch. 73 et amendements).

Pour la durée de l'Exposition universelle de 1967, le voyageur louant une unité de logement ou une partie de celle-ci dans une conciergerie est exempté de la taxe imposée sur le prix du logement en vertu de la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie (S.E.Q. 1964, ch. 73 et amendements).

19451-o

THAT Order in Council number 1764, dated September 16, 1964, concerning the Petite Cascapédia Fish and Game Reserve be modified by adding to the part which fixes the boundaries of the reserve, after paragraph 3, another paragraph:

"4. The part of the township of Deville situated north of the road constructed by the Bathurst Power and Paper Company, going to the trans-Gaspesian highway near the Sterling gate passing by Lake Ste-Anne and leading into the township of Deslandes near Lake Madeleine, as well as the highway right of way itself, in the township in question."

THAT publication be made in the *Quebec Official Gazette*.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,

19422-o

Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1002

Québec, April 13, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the exemption from the tax payable on the price of an apartment leased in an apartment building and the Meals and Hotels Tax Act (R.S.Q. 1964, ch. 73 and amendments).

WHEREAS under the provisions of section 57 of the Revenue Department Act (R.S.Q. 1964, ch. 66), the Lieutenant-Governor in Council, when he deems it in the public interest, and when great public inconvenience or great hardship to individuals would otherwise ensue, may remit any tax, or duty payable to the Crown;

WHEREAS under the provisions of section 57, this remission may be made by general regulation;

WHEREAS it is in the public interest, for the duration of the 1967 Universal Exhibition, that the travellers leasing apartments in apartment buildings be exempted from the payment of the tax on the price of such apartment under the provisions of the Meals and Hotels Tax Act (R.S.Q. 1964, ch. 73 and amendments).

WHEREFORE, it is ordered, upon the recommendation of the Minister of Revenue:

THAT the following regulation be adopted, under the heading: "Regulation concerning the exemption from the tax payable on the price of an apartment leased in an apartment building and the Meals and Hotels Tax Act (S.R.Q. 1964, ch. 73 and amendments)."

True copy.

JACQUES PRÉMONT,

Clerk of the Executive Council.

Regulation concerning the exemption from the tax payable on the price of an apartment leased in an apartment building and the Meals and Hotels Tax Act (R.S.Q. 1964, ch. 73 and amendments).

For the duration of the 1967 Universal Exhibition, the traveller leasing an apartment or part of an apartment in an apartment building is exempted from the tax payable on the price of lodging under the provisions of the Meals and Hotels Tax Act (R.S.Q. 1964, ch. 73 and amendments).

19451-o

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1008

Québec, le 13 avril 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'article « 1 » des règlements des Bois et Forêts.

ATTENDU qu'il y a lieu de modifier l'article « 1 » des Règlements des Bois et Forêts en portant à \$20.00 le mille carré, ou fraction de mille carré le taux de la rente foncière sur les concessions forestières;

Vu l'article 68 de la Loi des terres et forêts.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre des Terres et Forêts:

QUE l'arrêté en conseil 396, en date du 8 mars 1947, soit abrogé à compter du 1er mai 1967 et que le premier alinéa de l'article « 1 » des Règlements des Bois et Forêts soit remplacé par le suivant qui devient en vigueur le 1er mai 1967:

« Toute concession forestière détenue par affermage est l'objet d'une redevance annuelle, dite rente foncière, de \$20.00 le mille ou fraction de mille carré. »

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

19497-o

**Order in Council
Executive Council Chamber.**

Number 1008

Québec, April 13, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING section "1" of the Woods and Forests Regulations.

WHEREAS it is expedient to amend section "1" of the Woods and Forests Regulations by bringing to \$20.00 the square mile or fraction of square mile the rate of ground rent, for forestry concessions.

IN VIEW of section 68 of the Lands and Forests Act:

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests:

THAT Order in Council 396, dated March 8, 1947, be abrogated from and after May 1, 1967, and that the first paragraph of section "1" of the Woods and Forests Regulations be replaced by the following which come into force on May 1, 1967:

"Every forestry concession held by rent is the object of an annual fee, said ground rent, of \$20.000 the mile or fraction of a square mile."

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

19497

Associations coopératives

Magasin Co-Op de Manneville

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé le changement de nom de l'association coopérative « Le Syndicat Coopératif de Manneville » en celui de « Magasin Co-Op de Manneville ».

Québec, le 20 avril 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19428-o

**Sugluk Co-operative Association
L'Association coopérative de Sugluk**

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopérative « Sugluk Co-operative Association — L'Association coopérative de Sugluk ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Sugluk, Québec, dans le Nouveau-Québec.

Québec, le 18 avril 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19456-o

Cooperative Associations

Magasin Co-Op de Manneville

(Cooperative Associations Act)

Notice is given that the Provincial Secretary has approved the change of name of the cooperative association "Le Syndicat Coopératif de Manneville", to that of "Magasin Co-Op de Manneville".

Québec, April 20, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19428

**Sugluk Co-operative Association
L'Association coopérative de Sugluk**

(Cooperative Associations Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the cooperative association "Sugluk Co-operative Association — L'Association coopérative de Sugluk".

The head office of the cooperative association is situated at Sugluk, Québec, in New Québec.

Québec, April 18, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19456

Avis divers

Richard Steven Tabock

Avis est donné que Richard Steven Tabock, connu sous le nom de Richard Steven Rosenberg, et résidant à 126, avenue Willowdale, Outremont, district de Montréal, présentera une requête au lieutenant-gouverneur en conseil pour changer

Miscellaneous Notices

Richard Steven Tabock

Notice is hereby given that "Richard Steven Tabock", known under the name of Richard Steven Rosenberg, and residing at 126 Willowdale Avenue, Outremont, district of Montreal, will present a petition to the Lieutenant-Gov-

son nom de Richard Steven Tabock à Richard Steven Rosenberg.

Montréal, 17 avril 1967.

19392-16-2

Le Requérent,
RICHARD STEVEN TABOCK.

Leslie Milovski

Avis est donné que Leslie Milovski, de 602, avenue Luck, cité de Côte St-Luc, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour le changement de son nom à Leslie Harris, conformément à la Loi du changement de nom.

Montréal, 17 avril 1967.

19424-17-2

Le Procureur du requérant,
(Signé) ALBERT GOMBERG.

Ilovitch et al

Cet avis est pour annoncer que le requérant, son épouse et ses 4 enfants, qui habitent le 5775, avenue Westminster, Côte St-Luc, Québec, demandent au Secrétaire de la province de Québec que leurs noms soient changés comme suit: Époux, Eli Louis Ilovitch à Eli Louis Ilson. Épouse, Mme Louis Ilovitch à Mme Eli Louis Ilson. Fille Rachel Joan Ilovitch à Rachel Joan Ilson. Garçon Joel Allan Ilovitch à Joel Allan Ilson. Garçon David Barry Ilovitch à David Barry Ilson. Fille Linda Edith Ilovitch à Linda Edith Ilson.

14 avril 1967.

19425-17-2-o

P paroisse de Notre-Dame-de-la-Baie

Avis est donné conformément à l'article 2 de la Loi des fabriques (13-14 Eliz. II, chap. 76) que Son Excellence Mgr Marius Paré, évêque catholique romain de Chicoutimi, a, par décret en date du 10 mars 1967, érigé en paroisse sous le nom de « Notre-Dame-de-la-Baie, la desserte-succursale de Notre-Dame-de-la-Baie, en la ville de Port-Alfred, dans le comté de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19426-o

6-67

P paroisse de Notre-Dame-du-Rosaire

Avis est donné conformément à l'article 2 de la Loi des fabriques (13-14 Eliz. II, chap. 76), que Son Excellence Mgr Marius Paré, évêque catholique romain de Chicoutimi, a, par décret en date du 30 mars 1967, érigé en paroisse sous le nom de « Notre-Dame-du-Rosaire », la desserte-mission de Notre-Dame-du-Rosaire, dans le comté de Lac Saint-Jean.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

19427-o

7-67

Sigrid Frischmuth et al

Avis est donné que Dame Sigrid Frischmuth, célibataire, fille majeure, résidant et domiciliée dans les ville et district de Montréal, s'est adressée au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir le changement de son nom de « Sigrid Frischmuth » à « Sigrid Freed », lequel changement bénéficiera aussi à son enfant mineure Tanya Anne Frischmuth, âgée de quatre ans.

Montréal, 18 avril 1967.

19500-17-2

Le Procureur de la requérante,
BEN BERNSTEIN.

error in Council changing his name from Richard Steven Tabock to Richard Steven Rosenberg.
Montreal, April 17th, 1967.

19392-16-2-o

RICHARD STEVEN TABOCK,
Applicant.

Leslie Milovski

Notice is given that Leslie Milovski, of 602 Luck Avenue, city of Côte St. Luc, district of Montreal, will petition the Lieutenant-Governor in Council for the change of his name to Leslie Harris, pursuant to the Change of Names Act.

Montreal, April 17, 1967.

19424-17-2-o

(Signed) ALBERT GOMBERG,
Attorney for petitioner.

Ilovitch et al

Notice is to advise that the applicant and his wife and his 4 children, who live at 5775 Westminster Avenue, Côte St. Luc, Quebec, will apply to the Provincial Secretary to have their names changed as follows: Husband, Eli Louis Ilovitch to Eli Louis Ilson; Wife, Mrs. Eli Louis Ilovitch to Mrs. Eli Louis Ilson; Daughter, Rachel Joan Ilovitch to Rachel Joan Ilson; Son, Joel Allan Ilovitch to Joel Allan Ilson; Son, David Barry Ilovitch to David Barry Ilson; Daughter, Linda Edith Ilovitch to Linda Edith Ilson.

April 14, 1967.

19425-17-2-o

P parish of Notre-Dame-de-la-Baie

Notice is given that, pursuant to section 2 of The Fabrique Act (13-14 Eliz. II, chap. 76), His Excellency Mgr Marius Paré, Roman Catholic Bishop of Chicoutimi, has, by decree dated March 10, 1967, erected into a parish under the name of "Notre-Dame-de-la-Baie", the succursal chapel of Notre-Dame-de-la-Baie, in the town of Port-Alfred, in the county of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

19426

6-67

P parish of Notre-Dame-du-Rosaire

Notice is given that, pursuant to section 2 of The Fabrique Act (13-14 Eliz. II, chap. 76), His Excellency Mgr Marius Paré, Roman Catholic Bishop of Chicoutimi, has, by decree dated March 30, 1967, erected into a parish under the name of "Notre-Dame-du-Rosaire", the succursal chapel of Notre-Dame-du-Rosaire, in the county of Lake Saint-John.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

19427-o

7-67

Sigrid Frischmuth et al

Notice is hereby given that Dame Sigrid Frischmuth, spinster, of the full age of majority, residing and domiciled in the city and district of Montreal, has applied to the Lieutenant-Governor in Council to have her name changed from "Sigrid Frischmuth" to "Sigrid Freed", such change shall also apply to the minor child of applicant Tanya Anne Frischmuth, four years old.

Montreal, April 18, 1967.

19500-17-2-o

BEN BERNSTEIN,
Attorney for Applicant.

Caisses d'épargne et de crédit

Savings and Credit Unions

Canadian Forces Base Bagotville Credit Union (C.F.B.)

Canadian Forces Base Bagotville Credit Union (C.F.B.)

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

(Savings and Credit Unions Act)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé le changement de nom de la caisse d'épargne et de crédit « R.C.A.F. Station Bagotville Credit Union » en celui de « Canadian Forces Base Bagotville Credit Union (C.F.B.) ».

Notice is given that the Provincial Secretary has approved the change of name of the savings and credit union "R.C.A.F. Station Bagotville Credit Union" to that of "Canadian Forces Base Bagotville Credit Union (C.F.B.)".

Québec, le 24 avril 1967.

Québec, April 24, 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

19474-0

RAYMOND DOUVILLE.

19474

Assistant Secretary of the Province.

Caisse d'économie des travailleurs de Marieville

Caisse d'économie des travailleurs de Marieville

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

(Savings and Credit Unions Act)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « Caisse d'Économie des Travailleurs de Marieville ».

Notice is given that the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union "Caisse d'Économie des Travailleurs de Marieville".

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres sera les employés des industries Civaco Wire Nails Manufacturing, Southern Demning « Crane » Industriel Fasteners.

The group in which the union will recruit its members will be the employees of the industries Civaco Wire Nails Manufacturing, Southern Demning "Crane" Industrial Fasteners.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Marieville, Québec, dans le district électoral de Rouville.

The head office of this savings and credit union is situated at Marieville, Québec, in the electoral district of Rouville.

Québec, le 24 avril 1967.

Québec, April 24, 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

19475-0

RAYMOND DOUVILLE.

19475

Assistant Secretary of the Province.

Commission du Salaire minimum

Minimum Wage Commission

Avis

Notice

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi du salaire minimum (S.R.Q. 1964, chapitre 144), que l'ordonnance de renouvellement des ordonnances numéros 3, 4, 7, 11, 30, 39 et 40, dont le texte suit, adoptée par la Commission du salaire minimum en date du 5 avril 1967, a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 1056 du 14 avril 1967.

Pursuant to the provisions of the Minimum Wage Act (R. S. Q. 1964, c. 144), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Ordinance or Renewal quoted below and governing Ordinances numbers 3, 4, 7, 11, 30, 39 and 40, has been adopted by the Minimum Wage Commission on April 5, 1967, and has been approved by Order in Council number 1056 on April 14, 1967.

Le sous-ministre du Travail,

DONAT QUIMPER,

DONAT QUIMPER.

Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,

Department of Labour,

Québec, le 29 avril 1967.

Québec, April 29, 1967.

Ordonnance de renouvellement des ordonnances

Ordonnance of renewal

La Commission du salaire minimum, en exécution de la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1964, c. 144),

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1964, chapter 144),

ORDONNE ET DÉCRÈTE, par la présente ordonnance de renouvellement, ce qui suit, savoir:

Orders and decrees by the present Ordinance of renewal the following to wit:

1. Ordonnances maintenues en vigueur: Les ordonnances ci-après mentionnées sont maintenues en vigueur jusqu'au 1er mai 1968:

1. Ordinances maintained in force: The following Ordinances are maintained in force until May 1, 1968:

Ordonnance numéro 3, 1962: L'ordonnance numéro 3, 1962, édictant les congés annuels payés, adoptée le 6 juin 1962, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 3 juillet 1962 par arrêté en conseil portant le numéro 1064 et publiée dans la Gazette officielle de Québec le 14 juillet 1962 et telle que subséquemment amendée par ordonnances d'amendements.

Ordonnance number 3, 1962: The Ordinance number 3, 1962, enacting annual vacations with pay adopted on June 6, 1962, approved by the Lieutenant-Governor in Council on July 3, 1962, by Order in Council number 1064 and published in the Québec Official Gazette of July 14, 1962 and as subsequently amended by ordinances of amendments.

Ordonnance numéro 4, 1965: L'ordonnance numéro 4, 1965 qui a remplacé l'ordonnance numéro 4, 1960, a été adoptée par la Commis-

Ordonnance number 4, 1965: Ordinance number 4, 1965, which has replaced Ordinance No. 4, 1960, has been adopted by the Minimum Wage

sion du salaire minimum le 3 septembre 1965, approuvée par l'arrêté en conseil numéro 1765 du 8 septembre 1965 et publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 18 septembre 1965. Elle est entrée en vigueur le 1er octobre 1965. Elle a subséquemment été amendée par ordonnances d'amendements dûment publiées dans la *Gazette officielle de Québec*.

Ordonnance numéro 7, 1966: L'ordonnance numéro 7, 1966 relative à l'industrie de la chaussure dans la province de Québec a été adoptée par la Commission du salaire minimum le 22 juin 1966, approuvée par l'arrêté en conseil numéro 1065 du 30 juin 1966 et publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 9 juillet 1966, jour de son entrée en vigueur. Cette ordonnance a abrogé en la remplaçant l'ordonnance numéro 7, 1965 ainsi que ses amendements.

Ordonnance numéro 11, 1966: L'ordonnance numéro 11, 1966 relative aux Corporations municipales et aux Commissions scolaires de la province de Québec a été adoptée par la Commission du salaire minimum le 6 juillet 1966, approuvée par l'arrêté en conseil numéro 1139 du 20 juillet 1966 et publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 30 juillet 1966, jour de son entrée en vigueur. Cette ordonnance a abrogé en la remplaçant l'ordonnance numéro 41, 1963 ainsi que ses amendements.

Ordonnance numéro 30, 1963: L'ordonnance numéro 30, 1963, relative aux scieries, entreprises connexes et ateliers de bois ouvré a été adoptée par la Commission du salaire minimum le 12 juin 1963, approuvée par l'arrêté en conseil numéro 1001 du 18 juin 1963 et publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 29 juin 1963, date de son entrée en vigueur et telle que subséquemment amendée.

Ordonnance numéro 39, 1962: L'ordonnance numéro 39, 1962, relative aux exploitations forestières a été adoptée par la Commission du salaire minimum le 17 avril 1962, approuvée par l'arrêté en conseil numéro 711 du 26 avril 1962 et publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 28 avril 1962 et telle que subséquemment amendée.

Ordonnance numéro 40, 1960: L'ordonnance numéro 40, 1960, régissant les hôtels, restaurants, hôpitaux et exploitations foncières a été adoptée par la Commission du salaire minimum le 24 février 1960, approuvée par l'arrêté en conseil numéro 318 du 9 mars 1960 et publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 19 mars 1960 et telle que subséquemment amendée.

2. Entrée en vigueur: La présente ordonnance de renouvellement entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Faite et signée en la cité de Québec, ce cinquième jour du mois d'avril mil neuf cent soixante-sept.

Copie conforme.

Commission du salaire minimum.

Le Président,
ALEX. BASTIEN, Juge provincial.

Le Secrétaire général,
CHARLES BÉLANGER.

19423-0

Commission on September 3, 1965 approved by Order in Council No. 1765 of September 8, 1965 and published in the *Quebec Official Gazette* of September 18, 1965. This Ordinance came into force on October 1, 1965 and been amended by ordinances of amendments published in the *Quebec Official Gazette*.

Ordinance number 7, 1966: Ordinance number 7, 1966 relating to the Shoe Industry in the Province of Quebec has been adopted by the Minimum Wage Commission on June 22, 1966, approved by Order in Council No. 1065 of June 30, 1966 and published in the *Quebec Official Gazette* of July 9, 1966, date of its coming into force. This Ordinance abrogated and replaced Ordinance number 7, 1965 and its amendments.

Ordinance number 11, 1966: Ordinance number 11, 1966 relating to the Municipal Corporations and School Boards in the Province of Quebec has been adopted by the Minimum Wage Commission on July 6, 1966, approved by Order in Council No. 1139 of July 20, 1966 and published in the *Quebec Official Gazette* of July 30, 1966, date of its coming into force. This Ordinance abrogated and replaced Ordinance number 41, 1963 and its amendments.

Ordinance number 30, 1963: Ordinance number 30, 1963 relating to sawmills, related enterprises and wrought wood shops has been adopted by the Minimum Wage Commission on June 12, 1963, approved by Order in Council number 1001 of June 18, 1963 and published in the *Quebec Official Gazette* of June 29, 1963, date of its coming into force and as subsequently amended.

Ordinance number 39, 1962: Ordinance number 39, 1962 relating to Forest Operations has been adopted by the Minimum Wage Commission on April 17, 1962, approved by Order in Council number 711 of April 26, 1962 and published in the *Quebec Official Gazette* of April 28, 1962 and as subsequently amended.

Ordinance number 40, 1960: Ordinance number 40, 1960 relating to hotels, restaurants, hospitals and real estate undertakings has been adopted by the Minimum Wage Commission on February 24, 1960, approved by Order in Council number 318 of March 9, 1960 and published in the *Quebec Official Gazette* of March 19, 1960 and as subsequently amended.

2. Coming into force: The present Ordinance of renewal shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Signed and dated at the City of Québec, this fifth day of the month of April in the year one thousand nine hundred and sixty-seven.

True copy

Minimum Wage Commission.

ALEX. BASTIEN, Provincial Judge.

President.

CHARLES BÉLANGER.

General Secretary.

19423-0

Compagnies autorisées à faire des affaires

Eagle Gold Mines Limited

Avis est donné que la compagnie « Eagle Gold Mines Limited », a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec,

Companies Licensed to do Business

Eagle Gold Mines Limited

Notice is given that "Eagle Gold Mines Limited", has been authorized to sell, or otherwise alienate in the Province of Québec, its

ses actions, titres, certificats-actions, obligations et autres valeurs.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. Gerald McCarthy, de suite 445, 5, place Ville Marie, Montréal.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province, est à suite 445, 5, place Ville Marie, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406 • • • 2-67 — 1365/7

Frew Productions Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Frew Productions Limited », a été autorisée à faire dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Asher Kahn, suite 1501, édifice de la Banque Royale, 1, Place Ville Marie, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à suite 1501, édifice de la Banque Royale, 1, Place Ville Marie, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406 • • • 18-67 — 1365/11

shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The chief agent for the purpose of receiving service in proceedings against the said Company, is Mr. Gerald McCarthy, of suite 445, 5 Place Ville Marie Montreal.

The principal office of the said company in the Province is at suite 445, 5 Place Ville Marie, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406-o • • • 2-67 — 1365/7

Frew Productions Limited

Notice is hereby given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Frew Productions Limited", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Asher Kahn, suite 1501 The Royal Bank Building, 1 Place Ville Marie, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at suite 1501 The Royal Bank Building, 1 Place Ville Marie, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406-o • • • 18-67 — 1365/11

Chartes — Abandon de

Aztec Realties Inc.

Avis est donné que, en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie « Aztec Realties Inc. », s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 17 avril 1967.

Le Procureur de Aztec Realties Inc.,
ALLEN E. FELDMAN.

19407 • • •

Brentwood Development Corp.

Avis est donné que, en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie « Brentwood Development Corp. », s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 17 avril 1967.

Le Procureur de Brentwood Development,
ALLEN E. FELDMAN.

19408 • • •

Brian Corp.

Avis est donné que la compagnie « Brian Corp. », constituée en corporation en vertu de la loi des Compagnies du Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 13e jour d'avril 1967.

Le Secrétaire,
GLENDA SHACTER.

19409-o • • •

Centre Agricole inc.

Prenez avis que la compagnie « Centre Agricole Inc. », demandera au Secrétaire de la province, la permission d'abandonner sa charte.

Le Président,
LÉO McNEIL.

19430-o • • •

Charters — Su-render of

Aztec Realties Inc.

Notice is hereby given under the provisions of the Quebec Companies Act, that "Aztec Realties Inc.", will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter.

Montreal, April 17, 1967.

ALLEN E. FELDMAN,
Solicitor for Aztec Realties Inc.

19407-o • • •

Brentwood Development Corp.

Notice is hereby given under the provisions of the Quebec Companies Act, that "Brentwood Development Corp.", will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter.

Montréal, April 17, 1967.

ALLEN E. FELDMAN,
Solicitor for Brentwood Development Corp.

19408-o • • •

Brian Corp.

Notice is hereby given that "Brian Corp.", a company incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 13th day of April 1967.

GLENDA SHACTER,
Secretary.

19409-o • • •

Centre Agricole inc.

Take notice that "Centre Agricole Inc.", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

LÉO McNEIL,
President.

19430 • • •

Cavendish Jewelry Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Cavendish Jewelry Ltd. » constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 7^e jour de février 1967.

19410-o

Le Secrétaire,
J. SILBERBERG.

Bayview Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie « Bayview Investments Inc. » s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte. Montréal, 17 avril 1967.

19429

Bayview Investments Inc.
Le Procureur,
ALLEN E. FELDMAN.

Meca Incorporée

Prenez avis que la compagnie « Meca Incorporée », demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 10^e jour d'avril, 1967.

19431-o

Le Procureur de la compagnie,
Me JEAN-NOËL LANCTÔT.

Pierrefonds Cartage & Trucking Inc.

Avis est donné que la compagnie « Pierrefonds Cartage & Trucking Inc. », demandera au secrétaire de la province, la permission d'abandonner sa charte.

Pierrefonds Cartage & Trucking Inc.,
Le Secrétaire-trésorier,
ERNEST RICHARD.

19432-o

La Quincaillerie Maska limitée

Avis est par les présentes donné que dans les délais légaux la compagnie « La Quincaillerie Maska limitée » s'adressera au Secrétaire de la province pour demander l'abandon de sa charte. St-Hyacinthe, 21 avril 1967.

Le Procureur de la compagnie,
EUGÈNE TOUSIGNANT.

19433-o

Service Electric Sherbrooke Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Service Electric Sherbrooke Inc. », une corporation constituée, en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social dans la cité de Sherbrooke, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté ce 10^e jour d'avril 1967.

19434-o

Le Président,
JULES-MARIE LEBLANC.

Tremblant Investment Limited

Avis est donné que « Tremblant Investment Limited », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec, afin

Cavendish Jewelry Ltd.

Notice is hereby given that "Cavendish Jewelry Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 7th day of February, 1967.

19410-o

J. SILBERBERG,
Secretary.

Bayview Investments Inc.

Notice is hereby given under the provisions of the Quebec Companies Act, that "Bayview Investments Inc." will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Montreal, April 17, 1967.

19429-o

Bayview Investments Inc.
ALLEN E. FELDMAN,
Solicitor.

Meca Incorporée

Notice is hereby given that "Meca Incorporée", will apply to the secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 10th day of April, 1967.

19431-o

Me JEAN-NOËL LANCTÔT,
Attorney for the company.

Pierrefonds Cartage & Trucking Inc.

Notice is hereby given that "Pierrefonds Cartage & Trucking Inc.", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

Pierrefonds Cartage & Trucking Inc.,
ERNEST RICHARD,
Secretary-Treasurer.

19432

La Quincaillerie Maska limitée

Notice is hereby given that within the legal delays "La Quincaillerie Maska limitée" will ask the Secretary of this Province for the abandonment of its charter.

St-Hyacinthe, April 21, 1967.

EUGÈNE TOUSIGNANT,
Attorney for the Company.

19433-o

Service Electric Sherbrooke Inc.

Notice is hereby given that "Service Electric Sherbrooke Inc.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Sherbrooke, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated this 10th day of April, 1967.

19434-o

JULES-MARIE LEBLANC,
President.

Tremblant Investment Limited

Notice is hereby given that "Tremblant Investment Limited", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of

d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 21e jour d'avril 1967.

Tremblant Investment Limited.

Les Procureurs,
GREENBLATT, GINSBERG,
GARDNER & GLAZER.

19435-o

Westhill Construction Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Westhill Construction Ltd. », une compagnie incorporée sous la Loi des compagnies de Québec, ayant son siège social en la cité de Montréal, demandera au secrétaire de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 21e jour d'avril 1967.

Le Secrétaire,
SAMUEL CHAIT, C.R.

19436-o

K. & T. Construction inc.

Avis est donné que la compagnie « K. & T. Construction inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social dans la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 10e jour de mars 1967.

Le Procureur de la compagnie,
LÉO KRAVITZ.

19452

P. M. C. Manufacturing Company Limited

Prenez avis que la compagnie « P. M. C. Manufacturing Company Limited », demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Chicoutimi, le 21 avril 1967.

Le Procureur de la compagnie,
ME MICHEL CAIN.

19453-o

Thomas Duhamel Limitée

Avis est donné que la compagnie « Thomas Duhamel Limitée », constituée en corporation, en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social dans le cité et district de Québec, s'adressera au secrétaire de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Québec, le 19 avril 1967.

Les Procureurs pour la compagnie,
MARQUIS MARCEAU & JESSOP.

19454-o

Safflor Enterprises Inc.

Avis est donné que la compagnie « Safflor Enterprises Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la Province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 13e jour de mars 1967.

Le Procureur de la compagnie,
LÉO KRAVITZ.

19455

Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 21st day of April, 1967.

Tremblant Investment Limited.
GREENBLATT, GINSBERG,
GARDNER & GLAZER,
Attorneys.

19435-o

Westhill Construction Ltd.

Notice is hereby given that "Westhill Construction Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 21st day of April, 1967.

SAMUEL CHAIT, Q.C.,
Secretary.

19436-o

K. & T. Construction inc.

Notice is hereby given that "K. & T. Construction Inc.", a corporation under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 10th day of March, 1967.

LÉO KRAVITZ,
Attorney for the Company.

19452-o

P. M. C. Manufacturing Company Limited

Notice is hereby given that "P. M. C. Manufacturing Company Limited", will apply to the Provincial Secretary for the permission to surrender its charter.

Chicoutimi, April 21, 1967.

ME MICHEL CAIN,
Attorney for the Company.

19453

Thomas Duhamel Limitée

Notice is hereby given that "Thomas Duhamel Limitée", incorporated under the Quebec Companies Act, and having its head office in the city and district of Quebec, will apply to the Quebec Provincial Secretary for leave to surrender its charter, pursuant to the provisions of the Quebec Companies Act.

Quebec, April 19, 1967.

MARQUIS MARCEAU & JESSOP,
Attorney for the Company.

19454

Safflor Enterprises Inc.

Notice is hereby given that "Safflor Enterprises Inc.", a corporation under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 13th day of March, 1967.

LÉO KRAVITZ,
Attorney for the Company.

19455-o

Mobile Electroplating Co. Ltd.

Avis est, par la présente, donné que « Mobile Electroplating Co. Ltd. », corporation dûment incorporée suivant la Loi des compagnies de Québec, demandera au secrétariat provincial de la province de Québec d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, le 15 septembre 1966.

19476-o *Le Procureur de la requérante,*
MATHIAS KOZINA.

Mobile Electroplating Co. Ltd.

Notice is hereby given that "Mobile Electroplating Co. Ltd.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, September 15, 1966.

19476-o *MATHIAS KOZINA,*
Attorney for the Petitioner

**Divers
Compagnies****Ace Linen Supply Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Ace Linen Supply Ltd. » a porté de 3 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le Secrétaire,
J. KIRSHENBLATT.

19411 857-66

Provincial Aviation inc.

Avis est donné que la compagnie « Provincial Aviation inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Secrétaire,
MICHEL FAUTEUX.

19412-o 2585-65

Anglo-Canadian Telephone Company

Avis est donné que la compagnie « Anglo-Canadian Telephone Company », a porté de 10 à 11 le nombre de ses administrateurs.

Le Secrétaire,
CAMERON HOUGH.

19437 2378-34

**Association des Fonctionnaires
Professionnels Municipaux de Montréal**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 13 avril 1967, approuvé les modifications aux règlements de « Association des Fonctionnaires Professionnels Municipaux de Montréal », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19438-o 13113-61

**Autobus Fournier, Itée
Fournier Bus Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Autobus Fournier, Itée — Fournier Bus Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 6.

Le Secrétaire,
ROGER LÉTOURNEAU.

19439-o 2425-40

Club de Ski Mont Bleu St. Ambroise inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 20 mars 1967, approuvé les règlements généraux de la corporation « Club de Ski Mont Bleu St. Ambroise inc. », et ce, en vertu de l'article 8 de la Loi des clubs de récréation et l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19440-o 5-67

**Miscellaneous
Companies****Ace Linen Supply Ltd.**

Notice is given that "Ace Linen Supply Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 4.

J. KIRSHENBLATT,
Secretary.

19411-o 857-66

Provincial Aviation inc.

Notice is given that "Provincial Aviation inc." has changed the number of its directors from 3 to 4.

MICHEL FAUTEUX,
Secretary.

19412-o 2585-65

Anglo-Canadian Telephone Company

Notice is hereby given that "Anglo-Canadian Telephone Company", has changed the number of its directors from 10 to 11.

CAMERON HOUGH,
Secretary.

19437-o 2378-34

**Association des Fonctionnaires
Professionnels Municipaux de Montréal**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on April 13, 1967, approved the amendments to the by-laws of "Association des Fonctionnaires Professionnels Municipaux de Montréal", and such, in virtue of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19438 13113-61

**Autobus Fournier, Itée
Fournier Bus Ltd.**

Notice is hereby given that "Autobus Fournier, Itée — Fournier Bus Ltd.", has changed the number of its directors from 5 to 6.

ROGER LÉTOURNEAU,
Secretary.

19439 2425-40

Club de Ski Mont Bleu St. Ambroise inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on March 20, 1967, approved the general by-laws of "Club de Ski Mont Bleu St. Ambroise inc.", and such, in pursuance to section 8 of the Amusement Clubs Act and section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19440 5-67

Domaine des Haut-Bois (Mt-Bruno) inc.

Avis est donné que la compagnie « Domaine des Haut-Bois (Mt-Bruno) inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 9 à 11.

Le Secrétaire,
BERNARD C. FOREST.
19441-o 4423-63

Domaine des Haut-Bois (Mt-Bruno) inc.

Notice is hereby given that "Domaine des Haut-Bois (Mt-Bruno) inc.", has changed the number of its directors from 9 to 11.

BERNARD C. FOREST,
Secretary.
19441 4423-63

**Charles Duranceau limitée
Charles Duranceau Limited**

Avis est donné que la compagnie « Charles Duranceau limitée — Charles Duranceau Limited », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 5.

Le Secrétaire,
JACQUES GARIÉPY.
19442-o 552-41

**Charles Duranceau limitée
Charles Duranceau Limited**

Notice is hereby given that "Charles Duranceau limitée — Charles Duranceau Limited", has changed the number of its directors from 4 to 5.

JACQUES GARIÉPY,
Secretary.
19442 552-41

**Interior Decorators Society of Quebec
La Société des Décorateurs-Ensembleurs
du Québec**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 13 avril 1967, approuvé les règlements généraux, le règlement concernant le code d'éthique et le règlement concernant le barème des honoraires de « Interior Decorators Society of Quebec — La Société des Décorateurs-Ensembleurs du Québec », et ce, conformément à l'article 11 de la Loi des décorateurs-ensembleurs, s.r., 1964, chapitre 270, et de l'article 225 de la Loi des compagnies, s.r., 1964, chapitre 271.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
19443-o 1906-35

**Interior Decorators Society of Quebec
La Société des Décorateurs-Ensembleurs
du Québec**

Notice is given that the Provincial Secretary has, on April 13, 1967, approved the general by-law concerning the code of ethics and the by-law concerning the scale of fees of "Interior Decorators Society of Quebec — La Société des Décorateurs-Ensembleurs du Québec", and such, in conformity with section 11 of the Interior Decorators Act, R.S., 1964, chapter 270, and section 225 of the Companies Act, R.S., 1964, chapter 271.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
19443 1906-35

Knowlton Social Club Inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 3 mars 1967, approuvé les règlements généraux de « Knowlton Social Club Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
19444-o 5013-66

Knowlton Social Club Inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on March 3, 1967, approved the general by-laws of "Knowlton Social Club Inc.", and such in virtue of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
19444 5013-66

Knowlton Social Club Inc.

Avis est donné que la compagnie « Knowlton Social Club Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le Secrétaire,
VELMA SMITH.
19444 5013-66

Knowlton Social Club Inc.

Notice is hereby given that "Knowlton Social Club Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 5.

VELMA SMITH,
Secretary.
19444-o 5013-66

Montreal West Bowling & Curling Club inc.

Avis est donné que compagnie « Montreal West Bowling & Curling Club Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 15 à 17.

Le Secrétaire,
R. W. MACKEN.
19445 3189-12

Montreal West Bowling & Curling Club Inc.

Notice is hereby given that "Montreal West Bowling & Curling Club Inc.", has changed the number of its directors from 15 to 17.

R. W. MACKEN,
Secretary.
19445-o 3189-12

Sicard inc.

Avis est donné que la compagnie « Sicard inc. », a transporté son siège social de Montréal, à Ste-Thérèse de Blainville.

Le Secrétaire,
P. E. FORTIN.
19446 1648-29

Sicard inc.

Notice is hereby given that "Sicard inc.", has transferred its head office from Montreal, to Ste-Thérèse de Blainville.

P. E. FORTIN,
Secretary.
19446-o 1648-29

Télébec inc.

Avis est donné que la compagnie « Télébec inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 15 à 10.

Le Secrétaire-trésorier,
C. PARAYRE.

19447-o 670-65

Triman Tele-Goal Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Triman Tele-Goal Ltd. », a porté de 4 à 7 le nombre de ses administrateurs.

Le Président,
JOEL ROTTMAN.
2738-66

19448

Concrete Coring & Cutting Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Concrete Coring & Cutting Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 5.

Le Secrétaire-trésorier,
E. E. LANDERMANN.
12339-60

19457

Les Constructions de la Familiale, Itée

Avis est donné que la compagnie « Les Constructions de la Familiale, Itée », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le Secrétaire,
ALPHONSE COUTURE.
12377-61

19458-o

La Ferme Bégin Itée

Avis est donné que la compagnie « La Ferme Bégin Itée », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le Secrétaire-trésorier,
MARC REGNIER.
4000-63

19459-o

Jeune Chambre de Saint-Basile inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 3 mars 1967, approuvé les règlements généraux de la « Jeune Chambre de Saint-Basile inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
2994-66

19460-o

Johl's Contract Corporation

Avis est donné que la compagnie « Johl's Contract Corporation », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 8.

Le Secrétaire,
JOSEPH R. CZUBA.
11360-59

19461

**Antagon Construction Company Ltd.
Compagnie de Construction Antagon Itée**

Avis est donné que la compagnie « Antagon Construction Company Ltd. — Compagnie de Construction Antagon Itée » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Secrétaire,
ALFREDO EUGENI.
13968-58

19477

Ernest Hotte incorporée

Avis est donné que la compagnie « Ernest Hotte incorporée », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le Secrétaire,
MICHEL HOTTE.
4989-47

19496-o

Télébec inc.

Notice is hereby given that "Télébec inc.", has changed the number of its directors from 15 to 10.

C. PARAYRE,
Secretary-Treasurer.

19447

Triman Tele-Goal Ltd.

Notice is given that "Triman Tele-Goal Ltd.", has changed the number of its directors from 4 to 7.

JOEL ROTTMAN,
President.
2738-66

19448-o

Concrete Coring & Cutting Ltd.

Notice is given that "Concrete Coring & Cutting Ltd.", has changed the number of its directors from 4 to 5.

E. E. LANDERMANN,
Secretary-Treasurer.
12339-60

19457-o

Les Constructions de la Familiale, Itée

Notice is hereby given that "Les Constructions de la Familiale, Itée", has changed the number of its directors from 3 to 5.

ALPHONSE COUTURE,
Secretary.
11377-61

19458

La Ferme Bégin Itée

Notice is given that "La Ferme Bégin Itée", has changed the number of its directors from 3 to 5.

MARC REGNIER,
Secretary-Treasurer.
4000-63

19459

Jeune Chambre de Saint-Basile inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on March 3, 1967, approved the general by-laws of "Jeune Chambre de Saint-Basile inc.", and such, in pursuance to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
2994-66

19460

Johl's Contract Corporation

Notice is given that "Johl's Contract Corporation", has changed the number of its directors from 4 to 8.

JOSEPH R. CZUBA,
Secretary.
11360-59

19461-o

**Antagon Construction Company Ltd.
Compagnie de Construction Antagon Itée**

Notice is given that "Antagon Construction Company Ltd. — Compagnie de Construction Antagon Itée" has changed the number of its directors from 3 to 4.

ALFREDO EUGENI,
Secretary.
13968-58

19477-o

Ernest Hotte incorporée

Notice is given that "Ernest Hotte incorporée", has changed the number of its directors from 5 to 3.

MICHEL HOTTE,
Secretary.
4989-47

19496

Lettres patentes

Buffet Richelieu inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a plu à l'administrateur du gouvernement de la province de corriger les lettres patentes de la compagnie « Buffet Richelieu inc. », en y remplaçant, dans les noms des personnes constituées en corporation, celui de « Gaston Tession » par celui de « Gaston Tèssier ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o 349-67

Les Marchés d'Animaux Drummond, Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a plu à l'administrateur du gouvernement de la province de corriger les lettres patentes de la compagnie « Les Marchés d'Animaux Drummond, Itée », en y remplaçant la clause relative au siège social, donné comme étant à « Wendover et Simpson, district judiciaire de Drummond », par la clause: « Le siège social de la compagnie est à Ste-Julie, comté de Verchères, district judiciaire de Richelieu. »

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o 4368-66

Letters Patent

Buffet Richelieu inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, the Administrator of the Government has been pleased to correct the letters patent of the company "Buffet Richelieu inc.", by replacing therein in the names of the persons incorporated, that of "Gaston Tession" by "Gaston Tessier".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406 349-67

Les Marchés d'Animaux Drummond, Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, the Administrator of the Government has been pleased to correct the letters patent of the company "Les Marchés d'Animaux Drummond, Itée", by replacing therein the clause relative to head office, given as being at "Wendover et Simpson, judicial district of Drummond," by the clause: "The head office of the company is at Ste-Julie, county of Verchères, judicial district of Richelieu."

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406 4368-66

Lettres patentes supplémentaires

Place Bonaventure inc.

Dans les quinzisième et seizième lignes de l'avis concernant l'octroi de lettres patentes supplémentaires à la compagnie « Place Bonaventure inc. », publié dans le numéro 12 de la *Gazette officielle de Québec*, du 25 mars 1967, à la page 2160, au lieu de « 620 actions catégorie « A » », il faut lire « 620,000 actions catégorie « A » ».

19406-o 863-63

Supplementary Letters Patent

Place Bonaventure inc.

In the fourteenth line of the notice of supplementary letters patent to "Place Bonaventure inc.", published in the *Quebec Official Gazette*, Volume 99, No. 12, dated March 25, 1967, page 2160, instead of "620 class "A" shares", it should read "620,000 class "A" shares".

19406-o 863-63

Sièges sociaux

P. Bellerose Inc.

Avis est donné que la compagnie « P. Bellerose Inc. », incorporée par lettres patentes de la province de Québec en date du 4e jour de février 1958, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 925 ouest, de la rue Notre-Dame, l'a transporté au numéro 4009, rue Hochelaga, Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Montréal, le 17 mars 1967.

Le Secrétaire,
E. MARTINEAU.
10398-58

19413-o

**Jacques Dufour Cie Itée
Jacques Dufour Co. Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Jacques Dufour Cie Itée — Jacques Dufour Co. Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 13 janvier 1967, a établi son bureau principal dans St-Alexis de Matapédia, comté de Bonaventure.

Head Offices

P. Bellerose Inc.

Notice is hereby given that "P. Bellerose Inc.", company incorporated by letters patent of the Province of Quebec, on the 4th day of February, 1958, and having its head office in the city of Montreal where its office was situated up to to-day at 925 Notre-Dame Street West, has moved it to 4009 Hochelaga Street, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Montreal, March 17, 1967.

E. MARTINEAU,
Secretary.
10398-58

19413-o

**Jacques Dufour Cie Itée
Jacques Dufour Co. Ltd.**

Notice is hereby given that "Jacques Dufour Cie Itée — Jacques Dufour Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated January 13, 1967, has established its head office in St-Alexis de Matapédia, county of Bonaventure.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à St-Alexis de Matapédia, ce 31^e jour de mars 1967.

Le Président,
JACQUES DUFOUR.

19414-o

94-67

Provincial Aviation Inc.

Avis est donné que la compagnie « Provincial Aviation Inc. », a changé son siège social de suite 2060, Édifice Sun Life, Montréal, au numéro 1405, boulevard Industriel, Laprairie.

Le Secrétaire,
MICHEL FAUTEUX.

19415-o

2585-65

Sicard inc.

Avis est donné que la compagnie « Sicard inc. », a porté de 8 à 10 le nombre de ses administrateurs.

Le Secrétaire,
P. E. FORTIN.

19446

1648-29

Cherry River Chalets Inc.

Avis est donné que la compagnie « Cherry River Chalets Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 24 octobre 1966, et ayant son siège social à Magog, a établi son bureau sur R. R. No 2, en ladite cité.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Magog, ce 7 avril 1967.

(Sceau)

Le Président,
LAWRENCE BUZZEL.

19449

4303-66

York Taxi Ltée

Avis est donné que la compagnie « York Taxi Ltée », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes, en date du 24^e jour d'octobre 1961, a transporté son siège social de 5190, avenue Plamondon, dans la cité et le district de Montréal, à 4869, rue St-Denis, dans la cité et le district de Montréal.

Montréal, ce 4 janvier 1967.

(Sceau)

Le Secrétaire,
TIBÈRE GRUNFELD.

19450

L. M. J. Co. inc.

Avis est donné que la compagnie « L. M. J. Co. inc. », a transporté son siège social de 1200, boulevard Jules Poitras, Montréal, à 121, Fernlea Crescent, ville Mont Royal.

Le Secrétaire,
ALBERT MALOUF.

19463

3781-65

Mason-Neilan Regulator Company Limited

Avis est donné que la compagnie « Mason-Neilan Regulator Company Limited », a changé son siège social du numéro 231, rue St-Jacques ouest, Montréal, au numéro 81, rue St-Pierre, Québec.

Le Secrétaire,
W. H. LAIDLEY.

19464-o

616-24

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at St-Alexis de Matapédia, this 31st day of March, 1967.

JACQUES DUFOUR,
President.

19414

94-67

Provincial Aviation Inc.

Notice is hereby given that "Provincial Aviation Inc.", has transferred its head office from suite 2060, Édifice Sun Life, Montreal, to 1405 Boulevard Industriel, Laprairie.

MICHEL FAUTEUX,
Secretary.

19415-o

2585-65

Sicard inc.

Notice is given that "Sicard inc.", has changed the number of its directors from 8 to 10.

P. E. FORTIN,
Secretary.

19446-o

1648-29

Cherry River Chalets Inc.

Notice is hereby given that "Cherry River Chalets Inc.", incorporated by letters patent dated October 24, 1966, and having its head office in Magog, has established its office on R.R. 2 in the said city.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Magog, this April 7, 1967.

(Seal)

LAWRENCE BUZZEL,
President.

19449-o

4303-66

York Taxi Ltd.

Notice is hereby given that "York Taxi Ltd.", incorporated under the Québec Companies Act by letters patent dated the 24th day of October, 1961, has moved its head office from 5190 Plamondon Avenue, in the city and district of Montreal, to 4869 St. Denis Street, in the city and district of Montreal.

Montreal, this January 4, 1967.

(Seal)

TIBÈRE GRUNFELD,
Secretary.

19450-o

L. M. J. Co. inc.

Notice is given that "L. M. J. Co. inc.", has transferred its head office from 1200 Jules Poitras Boulevard, Montreal, to 121 Fernlea Crescent, town of Mount Royal.

ALBERT MALOUF,
Secretary.

19463-o

3781-65

Mason-Neilan Regulator Company Limited

Notice is given that "Mason-Neilan Regulator Company Limited", has transferred its head office from 231 St. James Street, West Montreal, to 81 St. Peter Street, Quebec.

W. H. LAIDLEY,
Secretary.

19464-o

616-34

**Cercle Récréatif Familial
St-Barthelemy De Galdo**

Avis est donné que la corporation « Cercle Récréatif Familial St-Barthelemy De Galdo », constituée en corporation par lettres patentes émises par le lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, en date du 12e jour de janvier 1967, et ayant son siège social en la cité de Montréal, 2537 rue Lapointe, Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 13e jour de février 1967.

Le Président,
SALVATORE PALUMBO.
19462-o 5374-66

Crèmerie St-Grégoire inc.

Avis est donné que la compagnie « Crèmerie St-Grégoire inc. », constituée en corporation par lettres patentes octroyées le 19 janvier 1967 et ayant son siège social en la ville de Bécancour, comté de Nicolet, province de Québec, a établi son bureau dans le secteur St-Grégoire de ladite ville de Bécancour, comté de Nicolet, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné en la ville de Bécancour, ce vingt-neuvième jour du mois de mars mil neuf cent soixante-sept.

Le Président,
MARCEL DESCÔTEAUX.
19478-o 262-67

Le Centre d'autos de Waterloo inc.

Avis est donné que la compagnie « Le Centre d'autos de Waterloo inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 14 février 1967, aura sa place d'affaires à Waterloo, district de Bedford.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Granby, le 23 février 1967.

(Seau) *Le Secrétaire-trésorier,*
GUY GALLANT.
19501-o 637-67

**Cercle Récréatif Familial
St-Barthelemy De Galdo**

Notice is hereby given that the Corporation "Cercle Récréatif Familial St-Barthelemy De Galdo", incorporated by letters patents of Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated 12th day of January 1967, and having its head office in the city of Montreal, Province of Quebec, has established its office at 2537 Lapointe Street, Montreal.

As and from the date of the present notice, the said office is considered by the Corporation as being its head office.

Signed at Montreal, this 13th day of February 1967.

SALVATORE PALUMBO,
President.
19462-o 5374-66

Crèmerie St-Grégoire inc.

Notice is hereby given that "Crèmerie St-Grégoire inc.", incorporated by letters patent issued January 19, 1967, and having its head office in the town of Bécancour, county of Nicolet, Province of Quebec, has established its office in the St-Grégoire Sector of the said town of Bécancour, county of Nicolet, Province of Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given in the town of Bécancour, this twenty-ninth day of the month of March, one thousand nine hundred and sixty-seven.

MARCEL DESCÔTEAUX,
President.
19478 262-67

Le Centre d'autos de Waterloo inc.

Notice is hereby given that "Le Centre d'autos de Waterloo inc.", company incorporated by letters patent issued under the part first of the Quebec Companies' Act, on the 14th day of February 1967, has its head office at Waterloo, district of Bedford.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office.

Dated at Granby, this February 23, 1967.

(Seal) **GUY GALLANT,**
Secretary-Treasurer.
19501-o 637-67

**Ministère des Terres et Forêts
Cadastre**

Canton de Bourlamaque

Cadastre officiel du canton de Bourlamaque, municipalité de la ville de Val-d'Or, division d'enregistrement d'Abitibi.

Avis est par la présente donné que les lots 102 à 152, rang « B » sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 12 avril 1967.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

19497-o

Canton de Manicouagan

Cadastre officiel du canton de Manicouagan, municipalité du village de Pointe-Lebel, division d'enregistrement de Saguenay.

**Department of Lands and Forests
Cadastre**

Township of Bourlamaque

Official cadastre of the township of Bourlamaque, municipality of the town of Val-d'Or, registration division of Abitibi

Notice is hereby given that lots 102 to 152, range "B" are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, April 12, 1967.

FERNAND BOUTIN,
Deputy-minister.

19497-o

Township of Manicouagan

Official cadastre of the township of Manicouagan, municipality of the village of Pointe-Lebel, registration division of Saguenay.

Avis est par la présente donné que les lots 28-5, 28-6, 28-8 à 28-15, 28-17 à 28-19, 28-21, 28-22, 28-35, 28-36 à 28-44, 28-50, 28-53, 28-54, 28-56 à 28-58, 28-61, 29-16 à 29-21, 29-23, 29-24, 29-30 à 29-32, 29-43, 29-45, 29-57, 29-60, 29-64 à 29-69, 29-71 à 29-73, 29-75, 29-76, 29-81, 29-83 et 29-85, rang V sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 14 avril 1967.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

19497-o

Paroisse de Pointe-aux-Trembles

Cadastre officiel de la paroisse de Pointe-aux-Trembles, municipalité de la cité de Pointe-aux-Trembles, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 40-66 à 40-97, 40-99 à 40-111, 40-234 à 40-246, 40-256 à 40-263, 40-265 à 40-270, 40-272 à 40-281, 40-303 à 40-312, 40-316 à 40-322, 40-343 à 40-346, 40-348, 40-349, 40-355 à 40-358, 41-35 à 41-38, 41-40, 41-41, 41-47 à 41-50, 41-53 et 41-54 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 14 avril 1967.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

19497-o

Paroisse de Ste-Thérèse de Blainville

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, municipalité de la paroisse de Ste-Thérèse, division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que les lots 535-26, 535-67, 541-61, 541-114 à 541-116 et la partie restante des lots 535-66 et 541-113 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 8 mars 1967.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

19497-o

Canton d'Ascot

Cadastre officiel du canton d'Ascot, municipalité de Ascot Corner, division d'enregistrement de Sherbrooke.

Avis est par la présente donné que partie du lot 28-8-3-19 est annulée et le lot 28-8-3-26 (rue) est corrigé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 13 avril 1967.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

19497-o

Paroisse de St-Thomas de Pierreville

Cadastre officiel de la paroisse de St-Thomas de Pierreville, municipalité de la paroisse de Notre-Dame de Pierreville, division d'enregistrement de Yamaska.

Avis est par la présente donné que le lot 322 est annulé et les lots 318, 320, 321 et 323 sont corrigés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 18 avril 1967.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

19497-o

Notice is hereby given that lots 28-5, 28-6, 28-8 to 28-15, 28-17 to 28-19, 28-21, 28-22, 28-35, 28-36 to 28-44, 28-50, 28-53, 28-54, 28-56 to 28-58, 28-61, 29-16 to 29-21, 29-23, 29-24, 29-30 to 29-32, 29-43, 29-45, 29-57, 29-60, 29-64 to 29-69, 29-71 to 29-73, 29-75, 29-76, 29-81, 29-83 and 29-85, range V are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, April 4, 1967.

FERNAND BOUTIN,
Deputy-minister.

19497-o

Parish of Pointe-aux-Trembles

Official cadastre of the parish of Pointe-aux-Trembles, municipality of the city of Pointe-aux-Trembles, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 40-66 to 40-97, 40-99 to 40-111, 40-234 to 40-246, 40-256 to 40-263, 40-265 to 40-270, 40-272 to 40-281, 40-303 to 40-312, 40-316 to 40-322, 40-343 to 40-346, 40-348, 40-349, 40-355 to 40-358, 41-35 to 41-38, 41-40, 41-41, 41-47 to 41-50, 41-53 and 41-54 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, April 14, 1967.

FERNAND BOUTIN,
Deputy-minister.

19497-o

Parish of Ste-Thérèse de Blainville

Official cadastre of the parish of Ste-Thérèse de Blainville, municipality of the parish of Ste-Thérèse, registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that lots 535-26, 535-67, 541-61, 541-114 to 541-116 and the remaining part of lots 535-66 and 541-113 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, March 8, 1967.

FERNAND BOUTIN,
Deputy-minister.

19497-o

Township of Ascot

Official cadastre of the township of Ascot, municipality of Ascot Corner, registration division of Sherbrooke.

Notice is hereby given that part of lot 28-8-3-19 is cancelled and lot 28-8-3-26 (Street) is corrected in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, April 13, 1967.

FERNAND BOUTIN,
Deputy-minister.

19497-o

Parish of St-Thomas de Pierreville

Official cadastre of the parish of St-Thomas de Pierreville, municipality of the parish of Notre-Dame de Pierreville, registration division of Yamaska.

Notice is hereby given that lot 322 is cancelled and lots 318, 320, 321 and 323 are corrected in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, April 18, 1967.

FERNAND BOUTIN,
Deputy-minister.

19497-o

**Ministère de l'Agriculture
et de la Colonisation**

**Department of Agriculture
and Colonization**

**Société coopérative agricole
de beurrerie de Ste-Croix**

**Société coopérative agricole
de beurrerie de Ste-Croix**

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des membres de la « Société coopérative agricole de beurrerie de Ste-Croix », tenue à Ste-Croix le 4 avril 1967, il a été résolu de liquider la coopérative, conformément aux dispositions de l'article 33 de la Loi des sociétés coopératives agricoles, Statuts refondus, 1964, chapitre 124, et que messieurs Aimé Larochelle, Robert Demers et Georges Lemay ont été nommés liquidateurs.

Notice is hereby given that at a special general meeting of the members of "Société coopérative agricole de beurrerie de Ste-Croix", held at Ste-Croix on April 4, 1967, a resolution was passed that the affairs of the cooperative be wound up, in conformity with the provisions of section 33 of the Cooperative Agricultural Associations Act, Revised Statutes, 1964, chapter 124, and that Messrs. Aimé Larochelle, Robert Demers and Georges Lemay have been appointed liquidators.

Donné au bureau du ministre de l'Agriculture et de la Colonisation, ce quatorzième jour d'avril 1967.

Given at the office of the Minister of Agriculture and Colonization, this fourteenth day of April, 1967.

*Le Sous-ministre de l'Agriculture
et de la Colonisation,*
ROMÉO LALANDE.

ROMÉO LALANDE,
*Deputy-Minister of Agriculture,
and Colonization.*

19502-o

19502

**Ministère des Finances
Assurances**

**Department of Finance
Insurance**

**La Stabilité, Compagnie d'Assurance-Vie
Stability Life Insurance Company**

**La Stabilité, Compagnie d'Assurance-Vie
Stability Life Insurance Company**

Avis de changement de siège social

Notice of Change of Head Office

Avis est donné, par les présentes, que « La Stabilité, Compagnie d'Assurance-Vie — Stability Life Insurance Company », constituée en corporation le 18 mai 1965, par lettres patentes émises sous l'empire de la Loi des assurances de Québec, ayant son siège social dans la ville de Montréal, au numéro 360 ouest, rue St-Jacques, l'a transporté au numéro 801 est, rue Sherbrooke, Montréal.

Notice is hereby given that "La Stabilité, Compagnie d'Assurance-Vie — Stability Life Insurance Company", incorporated on May 18th, 1965, by letters patent issued pursuant to the provisions of the Quebec Insurance Act, having its head office in the city of Montreal, at number 360, St. James Street West, has moved it to 801, Sherbrooke Street East, Montreal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant l'adresse de son siège social.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the address of its head office.

Donné à Montréal, ce 18ème jour d'avril 1967.

Given at Montreal, this 18th day of April 1967.

Le Secrétaire,
19465-17-o PAUL-ÉMILE LAFRANCE.

19465-17-o
Secretary.

American Security Insurance Company

American Security Insurance Company

*Avis d'émission de permis
et de certificat d'enregistrement*

*Notice of Issue of License
and Certificate of Registration*

Avis est donné, par les présentes, que « American Security Insurance Company », enregistrée sous le numéro 695, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 1392, qui l'autorise, à compter du 22 mars 1967, à effectuer dans la Province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants: Incendie, et accessoirement — agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, défectuosité d'extincteurs automatiques, explosion limitée ou inhérente, fuite d'eau, grêle, intempéries, ouragan, tremblement de terre; Automobile à l'exclusion de la responsabilité pour dommages à la personne à raison de blessures ou de mort accidentelle, ou à la propriété causés par la garde ou l'usage d'une automobile; Transport intérieur.

Notice is hereby given that "American Security Insurance Company", registered under number 695, has obtained the license and certificate of registry number 1392, authorizing it, as from the 22nd of March 1967, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Fire, and supplementary thereto — civil commotion, earthquake, falling aircraft, hail, impact by vehicles, limited or inherent explosion, sprinkler leakage, water damage, weather, windstorm; Automobile, excluding insurance against liability for loss or damage to persons or property caused by an automobile or the use or operation thereof; Inland transportation.

Le siège social de la compagnie est située à 1221, rue Peachtree, Atlanta, Georgie, États-Unis d'Amérique.

The head office of the company is situated at 1221, Peachtree Street, Atlanta, Georgia, United States of America.

La compagnie a nommé monsieur Aubrey C. Shackell, c.a., 800, Place Victoria, Suite 2604, Montréal, son procureur dans la Province.

The company has appointed Mr. Aubrey C. Shackell, c.a., 800, Victoria Place, Suite 2604, Montreal, its attorney in the Province.

Donné au bureau du Service des assurances,
Ministère des finances, le 4 avril 1967.

Pour le Ministre des finances
de la Province,
Le Surintendant des assurances,

19503-17-2-o

ROGER-A. CAMARAIRE.

Given at the office of the Insurance Branch,
Department of Finance, the 4th of April 1967.
For the Minister of Finance
of the Province.

ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.

19503-17-2-o

Vente d'effet non-réclamés

Sale of Unclaimed Baggage

La Cie des Messageries Canadien Pacifique

Avis est par les présents donné que tous les effets reçus avant le 1er jour de mai 1966, et non réclamés aux bureaux des Messageries Canadien Pacifique, à divers endroits de la province de Québec, seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Frank Waddington, encanteur, 128 est, rue King, Toronto, Ontario, à onze heures du matin, le 4e jour de mai 1967, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Québec, Qué., le 20 mars 1967.

Le Surintendant général,
E. M. THRASHER.

19040-12-6-o

Canadian Pacific Express Company

Notice is hereby given that all goods received previous to the 1st day of May 1966, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Express Company, at different points in the Province of Quebec, will be sold at public auction to the highest bidder by Frank Waddington, Auctioneer, at 128 King Street East, Toronto, Ontario, at 11:00 o'clock in the forenoon, on the 4th day of May 1967, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Québec, Que., March 20, 1967.

E. M. THRASHER,
General Superintendent.

19040-12-6-o

Ministère de l'Industrie et du Commerce

Department of Industry and Commerce

Loi sur les pêcheries

Ficheries Act

Règlement de pêche du Québec Avis de pêche aux coques

Quebec Fishery Regulation Notice of Clam Fishing

Vu la décision du Ministre de la Santé Nationale et du Bien-Être Social à l'effet que les coques des régions coquillères situées le long des côtes et des eaux:

N-4.2 région s'étendant de la Pointe Orient (en ligne avec le pont de Rivière Laval) — pont de la rivière Blanche

N-4.3 région s'étendant du pont de la rivière Blanche — pont de la rivière Colombier sont toxiques à un point qui les rend dangereuses pour la consommation à l'état cru.

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au Ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coques provenant desdites régions.

La présente interdiction ne s'applique pas cependant aux producteurs licenciés (Arrêté en Conseil Québec 1963-779) pour la mise en conserve seulement.

Québec, le 19 avril 1967.

Le Ministre de l'Industrie et Commerce,
19498-o MAURICE BELLEMARE.

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that clams in shellfish areas situated along the shores and waters:

N-4.2 region extending from Pointe Orient (in line with the bridge of Laval River) — bridge of Blanche River.

N-4.3 region extending from the bridge of Blanche River — bridge of Colombier River are toxic to a degree unsafe for use as a raw food.

Therefore, pursuant to section 6, paragraph 1, of the Quebec Fishery Regulation, the Minister hereby closes the said areas and forbids anybody whomsoever to fish, take or to have in his possession, clams from the said areas.

The present interdiction does not apply however to licensed producers (Order in Council Quebec 1963-779) for canning purposes only.

Québec, April 19, 1967.

MAURICE BELLEMARE,
19498 Minister of Industry and Commerce.

Loi sur les pêcheries

Ficheries Act

Règlement de pêche du Québec Avis de pêche aux coques

Quebec Fishery Regulation Notice of Clam Fishing

Vu la décision du Ministre de la Santé Nationale et du Bien-Être Social à l'effet que les coques des régions coquillères situées le long des côtes et des eaux:

N-4.4 région s'étendant du pont de la rivière Colombier — quai de l'Anse Noire ne sont plus toxiques à un point qui les rend dangereuses pour la consommation à l'état cru.

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au Ministre d'ouvrir

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that clams in shellfish areas situated along the shores and waters:

N-4.4 region extending from the bridge of Colombier River — wharf of Anse Noire are no longer toxic to a degree unsafe for use as a raw food.

Therefore, pursuant to section 6, paragraph 1, of the Quebec Fishery Regulation, the Minister is pleased to open the said regions for fishing and

lesdites régions à la pêche et de permettre à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coques provenant desdites régions.
 Québec, le 19 avril 1967.

Le Ministre de l'Industrie et Commerce,
 19498-0 MAURICE BELLEMARE.

permits anyone whomsoever to fish, take or have in his possession clams coming from the said regions.

Quebec, April 19, 1967.
 MAURICE BELLEMARE,
 19498 Minister Industry and of Commerce.

Syndicats professionnels

Professional Syndicates

Association des Employés de Fleet Truck Bodies inc. (F.C.A.I.)

(Loi des syndicats professionnels)

La construction d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Employés de Fleet Truck Bodies inc. (F.C.A.I.) », a été autorisée par le secrétaire de la province le 21 mars 1967.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 29 mars 1967.
Le Sous-secrétaire de la province,
 RAYMOND DOUVILLE.
 19416-0 23-67

Association des Employés de Fleet Truck Bodies inc. (F.C.A.I.)

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des Employés de Fleet Truck Bodies inc. (F.C.A.I.)", has been authorized by the Provincial Secretary on March 21, 1967.

The head office of the said professional syndicate is situated at Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, March 29, 1967.
 RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
 19416 23-67

Association des Employés de Holiday Luggage Mfg. Co. inc. (F.C.A.I.)

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Employés de Holiday Luggage Mfg. Co. inc. (F.C.A.I.) », a été autorisée par le secrétaire de la province le 20 mars 1967.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à 760, ouest, Crémazie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 29 mars 1967.
Le Sous-secrétaire de la province,
 RAYMOND DOUVILLE.
 19417-0 21-67

Association des Employés de Holiday Luggage Mfg. Co. inc. (F.C.A.I.)

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des Employés de Holiday Luggage Mfg. Co. inc. (F.C.A.I.)", has been authorized by the Provincial Secretary on March 20, 1967.

The head office of the said professional syndicate is situated at 760 Crémazie West, Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, March 29, 1967.
 RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
 19417 21-67

Association des Employés de Lingerie inc. F.C.A.I. (Model Lingerie Itée)

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Employés de Lingerie inc. F.C.A.I. (Model Lingerie Itée) », a été autorisée par le secrétaire de la province le 29 mars 1967.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 4 avril 1967.
Le Sous-secrétaire de la province,
 RAYMOND DOUVILLE.
 19418-0 99-66

Association des Employés de Lingerie inc. F.C.A.I. (Model Lingerie Itée)

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des Employés de Lingerie inc. F.C.A.I. (Model Lingerie Itée)", has been authorized by the Provincial Secretary on March 29, 1967.

The head office of the said professional syndicate is situated at Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, April 4, 1967.
 RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
 19418 99-66

Association Professionnelle des Musiciens Éducateurs du Québec (A.P.M.E.Q.), Région des Cantons de l'Est

(Loi des syndicats professionnels)

La construction d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association Professionnelle des Musiciens Éducateurs du Québec (A.P.M.E.Q.), Région des Cantons de l'Est », a été autorisée par le secrétaire de la province le 4 avril 1967.

Association Professionnelle des Musiciens Éducateurs du Québec (A.P.M.E.Q.), Région des Cantons de l'Est

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association Professionnelle des Musiciens Éducateurs du Québec (A.P.M.E.Q.), Région des Cantons de l'Est", has been authorized by the Provincial Secretary on April 4, 1967.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Québec, le 10 avril 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19419-o

27-67

The head office of the said professional syndicate is situated at Drummondville, judicial district of Drummond.

Québec, April 10, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19419

27-67

Electric Appliance Employees' Association Inc. C.F.I.A. (Mc Donald)

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Electrical Appliance Employees' Association Inc. C.F.I.A. (Mc Donald) », a été autorisée par le secrétaire de la province le 14 mars 1967.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à 760 ouest Crémazie, Montréal 15, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 29 mars 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19420-o

18-67

Electrical Appliance Employees' Association Inc. C.F.I.A. (Mc Donald)

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Electrical Appliance Employees' Association Inc. C.F.I.A. (Mc Donald)", has been authorized by the Provincial Secretary on March 14, 1967.

The head office of the said professional syndicate is situated at 760 Cremazie West, Montreal 15, judicial district of Montreal.

Québec, March 29, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19420

18-67

Syndicat des employés du centre d'apprentissage des métiers de la construction de Hull

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat des employés du centre d'apprentissage des métiers de la construction de Hull », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 16 septembre 1966.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Hull, district judiciaire de Hull.

Québec, le 21 septembre 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19471-o

29-66

Syndicat des employés du centre d'apprentissage des métiers de la construction de Hull

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate under the name of "Syndicat des employés du centre d'apprentissage des métiers de la construction de Hull", has been authorized by the Provincial Secretary on September 16, 1966.

The head office of the said professional syndicate is situated at Hull, judicial district of Hull.

Québec, September 21, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19471

29-66

Syndicat des Gardes-malades et Infirmiers Auxiliaires Licenciés de l'Institut Albert Prévost, l'Hôpital Ste-Justine et Doctors Hospital Inc.

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat des Gardes-malades et Infirmiers Auxiliaires Licenciés de l'Institut Albert Prévost, l'Hôpital Ste-Justine et Doctors Hospital Inc. », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 19 avril 1967.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 21 avril 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19472-o

33-67

Syndicat des Gardes-malades et Infirmiers Auxiliaires Licenciés de l'Institut Albert Prévost, l'Hôpital Ste-Justine et Doctors Hospital Inc.

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat des Gardes-malades et Infirmiers Auxiliaires Licenciés de l'Institut Albert Prévost, l'Hôpital Ste-Justine et Doctors Hospital Inc.", has been authorized by the Provincial Secretary on April 19, 1967.

The head office of the said professional syndicate is situated at Montreal, judicial district of Montreal.

Québec, April 21, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19472

33-67

Association Syndicale des Employés de la Boulangerie Champion inc. (F.C.A.I.)

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association Syndicale des Employés de la Boulangerie Champion inc. (F.C.A.I.) », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 17 avril 1967.

Association Syndicale des Employés de la Boulangerie Champion inc. (F.C.A.I.)

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association Syndicale des Employés de la Boulangerie Champion inc. (F.C.A.I.)", has been authorized by the Provincial Secretary on April 17, 1967.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à 760, boulevard Crémazie ouest, Montréal 15, district judiciaire de Montréal. Québec, le 19 avril 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19479-o 30-67

Le Syndicat des Gardes-malades Auxiliaires de l'Hôpital du Sacré-Coeur de Cartierville

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Le Syndicat des Gardes-malades Auxiliaires de l'Hôpital du Sacré-Coeur de Cartierville », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 19 avril 1967.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 24 avril 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19480-o 34-67

Syndicat des Producteurs de Lait Nature du Nord-Ouest Québécois (U.C.C.)

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat des Producteurs de Lait Nature du Nord-Ouest Québécois (U.C.C.) », a été autorisée par le Secrétaire de la province, le 19 avril 1967.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Québec, le 24 avril 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19481-o 26-67

The head office of the said professional syndicate is situated at 760, boulevard Crémazie, West, Montreal 15, judicial district of Montreal. Quebec, April 19, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19479 30-67

Le Syndicat des Gardes-malades Auxiliaires de l'Hôpital du Sacré-Coeur de Cartierville

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Le Syndicat des Gardes-malades Auxiliaires de l'Hôpital du Sacré-Coeur de Cartierville", has been authorized by the Provincial Secretary on April 19, 1967.

The head office of the said professional syndicate is situated at Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, April 24, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19480 34-67

Syndicat des Producteurs de Lait Nature du Nord-Ouest Québécois (U.C.C.)

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat des Producteurs de Lait Nature du Nord-Ouest Québécois (U.C.C.)", has been authorized by the Provincial Secretary on April 19, 1967.

The head office of the said professional syndicate is situated at Amos, judicial district of Abitibi.

Quebec, April 24, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19481 26-67

Proclamations

Canada, Province de Québec. [L. S.]
ANDRÉ TASCHEREAU

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le Sous-procureur général,
JULIEN CHOUINARD. **A**TTENDU que le conseil municipal du village de l'Ange-Gardien, comté de Rouville, a soumis, pour approbation, son règlement numéro 152 à l'effet de soumettre le territoire de cette municipalité à la juridiction de la Cour municipale de la ville de Saint-Césaire;

ATTENDU que le conseil municipal de la ville de Saint-Césaire, par son règlement numéro 313, a concouru dans la teneur dudit règlement adopté par le conseil municipal du village de l'Ange-Gardien;

ATTENDU que, sous l'autorité de l'article 7 de la Loi des Cours municipales (Statuts refondus,

Proclamations

Canada, Province of Quebec. [L. S.]
ANDRÉ TASCHEREAU

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these presents shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

JULIEN CHOUINARD, *Deputy Attorney General.* **W**HEREAS the municipal Council of the village of Ange-Gardien, county of Rouville, submitted for approval its by-law number 152 to the effect of submitting the territory of this municipality to the jurisdiction of the municipal Court of the town of Saint-Césaire;

WHEREAS the municipal Council of the town of Saint-Césaire, by its by-law number 313 has agreed to the terms of the said by-law adopted by the municipal Council of the village of Ange-Gardien;

WHEREAS, under the authority of section 7 of the Municipal Courts Act (Revised Statutes,

1964, chapitre 24), le lieutenant-gouverneur en conseil a donné son approbation à ces règlements.

À CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 960, en date du 4 avril 1967, et vu les dispositions des articles 693 à 697 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), et des articles 3 à 7 de la Loi des Cours municipales (Statuts refondus, 1964, chapitre 24), Nous avons décrété et décrétons qu'à compter de trente et un jours après la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le territoire du village de l'Ange-Gardien, comté de Rouville, sera soumis à la juridiction de la Cour municipale de la ville de Saint-Césaire.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable ANDRÉ TASCHEREAU, LL.D., D.C.L., juge à la Cour du Banc de la Reine, administrateur du gouvernement de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-neuvième jour d'avril en l'année mil neuf cent soixante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la seizième année.

Par ordre,

19406-o *Le Sous-secrétaire de la province,*
RAYMOND DOUVILLE.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]
ANDRÉ TASCHEREAU

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le Sous-procureur général,
JULIEN CHOUINARD. { ATTENDU QUE la forêt est une des plus importantes richesses du Québec;

ATTENDU QU'il importe, dans l'intérêt de la province, d'assurer, par tous les moyens possibles, la conservation, l'aménagement rationnel et la restauration de cette richesse;

ATTENDU QUE, pour réaliser ceci, il est essentiel que la population ait le respect de l'arbre et soit pleinement consciente de ses responsabilités envers la forêt;

ATTENDU QUE la proclamation d'une « Semaine de l'arbre » a pour but de rappeler les bienfaits que procurent l'arbre et la forêt, et vu l'article 165 de la Loi des terres et forêts, Statuts refondus, 1964, chapitre 92;

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1007, en date du 13

1964, chapter 24), the Lieutenant-Governor in Council has given his approval to these by-laws.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 960, dated April 4, 1967, and in view of the provisions of sections 693 to 697 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), and of sections 3 to 7 of the Municipal Courts Act (Revised Statutes, 1964, chapter 24), We have decreed and do decree that from and after thirty-one days following the publication of this proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the territory of the village of Ange-Gardien, county of Rouville, will be submitted to the jurisdiction of the municipal Court of the town of Saint-Césaire.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable ANDRÉ TASCHEREAU, LL.D., D.C.L., Judge of the Court of Queen's Bench, administrator of the Quebec Provincial Government.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this nineteenth day of April in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-seven and in the sixteenth year of Our Reign.

By command,

19406 *RAYMOND DOUVILLE,*
Assistant Secretary of the Province.

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]
ANDRÉ TASCHEREAU

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada, and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

JULIEN CHOUINARD, *Deputy Attorney General.* { WHEREAS the forest is one of Québec's most important sources of wealth;

WHEREAS it is expedient, in the interest of the Province, to assure, by all possible means, the conservation, source of rational organization and restoration of this wealth;

WHEREAS, to realize this, it is essential that the population respect the arbor and be fully conscious of its responsibilities to the forest;

WHEREAS the proclaiming of an "Arbor Week" is made for the purpose of bringing to mind the benefits which the arbor and forest can procure, and pursuant to section 165 of the Lands and Forests Act, Revised Statutes, 1964, chapter 92;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1007, dated April 13, 1967, We

avril 1967, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons qu'une semaine soit nommément consacrée au culte de l'arbre et que la période du 7 au 13 mai 1967 soit proclamée officiellement la « Semaine de l'arbre » dans la province de Québec.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable ANDRÉ TASCHEREAU, LL.D., D.C.L., juge à la Cour du Banc de la Reine, administrateur du gouvernement de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-quatrième jour d'avril en l'année mil neuf cent soixante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la seizième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

19406-o

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]
ANDRÉ TASCHEREAU

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le Sous-procureur général,
JULIEN CHOUINARD. { ATTENDU que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par proclamation, déclarer une région sauvegardée, au sens et aux fins de l'article 144 de la Loi des terres et forêts, chapitre 92, S.R.Q., 1964, toute région de la province qu'il désigne;

ATTENDU qu'il peut en outre, suivant les dispositions de l'article 145 de la susdite loi, exiger que toute personne voulant pénétrer ou circuler dans une région ainsi déclarée sauvegardée, pendant la période de temps comprise entre le 1er avril et le 15 novembre, se munisse, au préalable, d'un permis;

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1012, en date du 13 avril 1967, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons:

QUE pour la saison de protection 1967, soient déclarés comme régions sauvegardées, les territoires suivants où sont comprises des terres vacantes de la Couronne, des forêts affermées, ainsi que des forêts privées d'une étendue d'au moins 2,000 acres:

I. Ungava: Tout le territoire du Nouveau-Québec.

II. Ashuanipi: Tout le territoire compris entre le district électoral de Saguenay, de Duplessis et le Nouveau-Québec.

have decreed and ordered and, by the presents, decree and order that a week be dedicated especially to the cult of the arbor and that the period from May 7 to May 13, 1967, be officially proclaimed "Arbor Week" in the Province of Quebec.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable ANDRÉ TASCHEREAU, LL.D., D.C.L., Judge at the Court of the Queen's Bench, Administrator of the Government of the Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our Town of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-fourth day of April, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and sixty-seven and in the sixteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]
ANDRÉ TASCHEREAU

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

JULIEN CHOUINARD, *Deputy Attorney General.* { WHEREAS the Lieutenant-Governor in Council may, by proclamation, declare any district of the Province he indicates to be a fire district within the meaning and for the purposes of section 144 of the Lands and Forests Act, chapter 92, R.S.Q., 1964;

WHEREAS he may also, following the provisions of section 145 of the aforementioned act, require that everyone wishing to enter or travel about in a region thus declared to be a fire district, between the 1st of April and the 15th of November shall previously obtain a permit;

Whereas he may also, following the provisions THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1012, dated April 13, 1967, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order:

THAT for the 1967 forest protection season, the following territories wherein are comprised vacant Crown lands, leased forests and private forests with an area of at least 2,000 acres, be declared as fire districts:

I. Ungava: All the territory of New Quebec.

II. Ashuanipi: All the territory comprised between the electoral district of Saguenay, Duplessis and New Quebec.

III. Mistassini: Tout le territoire compris entre la limite sud du Nouveau-Québec et la limite nord des districts électoraux d'Abitibi-ouest, d'Abitibi-est, de Roberval et de Chicoutimi, et dont les eaux se déversent dans la Baie James.

IV. Côte Nord: Le district électoral de Saguenay.

V. Basse Côte Nord: Le district électoral de Duplessis.

VI. Abitibi: Les districts électoraux de Rouyn-Noranda, d'Abitibi-est et d'Abitibi-ouest.

VII. Témiscamingue: Les districts électoraux de Pontiac et de Témiscamingue.

VIII. Outaouais: Les districts électoraux de Gatineau, de Papineau et de Labelle.

IX. Nord de Montréal: Les districts électoraux de Terrebonne, d'Argenteuil, d'Assomption, de Montcalm, de Joliette et de Berthier.

X. St-Maurice-ouest: Les districts électoraux de Maskinongé et de St-Maurice.

XI. St-Maurice-est: Les districts électoraux de Québec, de Portneuf, de Champlain et de Laviolette.

XII. Laurentides: Les districts électoraux de Montmorency et de Charlevoix en entier, et ceux de Chicoutimi et de Jonquière-Kénogami pour la partie située au sud de la rivière Saguenay.

XIII. Lac St-Jean: Les districts électoraux de Roberval et de Lac St-Jean en entier, et ceux de Chicoutimi et de Jonquière-Kénogami pour la partie située au nord de la rivière Saguenay.

XIV. Cantons de l'est: Les districts électoraux de Missisquoi, de Brôme, de Shefford, de Stanstead, de Sherbrooke, de Richmond, d'Arthabaska, de Wolfe, de Compton, de Mégantic, de Drummond et de Yamaska.

XV. Chaudière: Les districts électoraux de Frontenac, de Beauce, de Dorchester et de Lotbinière.

XVI. Rive Sud: Les districts électoraux de Bellechasse, de Montmagny, de L'Islet, de Kamouraska, de Rivière-du-Loup et de Témiscouata.

XVII. Gaspésie: Les districts électoraux de Rimouski, de Matane, de Matapédia, de Bonaventure, de Gaspé-Nord et de Gaspé-Sud.

QUE pour pénétrer ou circuler en forêt sur les terres vacantes de la Couronne, les forêts affermées, ainsi que les forêts privées d'une étendue d'au moins 2,000 acres, comprises dans les susdites régions sauvegardées, toute personne devra au préalable obtenir le permis de circulation prévu par la Loi des terres et forêts et l'exhiber, si elle en est requise par tout garde-feu, tout constable ou tout officier de la paix, et ce, sous les pénalités et les sanctions édictées par la loi précitée;

QUE tel permis de circulation soit exigible pendant la période de temps jugée nécessaire par le ministre des terres et forêts:

a) à compter du 1^{er} mai de chaque année, dans les régions sauvegardées Nos IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI, XII, XIII, XIV, XV, XVI, XVII;

b) à compter du 15 mai de chaque année, dans les régions sauvegardées Nos I, II et III.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tout autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

III. Mistassini: All the territory comprised between the south boundary of New Quebec and the north boundary of the electoral districts of Abitibi-West, Abitibi-East, Roberval and Chicoutimi, the waters of which flow into James Bay.

IV. North Shore: The electoral district of Saguenay.

V. Lower North Shore: The electoral district of Duplessis.

VI. Abitibi: The electoral districts of Rouyn-Noranda, Abitibi-East and Abitibi-West.

VII. Témiscamingue: The electoral districts of Pontiac and Témiscamingue.

VIII. Outaouais: The electoral district of Gatineau, Papineau and Labelle.

IX. North of Montreal: The electoral districts of Terrebonne, Argenteuil, Assomption, Montcalm, Joliette and Berthier.

X. St-Maurice West: The electoral districts of Maskinongé and St-Maurice.

XI. St-Maurice East: The electoral districts of Quebec, Portneuf, Champlain and Laviolette.

XII. Laurentians: The electoral districts of Montmorency and Charlevoix in entirety, and those of Chicoutimi and Jonquière-Kénogami for the part situated south of the Saguenay River.

XIII. Lake St. John: The electoral districts of Roberval and Lake St. John in entirety, and those of Chicoutimi and Jonquière-Kénogami for the part situated north of the Saguenay River.

XIV. Eastern Townships: The electoral districts of Missisquoi, Brôme, Shefford, Stanstead, Sherbrooke, Richmond, Arthabaska, Wolfe, Compton, Mégantic, Drummond and Yamaska.

XV. Chaudière: The electoral districts of Frontenac, Beauce, Dorchester and Lotbinière.

XVI. South Shore: The electoral districts of Bellechasse, Montmagny, L'Islet, Kamouraska, Rivière-du-Loup and Témiscouata.

XVII. Gaspésie: The electoral districts of Rimouski, Matane, Matapédia, Bonaventure, Gaspé-North and Gaspé-South.

THAT to enter or travel about in the forest on vacant Crown lands, leased forests and private forests of an area of at least 2,000 acres, comprised in the aforementioned fire districts, everyone shall previously obtain a travel permit provided for by the Lands and Forests Act and show it if it is required by any fire ranger, constable or officer of the peace, and such, under the penalties and sanctions enacted by the aforementioned act;

THAT said travel permit be required during the period of time deemed necessary by the Minister of Lands and Forests:

(a) from and after May 1st of each year in fire districts Nos: IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI, XII, XIII, XIV, XV, XVI, XVII;

(b) from and after May 15 of each year in fire districts Nos: I, II and III.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable ANDRÉ TASCHEREAU, LL.D., D.C.L., juge à la Cour du Banc de la reine, administrateur du gouvernement de la province de Québec.

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable ANDRÉ TASCHEREAU, LL.D., D.C.L., Judge of the Court of Queen's Bench, administrator of the Quebec Provincial Government.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-quatrième jour d'avril en l'année mil neuf cent soixante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la seizième année.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-fourth day of April in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-seven and in the sixteenth year of Our Reign.

Par ordre,

By command,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

19406-o

19406

Examen des Agronomes

Agronomists Examination

La Corporation des Agronomes de la province de Québec

Tableau des inscriptions pour l'admission à la pratique de la profession d'agronome
Table of entries for admission to the practice of the profession of agronomists

Noms et prénoms Names and surnames	Age	Domicile Residence	Institutions
Beaudin, Paul-Émile	23	176, rue St-Jacques Napierville.	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Bernier, Larry	21	R.R no2 St-Maurice Comté de Champlain	" "
Boucher, Maurice	25	Troisième Rang St-Apollinaire Comté de Lotbinière	" "
Bussière, André	21	17, rue Bégin Lauron Comté de Lévis	" "
Caron, René	23	C. P. 9, Amqui, comté de Matapédia	" "
Côté, Jean-Marc	25	Ste-Brigitte des Saults, comté de Nicolet	" "
Dagenais, Daniel	23	2456, boul. des Quatre-Bourgeois Ste-Foy, Québec 10	" "
D'Aoust, Réal	25	1 1/2, rue Hébert, Québec 4	" "
Delisle, Jean	25	883, avenue Royale St-Jean Ile d'Orléans, comté de Montmorency	" "
Desrochers, Jean-Claude	24	113, boul. Marois, ville de Laval	" "
Doucet Roger	24	St-Jean des Piles, comté de Laviolette	" "
Dubé, Norbert	26	St-Cyprien, comté de Rivière-du-Loup	" "
Dubé, Pierre-André	25	544 ouest, rue St-Cyrille Québec 6	" "
Forest, Jean-Claude	20	140, 7e rang, Ste-Mélanie, comté de Joliette	" "
Gagnon, Marcel	27	302, 8e avenue, La Pocatière comté de Kamouraska	" "
Gardiner, Robert Patrick	25	1420, rue St-Mathieu, app. 208, Montréal 25	Université de Cambridge, Cambridge University
Girard, Maurice	25	159, rue Principale Nord, Lebel sur Quevillon, comté d'Abitibi-est	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Jacob, Jean-Paul	22	1210, boul Lavigne, Hérouxville, comté de Laviolette	" "
Keller, Ferenc	50	Petite Côte Vaudreuil	École Supérieure d'Agriculture de Mosonmagyaróvár
Lacasse, Gilles	21	St-Valier, comté de Bellechasse	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Lafontaine, Denis	22	301, 5e rue, Grand'Mère, comté de Laviolette	" "
Leclerc, Michel	23	1991, rue Poulin, Giffard, Québec 5	" "
Lorquet, Pierre	26	Farnham, comté de Missisquoi	" "
MacMillan, Keith	21	11B, rue Lamarche, Ste-Anne de Bellevue	Faculté d'Agriculture de l'Université McGill, Faculty of Agriculture of McGill University
Marquis, Léo-Jacques	24	11, rue St-Joseph, Ste-Marie, comté de Beauce	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Martel, Yvon	24	Brigham, comté de Brôme	" "
Millette, Pierre	24	2851, chemin Chambly, ville Jacques-Cartier	" "
Pelletier, Ghislain	22	86, ave des Erables, Montmagny	" "
Pelletier, Gilles	26	806, avenue Monk, app. 1, Québec 6	" "
Pelletier, Marcel	26	C.P. 225, Ste-Marie, comté de Beauce	" "
Rony, Dominique D.	40	1126, ave Jean Dequen, Ste-Foy, Québec 10	" "
Saint-Louis, Gilles	23	216, rue Côté, Matane, P.Q.	" "
Saint-Pierre, Michel	26	2470, boul. des Quatre-Bourgeois, app. 59, Ste-Foy, Québec 10	" "
Talbot, Serge	22	27, 32e Avenue, Pointe-aux-Trembles	" "
Vinat, Denys	25	2326, chemin Ste-Foy, app. 3, Ste-Foy, app. 3	" "

Noms et prénoms Names and surnames	Age	Domicile Residence	Institutions
Bouchard, Réjean	24	R.R. no 3, Normandin, comté de Roberval	" "
Pelletier, Marc-Henri	28	St-Roch des Aulnaies, comté de L'Islet	" "
Perron, Michel	21	St-Honoré, comté de Beauce	" "

Montréal 12, le 25 avril 1967.—Montréal 12, April 25, 1967.

*Le secrétaire général de La Corporation des Agronomes
de la province de Québec,
THÉODORE MONGEON, agronome,
General Secretary of La Corporation des Agronomes
de la province de Québec.*

19499-17-2-o

Soumissions

Les Commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de la ville d'East Angus Comté de Compton

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Mlle Pauline Lemieux, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures p.m., au Bureau de la commission scolaire, 62, rue Laurier, East Angus, comté de Compton, P.Q., et par après jusqu'à 7.30 heures du soir, à la Salle de l'École Labrecque, 146 rue Angus, East Angus, comté de Compton, P.Q., mercredi, le 17 mai 1967, pour l'achat de \$145,000 d'obligations des commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de la ville d'East-Angus, comté de Compton, datées du 1er juin 1967 et remboursables par séries du 1er juin 1968 au 1er juin 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution datée du 13 décembre 1966 — \$145,000 — agrandissement de l'école St-Louis-de-France.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1967.

Tableau d'amortissement — \$145,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1968.....	x \$31,000
1er juin 1969.....	x 33,500
1er juin 1970.....	x 35,500
1er juin 1971.....	1,500
1er juin 1972.....	1,500
1er juin 1973.....	1,500
1er juin 1974.....	2,000
1er juin 1975.....	2,000
1er juin 1976.....	2,000
1er juin 1977.....	2,000
1er juin 1978.....	2,500
1er juin 1979.....	2,500
1er juin 1980.....	2,500
1er juin 1981.....	3,000
1er juin 1982.....	3,000
1er juin 1983.....	3,500
1er juin 1984.....	3,500
1er juin 1985.....	3,500
1er juin 1986.....	4,000
1er juin 1987.....	4,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$110,000 accordé par le gouvernement provin-

Tenders

The Catholic School Commissioners for the Municipality of the town of East Angus County of Compton

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Miss Pauline Lemieux, secretary-treasurer, until 5:00 o'clock p.m., at the office of the school commission, 62 Laurier Street, East Angus, county of Compton, P.Q., and afterwards until 7:30 o'clock p.m., at the Hall of Labrecque School, 146 Angus Street, East Angus, county of Compton, P.Q., Wednesday, May 17, 1967, for the purchase of an issued of \$145,000 of bonds for the Catholic school commissioners for the municipality of the town of East-Angus, county of Compton, dated June 1, 1967, and redeemable serially from June 1, 1968 to June 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated December 13, 1966 — \$145,000 — enlargement of the St-Louis-de-France School.

For adjudication only, interest shall be calculated as from June 1, 1967.

Table of redemption — \$145,000 — 20 years

Year	Capital
June 1, 1968.....	x \$31,000
June 1, 1969.....	x 33,500
June 1, 1970.....	x 35,500
June 1, 1971.....	1,500
June 1, 1972.....	1,500
June 1, 1973.....	1,500
June 1, 1974.....	2,000
June 1, 1975.....	2,000
June 1, 1976.....	2,000
June 1, 1977.....	2,000
June 1, 1978.....	2,500
June 1, 1979.....	2,500
June 1, 1980.....	2,500
June 1, 1981.....	3,000
June 1, 1982.....	3,000
June 1, 1983.....	3,500
June 1, 1984.....	3,500
June 1, 1985.....	3,500
June 1, 1986.....	4,000
June 1, 1987.....	4,500

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$110,000 granted by the Provincial Government

cial et payable en deux versements de \$36,666.66 chacun et un versement de \$36,666.68 de 1968 à 1970 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à East Angus.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 17 mai 1967, à 7.30 heures du soir, à la Salle de l'École Labrecque, 146, rue Angus, East Angus, comté de Compton, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

East Angus, (Comté de Compton), ce 19 avril 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
Mlle PAULINE LEMIEUX.

Bureau de la commission scolaire,
62, rue Laurier, C.P. 418,
East Angus, (Compton), P.Q.
Téléphone: 832-2680, code 819. 19466-o

Village de La Providence
Comté de St-Hyacinthe

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Dominique Dupont, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 370, rue St-Charles, La Providence, comté de St-Hyacinthe, P.Q., jusqu'à 5 heures du soir, mardi, le 16 mai 1967, pour l'achat de \$107,500 d'obligations du village de La Providence, comté de St-Hyacinthe datées du 1er mai 1967 et remboursables par séries du 1er mai 1968 au 1er mai 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 187 — \$52,500 — renouvellement; 234 — \$55,000 — aqueduc, égouts, voirie.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1967.

Tableau d'amortissement — \$107,500 — 20 ans

Année	Capital
1er mai 1968.....	\$5,500
1er mai 1969.....	6,000
1er mai 1970.....	6,000
1er mai 1971.....	7,000
1er mai 1972.....	7,000
1er mai 1973.....	7,500

and payable in two instalments of \$36,666.66 each and one instalment of \$36,666.68 from 1968 to 1970 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at East Angus.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, May 17, 1967, at 7:30 o'clock p.m., at the Hall of Labrecque School, 146 Angus Street, East Angus, county of Compton, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

East Angus, (County of Compton), April 19, 1967.

MISS PAULINE LEMIEUX,
Secretary-Treasurer.

Office of the school commission,
62 Laurier Street, P.O. Box 418,
East Angus, (Compton), P.Q.
Telephone: 832-2680, code 819. 19466

Village of La Providence
County of St-Hyacinthe

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Dominique Dupont, secretary-treasurer, Town Hall, 370 St-Charles Street, La Providence, county of St-Hyacinthe, P.Q., until 5:00 o'clock p.m., Tuesday, May 16, 1967, for the purchase of an issue of \$107,500 of bonds for the village of La Providence, county of St-Hyacinthe, dated May 1, 1967, and redeemable serially from May 1, 1968 to May 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue of it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 187 — \$52,500 — renewal; 234 — \$55,000 — aqueduct, sewers, roads.

For adjudication only, interest shall be calculated as from June 1, 1967.

Table of redemption — \$107,500 — 20 years

Year	Capital
May 1, 1968.....	\$5,500
May 1, 1969.....	6,000
May 1, 1970.....	6,000
May 1, 1971.....	7,000
May 1, 1972.....	7,000
May 1, 1973.....	7,500

1er mai 1974.....	\$8,000	May 1, 1974.....	\$8,000
1er mai 1975.....	8,000	May 1, 1975.....	8,000
1er mai 1976.....	8,500	May 1, 1976.....	8,500
1er mai 1977.....	8,500	May 1, 1977.....	8,500
1er mai 1978.....	2,500	May 1, 1978.....	2,500
1er mai 1979.....	3,000	May 1, 1979.....	3,000
1er mai 1980.....	3,000	May 1, 1980.....	3,000
1er mai 1981.....	3,000	May 1, 1981.....	3,000
1er mai 1982.....	3,500	May 1, 1982.....	3,500
1er mai 1983.....	3,500	May 1, 1983.....	3,500
1er mai 1984.....	4,000	May 1, 1984.....	4,000
1er mai 1985.....	4,000	May 1, 1985.....	4,000
1er mai 1986.....	4,500	May 1, 1986.....	4,500
1er mai 1987.....	4,500	May 1, 1987.....	4,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Hyacinthe.

Le capital et les intérêts sont payables à routes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 16 mai 1967, à 5 heures du soir, Hôtel de Ville, 370, rue St-Charles, La Providence, comté de St-Hyacinthe, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

La Providence, (Comté de St-Hyacinthe), ce 18 avril 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
DOMINIQUE DUPONT.

Hôtel de Ville, 370, rue St-Charles,
La Providence, (St-Hyacinthe), P.Q.
Téléphone: 773-0341, code 514. 19467-o

**Les Commissaires d'écoles pour la
municipalité du village de Pincourt**
Comté de Vaudreuil-Soulanges

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J. B. Lamarre, N.P., secrétaire-trésorier, jusqu'à 7 heures du soir, 59, Ave de l'Église, ville de Dorion, comté de Vaudreuil, P.Q., et par après jusqu'à 7 heures 30 du soir, salle de l'École Notre-Dame-de-Lorette-de-Pincourt, rue Lussier, ville de Pincourt, comté de Vaudreuil, P.Q., mercredi, le 17 mai 1967, pour l'achat de \$90,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Pincourt, comté de Vaudreuil-Soulanges, datées du 1er juin 1967, et remboursables par séries du 1er juin 1968 au 1er juin 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, qui supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Hyacinthe.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, May 16, 1967, at 5:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 370 St-Charles Street, La Providence, county of St-Hyacinthe, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

La Providence, (County of St-Hyacinthe), April 18, 1967.

DOMINIQUE DUPONT,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 370 St-Charles Street,
La Providence, (St-Hyacinthe), P.Q.
Telephone: 773-0341, code 514. 19467

**The School Commissioners for the
Municipality of the village of Pincourt**
County of Vaudreuil-Soulanges

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned J. B. Lamarre, N.P., secretary-treasurer, until 7:00 o'clock p.m., 59 de l'Église Ave., town of Dorion, county of Vaudreuil, P.Q., and afterwards until 7:30 o'clock p.m., Hall of Notre-Dame-de-Lorette-de-Pincourt School, Lussier Street, town of Pincourt, county of Vaudreuil, P.Q., Wednesday, May 17, 1967, for the purchase of an issue of \$90,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of the village of Pincourt, county of Vaudreuil-Soulanges, dated June 1, 1967, and redeemable serially from June 1, 1968 to June 1, 1977 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Résolution datée du 8 avril 1957 — \$90,000 — renouvellement.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1967.

Tableau d'amortissement — \$90,000 — 10 ans

Année	Capital
1er juin 1968	\$7,000
1er juin 1969	7,500
1er juin 1970	8,000
1er juin 1971	8,000
1er juin 1972	8,500
1er juin 1973	9,000
1er juin 1974	9,500
1er juin 1975	10,000
1er juin 1976	11,000
1er juin 1977	11,500

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour les obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Dorion.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 17 mai 1967, à 7 heures 30 du soir, salle de l'École Notre-Dame-de-Lorette-de-Pincourt, rue Lussier, ville de Pincourt, comté de Vaudreuil, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pincourt, (Comté de Vaudreuil-Soulanges), ce 21 avril 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
J. B. LAMARRE, N.P.

59, Ave de l'Église, C.P. 157
Ville de Dorion, (Vaudreuil), P.Q.
Téléphone: 234-3424, code 514. 19468-o

**Les Commissaires d'écoles pour la
municipalité de Ste-Foy
Comté de Louis-Hébert**

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Robert Julien, secrétaire-trésorier, 1088, Route de l'Église, Sainte-Foy, (Québec 10), P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 16 mai 1967, pour l'achat de \$1,319,500 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Foy, comté de Louis-Hébert, datées du 1er juin 1967 et remboursables par séries du 1er juin 1968 au 1er juin 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Resolution dated April 8, 1957 — \$90,000 — renewal.

For adjudication only, interest shall be calculated as from June 1, 1967.

Table of redemption — \$90,000 — 10 years

Year	Capital
June 1, 1968	\$ 7,000
June 1, 1969	7,500
June 1, 1970	8,000
June 1, 1971	8,000
June 1, 1972	8,500
June 1, 1973	9,000
June 1, 1974	9,500
June 1, 1975	10,000
June 1, 1976	11,000
June 1, 1977	11,500

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short-term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any by certified cheque payable at par at Dorion.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, May 17, 1967, at 7:30 o'clock p.m., at the Hall of Notre-Dame-de-Lorette-de-Pincourt School, Lussier Street, town of Pincourt, county of Vaudreuil, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Pincourt, (County of Vaudreuil-Soulanges), April 21, 1967.

J. B. LAMARRE, N.P.,
Secretary-Treasurer.

59 de l'Église Avenue, P. O. Box 157,
Town of Dorion, (Vaudreuil), P.Q.
Téléphone: 234-3424, code 514. 19468

**The School Commissioners for the
Municipality of Ste-Foy
County of Louis-Hébert**

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Robert Julien, secretary-treasurer, 1088 Route de l'Église, Sainte-Foy, (Quebec 10), P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, May 16, 1967, for the purchase of an issue of \$1,319,500 of bonds for the School Commissioners for the Municipality of Ste-Foy, county of Louis-Hébert, dated June 1, 1967, and redeemable serially from June 1, 1968 to June 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Résolutions datées du 23 août 1966 — \$443,000 — construction d'une école élémentaire de 14 classes; 8 novembre 1966 — \$450,000 — agrandissement de l'école Nérée Tremblay; 6 décembre 1966 — \$426,500 — construction d'une école élémentaire de 11 classes, deux maternelles et un gymnase.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1967.

Tableau d'amortissement — \$1,319,500 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1968 x	\$5,00,000
1er juin 1969 x	106,500
1er juin 1970 x	114,000
1er juin 1971 x	122,500
1er juin 1972 x	131,000
1er juin 1973 x	140,000
1er juin 1974 x	150,000
1er juin 1975	23,000
1er juin 1976	24,500
1er juin 1977	26,000
1er juin 1978	27,500
1er juin 1979	29,500
1er juin 1980	31,500
1er juin 1981	34,000
1er juin 1982	36,000
1er juin 1983	39,000
1er juin 1984	42,000
1er juin 1985	44,500
1er juin 1986	47,500
1er juin 1987	50,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$965,000 accordé par le gouvernement provincial et payable en 6 versements de \$137,857.14 et un dernier versement de \$137,857.16, de 1968 à 1974 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Foy.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 16 mai 1967, à 8 heures du soir, 1088, Route de l'Église, Sainte-Foy, (Québec 10), P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Sainte-Foy, (Comté de Louis-Hébert), ce 21 avril 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
ROBERT JULIEN.

1088, Route de l'Église,
Sainte-Foy, (Québec 10), P.Q.
Téléphone: 653-5201, code 418. 19469-o

Resolutions dated: August 23, 1966 — \$443,000 — construction of a 14-class elementary school; November 8, 1966 — \$450,000 — enlargement of Nérée Tremblay school; December 6, 1966 — \$426,500 — construction of an elementary school of 11 classes, two infant schools and a gymnasium.

For adjudication only, interest shall be calculated as from June 1, 1967.

Table of redemption — \$1,319,500 — 20 years

Year	Capital
June 1, 1968 x	\$100,000
June 1, 1969 x	106,500
June 1, 1970 x	114,000
June 1, 1971 x	122,500
June 1, 1972 x	131,000
June 1, 1973 x	140,000
June 1, 1974 x	150,000
June 1, 1975	23,000
June 1, 1976	24,500
June 1, 1977	26,000
June 1, 1978	27,500
June 1, 1979	29,500
June 1, 1980	31,500
June 1, 1981	34,000
June 1, 1982	36,000
June 1, 1983	39,000
June 1, 1984	42,000
June 1, 1985	44,500
June 1, 1986	47,500
June 1, 1987	50,500

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$965,000 granted by the Provincial Government and payable in 6 instalments of \$137,857.14 and one last instalment of \$137,857.16, from 1968 to 1974 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ste-Foy.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, May 16, 1967, at 8:00 o'clock p.m., at 1088 Route de l'Église, Sainte-Foy, (Québec 10), P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Sainte-Foy, (County of Louis-Hébert), April 21, 1967.

ROBERT JULIEN,
Secretary-Treasurer.

1088 Route de l'Église,
Sainte-Foy, (Québec 10), P.Q.
Telephone: 653-5201, code 418. 19469

Municipalité de Saint-Léonard-de-Portneuf
Comté de Portneuf

Municipality of Saint-Léonard-de-Portneuf
County of Portneuf

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Ernest Lesage, secrétaire-trésorier, Salle Municipale, St-Léonard-de-Portneuf, comté de Portneuf, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, lundi, le 15 mai 1967, pour l'achat de \$62,000 d'obligations de la municipalité de Saint-Léonard-de-Portneuf, comté de Portneuf, datées du 1er juin 1967 et remboursables par séries du 1er juin 1968 au 1er juin 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement le 1er juin et le 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Ernest Lesage, secretary-treasurer, Municipal Hall, St-Léonard-de-Portneuf county of Portneuf, P.Q., until 7:30 o'clock p.m., Monday, May 15, 1967, for the purchase of an issued of \$62,000 of bonds for the municipality of St-Léonard-de-Portneuf, county of Portneuf, dated June 1, 1967, and redeemable serially from June 1, 1968 to June 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Règlements Nos: 85 — \$52,000 — aqueduc et protection contre les incendies; 89 — \$10,000 — aqueduc.

By-laws Nos.: 85 — \$52,000 — aqueduct and fire prevention; 89 — \$10,000 — aqueduct.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1967.

For adjudication only, interest shall be calculated as from June 1, 1967.

Tableau d'amortissement — \$62,000 — 20 ans

Table of redemption — \$62,000 — 20 years

Année	Capital
1er juin 1968	\$ 500
1er juin 1969	500
1er juin 1970	500
1er juin 1971	500
1er juin 1972	500
1er juin 1973	500
1er juin 1974	500
1er juin 1975	500
1er juin 1976	500
1er juin 1977	500
1er juin 1978	500
1er juin 1979	500
1er juin 1980	500
1er juin 1981	500
1er juin 1982	500
1er juin 1983	500
1er juin 1984	500
1er juin 1985	500
1er juin 1986	500
1er juin 1987	52,500

Year	Capital
June 1, 1968	\$ 500
June 1, 1969	500
June 1, 1970	500
June 1, 1971	500
June 1, 1972	500
June 1, 1973	500
June 1, 1974	500
June 1, 1975	500
June 1, 1976	500
June 1, 1977	500
June 1, 1978	500
June 1, 1979	500
June 1, 1980	500
June 1, 1981	500
June 1, 1982	500
June 1, 1983	500
June 1, 1984	500
June 1, 1985	500
June 1, 1986	500
June 1, 1987	52,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Raymond.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any by certified cheque payable at par at St-Raymond.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 15 mai 1967, à 7.30 heures du soir, Salle Municipale, St-Léonard-de-Portneuf, comté de Portneuf, P.Q.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, May 15, 1967, at 7:30 o'clock p.m., at the Municipal Hall, St-Léonard-de-Portneuf, county of Portneuf, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Léonard-de-Portneuf, (Comté de Portneuf),
ce 24 avril 1967.

Le Secrétaire-Trésorier,
ERNEST LESAGE.

Salle Municipale,
St-Léonard-de-Portneuf, (Portneuf), P.Q.
Téléphone: 337-7834, code 418. 19470-0

Cité de Chambly
Comté de Verchères

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Mme Marthe-E. Montgrain, greffier, Hôtel de Ville, 601, rue de l'Hôtel de Ville, Chambly, comté de Verchères, P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, lundi, le 15 mai 1967, pour l'achat de \$462,000 d'obligations de la cité de Chambly, comté de Verchères, datées du 1er juin 1967 et remboursables par séries du 1er juin 1968 au 1er juin 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos 12 — \$21,000 — voirie; 16 — \$25,000 — aqueduc et égouts; 18 — \$23,800 — aqueduc, égouts, voirie; 19 — \$8,100 — aqueduc et égouts; 21 — \$30,000 — aqueduc, égouts, etc.; 26 — \$6,000 — honoraires professionnels; 28 — \$14,000 — aqueduc et égouts; 29 — \$5,900 — voirie; 31 — \$10,000 — achat de terrains; 33 — \$23,000 — honoraires professionnels; 47 — \$63,500 — expropriation; 173 — \$211,700 — aqueduc, égouts, voirie; 215 — \$4,300 — aqueduc, égouts, voiries; 216 — \$400 — aqueduc, égouts, voirie; 217 — \$7,100 — égouts; 219 — \$8,200 — aqueduc, égouts, voirie.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1967.

Tableau d'amortissement — \$462,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1968	\$ 10,000
1er juin 1969	11,000
1er juin 1970	11,000
1er juin 1971	12,000
1er juin 1972	14,000
1er juin 1973	15,000
1er juin 1974	18,000
1er juin 1975	19,000
1er juin 1976	20,000
1er juin 1977	21,000
1er juin 1978	17,000
1er juin 1979	18,000
1er juin 1980	18,000
1er juin 1981	19,000
1er juin 1982	20,000
1er juin 1983	18,000
1er juin 1984	20,000
1er juin 1985	20,000
1er juin 1986	21,000
1er juin 1987	140,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Chambly.

St-Léonard-de-Portneuf, (County of Portneuf),
April 24, 1967.

ERNEST LEPAGE,
Secretary-Treasurer.

Municipal Hall,
St-Léonard-de-Portneuf, (Portneuf), P.Q.
Telephone: 337-7834, code 418. 19470

City of Chambly
County of Verchères

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Mrs. Marthe-E. Montgrain, clerk, Town Hall, 601 Hôtel de Ville Street, Chambly, county of Verchères, P.Q., until 8:30 o'clock p.m., Monday, May 15, 1967, for the purchase of an issue of \$462,000 of bonds for the city of Chambly, county of Verchères, dated June 1, 1967, and redeemable serially from June 1, 1968 to June 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law Nos. 12 — \$21,000 — roads; 16 — \$25,000 — aqueduct and sewers; 18 — \$23,800 — aqueduct, sewers, roads; 19 — \$8,100 — aqueduct and sewers; 21 — \$30,000 — aqueduct, sewers, etc.; 26 — \$6,000 — professional fees; 28 — \$14,000 — aqueduct and sewers; 29 — \$5,900 — roads; 31 — \$10,000 — buying of lands; 33 — \$23,000 — professional fees; 47 — \$63,500 — expropriation; 173 — \$211,700 — aqueduct, sewers, roads; 215 — \$4,300 — aqueduct, sewers, roads; 216 — \$400 — aqueduct, sewers, roads; 217 — \$7,100 — sewers; 219 — \$8,200 — aqueduct, sewers, roads.

For adjudication only, interest shall be calculated as from June 1, 1967.

Table of redemption — \$462,000 — 20 years

Year	Capital
June 1, 1968	\$ 10,000
June 1, 1969	11,000
June 1, 1970	11,000
June 1, 1971	12,000
June 1, 1972	14,000
June 1, 1973	15,000
June 1, 1974	18,000
June 1, 1975	19,000
June 1, 1976	20,000
June 1, 1977	21,000
June 1, 1978	17,000
June 1, 1979	18,000
June 1, 1980	18,000
June 1, 1981	19,000
June 1, 1982	20,000
June 1, 1983	18,000
June 1, 1984	20,000
June 1, 1985	20,000
June 1, 1986	21,000
June 1, 1987	140,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Chambly.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la Province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 15 mai 1967, à 8.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 601, rue de l'Hôtel de Ville, Chambly, comté de Verchères, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Chambly, (Comté de Verchères), ce 25 avril 1967.

Le Greffier,

MME MARTHE-E. MONTGRAIN.

Hôtel de Ville, 601, rue de l'Hôtel de Ville,

Chambly, (Verchères), P.Q.

Téléphone: 658-8788, code 514. 19506-0

Cité de Charlesbourg

Comté de Chauveau

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Pierre G. Dorion, greffier, Hôtel de Ville, 7575, Blvd. Henri Bourassa, Charlesbourg, comté de Chauveau, P.Q., jusqu'à 12 heure a.m., mercredi, le 17 mai 1967, pour l'achat de \$672,000 d'obligations de la cité de Charlesbourg, comté de Chauveau, datées du 1er juin 1967 et remboursables par séries du 1er juin 1968 au 1er juin 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 360 — \$3,100 — achat de terrain; 363 — \$33,600 — aqueduc et égouts; 385 — \$7,400 — voirie; 405 — \$20,500 — travaux au garage municipal; 407 — \$3,800 — hôtel de ville; 412 — \$12,900 — aqueduc et égouts; 419 — \$16,200 — trottoirs et chaînes de rues; 420 — \$18,200 — pavage; 423 — \$3,300 — aqueduc et égouts; 425 — \$5,000 — voirie; 426 — \$6,300 — pavage; 427 — \$6,400 — voirie; 434 — \$11,200 — aqueduc et égouts; 440 — \$28,300 — aqueduc; 441 — \$2,000 — aqueduc et égouts; 448 — \$600 — aqueduc et égouts; 451 — \$17,100 — aqueduc et égouts; 458 — \$33,400 — aqueduc et égouts; 464 — \$230,000 — voirie; 477 — \$18,900 — services récréatifs et communautaires; 478 — \$9,600 — voirie; 479 — \$164,800 — aqueduc et égouts; 486 — \$19,400 — aqueduc.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1967.

Tableau d'amortissement — \$672,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1968.....	\$ 12,000
1er juin 1969.....	13,000
1er juin 1970.....	14,000
1er juin 1971.....	15,000
1er juin 1972.....	17,000
1er juin 1973.....	17,000

* Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Monday, May 15, 1967, at 8:30 o'clock p.m., at the Town Hall, 601 de l'Hôtel de Ville Street, Chambly, county of Verchères, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Chambly, (County of Verchères), April 25, 1967.

MRS. MARTHE-E. MONTGRAIN,

Clerk.

Town Hall, 601 Hôtel de Ville Street,

Chambly, (Verchères), P.Q.

Telephone: 658-8788, code 514. 19506

City of Charlesbourg

County of Chauveau

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Pierre G. Dorion, clerk, Town Hall, 7575 Henri Bourassa Blvd., Charlesbourg, county of Chauveau, P.Q., until 12:00 o'clock a.m., Wednesday, May 17, 1967, for the purchase of an issue of \$672,000 of bonds for the city of Charlesbourg, county of Chauveau, dated June 1, 1967 and redeemable serially from June 1, 1968 to June 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law Nos: 360 — \$3,100 — buying of land; 363 — \$33,600 — aqueduct and sewers; 385 — \$7,400 — roads; 405 — \$20,500 — works at the municipal garage; 407 — \$3,800 — town hall; 412 — \$12,900 — aqueduct and sewers; 419 — \$16,200 — sidewalks and street edges; 420 — \$18,200 — pavement; 423 — \$3,300 — aqueduct and sewers; 425 — \$5,000 — roads; 426 — \$6,300 — pavement; 427 — \$6,400 — roads; 434 — \$11,200 — aqueduct and sewers; 440 — \$28,300 — aqueduct; 441 — \$2,000 — aqueduct and sewers; 448 — \$600 — aqueduct and sewers; 451 — \$17,100 — aqueduct and sewers; 458 — \$33,400 — aqueduct and sewers; 464 — \$230,000 — roads; 477 — \$18,900 — recreational and community services; 478 — \$9,600 — roads; 479 — \$164,800 — aqueduct and sewers; 486 — \$19,400 — aqueduct.

For adjudication only, interest shall be calculated as from June 1, 1967.

Table of redemption — \$672,000 — 20 years

Year	Capital
June 1, 1968.....	\$ 12,000
June 1, 1969.....	13,000
June 1, 1970.....	14,000
June 1, 1971.....	15,000
June 1, 1972.....	17,000
June 1, 1973.....	17,000

1er juin 1974.....	\$ 18,000
1er juin 1975.....	19,000
1er juin 1976.....	20,000
1er juin 1977.....	22,000
1er juin 1978.....	20,000
1er juin 1979.....	21,000
1er juin 1980.....	22,000
1er juin 1981.....	24,000
1er juin 1982.....	25,000
1er juin 1983.....	26,000
1er juin 1984.....	28,000
1er juin 1985.....	30,000
1er juin 1986.....	31,000
1er juin 1987.....	278,000

June 1, 1974.....	\$ 18,000
June 1, 1975.....	19,000
June 1, 1976.....	20,000
June 1, 1977.....	22,000
June 1, 1978.....	20,000
June 1, 1979.....	21,000
June 1, 1980.....	22,000
June 1, 1981.....	24,000
June 1, 1982.....	25,000
June 1, 1983.....	26,000
June 1, 1984.....	28,000
June 1, 1985.....	30,000
June 1, 1986.....	31,000
June 1, 1987.....	278,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Charlesbourg.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes publiquement en la salle du conseil à 12 heure a.m., mercredi, le 17 mai 1967 et elles seront considérées à une séance du conseil qui sera tenue à 8 heures p.m. le même jour.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Charlesbourg, (Comté de Chauveau), ce 25 avril 1967.

Le Greffier,

PIERRE G. DORION.

Hôtel de Ville, 7575, Blvd. Henri Bourassa,

Charlesbourg, (Chauveau), P.Q.

Téléphone: 623-9816, code 418. 19507-0

Cité de Rouyn

Comté de Rouyn-Noranda

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Téléphore Moreau, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 205, rue du Portage, cité de Rouyn, comté de Rouyn-Noranda, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 15 mai 1967, pour l'achat de \$646,500 d'obligations de la cité de Rouyn, comté de Rouyn-Noranda, datées du 1er mai 1967 et remboursables par séries du 1er mai 1968 au 1er mai 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 319 — \$80,000 — renouvellement; 343 — \$495,500 — renouvellement; 478 — \$71,000 — aqueduc, égouts, voirie.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1967.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Charlesbourg.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened publicly in the hall of the council at 12:00 a.m., Wednesday, May 17, 1967, and will be considered at a meeting of the council to be held at 8:00 o'clock p.m. the same day.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Charlesbourg, (County of Chauveau), April 25, 1967.

PIERRE G. DORION,

Clerk.

Town Hall, 7575 Henri Bourassa Blvd..

Charlesbourg, (Chauveau), P.Q.

Telephone: 623-9816, code 418. 19507

City of Rouyn

County of Rouyn-Noranda

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Téléphore Moreau, secretary-treasurer, Town Hall, 205 Portage Street, city of Rouyn, county of Rouyn-Noranda, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Monday May 15, 1967, for the purchase of an issue of \$646,500 of bonds for the city of Rouyn, county of Rouyn-Noranda, dated May 1, 1967, and redeemable serially from May 1, 1968 to May 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 319 — \$80,000 — renewal; 343 — \$495,500 — renewal; 478 — \$71,000 — aqueduct, sewers, roads.

For adjudication only, interest shall be calculated as from June 1, 1967.

Tableau d'amortissement — \$646,500 — 20 ans

Table of redemption — \$646,500 — 20 years

Année	Capital
1er mai 1968	\$81,500
1er mai 1969	51,000
1er mai 1970	53,000
1er mai 1971	60,000
1er mai 1972	63,000
1er mai 1973	66,000
1er mai 1974	70,000
1er mai 1975	75,000
1er mai 1976	78,000
1er mai 1977	4,000
1er mai 1978	4,000
1er mai 1979	4,000
1er mai 1980	4,000
1er mai 1981	4,000
1er mai 1982	4,000
1er mai 1983	5,000
1er mai 1984	5,000
1er mai 1985	5,000
1er mai 1986	5,000
1er mai 1987	5,000

Year	Capital
May 1, 1968	\$81,500
May 1, 1969	51,000
May 1, 1970	53,000
May 1, 1971	60,000
May 1, 1972	63,000
May 1, 1973	66,000
May 1, 1974	70,000
May 1, 1975	75,000
May 1, 1976	78,000
May 1, 1977	4,000
May 1, 1978	4,000
May 1, 1979	4,000
May 1, 1980	4,000
May 1, 1981	4,000
May 1, 1982	4,000
May 1, 1983	5,000
May 1, 1984	5,000
May 1, 1985	5,000
May 1, 1986	5,000
May 1, 1987	5,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Rouyn.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, et à Ottawa, Ont.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 15 mai 1967, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 205, rue du Portage, cité de Rouyn, comté de Rouyn-Noranda, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rouyn, (Comté de Rouyn-Noranda), ce 25 avril 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
TÉLESPHORE MOREAU.

Hôtel de Ville, 205, rue du Portage, C.P. 220,
Cité de Rouyn, (Rouyn-Noranda), P.Q.
Téléphone: 762-1721, code 819. 19508-0

Ville de Mont Royal

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, M. Geoffrey Atkinson, greffer, Hôtel de Ville, 90, avenue Roosevelt, Mont-Royal, P.Q., jusqu'à 7.30 heures p.m., et par après jusqu'à 8 heures p.m., à la Cour Municipale, 10, avenue Roosevelt, Mont-Royal, P.Q., lundi, 15 mai 1967, pour l'achat de \$1,301,000 d'obligations de la ville Mont-Royal, datées du 1er juin 1967 et remboursables par séries du 1er juin 1968 au 1er juin 1987 inclusivement, avec intérêt

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Rouyn.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure, as well as at the principal office of the said bank in Toronto, and Ottawa, Ont.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, May 15, 1967, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 205 du Portage Street, city of Rouyn, county of Rouyn-Noranda, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Rouyn, (County of Rouyn-Noranda), April 25, 1967.

TÉLESPHORE MOREAU,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 205 du Portage Street, P.O. Box 220,
City of Rouyn, (Rouyn-Noranda), P.Q.
Telephone: 762-1721, code 819. 19508

Town of Mount Royal

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the under signed Mr. Geoffrey Atkinson town clerk, Town Hall, 90, Roosevelt Avenue, Mount Royal, P.Q., until 7:30 o'clock p.m., and thereafter, until 8:00 o'clock p.m., at The Municipal Court, 10, Roosevelt Avenue, Mount Royal, P.Q., Monday, May 15, 1967, for the purchase of an issue of \$1,301,000 of bonds of the town of Mount Royal, dated June 1st, 1967 and redeemable serially from June 1st, 1968 to June 1st, 1987 inclusively, with interest

à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1^{er} juin et 1^{er} décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements numéros: 632 — \$108,200 — usine de fonte de la neige; 661 — \$219,300 — travaux publics; 673 — \$519,000 — construction d'une bibliothèque municipale et acquisition de terrain; 676 — \$86,500 — travaux publics; 703 — \$368,000 — travaux publics.

Pour adjudication seulement, le calcul de l'intérêt sera fait à compter du 1^{er} juin 1967.

Tableau d'amortissement — \$1,301,000 — 20 ans

Année	Capital
1 ^{er} juin 1968.....	\$ 57,000
1 ^{er} juin 1969.....	60,000
1 ^{er} juin 1970.....	64,000
1 ^{er} juin 1971.....	68,000
1 ^{er} juin 1972.....	72,000
1 ^{er} juin 1973.....	47,000
1 ^{er} juin 1974.....	49,000
1 ^{er} juin 1975.....	54,000
1 ^{er} juin 1976.....	55,000
1 ^{er} juin 1977.....	60,000
1 ^{er} juin 1978.....	48,000
1 ^{er} juin 1979.....	52,000
1 ^{er} juin 1980.....	54,000
1 ^{er} juin 1981.....	57,000
1 ^{er} juin 1982.....	61,000
1 ^{er} juin 1983.....	57,000
1 ^{er} juin 1984.....	61,000
1 ^{er} juin 1985.....	64,000
1 ^{er} juin 1986.....	68,000
1 ^{er} juin 1987.....	193,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal.

Le capital et les intérêts sont payables toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principale de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, 15 mai 1967, à 8 heures p.m., à la Cour Municipale, 10, avenue Roosevelt, Mont-Royal, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Mont-Royal, ce 25 avril 1967.

Le Greffier,

M. GEOFFREY ATKINSON.

Hôtel de Ville, 90, avenue Roosevelt,

Mont-Royal, P.Q.

Téléphone: 737-1141, code 514.

19509

at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws numbers: 632 — \$108,200 — snow melting plant; 661 — \$219,300 — public works; 673 — \$519,000 — construction of a municipal library and acquisition of land; 676 — \$86,500 — public works; 703 — \$368,000 — public works.

For adjudication only, interest shall be calculated as from June 1, 1967.

Table of redemption — \$1,301,000 — 20 years

Year	Capital
June 1, 1968.....	\$ 57,000
June 1, 1969.....	60,000
June 1, 1970.....	64,000
June 1, 1971.....	68,000
June 1, 1972.....	72,000
June 1, 1973.....	47,000
June 1, 1974.....	49,000
June 1, 1975.....	54,000
June 1, 1976.....	55,000
June 1, 1977.....	60,000
June 1, 1978.....	48,000
June 1, 1979.....	52,000
June 1, 1980.....	54,000
June 1, 1981.....	57,000
June 1, 1982.....	61,000
June 1, 1983.....	57,000
June 1, 1984.....	61,000
June 1, 1985.....	64,000
June 1, 1986.....	68,000
June 1, 1987.....	193,000

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Montreal.

Principal and interest are payable at all branches, in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the principal office of said bank in Toronto.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether the interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, May 15, 1967, at 8:00 o'clock p.m., at The Municipal Court, 10, Roosevelt Avenue, Mount Royal, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Mount Royal, of April 25, 1967.

MR. GEOFFREY ATKINSON,

Town Clerk.

Town Hall, 90, Roosevelt Avenue,

Mount Royal, P.Q.

Telephone: 737-1141, code 514.

19509-0

Vente pour taxes

Sale for Taxes

Municipalité du comté No-3 de Gaspé

Municipality of county No. 3 of Gaspé

District de Gaspé

District of Gaspé

Avis public est, par les présentes, donné par le soussigné, Louis-Philippe Langelier, secrétaire-trésorier de la municipalité de comté No-3 de Gaspé, que les immeubles ci-dessous désignés et décrits seront vendus par enchère publique à être tenue au Palais de Justice de Ste-Anne-des-Monts, JEUDI, le HUITIÈME jour de JUIN prochain (1967), à DIX heures de l'avant-midi, à moins que les taxes, frais et autres charges grevant lesdits immeubles ne soient d'aujourd'hui à cette date payés avec et en plus les frais encourus.

Public notice is hereby given by the undersigned Louis-Philippe Langelier, secretary-treasurer of the municipality of county No. 3 of Gaspé, that the immoveables hereinafter designated and described will be sold by public auction in the Court House of Ste-Anne-des-Monts, THURSDAY, the EIGHTH day of JUNE next (1967), at TEN o'clock in the morning, unless the taxes, costs and other charges encumbering the said immoveables be paid on this date with and in addition to the costs incurred.

**Corporation municipale de Rivière Madeleine
Municipal corporation of Rivière Madeleine**

Propriétaire Proprietor	Numéro du lot Number of lot	Rang Range	Canton ou Fief Township or Fief	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Côté, Gabriel..... Avec maison.	41-5 et-and 41-A-2.....	1er-st.....	Mun. de-of St-Maxime du Mont-Louis comprenant la-including the Seign. de-of Rivière Madeleine River..... With house.	\$ 17.14	\$100.72	\$117.86
Campion, M.-Mr. et-and Mme.-Mrs. Fernand..... Avec bâtisses.	20-4.....	1er-st.....	Mun. de-of St-Maxime du Mont-Louis comprenant la-including the Seign. de-of Rivière Madeleine River..... With buildings.	17.89	94.92	112.81

**Corporation municipale de Sainte-Anne-des-Monts
Municipal corporation of Sainte-Anne-des-Monts**

Blanchette, Gédéon..... Béchar, Claude..... Avec maison. Cette partie du lot 37-5 mesure une largeur de 37 pieds par une profondeur de 60 pieds, plus ou moins, et est bornée comme suit: au nord-ouest par le golfe St-Laurent; au nord-est par le résidu du lot 37-5 de Thomas Béchar ou représentant; au sud-est par le boulevard Perron et au sud-ouest par le lot 37-6 occupé par Madame Léopold Gagné.	11-B..... P. de-of 37-5.....	3ième-rd.. 1er-st.....	Tourelle-Turret..... Bl. A. Tourelle-Turret..... With house. This part of lot 37-5 measures a width of 37 feet by a depth of 60 feet, more or less, and is bounded as follows: on the northwest by the Gulf of St. Lawrence; on the northeast by the remainder of lot 37-5 belonging to Thomas Béchar or representatives; on the southeast by Perron Boulevard and on the southwest by lot 37-6 occupied by Mrs. Léopold Gagné.	\$ 5.47 46.60	\$ 35.60 73.05	\$ 41.07 119.65
Succ. de feu-est. of the late Georges Deblois et de feu-and of the late Anna Poulin-Deblois, son épouse-his wife..... Avec maison, sauf la maison appartenant à Marcel Deblois.	22-2.....	1er-st.....	Bl. A. Tourelle-Turret..... With house, save the house belonging to Marcel Deblois.	14.33	71.92	86.25
Deblois, Marcel..... Maison construite sur le lot 22-2.	22-2.....	1er-st.....	Bl. A. Tourelle-Turret..... House constructed on the lot 22-2.	72.95	50.97	123.92
Gagnon, Jean-Wilfrid..... Avec bâtisses.	37-9.....	1er-st.....	Fief Ste Anne des Monts Notre-Dame..... With buildings.	209.66	38.78	248.44
Poitras, Mme.-Mrs. Ernest..... Avec bâtisses.	25-3.....	1er-st.....	Fief Ste Anne des Monts Notre-Dame..... With buildings.	66.10	89.00	155.10
Savard, Alexandre..... Avec bâtisses. Cette partie du lot 42-A-7 mesure 80 pieds de largeur par une profondeur de 86 pieds et est bornée comme suit: au nord-ouest par cette partie du lot 42-A-7 de Jean-Marc Paquet; au nord-est par le lot 42-A-2 de madame Adrien Simard; au sud-est par le lot 42-A-6 de Thomas Fournier et partie par une autre partie du	P. de-of 42-A-7..	1er-st.....	Fief Ste Anne des Monts Notre-Dame..... With buildings. This part of lot 42-A-7 measures 80 feet in width by a depth of 86 feet and is bounded as follows: on the northwest by this part of lot 42-A-7 of Jean-Marc Paquet; on the northeast by lot 42-A-2 belonging to Mrs. Adrien Simard; on the southeast by lot 42-A-6 belonging to Thomas Fournier and part by another	178.75	114.27	293.02

lot 42-A-7 d'Aurèle Dugas et au sud-ouest par une ruelle. part of lot 42-A-7 belonging to Aurèle Dugas and on the southwest by a lane.

Corporation municipale de Sainte-Anne-des-Monts (suite)
Municipal corporation of Sainte-Anne-des-Monts (continued)

Propriétaire Proprietor	Numéro du lot Number of lot	Rang Range	Canton ou Fief Township or Fief	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Vallée, Napoléon	P. de-of 42-A-1	1er-st.	Fief Ste Anne des Monts Notre-Dame	\$ 59.32	\$ 59.98	\$ 119.30
<p>Avec maison. This part of lot 42-A-1 measures a width of 125 feet by a depth from north to south of 75 feet and is bounded as follows: on the northwest by this part of lot 42-A-1 belonging to Normand Paquet; on the northeast and southeast by other parts of lot 42-A-1 belonging to Louis Philippe Levesque or representatives and on the southwest by a route, said Bellevue Route.</p>						
Côté, Hector	30-2	1er-st.	Bl. A. Tourelle-Turret	16.35	37.44	53.79
<p>Bâtisses construites sur le lot 30-2. Buildings constructed on the lot 30-2.</p>						
Lepage, Jérôme	P. de-of 15-2	1er-st.	Cap-Chat	194.56	719.00	913.56
<p>Avec bâtisses. Being a piece of land of irregular forms and dimensions having an area of sixty-eight acres (68), more or less, and bounded as follows: on the northwest part by former route No. 6, part by parts of said lot 15-2 belonging to Romain, Louis and Saul Lepage and part by route No. 6 actually used, said Perron Boulevard; on the northeast part by this part of lot 15-2 belonging par. by Louis Lepage and part by Aux Entreprises du Parc Ltée; and part by lot 14-A-7 belonging to Joachim Levesque; on the southeast part by Fournier Route and by Arrière Pointe Ste-Anne range, and on the southwest by lot 16-A belonging part by Maurice Lepage and part by Lionel Pelletier.</p>						
Collin, Arthur	P. de-of 1-B	2ième-nd.	Tourelle-Turret	1.89	5.65	7.54
<p>Sans bâtisse. Being a strip of land of an irregular form and without buildings, and without precise measure including the land enclosed in the boundaries hereafter and bounded as follows: on the northwest and east by a route, said Lucien Lavoie Route, on the south and west by the remainder of lot 1-B belonging to Noël Pelletier; the south and west lines being determined by the fences.</p>						
Lafontaine, Jean-Paul	P. de-of 12-3	1er-st.	Bl. A. Tourelle-Turret	8.08	28.56	36.64
<p>Avec bâti e. This part of lot 12-3 measures from east to west a width of 155 feet, more or less, by a depth of 50 feet and is bounded as follows: on the northwest by lot 12-17 belonging part by Guy Lafontaine and part by Raymond Lafontaine; on the northeast by a lane; on the southeast by this part of lot 12-3 belonging to Gabriel Lafontaine and on the southeast by lot 11-1 belonging to François Chrétien.</p>						
Lafontaine, Gabriel	P. de-of 12-3	1er-st.	Bl. A. Tourelle-Turret	108.97	204.67	313.64
<p>Avec bâtisse. This part of lot 12-3 measures from east to west a width of 155 feet, more or less, by a depth of 50 feet and is bounded as follows: on the northwest by this part of lot 12-3 belonging to Jean-Paul Lafontaine; on the northeast by a lane; on the southeast by this part of lot 12-3 belonging to Léo Marin and on the southwest by lot 11-1 belonging to François Chrétien.</p>						

Donné à Ste-Anne-des-Monts, ce dix-septième jour d'avril 1967.

Given at Ste-Anne-des-Monts, this seventeenth day of April, 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
LOUIS-PHILIPPE LANGELIER.

LOUIS-PHILIPPE LANGELIER,
Secretary-Treasurer.

Ventes par Shérifs

Sheriffs' Sales

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Canada — Province de Québec
District d'Abitibi

Cour Supérieure, { **PRÉT VAL D'OR INC.**,
No V-6173. { corps politique et incor-
poré, ayant une place d'affai-
res à Val d'Or, district d'Abitibi, demanderesse,
vs **ERNEST BINETTE et GÉRARD BINET-
TE**, plâtriers, résidant et faisant affaires à Val
d'Or, district d'Abitibi, défendeurs.

Comme appartenant au défendeur Ernest Binette, le lot connu et désigné comme étant le lot numéro 175 de la subdivision du lot originaire numéro 62, rang 8, canton Dubuisson, comté d'Abitibi-Est, le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, au Palais de justice, à Amos, le SEPTIÈME jour de JUN 1967, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*
Amos, le 21 avril 1967. **RÉMI COSSETTE.**
19482-o

ABITIBI

Canada — Province of Quebec
District of Abitibi

Superior Court, { **PRÉT VAL D'OR INC.**,
No. V-6173. { body politic and corpo-
rate, having a place of busi-
ness at Val d'Or, district of Abitibi, plaintiff, vs
**ERNEST BINETTE and GÉRARD BINET-
TE**, plasterers, residing and carrying on business
at Val d'Or, district of Abitibi, defendants.

As belonging to the defendant Ernest Binette, the lot known and designated as being lot number 175 of the subdivision of original lot number 62, range 8, township of Dubuisson, county of Abitibi-East, the whole with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office, at the Court House, at Amos, the SEVENTH day of JUNE, 1967, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, *RÉMI COSSETTE,*
Amos, April 21, 1967. *Sheriff.*
19482

BEAUCE

Canada — Province de Québec
District de Beauce

Cour Supérieure, { **MME J. ROSARIO CHA-**
No 29-799. { **BOT**, faisant affaire
sous la raison sociale de J.
Rosario Chabot Enr., St-Prosper, Dorchester,
demanderesse, vs **JEAN-BAPTISTE VEIL-
LEUX**, St-Prosper, **MME JOSEPH RAIN-
VILLE**, St-Prosper, **MARGUERITE VEIL-
LEUX**, St-Prosper, **MARIE-BLANCHE VEIL-
LEUX**, St-Prosper, **MICHEL VEILLEUX**, St-
Prosper, **JOSEPH VEILLEUX**, **LOUIS VEIL-
LEUX**, et **MME GERMAINE BOUCHER**,
défendeurs.

L'immeuble ci-après décrit :

« Le lot numéro 22 du rang 5 sud-ouest, du canton de Watford, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Ste-Hénédine, comté Dorchester, le SIXIÈME jour de JUN 1967, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le Député-Shérif,*
Ville St-Joseph de Beauce, le 21 avril 1967. **ADALBERT LESSARD.**
19483-o

BEAUCE

Canada — Province of Quebec
District of Beauce

Superior Court, { **MRS. J. ROSARIO CHA-**
No. 29-799. { **BOT**, carrying on bu-
siness under the name of J.
Rosario Chabot Enr., St-Prosper, Dorchester,
plaintiff, vs **JEAN-BAPTISTE VEILLEUX**, St-
Prosper, **MRS. JOSEPH RAINVILLE**, St-
Prosper, **MARGUERITE VEILLEUX**, St-
Prosper, **MARIE-BLANCHE VEILLEUX**, St-
Prosper, **MICHEL VEILLEUX**, St-Prosper,
JOSEPH VEILLEUX, **LOUIS VEILLEUX**,
and **MRS. GERMAINE BOUCHER**, defend-
ants.

The immovable hereafter described:

“Lot number 22 of range 5 southwest, of the township of Watford, with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.”

To be sold at the registry office of the division of Ste-Hénédine, county of Dorchester, on the SIXTH day of JUNE, 1967, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, *ADALBERT LESSARD,*
Town of St-Joseph de Beauce, April 21, 1967. *Deputy-Sheriff.*
19483

Canada — Province de Québec
District de Beauce

Cour Supérieure, { **RAYMOND LESSARD**,
No 32 104. { commerçant, St-Côme,
comté de Beauce, demandeur,
vs **SIMON DULAC**, St-Théophile, comté de
Beauce, défendeur.

L'immeuble ci-après décrit :

« Partie du lot No 29, rang A, canton Marlow, St-Théophile Village, Beauce, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Beauce, à Beauceville-Est, le

Canada — Province of Quebec
District of Beauce

Superior Court, { **RAYMOND LESSARD**,
No. 32 104. { trader, St-Côme, county
of Beauce, plaintiff, vs **SI-
MON DULAC**, St-Théophile, county of Beauce,
defendant.

The immovable hereinafter described:

“Part of lot No. 29, range A, township of Marlow, St-Théophile Village, Beauce, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.”

To be sold in the registry office of the Beauce division, in Beauceville-East, on the THIRTI-

TRENTIÈME jour de MAI 1967 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Ville de St-Joseph de Beauce, le 18 avril 1967.
19484-o

Le Député-Shérif,

ADALBERT LESSARD.

ETH day of MAY, 1967 at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Town of St-Joseph de Beauce, April 18, 1967.
19484

ADALBERT LESSARD,

Deputy-Sheriff.

BONAVENTURE

Canada — Province de Québec

District de Bonaventure

Cour Provinciale, No. 38. { **ME LOUIS DOIRON**, demandeur, *vs* **LES HÉRITIERS DE FEU CLAIR LOISEL**, défendeurs.

« Une partie du lot portant le numéro du cadastre 462 premier rang du canton de Port-Daniel, ayant une superficie d'environ trente-six (36) acres par un acre et demi (1½) de largeur, avec maison, grange, un « Shed » dessus construits. »

Pour être vendu « en bloc » au bureau d'enregistrement, Palais de Justice de New-Carlisle, comté de Bonaventure, le TRENTE ET UNIÈME jour de MAI 1967, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif,
New-Carlisle, P.Q. 19485-o

F. J. LEGRESLEY.

BONAVENTURE

Canada — Province of Quebec

District of Bonaventure

Provincial Court, No. 38. { **ME LOUIS DOIRON**, plaintiff, *vs* **THE HEIRS OF THE LATE CLAIR LOISEL**, defendants.

“A part of lot number 462 of the cadaster, first range of the township of Port-Daniel, having an area of about thirty-six (36) acres by one and a half (1½) acres in width, with house, barn, one shed thereon constructed.”

To be sold “en bloc” at the registration office, at the New-Carlisle Court House, county of Bonaventure, on the THIRTY-FIRST day of MAY, 1967, at TEN o'clock in the forenoon.

F. J. LEGRESLEY,

Sheriff's Office,
New-Carlisle, P.Q. 19485-o

Sheriff.

CHICOUTIMI

Fieri Facias

District de Chicoutimi

Cour Supérieure, No. 37,209. { **MARIE-PAULE PELLE-TIER**, épouse contractuellement séparée de biens

de Roland Landry, domiciliée au numéro 765, rue Jacques-Cartier, à Jonquières, district de Chicoutimi, cessionnaire des droits du demandeur J. Roch Boudreault, en cette cause en vertu d'un acte de transport dûment signifié au défendeur et enregistré demanderesse, *vs* **PHILIPPE MUNGER**, épicière domiciliée à Laterrière, district de Chicoutimi défendeur.

Item « A »

« Un terrain formant partie des lots numéros vingt-neuf et trente (Pties Nos 29 et 30), dans le rang deux (Rg II) du canton Harvey, au cadastre officiel dudit canton, et parties vingt-neuf et trente (Pties Nos 29 et 30), dans le rang un (Rg I); au cadastre officiel du canton Harvey, avec bâtisses dessus construites, mesurant environ mille deux cent pieds (1200') de largeur, plus ou moins, sur le chemin public, sur toute la profondeur existant du chemin public à la rivière Saguenay, et borné comme suit: du côté nord par le chemin public, du côté sud par la rivière Saguenay, du côté ouest par les propriétés de MM. Bernier et Brassard, et du côté est par la propriété de monsieur Léonard Larouche, et pouvant être plus particulièrement décrit comme suit:

1° Le lot numéro trente (No 30) du premier rang du canton Harvey, au cadastre officiel de ce canton, avec bâtisses dessus construites, d'une superficie d'environ trente acres, (30 acres). Sauf à distraire dudit lot numéro trente (No 30) en faveur de Dame Marie Adrienne Alice Tremblay, épouse de monsieur Louis-Henri Girard, le terrain suivant, savoir:

CHICOUTIMI

Fieri Facias

District of Chicoutimi

Superior Court, No. 37,209. { **MARIE-PAULE PELLE-TIER**, wife contractually separate as to property

of Roland Landry, domiciled at number 765 Jacques-Cartier Street, in Jonquières, district of Chicoutimi, assignee of the rights of plaintiff J. Roch Boudreault, in this case in virtue of a deed of transport duly served on the defendant and registered, plaintiff, *vs* **PHILIPPE MUNGER**, grocer domiciled in Laterrière, district of Chicoutimi, defendant.

Item “A”

“A terrain forming part of lots numbers twenty-nine and thirty (Pts. Nos. 29 and 30), in range two (Rg II) of the township of Harvey, on the official cadaster of said township, and parts twenty-nine and thirty (Pts. Nos. 29 and 30), in range one (Rg I); on the official cadaster for the township of Harvey, with buildings thereon erected, measuring about one thousand two hundred feet (1200') in width, more or less, on the public road, by the entire depth existing from the public road to the Saguenay river, and bounded as follows: on the north side by the public road, on the south side by the Saguenay River, on the west side by the properties of Messrs. Bernier and Brassard, and on the east side by the property of Mr. Léonard Larouche, and more particularly described as follows:

1. Lot number thirty (No. 30) of the first range of the township of Harvey, on the official cadaster of this township, with buildings thereon erected, of an area of about thirty acres, (30 acres). Save to withdraw from said lot number thirty (No. 30) in favour of Dame Marie Adrienne Alice Tremblay, wife of Mr. Louis-Henri Girard, the following terrain, to wit:

Un terrain faisant partie du lot numéro trente (Ptie No 30) dans le premier rang, du canton Harvey, au cadastre officiel de ce canton, mesurant quatre cents pieds (400') de largeur de l'est à l'ouest, sur deux cents (200') pieds de profondeur du sud au nord, borné au sud à la rivière Saguenay, à l'est au lot numéro trente et un (No 31) du même rang, au nord et à l'ouest au résidu dudit lot numéro trente (No 30) avec bâtisses et toutes dépendances.

2° Une lisière de terrain mesurant environ deux arpents de largeur le long de la rivière Saguenay, et autant à la profondeur faisant partie du canton Harvey, au cadastre officiel de ce canton, bornée au nord par le trait carré entre les rangs un et deux du même canton, à l'ouest par le résidu du lot numéro vingt-neuf (No 29) du même rang, appartenant à Narcisse Brisson ou représentants, au sud par la rivière Saguenay, et à l'est par ledit lot numéro trente (No 30) du premier rang dudit canton, le tout avec bâtisses, tel qu'elle se trouve actuellement.

3° Un terrain de figure triangulaire, formant partie du lot numéro trente (Ptie No 30) dans le deuxième rang, au cadastre officiel du canton Harvey, borné du côté sud au lot numéro trente (No 30) premier rang dudit canton, du côté ouest au lot numéro vingt-neuf (No 29) deuxième rang dudit canton, du côté nord-est au chemin de l'anse à Pelletier, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

4° Un terrain ou emplacement de figure irrégulière, formant partie du lot numéro vingt-neuf (Ptie No 29) dans le rang deux (Rg II) au cadastre officiel du canton Harvey, et borné comme suit: du côté nord par le chemin public, du côté sud par la ligne séparative des rangs un et deux, du canton Harvey, du côté est par la partie du lot numéro trente (No 30) deuxième rang au cadastre officiel du canton Harvey, et du côté ouest par le résidu du lot numéro vingt-neuf (Ptie No 29) tel qu'il se trouve actuellement, avec bâtisses circonstances et dépendances.

Item « B »

Un lopin de terre ou emplacement mesurant quatre-vingt-dix-huit pieds (98') de largeur du nord-est au sud-ouest, formant partie au cadastre officiel du canton Laterrière, du lot numéro sept-E (Ptie No 7-E), dans le rang quatre (Rg IV) dudit canton, borné au nord-ouest par le chemin public, au nord-est par la propriété de J. Edmond Gauthier ou représentants, au sud-est au sommet de la côte qui se trouve à la profondeur de cet emplacement à environ trois quarts d'arpent du chemin public et au sud-ouest par le terrain d'Eugène Simard ou représentants, dont la ligne passe à douze pieds (12') du pan sud-ouest de la maison érigée sur le terrain présentement décrit, le tout avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Item « C »

Un terrain de figure irrégulière, formant partie du lot numéro sept-G (Ptie No 7-G) dans le rang quatre (Rg IV) du cadastre officiel du canton Laterrière, mesurant soixante pieds (60') de largeur du nord-est au sud-ouest et sur toute la profondeur comprise entre le chemin public et la rivière du Moulin, borné au nord-ouest par le chemin public, au sud-est par la rivière du

A terrain forming part of lot number thirty (Pt. No. 30) in the first range, of the township of Harvey, on the official cadaster for this township, measuring four hundred feet (400') in width from east to west, by two hundred (200') feet in depth from south to north, bounded on the south by the Saguenay River, on the east by lot number thirty-one (No. 31) of the same range, on the north and on the west by the residue of said lot number thirty (No. 30) with buildings and all dependencies.

2. A strip of land measuring about two arpents in width along the Saguenay River, and as much in depth forming part of the township of Harvey, on the official cadaster of this township, bounded on the north by the "trait carré" between ranges one and two of the same township, on the west by the residue of lot number twenty-nine (No. 29) of the same range, belonging to Narcisse Brisson or representatives, on the south by the Saguenay River, and on the east by said lot number thirty (No. 30) of the first range of said township, the whole with buildings, such as it exists presently.

3. A terrain of triangular figure, forming part of lot number thirty (Pt. No. 30) in the second range, on the official cadaster for the township of Harvey, bounded on the south side by lot number thirty (No. 30) first range of said township, on the west side by lot number twenty-nine (No. 29) second range of said township, on the north-east side by the Anse à Pelletier, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

4. A terrain or emplacement of irregular figure, forming part of lot number twenty-nine (Pt. No. 29) in range two (Rg II) on the official cadaster of the township of Harvey, and bounded as follows: on the north side by the public road, on the south side by the dividing line of ranges one and two, of the township of Harvey, on the east side by part of lot number thirty (No. 30) second range of the official cadaster of the township of Harvey, and on the west side by the residue of lot number twenty-nine (Pt. No. 29) such as it exists presently, with buildings, circumstances and dependencies.

Item "B"

A piece of land or emplacement measuring ninety-eight feet (98') in width from the north-east to the southwest, forming part on the official cadaster of the township of Laterrière, of lot number seven-E (Pt. No. 7-E), in range four (Rg IV) of said township, bounded on the northwest by the public road, on the northeast by the property of J. Edmond Gauthier or representatives, on the southeast on the summit of the hill which is in the depth of this emplacement at about three quarters of an arpent from the public road and on the southwest by the terrain of Eugène Simard or representatives, whose line passes at twelve feet (12') from the southwest wall of the house erected on the terrain herein described, the whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Item "C"

A terrain of irregular figure, forming part of lot number seven-G (Pt. No. 7-G) in range four (Rg IV) of the official cadaster for the township of Laterrière, measuring sixty feet (60') in width from the northeast to the southwest and on the entire depth comprised between the public road and the du Moulin River, bounded on the north-west by the public road, on the southeast by the

Moulin et au sud-ouest par la propriété de Stanislas Munger ou représentants, et au nord-est au résidu du lot appartenant à Joseph Gauthier ou représentants, le tout avec bâtisses y érigées, avec circonstances et dépendances.

Item « D »

Tout ce lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro vingt No (20) du premier rang du canton Bagot au cadastre officiel de partie du premier rang du canton Bagot et de partie des 1^{er}, 2^e, 3^e, 4^e, 5^e, et 13^e rangs sud-ouest du canton Chicoutimi, avec bâtisses dessus construites, mais sauf à distraire les emplacements vendus par actes dûment enregistrés. »

Pour être vendus au bureau du registraire de la division d'enregistrement de Chicoutimi, au palais de justice, à Chicoutimi, le TRENTE ET UNIÈME jour du mois de MAI 1967, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Chicoutimi, le 24 avril 1967.

Le Shérif,
RENÉ DELISLE.
19486-0

du Moulin River and on the southwest by the property of Stanislas Munger or representatives, and on the northeast by the residue of the lot belonging to Joseph Gauthier or representatives, the whole with buildings thereon erected, with circumstances and dependencies.

Item "D"

All this lot of land known and designated as being lot number twenty (No. 20) of the first range of the township of Bagot on the official cadaster of part of the first range of the township of Bagot and of part of the 1st, 2nd, 3rd, 4th, 5th, and 13th ranges southwest of the township of Chicoutimi, with buildings thereon erected, but save to withdraw the emplacements sold by deeds duly registered."

To be sold at the registrar's office of the registration division of Chicoutimi, at the Court House, at Chicoutimi, on the THIRTY-FIRST day of the month of MAY, 1967, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Chicoutimi, April 24, 1967.

RENÉ DELISLE,
Sheriff.
19486

HULL

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, No 665-929. { INTERPROVINCIAL BUILDING CREDITS LTD., corps politique légalement incorporé ayant une place d'affaires à 801 est rue Sherbrooke, Montréal, dit district, demanderesse, *vs* CLAUDETTE SAUVÉ, épouse séparée de biens de Jean Jacques Smith, domiciliée et résidant à 9157, 2^e Avenue, ville St-Michel, district de Montréal, et RENÉ SAUVÉ de 9019, 8^e Avenue, ville St-Michel, district de Montréal, défendeurs.

« Le lot connu et désigné comme étant le lot numéro cent dix du lot originaire dix-sept C (17C-110) du rang 2, du canton d'Harwell, au Lac Simon, division d'enregistrement de Papineau, avec toutes les bâtisses dessus construites. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Papineau, à Papineauville, le TRENTE ET UNIÈME jour de MAI, 1967, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Suérif, ce 24 avril 1967.

Le Shérif,
R. ST-PIERRE.
19487-0

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court, No. 665-929. { INTERPROVINCIAL BUILDING CREDITS LTD., body politic, legally incorporated, having a place of business at 801, east, Sherbrooke Street, Montreal, said district, plaintiff, *vs* CLAUDETTE SAUVÉ, wife separate as to property of Jean Jacques Smith, domiciled and residing at 9157, 2nd Avenue, town of St. Michel, district of Montreal, and RENÉ SAUVÉ of 9019, 8th Avenue, town of St. Michel, district of Montreal, defendants.

"The lot known and designated as being lot number one hundred and ten of original lot seventeen C (17C-110) of range 2, in the township of Harwell, Simon Lake, registration division of Papineau, with all the buildings thereon erected."

To be sold at the registration division of Papineau Division, in Papineauville, the THIRTY-FIRST day of MAY, 1967, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, April 24, 1967.

R. ST-PIERRE,
Sheriff.
19487

IBERVILLE

Bref de Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District d'Iberville

Cour Supérieure, No 15-440. { BERNARD BENJAMIN, cultivateur, domicilié à Mont St-Grégoire, district d'Iberville, et GERMAIN BENJAMIN, cultivateur et menuisier, domicilié à St-Grégoire, district d'Iberville, demandeurs, *vs* GÉRARD S. BENJAMIN, cultivateur, domicilié à Mont St-Grégoire, district d'Iberville, défendeur.

« Un lopin de terre situé en la ville d'Iberville, connu sous les parties du lot numéro cent trente-deux (P^{tie} No 132) du cadastre officiel de la ville d'Iberville, mesurant environ cinquante-trois

IBERVILLE

Writ of Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Iberville

Superior Court, No. 15-440. { BERNARD BENJAMIN, farmer, domiciled at Mont St-Grégoire, district of Iberville, and GERMAIN BENJAMIN, farmer and joiner, domiciled at St-Grégoire, district of Iberville, plaintiff's, *vs* GÉRARD S. BENJAMIN, farmer, domiciled at Mont St-Grégoire, district of Iberville, defendant.

"A lot of land situated in the town of Iberville, known as parts of lot number one hundred and thirty-two (P. No. 132) in the official cadaster of the town of Iberville, measuring approximately

pieds anglais de largeur le long de la septième avenue sur une profondeur d'environ soixante-douze pieds français (profondeur qui est la largeur dudit lot numéro 132) et borné vers le Sud par cette avenue, vers l'ouest par environ quatre pieds ou extrême partie dudit lot numéro 132, vers le nord par le lot numéro 131 et vers l'est par la moitié est dudit lot numéro 132, avec droit de passage tel qu'établi en l'acte enregistré, numéro 46429. Avec la maison et les autres bâtisses y érigées. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté d'Iberville, situé au numéro 55 de la 5e avenue, dans la ville d'Iberville, SAMEDI, le TROISIÈME jour du mois de JUIN 1967, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, R. PRUD'HOMME.
le 19 avril 1967. 19488-0

Bref de Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District d'Iberville

Cour Supérieure, { MAURICE GAMACHE, No 15-445. } agent, résidant en la ville d'Iberville, district d'Iberville, vs GÉRALD VACHON, autrefois de la paroisse de Sabrevois, district d'Iberville, et maintenant résidant en la cité de Montréal, district de Montréal, défendeur, et JOSEPH-ÉDOUARD BOIVIN, et al, mis-en-cause.

« Partie du lot numéro cent quarante et un du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Athanase, contenant deux cent quarante pieds, le long de la route numéro sept (7), trois cent vingt pieds, le long du rang St-André, et deux cent trente-quatre pieds dans sa ligne sud, mesures anglaises, et bornée en front par ladite route, à l'ouest par ledit rang, et au sud, par le résidu dudit lot;

Avec bâtisses y érigées; sauf à distraite dudit emplacement les parties décrites dans les actes enregistrés à Iberville sous les Nos 59965 et 61019. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté d'Iberville, situé au No 55 de la 5e avenue, dans la ville d'Iberville, JEUDI le PREMIER jour de JUIN 1967, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, R. PRUD'HOMME.
le 17 avril 1967. 19489-0

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Provinciale { PHILIBERT LESSARD, Beauce, } Tring-Jonction, Beauce, No 303. } demandeur, vs LÉANDRE POULIN, Château-Richer, Québec, défendeur.

« La partie trente-quatre du lot trois cent trente (Ptie 330-34) au cadastre officiel de St-Pascal, Kamouraska, avec maison dessus construite et autres dépendances, bornée comme suit: au nord à la route 2A au sud à Madame Antonio Migneault, à l'est à Léo Levesque et à l'ouest à la rue Oscar Levesque, mesurant soixante-treize

fifty-three English feet in width along the seventh Avenue by a depth of approximately seventy-two French feet (depth which is the width of said lot number 132), and bounded on the south by said avenue, on the west by approximately four feet or the far part of said lot number 132, on the north by lot number 131 and on the east by the east half of said lot number 132, with a right of way as established in the deed registered under number 46429. With the house and other buildings erected thereon. »

To be sold in the registry office of the county of Iberville, situated at number 55 of the 5th Avenue, in the town of Iberville, on SATURDAY the THIRD day of the month of JUNE, 1967, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

R. PRUD'HOMME,

Sheriff's Office, Sheriff.
April 19, 1967. 19488

Writ of Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Iberville

Superior Court, { MAURICE GAMACHE, No. 15-445. } agent, residing in the town of Iberville, district of Iberville, plaintiff, vs GÉRALD VACHON, formerly of the parish of Sabrevois, district of Iberville, and now residing in the city of Montreal, district of Montreal, defendant, and JOSEPH-ÉDOUARD BOIVIN, et al, mis-en-cause.

«Part of lot number one hundred and forty-one of the official cadastre of the parish of Saint-Athanase, containing two hundred and forty feet, along route number seven (7), three hundred and twenty feet, along Saint-André range and two hundred and thirty-four feet on its south line, English measure, and bounded in front by the said route, on the west by the said range, and on the south by the remainder of the said lot;

With buildings erected thereon, save to withdraw from the said emplacement the parts described in the deeds registered at Iberville under Nos 59965 and 61019. »

To be sold at the registration office of the county of Iberville, situated at 55 of the 5th Avenue, in the town of Iberville, THURSDAY, the FIRST day of JUNE, 1967, at ELEVEN o'clock in the morning.

R. PRUD'HOMME,

Sheriff's Office, Sheriff.
April 17, 1967. 19489

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Provincial Court { PHILIBERT LESSARD, Beauce, } Tring-Jonction, Beauce, No. 303. } plaintiff, vs LÉANDRE POULIN, Château-Richer, Québec, defendant.

«Part thirty-four of lot three hundred and thirty (Pt. 330-34) of the official cadaster of St-Pascal, Kamouraska, with house thereon erected and other dependencies, bounded as follows: on the north by highway 2A, on the south by Mrs. Antonio Migneault, on the east by Léo Levesque and on the west by Oscar Levesque

pieds est ouest au nord, soixante-six pieds est ouest au sud, par quatre-vingt-trois pieds nord-sud à l'ouest et cinquante pieds nord-sud à l'est, le tout mesure anglaise. »

Pour être vendu au Bureau d'enregistrement de St-Pascal, comté de Kamouraska, le NEUVIÈME jour de JUIN 1967, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, MAURICE MORIN,
Rivière-du-Loup, ce 24 avril 1967. 19490-0

L A B E L L E

Canada — Province de Québec
District de Labelle

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
No 8209. { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique et incor-

poré, ayant son siège social à Québec, demandeur, *vs* DAME LUCIE MASSON OUELLET, domiciliée à 682 rue Principale Ste-Dorothée, comté de Laval, veuve non remariée de Oscar Ouellet, autrefois des mêmes lieux, tant personnellement qu'en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs, Jean Nicole, Pierre et Jacques Ouellet, Noël Ouellet, tailleur, 5484, St-Donat, Montréal, tant personnellement qu'en sa qualité de tuteur à son frère mineur Marcel Ouellet, Gilles Ouellet, 547-B, rue Champagneur, Montréal, défendeurs.

« Les lots de terre connus et désignés sous les numéros vingt-cinq et vingt-six (25 et 26) du rang trois (3), aux plan et liver de renvoi officiels du canton Gravel, avec les bâtisses et dépendances y érigées. »

Pour être vendu, « en bloc », au bureau d'enregistrement au Palais de Justice à Mont-Laurier, comté et district de Labelle, MERCREDI, le TRENTE et UNIÈME jour de MAI 1967, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, JEAN RÉMI MARTIN,
Mont-Laurier, ce 18 avril 1967. 19491-0

M É G A N T I C

Canada — Province de Québec
District de Mégantic

Cour Supérieure, { LES BOISERIES PLES-
No 4596. { SIS LTÉE, corps léga-

lement constitué ayant son siège social à Plessisville, demanderesse; *vs* LOUIS PHILIPPE CÔTÉ, 1801 rue Michaud, Plessisville, district de Mégantic, défendeur.

« Un emplacement situé en la ville de Plessisville, du côté nord-ouest de la rue Michaud, mesurant soixante-trois pieds de largeur (63') par cent dix pieds (110') de profondeur et connu au cadastre « amendé » du village de Plessisville, comme étant une partie des subdivisions numéros seize et dix-huit du lot originaire numéro cent quarante-sept (ptie Nos 147-16 et 147-18) borné en front, au sud-est, à la rue Michaud, en arrière, au nord-ouest, à une partie de ladite subdivision numéro dix-huit appartenant à Estelle Houde-Boisvert, du côté sud-ouest, partie à Ulric Guay et partie à Eugène Côté et du côté nord-est, aux lots numéros cent quarante-sept-seize-un et cent quarante-sept-vingt-deux. »

Street, measuring seventy-three feet east west to the north, sixty-six feet east west to the south, by eighty-three feet north south to the west and fifty feet north south to the east, the whole English measure."

To be sold at the Registry office of St-Pascal, county of Kamouraska, on the NINTH day of JUNE, 1967, at TWO o'clock in the afternoon.

MAURICE MORIN,

Sheriff's Office, RIVIÈRE-DU-LOUP, April 24, 1967. 19490

L A B E L L E

Canada — Province of Quebec
District of Labelle

Superior Court, { QUEBEC FARM CREDIT
No. 8209. { BUREAU, body politic

and corporate, having its head office in Quebec, plaintiff, *vs* DAME LUCIE MASSON OUELLET, domiciled at 682 Main Street, Ste-Dorothée, county of Laval, widow not remarried of Oscar Ouellet, formerly of the same place, personally as well as in her capacity of tutor to her minor children, Jean Nicole, Pierre and Jacques Ouellet, Noël Ouellet, tailor, 5484 St-Donat, Montreal, personally as well as in his capacity of tutor to his minor brother Marcel Ouellet, Gilles Ouellet, 547-B Champagneur Street, Montreal, defendants.

"Lots of land known and designated under numbers twenty-five and twenty-six (25 and 26) of range three (3), on the official plan and book of reference of the township of Gravel, with buildings and dependencies thereon erected."

To be sold, "en bloc", at the registry office at the Court House at Mont-Laurier, county and district of Labelle, WEDNESDAY, the THIRTY-FIRST day of MAY, 1967, at TWO o'clock in the afternoon.

JEAN RÉMI MARTIN,

Sheriff's Office, MONT-LAURIER, April 18, 1967. 19491

M É G A N T I C

Canada — Province of Quebec
District of Mégantic

Superior Court, { LES BOISERIES PLES-
No. 4596. { SIS LTÉE, body legally

incorporated having its head office at Plessisville, plaintiff; *vs* LOUIS PHILIPPE CÔTÉ, 1801 Michaud Street, Plessisville, district of Mégantic, defendant.

"An emplacement situated in the town of Plessisville, on the northwest side of Michaud Street, measuring sixty-three feet in width (63') by one hundred and ten feet (110') in depth and known on the cadastre of "amendé" of the village of Plessisville, as being a part of subdivision numbers sixteen and eighteen of original lot number one hundred and forty-seven (pt. Nos. 147-16 and 147-18) bounded in front, on the southeast by Michaud Street, in the back, on the northwest by a part of the said subdivision number eighteen belonging to Estelle Houde-Boisvert, on the southwest side, part by Ulric Guay and part by Eugène Côté and on the northeast side, by lot numbers one hundred and forty-seven-sixteen-one and one hundred and forty-seven-twenty-two."

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Mégantic, division Inverness, situé à Inverness, comté et district judiciaire de Mégantic, le TREIZIÈME jour de mois de JUIN, mil neuf cent soixante-sept, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

19492-0

DENIS GUENETTE.

To be sold at the registration office of the county of Mégantic, Inverness division, situated at Inverness, county and judicial district of Mégantic, on the THIRTEENTH day of the month of JUNE, one thousand nine hundred and sixty-seven, at TWO o'clock in the afternoon.

DENIS GUENETTE,

19492

Sheriff.

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: **MARCELLIN BOURCOURT** Supérieure, No 145-247. **CHARD**, ingénieur-électricien, faisant affaires sous les nom et raison sociale de St-Vallier Électrique Enr., à 7 rue Dallaire, Lévis, district de Québec, contre **LE CAP DU RÉVE INC.**, corps politique légalement constitué ayant sa principale place d'affaires à St-David, dans le comté de Lévis, district de Québec.

"A. Une étendue de terrain connue et désignée comme étant une partie du lot trois cent cinquante-six (Ptie 356) du cadastre officiel pour le quartier St-Laurent, cité de Lévis, mais située dans la ville de St-David, mesurant deux cent vingt pieds et sept sixièmes (220.7') dans sa ligne nord-est, deux cent seize pieds et huit dixièmes (216.8') dans sa ligne sud-ouest par vingt pieds (20') de largeur et contenant en superficie quatre mille trois cent soixante-quinze pieds carrés, mesure anglaise; borné vers le nord-est et le sud-est par une autre partie du lot 356, vers le sud-ouest par le lot 61 du cadastre officiel de la paroisse de St-David de l'Auberivière et vers le nord-ouest par la Route No 2 (Ptie 356);

B. Une étendue de terrain connue et désignée comme étant une partie du lot soixante et un (Ptie 61) du cadastre officiel de la paroisse de St-David de l'Auberivière; mesurant deux cent seize pieds et huit dixièmes (216.8') dans sa ligne nord-est, cent quatre-vingt-dix-neuf pieds et six dixièmes (199.6') dans sa ligne sud-ouest et quatre-vingt-six pieds et quatre dixièmes (86.4') de largeur et contenant en superficie dix-sept mille neuf cent quatre-vingt-huit pieds carrés, mesure anglaise; bornée vers le nord-est par le lot 356 partie du cadastre du Quartier St-Laurent, vers le sud-est et le sud-ouest par une autre partie du lot 61 et vers le nord-ouest par la Route No 2 (Ptie 61).

Avec bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances."

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Lévis, à Lévis, comté de Lévis, le DEUXIÈME jour de JUIN 1967, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif-Adjoint,

ALBERT F. RACETTE.

Bureau du Shérif,

Québec, le 26 avril 1967.

19504-0

Fieri Facias

Québec, à savoir: **GÉRARD LESSARD**, Cour Supérieure, No 146-992. chauffeur, domicilié à St-Georges de Beauce, district de Beauce, contre **HENRI PAUL MATHIEU**, résidant en la cité de Ste-Foy, district de Québec.

"La subdivision cent trois du lot originaire dix-huit (18-103) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour la paroisse de Ste-Foy,

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, to wit: **MARCELLIN BOURCOURT** Superior Court, No. 145-257. **CHARD**, electrical engineer, carrying on business under the name of St-Vallier Électrique Enr., at 7 Dallaire Street, Lévis, district of Québec, against **LE CAP DU RÉVE INC.**, body politic legally incorporated having its principal place of business at St-David, in the county of Lévis, district of Québec.

"A. A stretch of land known and designated as being a part of lot three hundred and fifty-six (Pt. 356) of the official cadaster for St-Laurent Ward, city of Lévis, but situated in the town of St-David, measuring two hundred and twenty feet and seven tenths (220.7') in its north-east line, two hundred and sixteen feet and eight tenths (216.8') in its south-west line by twenty feet (20') in width and containing in area four thousand three hundred and seventy-five square feet, English measure; bounded toward the north-east and the south-east by another part of lot 356, toward the south-west by lot 61 of the official cadaster of the parish of St-David de l'Auberivière and toward the north-west by highway No. 2 (Pt. 356);

B. A stretch of land known and designated as being a part of lot sixty-one (Pt. 61) of the official cadaster for the parish of St-David de l'Auberivière; measuring two hundred and sixteen feet and eight tenths (216.8') in its north-east line, one hundred and ninety-nine feet and six tenths (199.6') in its south-west line and eighty-six feet and four tenths (86.4') in width and containing in area seventeen thousand nine hundred and eighty-eight square feet, English measure; bounded toward the north-east by lot 356 part of the cadaster for the St-Laurent Ward; toward the south-east and the south-west by another part of lot 61 and toward the north-west by highway No. 2 (Pt. 61).

With building thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the registry office of Lévis, at Lévis, county of Lévis, on the SECOND day of JUNE, 1967, at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,

Associate-Sheriff.

Sheriff's Office,

Quebec, April 26, 1967.

19504

Fieri Facias

Québec, to wit: **GÉRARD LESSARD**, Superior Court, No. 146-992. chauffeur, domiciled at St-Georges de Beauce, district of Beauce, against **HENRI PAUL MATHIEU**, residing in the city of Ste-district of Québec. Foy.

"Subdivision one hundred and three of original lot eighteen (18-103) on the official plan and book of reference upon the official cadaster

avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances et notamment la maison située à Ste-Foy, rue Routhier.»

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, à Québec, le DEUXIÈME jour de JUIN prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif-Adjoint,
Bureau du Shérif, ALBERT F. RACETTE.
Québec, le 26 avril 1967. 19505-0

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
No 33-219. { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique et incor-
poré, ayant son siège social à Québec, demande-
resse, *vs* Dame SYLVAINÉ BÉLANGER, du
village de St-Léandre, district de Rimouski, vve
d'Albert Lamarre, autrefois des mêmes lieux,
défenderesse.

Une terre située dans la paroisse de St-Léandre, contenant deux cents acres en superficie, mesure anglaise, et connue sous les numéros neuf-A et huit-B (9-A et 8-B) du septième rang au cadastre officiel de la paroisse de St-Ulric de Rivière-Blanche, canton Matane, avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Sujette aux servitudes suivantes, droit de passage en faveur de la Cie de Pouvoir du Bas St-Laurent, en vertu d'un acte sous seing privé enregistré le 24 novembre 1949, sous le No 44263, droit de passage en faveur de la Cie de Pouvoir du Bas St-Laurent, en vertu d'un acte sous seing privé passé le 28 juin 1960, enregistré le 27 septembre 1960, sous le No 60272.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement, division de Matane, le PREMIER jour de JUIN, 1967, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Député-Shérif, JACQUES MARTIN.
le 24 avril 1967. 19493-0

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de St-François
Sherbrooke

Cour Provinciale, { MARC ROUILLARD,
No 822. { journalier, résidant à
Waterville, district de St-
François, demandeur, *vs* GILLES LALLIER,
contracteur, ayant domicile à Sherbrooke et
résidant à 87 rue Stanley, à Niagara Falls,
Ontario, défendeur.

« Un immeuble connu et désigné comme étant la subdivision numéro soixante-huit du lot original numéro cent six (106-68) aux plan et livre de renvoi officiel pour le canton d'Orford, mesurant soixante pieds (60') en front sur la rue Mesy, et en arrière, par cent pieds (100') de profondeur.

Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances et portant le numéro civique 2730 rue Mesy à Sherbrooke.»

Pour être vendu au bureau du Shérif, au Palais de Justice, à Sherbrooke, MARDI, le TREN-

for the parish of Ste-Foy, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies and specially the house situated in Ste-Foy, Routhier Street."

To be sold at the registration office of Quebec, in Quebec, the SECOND day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,
Sherif's Office, Associate-Sheriff.
Quebec, April 26, 1967. 19505

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, { QUEBEC FARM CRE.
No. 33-219. { DIT BUREAU, body
political and incorporated, hav-
ing its head office in Quebec, plaintiff, *vs* Dame
SYLVAINÉ BÉLANGER, widow of Albert
Lamarre, formerly of the same place, defendant.

A farm situated in the parish of St-Léandre, containing two hundred acres in superficial area, english measure and known under number nine-A and eight-B (9-A and 8-B) of the seventh range upon the official cadaster for the parish of St-Ulric de Rivière-Blanche, township of Matane, with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

Subject to the following servitudes: Right of way in favor of "La Cie de Pouvoir du Bas St-Laurent", pursuant to a deed under private agreement registered on November 24, 1949, under No. 44263, right of way in favor of "La Cie du Pouvoir du Bas St-Laurent" pursuant to a deed under private agreement passed on June 28, 1960, registered on September 27, 1960, under No. 60272.

To be sold at the registration office, Matane Division, the FIRST day of JUNE, 1967, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Deputy-Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
April 24, 1967. 19493

SAINT-FRANCIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of St. Francis
Sherbrooke

Provincial Court, { MARC ROUILLARD,
No. 822. { labourer, residing in
Waterville, district of St.
Francis, plaintiff, *vs* GILLES LALLIER, con-
tractor, having domicile in Sherbrooke, and
residing at 87 Stanley Street, in Niagara Falls,
Ontario, defendant.

"An immoveable known and designated as being subdivision number sixty-eight of original lot number one hundred and six (106-68), upon the official plan and book of reference for the township of Orford, measuring sixty feet (60') in front on Mesy Street, and in arrear, by one hundred feet (100') in depth.

With buildings thereon erected, circumstances and dependencies and bearing civic number 2730 Mesy Street, in Sherbrooke."

To be sold at the sheriff's office, at the Court House in Sherbrooke, TUESDAY, the THIRTI-

TIÈME jour de MAI 1967, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Sherbrooke, ce 19 avril 1967. 19495-0

Fieri Facias de Terris
District de St-François
(Sherbrooke)

Cour Supérieure, { LES ENTREPRISES MA-
No 32,344. { GOG INC., corps politique et incorporé, ayant sa place d'affaires à Magog, district de Saint-François, demanderesse, vs DAME SIMONE LANCUP-GARNEAU, épouse séparée de biens de Paul Garneau, tous deux de R.R. 3, canton de Magog, district de Saint-François, défenderesse.

* Une certaine partie du lot No 14-A dans le 14ième rang du canton de Magog-Hatley, située sur le côté est de la Route conduisant de Magog à Georgeville, décrite comme suit: Partant d'une borne fixée sur la ligne de division entre les lots 14-A et 14-B dans le 14ième rang dudit canton, et située au coin extrême est dudit lot No 14-A; de là, se dirigeant vers le nord et le nord-est, et suivant le chemin public conduisant de Magog à Georgeville, une distance de 237 pieds jusqu'à un 2ième point où l'on trouve également une 2ième borne; de là, tournant un angle intérieur de 90 degrés, allant vers l'est, une distance de 250 pieds jusqu'à un troisième point; de là, tournant un angle intérieur de 90 degrés, allant vers le sud, une distance de 114 pieds, jusqu'à un 4ième point; de là, allant vers l'ouest, suivant la ligne de division entre les lots 14-A et 14-B jusqu'au point de départ. Cette certaine partie de terrain est bornée vers l'ouest par le chemin public conduisant de Magog à Georgeville, vers le sud par le lot 14-B, vers le nord et l'est par la balance ou le résidu de cedit lot 14-A. Un plan de cet emplacement est annexé à l'original No 318 des minutes du notaire Étienne Dussault, N.P.

Le tout maintenant connu comme étant le lot No 1 de la subdivision du lot originnaire No 14-A au plan dudit canton Magog-Hatley. Avec un droit de passage en commun avec d'autres, s'étendant sur une lisière de terrain de 50 pieds de largeur courant du chemin « Hermitage Club Road » jusqu'au Lac Memphremagog et comprenant:

1° Les 50 pieds sud sur toute sa profondeur de l'est à l'ouest du lot No 12 de la subdivision officielle du lot No 14-B dans le 14ième rang des lots du canton de Magog-Hatley;

2° Les 50 pieds sud de tout le terrain s'étendant à l'est dudit lot No 12 entre ce dernier lot et le chemin actuel « Hermitage Club Road »; ce terrain étant connu comme étant une partie du lot No 13 de la subdivision officielle dudit lot 14-B dans le 14ième rang du canton de Magog-Hatley, et peut-être une partie non divisée dudit lot No 14-B; Cette lisière de terrain est bornée vers l'est par le chemin « Hermitage Club Road »; vers le sud par la partie non subdivisée dudit lot No 14-B, vendue à M. C. J. Buzzell ou représentants, le 3 novembre 1930, par acte enregistré dans B. 56, No 30 280; vers l'ouest par le Lac Memphremagog; vers le nord par le terrain dudit Alfred Tourigny.

Le 21 septembre 1962, ce lot 14-A/1 a été resubdivisé et est devenu les lots Nos. 14-A-1/1 et 14-A-1-2 appartenant à Dame Simone Lancup-Garneau.

ETH day of the month of MAY, 1967, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Court House,
Sherbrooke, April 19, 1967. 19495

Fieri Facias de Terris
District of St. Francis
(Sherbrooke)

Superior Court, { LES ENTREPRISES MA-
No. 32,344. { GOG INC., body politic and incorporated, having its principal place of business in Magog, district of St. Francis, plaintiff vs DAME SIMONE LANCUP-GARNEAU, wife separate as to property of Paul Garneau, both of R.R. 3, township of Magog, district of St. Francis, defendant.

A certain part of lot No. 14-A in the 14th range of the township of Magog-Hatley, situated on the east side of the Route leading from Magog to Georgeville, described as follows: Starting from a boundary fixed on the division line between lots 14-A and 14-B in the 14th range of said township, and situated at the extreme east corner of said lot No. 14-A; thence going towards north or the northeast, and following the public road leading from Magog to Georgeville, a distance of 237 feet as far as a 2nd point where is equally the 2nd boundary; thence, turning on an interior angle of 90 degrees, going towards east, a distance of 250 feet, as far as a third point; thence, turning on an interior angle of 90 degrees, going towards south, a distance of 114 feet, as far as a 4th point; thence, going towards west, following the division line between lots 14-A and 14-B as far as the starting point. This certain part of land is bounded towards west by the public road leading from Magog to Georgeville, towards south by lot 14-B, towards north and east by the balance or residue of this said lot 14-A. A plan of this emplacement is annexed to the original No. 318 of the record of the notary Étienne Dussault, N.P.

The whole now known as being lot No. 1, of the subdivision of original lot No. 14-A on the plan of the said township Magog-Hatley. With a right of way in common with others, extending on a strip of land of 50 feet in width running from the road "Hermitage Club Road" as far as Memphremagog Lake and including:

1. The 50 south feet by all its depth from east to west of lot No. 12 of the official subdivision of lot 14-B in the 14th range of the lots of the township Magog-Hatley;

2. The 50 south feet of all the land extending east of said lot No. 12 between the latter lot and the actual road "Hermitage Club Road"; this land being known as being a part of lot No. 13 of the official subdivision of said lot 14-B in the 14th range of the township of Magog-Hatley, and may be an unsubdivided part of said lot No. 14-B; this strip of land is bounded towards east by the road "Hermitage Club Road"; towards south by the unsubdivided part of said lot No. 14-B, sold to Mr. C. J. Buzzell or representatives, on November 3, 1930, by registered deed in B. 56, No. 30 280; towards west by Memphremagog Lake; towards north by the land of said Alfred Tourigny.

On September 21, 1962, this lot 14-A/1 has been resubdivided and has become lots Nos. 14-A-1/1 and 14-A-1-2 belonging to Dame Simone Lancup-Garneau.

D'après le livre de renvoi ce lot 14-A-1-1 est décrit comme suit:

Lot de forme rectangulaire. Borné à l'ouest par le Chemin public; au nord par le lot No 14-A-2; à l'est et au sud par le lot No 14-A-1-2. Mesurant cent pieds de largeur sur une profondeur de cent cinquante (150') pieds dans les lignes sud et nord. Contenant en superficie quinze mille pieds carrés, mesure anglaise. (15,000). Comme appartenant à Dame Simone Lancup-Garneau. (Avec bâtisses dessus).

Pour être vendus « en bloc » au bureau d'enregistrement, à Stanstead Plain, MERCREDI, le TRENTE ET UNIÈME jour de MAI 1967, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
DONAT JACQUES.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Sherbrooke, le 21 avril 1967. 19494-o

Pursuant to the book of reference this lot 14-A-1-1 is described as follows:

Lot of rectangular form, bounded on the west by the public road; on the north by lot No. 14-A-2; on the east and on the south by lot No. 14-A-1-2. Measuring one hundred feet in width by a depth of one hundred and fifty feet (150') in the south and north lines. Containing in superficial area fifteen thousand square feet (15,000), English measure. As belonging to Dame Simone Lancup-Garneau. (With buildings thereon).

To be sold "en bloc" at the registration office, in Stanstead Plain, WEDNESDAY, the THIRTY-FIRST day of the month of MAY, 1967, at TEN o'clock in the forenoon

DONAT JACQUES,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Court House,
Sherbrooke, April 21, 1967. 19494

INDEX No 17

ARRÊTÉS en Conseil

1008 — Article « 1 » des règlements des Bois et Forêts	2829
1008 — Section "1" of the Woods and Forests Regulations	2829
452 — Robe, province	2824
452 — Dress, Province	2824
1002 — Taxe sur les repas et l'hôtellerie, exemption de la taxe sur le prix de la location d'une unité de logement dans une conciergerie	2828
1002 — Meals and Hotels Tax Act, exemption from the tax payable on the price of an apartment leased in an apartment building	2828
1053 — Réserve de chasse et de pêche de la Petite Cascapédia	2827
1053 — Fish and Game Reserve of the Petite Cascapédia	2827
1059 — Automobile, Rouyn-Noranda	2825
1059 — Automobile, Rouyn-Noranda	2825
1073 — Automobile, Rouyn-Noranda	2825
1073 — Automobile, Rouyn-Noranda	2825
1075 — Réserve de chasse et de pêche de Pontiac	2826
1075 — Fish and Game Reserve of Pontiac	2826
1116 — (1966) Tanneries et corroieries, Québec (<i>Erratum</i>)	2826
1116 — (1966) Tanners and Curriers, Quebec (<i>Erratum</i>)	2826

ASSOCIATIONS coopératives

Association coopérative de Sugluk (L') (<i>Formation</i>)	2829
Magasin Co-op de Manneville (<i>Nom-Name ch.</i>)	2829
Sugluk Co-operative Association (<i>Formation</i>)	2829

AVIS divers

Frischmuth, Sigrid <i>et al</i> (<i>Dem.-Appl.</i>)	2830
Ilovitch <i>et al</i> (<i>Dem.-Appl.</i>)	2830
Milowski, Leslie (<i>Dem.-Appl.</i>)	2830
Parish of Notre-Dame-de-la-Baie	2830
Parish of Notre-Dame-du-Rosaire	2830
Paroisse de Notre-Dame-de-la-Baie	2830
Paroisse de Notre-Dame-du-Rosaire	2830
Tabock, Richard, Steven (<i>Dem.-Appl.</i>)	2829

CAISSES d'épargne et de crédit *and credit unions*

Caisse d'économie des travailleurs de Marievalle (<i>Formation</i>)	2831
Canadian Forces Base Bagotville Credit Union (C.F.B.) (<i>Nom-Name ch.</i>)	2831

COMMISSION du Salaire minimum *MINIMUM Wage Commission*

Ord. 3	2831
Ord. 4	2831
Ord. 7	2831
Ord. 11	2831
Ord. 30	2831
Ord. 39	2831
Ord. 40	2831

COMPAGNIES

Avis relatifs à la loi des *Companies relative to the Act of*

Autorisées à faire des affaires *Licensed to do Business*

Eagle Gold Mines Limited	2832
Frew Productions Limited	2833

Chartes — Abandon de *Charters — Surrender of*

Aztec Realities Inc.	2833
Bayview Investments Inc.	2834
Brentwood Development Corp.	2833
Brian Corp.	2834
Cavendish Jewelry Ltd.	2834

Chartes — Abandon de	Charters — Surrender of	Chartes — Surrender of	Charters — Surrender of
<i>(suite)</i>	<i>(continued)</i>	<i>(continued)</i>	<i>(continued)</i>
Centre Agricole inc.	2833	Association des Étudiants des Hautes Études Commerciales de Montréal	2734
Duhamel (Thomas) limitée	2835	Association des Hôteliers du Témis- couata inc. (L')	2734
K. & T. Construction Inc.	2835	Attractions spéciales mondiales ltée	2781
Meca Incorporée	2834	Atome Kitchen Supply Co. Ltd.	2734
Mobile Electroplating Co. Ltd.	2836	Auto Parc Riverside inc.	2735
P.M.C. Manufacturing Company Li- mitée	2835	B.R.M. Construction Ltd.	2735
Pierrefonds Cartage & Trucking Inc.	2834	B.R.M. Construction ltée	2735
Quincaillerie Maska limitée (La)	2834	Badeaux, Gosselin & Grenier inc.	2735
Saffor Enterprises Inc.	2835	Bavarianrestaurant Inc.	2736
Service Electric Sherbrooke Inc.	2834	Bienvenu International Ltd.	2736
Tremblant Investment Limited	2834	Bienvenu International ltée	2736
Westhill Construction Ltd.	2835	Bistro du Plateau inc. (Le)	2736
		Bobino Motel Inc.	2761
Divers	Miscellaneous	Bouchard (Albert) & fils inc.	2737
Ace Linen Supply Ltd. (Dir.)	2836	Boulangerie H. Charbonneau inc.	2737
Antagon Construction Company Ltd. (Dir.)	2838	Boutique Prudy inc.	2737
Anglo-Canadian Telephone Company (Dir.)	2836	Bourget (J.S.) ltée	2738
Association des fonctionnaires profes- sionnels municipaux de Montréal (Règl.-By-laws)	2836	Brunet Super Markets Inc.	2777
Autobus Fournier, ltée (Dir.)	2836	Buffet Richelieu inc. (Correction)	2839
Club de Ski Mont Bleu St. Ambroise inc. (Règl.-By-laws)	2836	Bureau de Traduction Trans-Adapt inc. (Le)	2738
Compagnie de construction Antagon ltée (Dir.)	2838	C.B. Development Inc.	2738
Constructions de la Familiale, ltée (Les)		Camp Alouette Ltd.	2738
Concrete Coring & Cutting Ltd. (Dir.)	2838	Camping Le Québécois « 67 » inc.	2739
Constructions de la Famiale, ltée (Les)	2838	Campus Shoes Inc.	2742
Domaine des Haut-Bois (Mt-Bruno) inc. (Dir.)	2837	Cantlie Club Corporation	2739
Duranceau (Charles) Limited (Dir.)	2837	Car-O-Matic Inc.	2739
Duranceau (Charles) limitée (Dir.)	2837	Caron & Allard inc.	2740
Ferme Bégin ltée (La) (Dir.)	2838	Central Adjustment Service Inc.	2740
Fournier Bus Ltd. (Dir.)	2836	Centre Saint-Louis de Lotbinière inc.	2740
Hotte (Ernest) incorporée (Dir.)	2838	Champdeau Ltd.	2741
Interior Decorators Society of Quebec (By-laws)	2837	Champdeau ltée	2741
Jeune Chambre de Saint-Basile inc. (Règl.-By-laws)	2838	Chartre Heating System Inc.	2741
Johl's Contract Corporation (Dir.)	2838	Chase Construction Co. Ltd.	2741
Knowlton Social Club Inc. (Dir.) (Règl.-By-laws)	2837	Chaussures Campus inc.	2742
Montreal West Bowling & Curling Club Inc. (Dir.)	2837	Chez Égide ltée	2742
Provincial Aviation Inc. (Dir.)	2836	Cie de Gestion Henri, ltée (La)	2742
Sicard inc. (Dir.)	2837	Cimca inc.	2743
Société des Décorateurs-Ensembleurs du Québec (La) (Règl.)	2837	Cloutier transport inc.	2743
Télébec inc. (Dir.)	2838	Club Brasilia Inc.	2743
Triman Tele-Goal Ltd. (Dir.)	2838	Club de Golf de St-Simon inc. (Le)	2744
		Club des Bricoleurs inc. (Les)	2755
		Club Mataski inc.	2744
		Club Richelieu Châteauquay inc.	2744
		Club Rotary Ste-Thérèse incorporée	2745
		Comité des Parents de la Troupe Notre- Dame du Rosaire (Le)	2745
		Congregation Beth Jonathan	2745
		Coronet Voyages Inc.	2746
		Corporation de développement Mont- joie (La)	2761
		Corporation de Gestion et de Placement de Luxe (La)	2746
		Courchesne (G.) transport inc.	2746
		Créations Charmantes inc.	2747
		Deleraft Industries Inc.	2747
		De Luxe Holding and Investment Cor- poration (The)	2746
		Discorama Ltd.	2747
		Domaine du Pêcheur inc.	2748
		Domaine du Souvenir inc.	2748
		Drouin & Tardif inc.	2749
		Ducal limitée	2749
		E. & M. Surgical Supplies Ltd.	2749
		École Nationale d'Équitation	2749
		Entreprises Duclos & Duclos inc. (Les)	2750
		Entreprises Laffage inc. (Les)	2750
		Entreprises Pointe-aux-Trembles inc. (Les)	2750
		Escouade de secours de Lavaltrie (L')	2751
		Fafard & Brothers Ltd.	2751
		Fafard & frères ltée	2751
		Fair Acres Limited	2751
		Fauteux (Jacques) inc.	2752
Lettres patentes	Letters Patent		
A B C D Brake & Clutch Inc.	2730		
A.S.M. Construction ltée	2730		
A.V.A. Audio Visual Aids Limited.	2731		
Aaron Designs Inc.	2731		
Academy Development Inc.	2731		
Amis des mouvements Scout et Guide de Charlemagne (Les)	2732		
Angelillo, Cloutier & associés ltée	2732		
Anjou Holdings Inc.	2732		
Associated Crafts Ltd.	2733		
Association Chasse & Pêche Lac Fron- tière	2733		
Association d'Appareils de buanderie à monnaie de Québec	2767		
Association des employés de commerce du cœur de Québec (L')	2733		

Lettres patentes (suite)	Letters Patent (continued)	
Flood & Lemm Inc.	2752	Samson Boulevard Development Inc.
Framur Investments Ltd.	2752	Seligman & Latz Beauty Salon of Sherbrooke, Ltd.
Garage Langlois inc.	2753	Sept-Iles Salvage and Equipment Inc.
General Lamination Ltd.	2753	Service d'Ajustement Central inc.
Genest (Raymond) inc.	2753	Service des loisirs Nativité d'Hochelaga
Geometra inc.	2754	Service des Loisirs St-Mathieu de Laval inc. (Le)
Gifts Galore Inc.	2754	Shamrock Wrecking Corp. Ltd.
Gold Buddha Restaurant Inc.	2754	Shirt Bar Inc. (The)
Goyette & Gagnon inc.	2755	Shorker Holding Co. Ltd.
Habitations de l'Outaouais inc.	2755	Simon Lumber Co. Limited
Hobby Club Inc. (The)	2755	Skywalk (Montreal) Inc.
Ili Industries Corporation	2756	Société d'exploitation touristique Saguenay-Lac St-Jean, inc. (La)
Import Motors Corp.	2756	Société historique de Laprairie (La)
Industries Ili corporation	2756	Société Internationale de Construction et de Rénovation limitée (La)
Institut Lamy inc.	2756	Sociétés Irlandaises Unies de Montréal (Les)
International Buddies Association Inc.	2757	Sodim Itée
Knit-Craft Fashion Mills Ltd.	2757	Spiritex Inc.
Labelle (Georges) limitée	2757	Starlet Manufacturing Co. Ltd.
Lalande Granite Ltd.	2758	Superior Mould & Machinery Ltd.
Lalande Granite Itée	2758	Supermarché Cyr Inc.
Lapierre (Étienne) inc.	2758	Super Marchés Brunet inc.
Location Garantie limitée	2758	Tapis Ro-Lan inc. (Les)
Loisirs de Ste-Famille I.O.	2759	Taverne La Ronde inc.
Lorha Services Inc.	2759	Télécon (Trois-Rivières) inc.
Macdonald Estates Ltd.	2759	Terrace Lacordaire Inc.
Marchés d'Animaux Drummond, Itée.	2839	Terrace Lacordaire inc.
Marché Quévillon inc.	2760	Terre Noire Transport Inc.
Marquita Food Service Ltd.	2765	Toussaint Shoe Parlor Ltd.
McQuillen Entreprises Inc.	2760	Transport Du Lac Itée
Metro Dural Brick and Stone Ltd.	2760	Unipret inc.
Mongesco Itée	2760	United Irish Societies of Montreal
Montjoie Development Corporation	2761	Universal Paints & Specialties Co. Limited
Motel Bobino inc.	2761	Vale Incorporated
Motel des Nations inc.	2761	Voyages Coronet inc.
Motel Rideau inc.	2762	Wally Holdings Inc.
Moyens Audio Visuels A.V.A. limitée	2731	Westmount Taxi Owners and Drivers Fraternity Inc. (The)
National Equestrian School	2749	Wire Craft Co. Inc.
New Era Lodgings Inc.	2762	World-Wide Special Attractions Ltd.
Nimco Ltd.	2762	
Nimco Itée	2762	
Noël (Aurélien) inc.	2763	
Outaouais Habitations Inc	2755	
Papineau (Bernard) inc.	2763	
Peintures Idéales inc. (Les)	2763	
Peintures & Spécialités Universal Cie limitée	2780	
Penn Enterprises Ltd.	2764	
Placements Les Écureuils Itée	2764	
Placements Loyola inc. (Les)	2764	
Plan alimentaire Marquita Itée	2765	
Planico inc.	2765	
Plourde (Napoléon) transport inc.	2765	
Prêts BSL inc.	2766	
Progrès d'Anjou inc. (Le)	2766	
Punch & General Overload Service Inc.	2766	
Quebec Coin-Operated Laundry Equipment Association	2767	
Quebec Compressors Limited	2767	
Quebec Men's and Boys' Apparel Buy-Mart Association Inc.	2767	
Quentin Inc.	2768	
R & G South Shore Meats Inc.	2768	
R.G.K. Ward (1967) Limited	2768	
R. & S. Appliance Inc.	2769	
Raymond & De Serres Co. Itée	2769	
Restaurant Bouddha d'Or inc.	2754	
Restaurant Le Cendrillon inc.	2769	
Riverside Auto Park Inc.	2735	
Rotary Club of Ste-Thérèse Incorporated	2745	
Roullis-Dansant inc. (Le)	2770	
Royal Flooring (1967) Inc.	2770	
Salon de chaussures Toussaint Itée	2770	
		Lettres patentes supplémentaires
		Supplementary Letters Patent
		Arthur Discothèque Ltd.
		Association des Sous-traitants en construction (Québec)
		Building Trades Association (Quebec)
		Bryant (J. H.) Ltd.
		Bureau (Antonio) limitée
		Campus Casuals of California (Canada) Ltd.
		Chase Tools & Equipment Limited
		Concrete Laboratory Inc.
		Discothèque Arthur Itée
		Domico Inc.
		El-Pine Construction Company Limited
		Entreprises Serca inc.
		Excel Automotive Limited
		Fast Phototypesetters of Canada Limited
		Francis Moulding Ltd.
		Fredmor Lanes Ltd.
		Harrow Glove Company
		Héroux Limited
		Laboratoire de Béton inc.
		Laurentide Chemicals inc.
		Leclerc (Clément) & Fils inc.
		Loisirs de Béclair inc. (Les)
		Marbrooke Knitting Corp.
		Meunerie de Pierreville Itée (La)
		National Landscaping Service, Ltd.

Lettres patentes supplémentaires	Supplementary Letters Patent	Travail	Labour
<i>(suite)</i>	<i>(continued)</i>	<i>Industrie ou métiers de:</i>	<i>Industry or Trades of:</i>
Nordix limitée.....	2786	Alimentation en gros, Québec (<i>Prél.</i>)...	2808
Pember Realities Limited.....	2786	Ascenseurs et monte-charge (<i>Avis</i>).....	2819
Photographie Surveys Inc.....	2786	Barbers and Hairdressers, Roberval (<i>Mod.</i>).....	2791
Place Bonaventure inc. (<i>Erratum</i>).....	2389	Barbers and Hairdressers, Rouyn and Noranda (<i>Amend.</i>).....	2791
Placements Côté-Lapointe inc. (<i>Les</i>)..	2787	Barbers and Hairdressers, St-Jean and Iberville (<i>Levy</i>).....	2810
Placements Dubé ltée (<i>Les</i>).....	2787	Barbers and Hairdressers, Victoriaville (<i>Amend.</i>).....	2791
Plast-O-Matic Inc.....	2787	Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses, Rober- val (<i>Mod.</i>).....	2791
Prescott Watch Case Corp. Ltd.....	2787	Barbiers-coiffeurs, St-Jean et Iberville (<i>Prél.</i>).....	2810
Richard (Gaston) inc.....	2787	Barbiers et coiffeurs, Rouyn et Noranda (<i>Mod.</i>).....	2791
St-Pierre (Eug.) inc.....	2788	Barbiers et coiffeuses, Victoriaville (<i>Mod.</i>).....	2791
Salon de Chaussures Arvida ltée.....	2788	Commerce de détail, Richmond et Mel- bourne (<i>Mod.</i>).....	2792
Schonek International Ltd.....	2788	Commercial Establishments, Richmond and Melbourne (<i>Amend.</i>).....	2792
Serca Enterprises Inc.....	2783	Construction, Drummondville (<i>Prél.- Levy</i>).....	2806
Service Paysagiste, National, ltée....	2786	Construction, Granby, St-Jean et al (<i>Mod.-Amend.</i>).....	2819
Serber Holdings Corporation.....	2788	Construction, Drummondville (<i>Appr.</i>)..	2790
Transport Savard ltée.....	2788	Construction, Hull, (<i>Prél.-Levy</i>).....	2811
Treco (1964) ltée.....	2789	Construction, (Refrigération) Montréal (<i>Mod.-Amend.</i>).....	2793
Treco (1964) Ltd.....	2789	Elevators (Passengers and Freight) (<i>No- tice</i>).....	2819
Tudor Singers of Montreal (1966) (The)	2789	Food products, Wholesale, Quebec (<i>Le- vy</i>).....	2808
Universal Impex Co. Ltd.....	2789	Fourrures, gros, Montréal (<i>Prél.</i>).....	2814
Windsor Furniture Ltd.....	2789	Fur, Wholesale, Montreal (<i>Levy</i>).....	2814
Zum-Berger Corporation.....	2789	Imprimerie, Québec (<i>Mod.</i>).....	2790
		Inland and Coastal Navigation, Port of Montreal (<i>Levy</i>).....	2817
		Navigation Côtière et Intérieure, Port de Montréal, (<i>Prél.</i>).....	2817
		Printing, Quebec (<i>Amend.</i>).....	2790
		Tanneries et Corroieries, province (<i>Prél.</i>)	2815
		Tanners and Curriers, Province (<i>Levy</i>)..	2815
Sièges sociaux	Heads Office		
Bellerose (P.) inc.....	2839	PROCLAMATIONS	PROCLAMATIONS
Centre d'autos de Waterloo inc. (<i>Le</i>)..	2841	Arbor Week.....	2848
Cercle Récréatif Familial St-Barthele- my De Galdo.....	2841	Désignation et description des régions sauvegardées et la circulation en forêt dans telles régions en 1967.....	2849
Cherry River Chalets Inc.....	2840	Designation and description of fire dis- tricts and circulation in such districts in 1967.....	2849
Crèmerie St-Grégoire inc. (<i>La</i>).....	2841	Extension de la juridiction de la Cour municipale de la ville de Saint-Césaire au territoire de la municipalité du vil- lage de l'Ange-Gardien, comté de Rou- ville.....	2847
Dufour (Jacques) cie ltée.....	2839	Extension of the jurisdiction of the Municipal Court of the town of Saint- Césaire to the territory of the muni- cipality of the village of l'Ange-Gar- dien, county of Rouville.....	2847
Dufour (Jacques) Co. Ltd.....	2839	Semaine de l'arbre.....	2848
L. M. J. Co. Inc.....	2840		
Mason-Neilan Regulator Company Li- mited.....	2840		
Provincial Aviation Inc.....	2840		
Sicard inc.....	2840		
York Taxi ltée.....	2840		
EXAMEN	EXAMINATION		
des Agronomes	Examination		
Province, Étude-Study.....	2851		
MINISTÈRES	DEPARTMENTS		
Agriculture	Agriculture		
Société coopérative agricole de beurrerie de Ste-Croix (<i>Liquidation</i>).....	2843		
Finances	Finance		
Assurances	Insurance		
Security Insurance Company.....	2843		
Stabilité, Cie d'Assurance-Vie (<i>La</i>)....	2843		
Stability Life Insurance Company.....	2843		
Industrie	Industry		
et Commerce	and Commerce		
Avis de pêche aux coques.....	2844		
Shell fishing notices.....	2844		
Terres et Forêts	Lands and Forests		
Cadastre	Cadastre:		
Ascot, canton-township.....	2842	SOUSSIONS	TENDERS
Bourlamaque, canton-township.....	2841	Chambly, cité-city.....	2858
Manicouagan, canton-township.....	2841	Charlesbourg, cité-city.....	2859
Pointe-aux-Trembles, par.....	2842	East Angus, c.s.c.-c.s.c.....	2852
Ste-Thérèse de Blainville, par.....	2842	La Providence, village.....	2853
St-Thomas de Pierreville, par.....	2842	Mont-Royal, ville.....	2861
		Mount Royal, town.....	2861

SOUSSIONS*(suite)*

Pincourt, c.s.-s.c.	2854
Rouyn, cité-city.	2860
Ste-Foy, c.s.-s.c.	2855
St-Léonard-de-Portneuf, munic.	2857

SYNDICATS**Professionnels**

Association des Employés de Fleet Truck Bodies inc. (F.C.A.I.) (<i>Const.-Inc.</i>)	2845
Association des Employés de Holiday Luggage Mfg. Co. inc. (F.C.A.I.) (<i>Const.-Inc.</i>)	2845
Association des Employés de Lingerie inc. F.C.A.I. (Model Lingerie Itée) (<i>Const.-Inc.</i>)	2845
Association professionnelle des musiciens éducateurs du Québec (A.P.M.E.Q.), Région des Cantons de l'Est (<i>Const.-Inc.</i>)	2845
Association syndicale des Employés de la Boulangerie Champion inc. (F.C.A.I.) (L') (<i>Const. Inc.</i>)	2846
Electrical Appliance Employees' Association Inc. (C.F.I.A.) (McDonald)	2846
Syndicat des employés du centre d'apprentissage des métiers de la construction de Hull (<i>Const.-Inc.</i>)	2846
Syndicat des Gardes-malades et Infirmiers Auxiliaires licenciés de l'Institut Albert Prévost, l'Hôpital Ste-Justine et Doctors Hospital Inc. (<i>Const.-Inc.</i>)	2846
Syndicat des Gardes-malades Auxiliaires de l'Hôpital du Sacré-Coeur de Cartierville (Le) (<i>Const.-Inc.</i>)	2847
Syndicat des Producteurs de Lait Nature du Nord-Ouest Québécois (U.C.C.) (<i>Const.-Inc.</i>)	2847

VENTES**Effets non-réclamés**

Canadian Pacific Express Company.	2844
Messageries Canadien Pacifique.	2844

SHÉRIFS**Abitibi**

Prêt Val d'Or inc. vs Binette et al.	2865
---	------

TENDERS*(continued)***Beauce**

Chabot vs Veilleux et al.	2865
Lessard vs Dulac.	2865

Bonaventure

Doiron vs Héritiers-Heirs Loisel.	2866
--	------

Chicoutimi

Pelletier vs Munger.	2866
---------------------------	------

Hull

Interprovincial Building Credits Ltd. vs Sauvé et al.	2868
--	------

Iberville

Benjamin et al vs Benjamin.	2868
Gamache vs Vachon et al.	2869

Kamouraska

Lessard vs Poulin.	2869
-------------------------	------

Labelle

Office du crédit agricole (L') vs Ouellet et al.	2870
Quebec Farm Credit Bureau (The) vs Ouellet et al.	2870

Mégantic

Boiseries Plessis Itée (Les) vs Côté.	2870
--	------

Québec

Bouchard vs Le Cap du Rêve inc.	2871
Lessard vs Mathieu.	2871

Rimouski

Office du crédit agricole du Québec (L') vs Bélanger et al.	2872
Quebec Farm Credit Bureau (The) vs Bélanger et al.	2872

Saint-François

Entreprises Magog inc. (Les) vs Lancup-Garneau.	2873
Rouillard vs Lallier.	2872

Taxes

Gaspé No. 3, comté-county.	2863
---------------------------------	------